

CID/GS  
Cycle Géopolitique 1997-1998



## MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

ETUDE DIRIGEE : « Le monde turco-iranien et l'Asie centrale » .

CHARGE D'ETUDE : M. Alexandre ADLER .

GROUPE B6



**« La politique d'un  
Etat est dans sa  
géographie. »**

**Napoléon .**

Rédacteur : Cre Lcl VILLERBU (A) .

## **ETUDE DIRIGEE « Le monde turco-iranien et l'Asie centrale »**

### **Présentation générale par le chargé d'étude :**

Relations internationales et stratégies dans l'arc de crise : problématique générale .

Dès la fin des années 70 , le conseiller stratégique du président Carter , Zbigniew Brzezinski avait défini la région qui s'étend du Bosphore à l'Inde , englobant la Turquie , l'Iran , le Pakistan et l'Afghanistan , comme un véritable « arc de crise » qui constituait à l'époque le point chaud de la géopolitique mondiale avec le contact de l'empire soviétique et du Moyen-Orient musulman d'une part , l'espace de dilatation de la révolution islamique iranienne de l'autre . Entre ces deux phénomènes, les contrecoups des stratégies de l'Europe balkanique , de l'Inde , du monde arabe se faisaient également sentir : trois des plus grands conflits des années 80 , la guerre Iran-Irak , l'insurrection de l'Afghanistan et l'affrontement indo-pakistanaï s'y déroulèrent .

Mais voici que l'effondrement de l'Union soviétique provoque à son tour un basculement géopolitique de toute la zone : en quelques mois , le Caucase , l'ancien Turkestan , la Bosnie et l'Albanie se remettent à graviter autour d'une Turquie qui n'en demandait pas tant , entraînant une redéfinition totale des paramètres de cette région . En quelques années ensuite , un enjeu pétrolier considérable se fait jour en Azerbaïdjan , au Kazakhstan , peut-être demain en Ouzbékistan . L'installation de sociétés occidentales , voire chinoises ou saoudiennes dans ce qui fut une chasse gardée de la Russie depuis cent cinquante ans bouleverse à son tour le tableau . Enfin , de la Bosnie au Karabakh et jusqu'au lointain Tadjikistan , les affrontements ethniques redoublent d'ampleur et de férocité , introduisant la série des grandes interventions de l'ONU , de l'OSCE au Caucase etc... La dynamique violente de ces sociétés est enfin accélérée par les bouleversements que connaissent Turquie et Iran , les deux Etats principaux de la zone , le rapprochement indo-pakistanaï , le retour différé mais attendu de la puissance russe .

Etapes de clarification des notions de base , des forces en présence et de la géopolitique de demain :

1) Le dualisme turco-iranien.

- A - La culture persane et les peuples iranophones .
- B - La genèse des peuples turcs et l'empire ottoman .
- C - Islam sunnite et Islam chiite.
- D - Esquisse des relations turco-iraniennes :
  - a) La rivalité traditionnelle .
  - b) L'époque des modernisations parallèles . Leurs différences .
  - c) Révolution islamique en Iran . Islamismes turcs .

2) Le facteur soviétique et post-communiste.

- A - Le communisme au Caucase (Géorgie , Azerbaïdjan , Caucase Nord , Arménie) .
- B - Le communisme au Turkestan (Ouzbékistan et régions voisines , Kazakhs et Kirghizes , le Xinjiang chinois) .
- C - Le communisme et l'Islam balkanique (Albanie , Bosnie , Bulgarie) .
- D - Stratégies soviétiques en Iran et en Turquie . Leur évolution .

3) La fin de l'URSS , la crise afghane et la nouvelle donne pakistanaise .

- A - Naissance du Pakistan - problèmes d'identité ethnique et politique .
- B - Le conflit afghan et l'URSS .
- C - L'enjeu afghan après 1988 .
- D - Etat des relations indo-pakistanaïses ( séparatismes , nucléaire , coopération économique , vers un renversement de perspective ?) .

4) Le « Grand Jeu » et les acteurs nouveaux .

- A - L'enjeu pétrolier : coup de projecteur sur l'Azerbaïdjan , le Kurdistan et la Tchétchénie .
- B - L'enjeu islamique : stratégies et réponses des Etats-Unis , de l'Europe , d'Israël , de la Chine et du monde arabe .
- C - L'enjeu stratégique : la Turquie et l'Europe , le Pakistan et l'Inde , l'Iran et le Moyen-Orient .
- D - L'enjeu géopolitique : quel retour de la puissance russe ?

## Synthèse générale :

### INTRODUCTION :

Le monde turco-iranien et l'Asie centrale ( Ouzbékistan , Kirghizistan , Turkménistan et Kazakhstan turcophones et Tadjikistan iranophone ) émergent comme une région énergétique à la fois potentiellement très riche et une possible « zone des tempêtes » concernant la Turquie , la Russie , le Caucase , la mer Caspienne , le Xinjiang chinois , l' Iran , l'Afghanistan , l' ensemble indo-pakistanaï et le Moyen-Orient . Il s'agit d'un monde où se rencontrèrent pendant des siècles peuples « altaïques » turco-mongols des steppes , perses , grecs d'Alexandre et de ses successeurs hellènes , chinois , mongols , arabes , slaves et toutes les grandes religions universelles véhiculées sur la Route de la soie par la conversion ou la conquête : mazdéisme et manichéisme perses influencés par Zarathoustra , chamanisme d'Asie centrale , bouddhisme , christianisme et islam .

Vingt ans après avoir qualifié cette région d'arc de crise , Zbigniew Brzezinski la qualifie de Balkans eurasiens en raison d'une part, de son instabilité due aux conflits ethniques et religieux et aux rivalités régionales exacerbées par les ressources énergétiques prometteuses et d'autre part , de son importance dans l'équilibre de l'Eurasie et partant du monde . En effet , située au centre du monde , l'Eurasie est l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale car quiconque contrôle l'Eurasie , contrôle le monde .

Dans cette partie sud de l'échiquier eurasien , plusieurs acteurs émergent : la Turquie , l'Iran , la Russie et dans une moindre mesure mais de manière croissante , l'Inde , le Pakistan , la Chine et les Etats-Unis .

### LA TURQUIE ET L'IRAN .

A la faveur de l'effondrement soviétique , la Turquie et l'Iran tentent de faire valoir leur influence en Asie centrale et autour de la mer Caspienne . Toutefois , des difficultés intérieures limitent leurs capacités à modifier la distribution régionale du pouvoir et les efforts qu'ils consacrent à annihiler , pour cause de rivalité , leur influence réciproque , restreignent leur marge de manoeuvre .

Ainsi , en Azerbaïdjan turcophone , où la Turquie a acquis une influence significative , l'attitude iranienne , guidée par la crainte d'une agitation au sein de sa forte minorité azérie pourtant chiite , a beaucoup servi les intérêts russes au détriment de la communauté turcophone .

En effet , ces deux pays musulmans , de population comparable (65 millions), liés par une histoire commune tour à tour dominée par les Turcs et les Perses et par une rivalité traditionnelle , ont connu des modernisations parallèles , dont le cours a divergé vers la démocratie laïque en Turquie et l'islamisme militant en Iran . Pays majoritairement sunnite , la Turquie connaît néanmoins une forte minorité chiite (alévis) , tout comme l'Iran chiite connaît des minorités sunnites importantes . Les Kurdes , issus de tribus iraniennes , représentent 20 % de la population turque alors que les Azéris turcophones , plus nombreux en Iran qu'en Azerbaïdjan , représentent environ un quart de la population iranienne .

Ces deux pays qui se rejoignent et se repoussent à la fois , constituent néanmoins deux pivots géopolitiques de premier ordre dans la région.

La Turquie , facteur de stabilité dans la zone de la mer Noire , verrouille l'accès à la Méditerranée , sert de contrepoids à la Russie dans le Caucase , d'antidote laïc au fondamentalisme islamique et de point d'ancrage au sud pour l'OTAN . Des remous en Turquie favoriseraient la violence dans le sud des Balkans et le retour de la présence russe dans les nouveaux Etats indépendants du Caucase.

L'Iran , malgré son attitude ambiguë à l'égard de l'Azerbaïdjan , sert aussi d'élément stabilisateur dans la redistribution du pouvoir en Asie centrale . Sa domination sur la frange orientale du golfe Persique et sa volonté d'indépendance affirmée , même si elle s'accompagne , pour l'instant , d'hostilité à l'égard des Etats-Unis , empêchent la Russie d'exercer une influence dans le golfe Persique et d'y menacer les intérêts occidentaux notamment américains .

Les visées géopolitiques de la Turquie , qui se considère comme le leader potentiel de la communauté turcophone de la région , peuvent être représentées par une simple flèche dirigée vers l'est , traversant l'Azerbaïdjan et la mer Caspienne pour atteindre l'Asie centrale . Quant à celles de l'Iran , qui joue la carte du renouveau islamique en Asie centrale , elles peuvent être représentées par deux flèches pointant vers le nord , en direction de l'Azerbaïdjan et vers le nord-est , en direction du Turkménistan aux importantes potentialités énergétiques qui transiteraient par l'Iran , de l'Afghanistan comprenant de fortes minorités d'origine iranienne et du Tadjikistan iranophone .

## LA RUSSIE .

Parmi les élites dirigeantes russes , composées encore largement d'anciens cadres soviétiques , subsiste une notion profondément enracinée : leur pays aurait à jouer un rôle international de premier plan . Cette vocation implique la subordination à Moscou des nouveaux Etats indépendants issus de l'effondrement de l'Union soviétique .

Par ailleurs , la perte du Caucase a ravivé la crainte ancestrale d'une prédominance turque sur la région et la nouvelle situation du Caucase et de l'Asie centrale , signifiant l'abandon d'importantes ressources énergétiques et minérales ( pétrole et gaz naturel d'Azerbaïdjan et du Kazakhstan notamment) autant que la proximité du défi islamique , a nourri l'anxiété et la frustration russes . Ces dernières sont accentuées par le fait que plusieurs millions de Russes vivent désormais dans des Etats étrangers , dirigés par des nationalistes déterminés à affirmer leur identité après des décennies de russification coercitive à l'égard des revendications nationales au Caucase (Géorgie , Arménie , Azerbaïdjan) et de la conscience musulmane en Asie centrale .

Dans la région , la géopolitique de la Russie vise à la restauration de son influence économique et politique en contenant la présence turque et iranienne , afin d'empêcher les nouveaux Etats de graviter autour de ses principaux rivaux , de décourager la mise en oeuvre d'une coopération régionale véritablement indépendante au sein de l'Asie centrale , prolongeant ainsi la division instaurée par les soviétiques dans le tracé des frontières empêchant la constitution du Turkestan , et de limiter l'influence des Etats-Unis sur les nouveaux Etats souverains .

La volonté russe se manifeste d'abord par le maintien d'une présence militaire sur le territoire des nouveaux Etats en profitant des conflits comme en Géorgie (sécession abkhaze) , en Arménie (Haut-Karabakh arménien en Azerbaïdjan) et au Tadjikistan (guerre civile) , ensuite par les pressions exercées pour éviter tout réseau d'oléoducs qui transporterait le pétrole de la Caspienne en contournant la Russie , enfin par l'influence qui persiste dans le soutien du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) contre la Turquie et dans l'entourage des dirigeants iraniens qui sont alliés des Russes face aux nouveaux Etats riverains de la mer Caspienne (Azerbaïdjan , Kazakhstan et Turkménistan) afin d'en contrôler l'exploitation pétrolière .

Les visées géopolitiques de la Russie peuvent être représentées par deux flèches pointant tout droit vers le sud , en direction de l'Azerbaïdjan et du Kazakhstan car la soumission politique de ces deux pays est une étape fondamentale dans la stratégie géopolitique de Moscou . En effet , pour qu'une contre-offensive politique russe porte ses fruits , Moscou doit non seulement fermer l'accès à la région (Azerbaïdjan), mais également pénétrer le bouclier géographique qui la protège (Kazakhstan) , le tout en évitant les déconvenues de type afghan et tchéchène .

La cible prioritaire pour la Russie est l'Azerbaïdjan car sa subordination isolerait l'Asie centrale de l'Occident , notamment de la Turquie et des Etats-Unis . La Russie bénéficierait alors d'un important avantage stratégique sur l'Ouzbékistan et le Turkménistan et d'une position dominante en Géorgie et en Arménie , tout en conservant l'Iran comme allié pour soumettre Bakou à la volonté russe de partage des ressources pétrolières de la Caspienne .

Le Kazakhstan représente également une cible de premier ordre , car sa vulnérabilité sur le plan ethnique (les Kazakhs ne sont pas majoritaires -42%- et les Russes représentent 37% de la population) ne lui permettrait pas d'avoir l'avantage en cas d'affrontement ouvert avec Moscou .

Par ailleurs , la Russie peut tirer profit des craintes des Kazakhs face au dynamisme croissant de la Chine et de leur mécontentement en raison des mesures anti-turcophones qui sont prises dans la province chinoise du Xinjiang . La soumission progressive du Kazakhstan aurait pour conséquence géopolitique de faire automatiquement entrer le Kirghizistan et le Tadjikistan dans la sphère de contrôle de Moscou , exposant aux pressions russes le Turkménistan et surtout l'Ouzbékistan qui constitue le principal candidat au leadership en Asie centrale grâce à une population plus nombreuse et homogène lui permettant d'affirmer une identité nationale plus forte que les autres Etats d'Asie centrale .

La stratégie russe qui reprend la volonté soviétique d'opposition à une entité unique en Asie centrale (Turkestan) , va néanmoins à l'encontre des aspirations nationalistes et d'indépendance économique des Etats de la région dont les plus riches en ressources énergétiques (Azerbaïdjan , Kazakhstan , Turkménistan) choisissent des tracés d'oléoducs et de gazoducs évitant la Russie et accueillent les investissements occidentaux , notamment américains , pour accélérer leur développement économique et consolider leur indépendance . Ils se montrent plus ouverts à la Turquie et à l'Iran , considérant ces deux pays comme des contrepoids à la Russie et comme des ponts les reliant à l'Occident pour le premier et au monde musulman du sud pour le second .

#### L'INDE ET LE PAKISTAN .

L'Inde et le Pakistan ne sont pas indifférents à la région . Le principal intérêt pour le Pakistan est de gagner du poids d'un point de vue géopolitique , en exerçant une influence politique sur l' Afghanistan divisé ethniquement , ravagé par la guerre civile et qui n'a plus d'Etat-nation que le nom . Les Pathans qui dominent l'armée pakistanaise sont attirés par leurs frères Pachtounes afghans . Le Pakistan majoritairement sunnite vise donc à empêcher l'Iran de jouer un rôle prédominant en Afghanistan et au Tadjikistan et à terme , de profiter de la construction d'oléoducs reliant l'Asie centrale au golfe d'Oman où le Pakistan entend également être un acteur de premier ordre .

L'Inde , pour contrecarrer les projets du Pakistan et limiter la montée de la Chine qui le soutient , est favorable à une influence iranienne en Afghanistan ainsi qu'à une présence russe plus importante dans cet espace autrefois dépendant de l'Union soviétique alliée de l'Inde .

Néanmoins , l'amélioration des relations indo-pakistanaïses , notamment en matière économique , est une perspective raisonnable qui permet d'envisager l'avenir plus sereinement entre ces deux pays nucléaires opposés sur la question du Cachemire , mais que l'histoire et la culture devraient rapprocher malgré les vicissitudes de la partition de 1947 .

## LA CHINE .

La Chine commence à nourrir des visées politico- économiques sur la région et préfère affronter , à l'ouest , un ensemble d'Etats relativement indépendants plutôt qu'un nouvel empire russe . Cependant , même si les nouveaux Etats font office de zone tampon , la Chine craint que ses propres minorités turques de la province du Xinjiang ne voient dans les Etats nouvellement indépendants d'Asie centrale un bon exemple à suivre . C'est pourquoi elle a cherché à obtenir du Kazakhstan l'engagement formel de mettre fin à l'activisme dont la minorité turque fait preuve à l'extérieur de ses frontières .

A long terme , les ressources en énergie de la région présentent un intérêt pour Pékin . Parvenir à y avoir un accès direct , non soumis au contrôle de Moscou , est le principal objectif de la Chine . L'intérêt géopolitique général de la Chine va donc à l'encontre de la position dominante que cherche à atteindre la Russie , mais s'accorde avec les aspirations de la Turquie et de l'Iran .

Par conséquent , la Russie et l'Inde ont toutes deux de bonnes raisons géopolitiques de s'unir pour repousser la menace chinoise . L'avenir verra ces deux pays concentrer leur coopération sur l'Asie centrale et le Pakistan , les deux zones où leurs intérêts sont les plus menacés par la Chine .

## LES ETATS-UNIS .

Bien qu'extérieurs à la région , les Etats-Unis cherchent à ménager le pluralisme géopolitique dans l'Eurasie postsoviétique afin qu'aucune puissance ne prenne le contrôle de cet espace et que la communauté mondiale puisse y jouir d'un accès économique et financier sans contrainte .

Les Etats-Unis manifestent donc de plus en plus d'intérêt pour le développement des ressources de la région et cherchent à empêcher la Russie d'avoir la suprématie . En agissant ainsi , l'Amérique poursuit ses objectifs géostratégiques fondamentaux et préserve ses intérêts économiques ainsi que ceux de l'Europe et de l'Extrême-Orient qui poussent à l'ouverture de cette zone jusque-là fermée .

## CONCLUSION

Au centre de multiples enjeux (énergétique , islamiste , stratégique et géopolitique) , l'avenir pacifique du monde turco-iranien et de l'Asie centrale dépend d'un équilibre subtil tout d'abord entre la Turquie , l'Iran et la Russie puis , de manière plus large avec l'ensemble indo-pakistanaï , la Chine et les Etats-Unis qui se livrent dans la région à un « Grand Jeu » d'influence comme l'ont fait l'Angleterre victorienne et la Russie tsariste au siècle dernier .

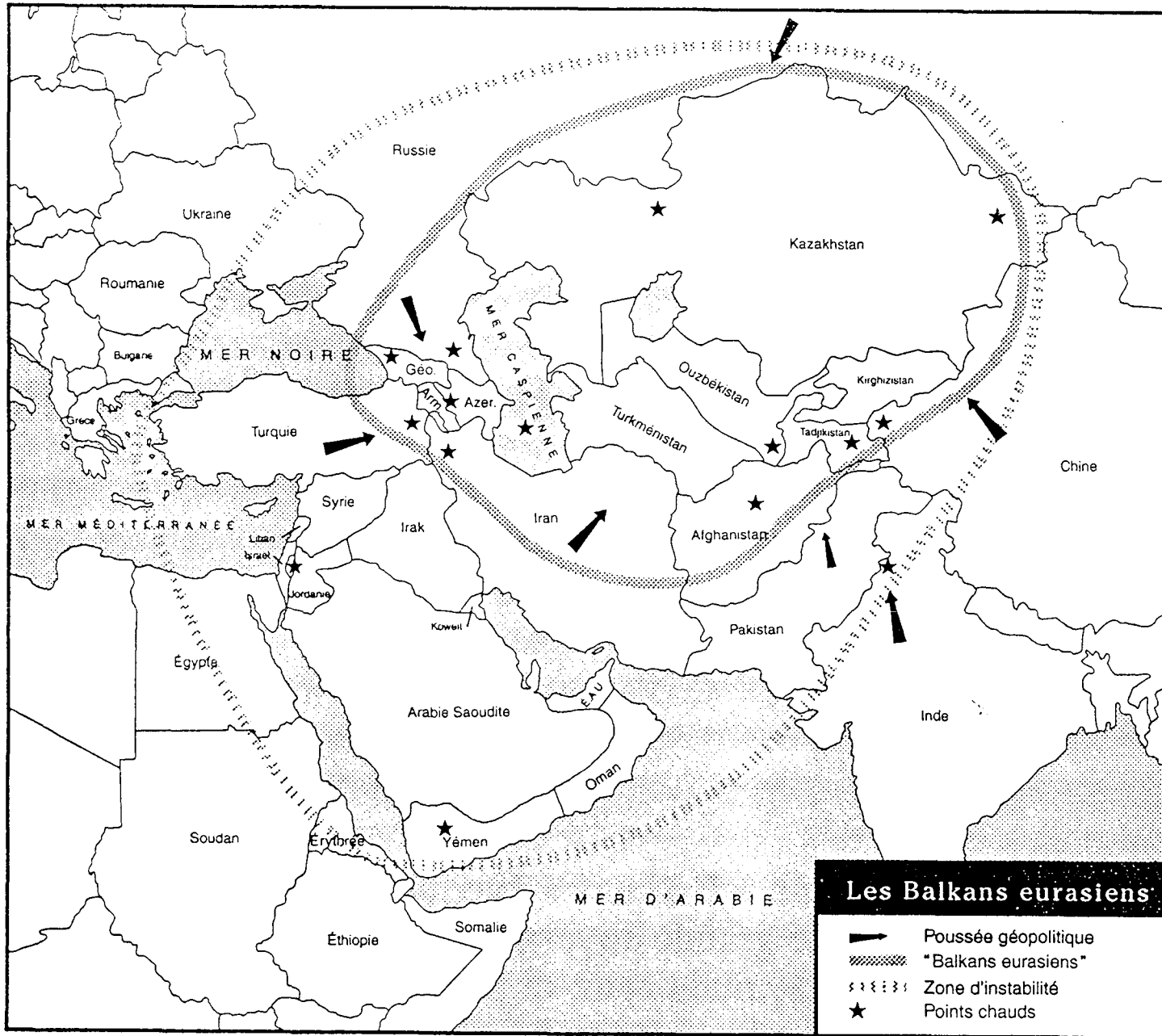
Et l'Europe ?

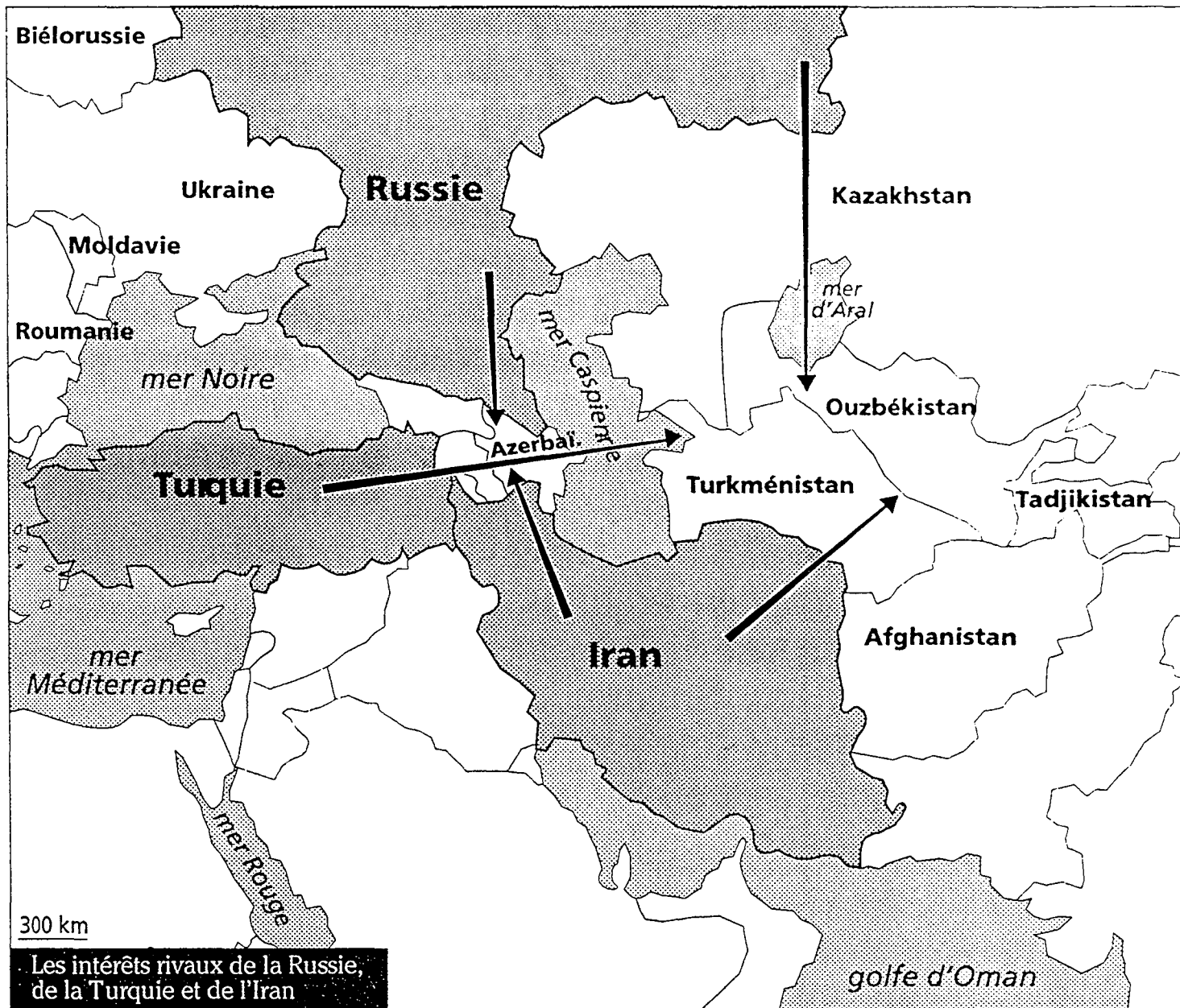
L'Europe n'est pas absente de la course à l'exploitation des ressources énergétiques de la région mais joue une partie déterminante avec la Turquie . En effet , l'orientation et l'évolution de la Turquie pourraient s'avérer particulièrement décisives pour l'avenir des Etats caucasiens et des pays turcophones . Si la Turquie se maintient sur la voie européenne et si , surtout , l'Europe ne lui ferme pas sa porte , les Etats du Caucase et l'ensemble turcophone d'Asie centrale sont susceptibles de graviter dans l'orbite européenne , perspective que certains pays souhaitent vivement pour contrebalancer l'influence russe .

L'échec de l'eupéanisation de la Turquie serait lourd de conséquences , car il repousserait le seul pays musulman de Constitution laïque et démocratique en risquant de l'abandonner aux menées islamistes . De plus , la Géorgie et l'Arménie n'auraient d'autre choix que de se soumettre aux aspirations de la Russie dont l'influence renforcée sur la Turquie et l'Asie centrale marquerait le retour tant souhaité par les dirigeants russes perpétuant la politique tsariste et soviétique .

Cependant , exclure la Russie de la région n'est pas souhaitable car elle est nécessaire à la stabilité de la zone . Contrer systématiquement la politique russe et lui faire subir des échecs continus risque de créer un ressentiment qui pourrait favoriser un rapprochement avec le Japon , qui nourrit également un ressentiment car brimé dans ses aspirations de puissance mondiale par le protectorat américain et par l'expansion chinoise . Le Japon apporterait sa puissance financière à la Russie qui en retour offrirait un immense espace stratégique au Japon permettant aux deux pays de dominer l'Eurasie , donc le monde .

Tout est possible quant à l'avenir du monde turco-iranien et de l'Asie centrale , même le meilleur . Des revirements encore récemment insoupçonnés peuvent survenir, comme on le devine à l'issue de l'élection présidentielle iranienne, pour constituer autant de divines surprises dans cette partie du monde empreinte de spiritualité depuis les origines .





## ELEMENTS BIBLIOGRAPHIQUES

### A. DONNEES DE BASE

- J. et A. SELLIER : Atlas des peuples d'Orient - Editions la Découverte.
- Bernard LEWIS : Le langage de l'Islam - Editions Gallimard (ouvrage de fond)
- L. et A. CHABRY : Politique et minorités au Proche-Orient Edition Maisonneuve/Larose
- Collectif CRES : Le pétrole et le gaz russes.

### B. TURQUIE

- Bernard LEWIS : Islam et laïcité - Naissance de la Turquie moderne (ouvrage important)
- sous la direction de R. MANTRAN : Histoire de l'empire ottoman Edition Fayard
- Alexandre JEVAKHOFF : Kemal Attatürk - Edition Taillandier

### C. IRAN

- Yann RICHARD : l'Iran des Ayatollahs
- Shaul BAKKASH : The Reign of the Ayatollahs
- Nickie KEDDIE et Yann RICHARD : Roots of Revolution (Yale U.P.)
- Ervand ABRAHAMIAN : Iran between two revolutions - Princeton (bon ouvrage sur le communisme iranien)

### D. ASIE CENTRALE ET CAUCASE :

- 1) Olivier Roy : La nouvelle Asie Centrale 2) René KARAM : Les guerres du Caucase 3) Revue Herodote : Géopolitique du Caucase (ouvrages de fond)
- EHTE SHAMI (ed) From the Gulf to Central Asia
- POMFRET : The economics of Central Asia
- HAGHAEGUIN : Islam and politics in Central Asia
- AVTORKHANOV : The North Caucasus barrier

## **E. AFGHANISTAN**

- Michaël BARRY : La résistance afghane - Edition Flammarion
- Rosanne KLASS : Afghanistan, the great game revisited
- Henry BRADSCHER : Afghanistan and the Soviet Union

## **F. PAKISTAN**

- Christina LAMB : Waiting for Allah - Edition Penguin
- Mushirul HASAN : Indian'partition - Oxford University Press

## **G. KURDES**

- Gérard CHALIAND : Les Kurdes, un peuple sans Etat

## **H. ISLAMISME**

- Olivier ROY : Echec de l'Islam politique - Edition du Seuil
- Emmanuel SIVAN : Radical Islam Yale U.P.
- Fereydoun HOVEYDA : L'Islam bloqué - Edition R. Laffont

## LE MONDE TURCO-IRANIEN ET L'ASIE CENTRALE

Eléments complémentaires de bibliographie

Les Cahiers de l'ORIENT\* - 1er trim 96- n°41 : Asie Centrale .

Les Cahiers de l'ORIENT\* - 2ème trim 96- n°42 : Le Caucase .

L'Asie Centrale - Histoire et civilisations . Jean Paul ROUX .  
FAYARD

Peuples d'Asie centrale . Charif et Roustan CHOUKOUROV .  
SYROS

Revue Hérodote\* - 2ème trim 97- n°84 : Le Cercle de Samarcande .

Les pays de la mer Noire . Dans la crainte des conflits à venir .  
Charles SEBE . L'HARMATTAN

Origine , influence et actualité du Kémalisme . Menter SAHINLER .  
PUBLISUD

Le choc des civilisations\* . Samuel HUNTINGTON .  
ODILE JACOB

Le grand échiquier\* . Zbigniew BRZEZINSKI .  
BAYARD

\* Bibliothèque CID

Séance N°1:Le dualisme turco iranien

## LE MONDE TURCO-IRANIEN ET L'ASIE CENTRALE

### Séance N°1- LE DUALISME TURCO-IRANIEN:

#### I- Présentation du chargé d'étude:

Comprendre le monde turco-iranien passe par l'étude de la dualité tant culturelle qu'ethnique ou politique de cette partie du monde que Zbigniew Brzezinsky qualifiait d' « arc de crise » dans les années 1970. On y voit se développer une culture homogène qui a façonné une civilisation unique présentant deux aspects dûs à des expériences différentes. Ce double visage trouve sa naissance tant dans l'histoire de la culture persane et des peuples iranophones que dans la genèse des peuples turcs et de l'empire Ottoman. L'apparition puis l'expansion de l'Islam à partir du VII<sup>ème</sup> siècle vont amener aussi des facteurs discriminants au sein de ce monde turco-iranien déjà riche alors d'une longue histoire. L'ensemble de ces facteurs a façonné les relations turco-iraniennes mettant en évidence, dans les domaines culturel, politique ou religieux, des développements parallèles mais aussi des divergences fort notables. Ceci a créé une certaine rivalité traditionnelle qui illustre bien le dualisme turco-iranien.

Une histoire longue et riche a façonné le monde turco-iranien. Interpénétration des cultures, invasions successives, religions communes aux aspects variés ont contribué à donner à cette partie centrale du monde des contrastes facteurs de bien des crises. Le dualisme du monde turco-iranien tient pour autant à l'héritage commun qu'aux expériences différentes auxquelles il a donné naissance.

#### II- La culture persane et les peuples iranophones ( Cdt. Carré Air):

L'Iran pré et protohistorique est connu par plusieurs sites remontant jusqu'au III ou IV<sup>ème</sup> millénaire. Aux environs du II<sup>ème</sup> millénaire, tandis que le royaume d'Elam développait une civilisation comparable à celle de Babylone, des envahisseurs indo-européens donnèrent son nom à l'immense plateau iranien où ils s'établirent (Iran : *Aryana Vaejo* ou « origine des aryens ») . Au IX<sup>ème</sup> siècle, les perses qui sont aussi des indo-européens sont mentionnés par les textes assyriens ; leur pays situé au nord de l'Assyrie, entre le Tigre et le lac d'Ourmia, fut ravagé par Salmanazar III. Ils s'établirent alors vers 700 avant JC dans la région qui devint la Perse proprement dite. Ils furent d'abord dominés par leurs frères de race, les Mèdes qui les inclurent dans leur empire. Entre 556 et 550 avant JC la révolte d'un roitelet, Cyrus II le Grand, porta au pouvoir une dynastie perse, les Achéménides dont l'empire devait être le plus vaste de toute l'antiquité. Après les conquêtes de Cyrus II et Cambyse II, celui-ci atteignit son apogée avec le règne de Darius I. De l'Indus à la Méditerranée et englobant l'Égypte, la Thrace et l'Asie mineure, l'empire était divisé en une vingtaine de satrapies. En fait l'empire Perse était déjà alors affaibli par son immensité. Les guerres médiques furent marquées par les premières

défaites infligées par la Grèce. En 449 avant JC la paix de Callias consacre la victoire grecque. Miné, l'empire s'effondra ensuite sous les coups de Philippe de Macédoine et surtout d'Alexandre qui le conquiert en quelques années. Mais la mort prématurée de ce dernier l'empêcha de concrétiser son rêve d'unifier les civilisations perse et hellénique. Les querelles de succession laissèrent la Perse dans les mains de Seleucos (301 avant JC) et de ses successeurs les Séleucides. Ces derniers seront ensuite dominés par les Parthes vers le III<sup>ème</sup> siècle qui fondèrent la dynastie des Arsacides. Aux Arsacides succédèrent les Sassanides. La Perse vécut alors quatre siècles parmi les plus brillants de son histoire. L'Etat tirait sa force d'une puissante centralisation administrative et s'appuyait sur une religion officielle, le Mazdéisme. Les religions nouvelles apparues au III<sup>ème</sup> siècle, christianisme et manichéisme furent persécutées. Avec le développement du moyen perse ou pahlavi, apparaissent les premiers textes iraniens connus (si l'on ne compte ni l'Avesta ni les inscriptions Achéménides). Vers 633 les premières attaques arabes coïncident avec une période de troubles qui agitent l'empire. Les arabes, vainqueurs à Al Qâdisiyya en 637 envahissent alors la Perse.

L'adaptation de la Perse à la civilisation et à la religion arabe, l'islam, se fit sans heurts. Le Khurasan s'opposa cependant au califat et contribua à son renversement par les Abbassides (750). Ces derniers installés à Bagdad favorisèrent des coutumes proches de celles des Sassanides, et la Perse joua alors un rôle essentiel dans la modification de la culture islamique, jusque là essentiellement arabe. Vers 900 les Samanides l'emportèrent, la Perse connut un essor commercial et culturel considérable. Le rôle croissant des turcs dans l'organisation militaire entraîna l'essor des Ghaznavides en Afghanistan et en Iran, et surtout des Seljoukides. Le sultanat Seljoukide de Perse ne disparut qu'en 1194. Cette époque vit l'immigration de tribus turques et l'affaiblissement de la brillante civilisation islamo-perse. Au XII<sup>ème</sup> siècle, les mongols envahirent le pays. L'invasion de Tamerlan fut plus destructrice encore que celle de Gengis Khan. Cependant, ce dernier et ses descendants qui se maintinrent en Perse jusqu'en 1517 favorisèrent au XV<sup>ème</sup> siècle une renaissance culturelle en Iran oriental.

Au XVI<sup>ème</sup> siècle, apparut la dynastie des Safavides créée par Ismaïl I<sup>er</sup> autour de l'idée mystique d'une Perse chiite opposée aux ottomans sunnites. Mais les Turcs conquièrent l'Iraq en 1534. La Perse ne refoula les Ottomans que vers 1624. Au XVII<sup>ème</sup> siècle, la Perse Safavide déclina mais continua à exercer une influence culturelle considérable qui fut ressentie jusqu'en Europe.

La Perse fut ensuite la proie d'attaques Afghanes, puis fut victime des visées Russes et Européennes. En 1813, la Géorgie est perdue au profit des Russes, puis en 1828, vient le tour de l'Arménie. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, les positions économiques anglaises et russes se renforcent et donnent lieu à des complots nationalistes ou libéraux. Celui de Reza Shah le mène au pouvoir, il fondera ainsi la dynastie des Pahlavi qui donnera naissance à l'Iran moderne.

Le règne de Reza Shah vit l'Iran se moderniser malgré un régime très autocratique. La position pro allemande adoptée par l'Iran pendant la deuxième guerre mondiale valut à Reza d'être déposé par les Anglais et les Soviétiques en septembre 1941. Son jeune fils Muhamad Reza lui succéda. Anglais et Soviétiques durent se retirer en 1946 alors que la présence américaine devenait sans cesse plus déterminante. En 1951, les accords passés avec l'Anglo Iranian Oil Company furent dénoncés. Le parlement vota la nationalisation de l'industrie pétrolière et le 29 avril, le Dr Mossadegh, chef du front national, devint premier ministre et tenta de faire appliquer la loi sur les nationalisations. Mais le boycott de la compagnie et les désordres économiques qui s'en suivirent amena une partie de l'armée à s'opposer

à Mossadegh. Ce dernier fut arrêté et les nationalistes pourchassés. Cependant, malgré l'aide des Etats-Unis, la situation économique demeura mauvaise. Le Shah entreprit de mener une politique de réformes, redistribuant les terres, promouvant l'éducation et l'émancipation des femmes. L'opposition, sévèrement réprimée, continuait de réclamer le retour à la constitution et l'abandon de la dictature. De violentes émeutes anti gouvernementales amenèrent le Shah à quitter l'Iran en 1979. Le retour de l'Ayatollah Khomeiny fit triompher la révolution islamique. Ceci marqua le début d'une période de crises aiguës avec l'occident et les Etats-Unis en particulier ainsi que le début d'un conflit long et meurtrier avec l'Iraq.

Le monde persan a donc connu au cours de sa longue histoire bien des bouleversements. Cependant son rayonnement culturel ou religieux est resté une constante. Ceci se mesure en particulier au nombre de peuples iranophones qui des Kurdes de Turquie et de Syrie aux Baloutches du Pakistan en passant par les Tadjiks, attestent de l'étendue des anciens empires Perses et de la rémanence de leur culture.

### III- La genèse des peuples turc et de l'empire Ottoman ( Maj. De Vooght Terre):

Les Turcs apparaissent dans l'histoire vers le VI<sup>ème</sup> siècle, époque à laquelle on trouve trace de peuples nomades en Haute-Asie qui fondèrent un empire puissant en Sibérie. Se déplaçant vers la Chine où on les connaît au premier millénaire sous la dénomination de Xiongu, ils se scindent en deux groupes au début de l'ère chrétienne sous la poussée des Mongols. Les Xiongu occidentaux sont alors chassés vers l'ouest et parviennent jusqu'en Europe centrale et occidentale où on les connaît sous le noms de Huns.

Le groupe oriental issu des Xiongu et dénommé Xianbei s'établit quant à lui en Chine du nord et fonde plusieurs dynasties dont celle des Wei. Après eux apparaissent les Tukue ou Türküt qui surmontant une forte domination chinoise, parviennent à fonder un état puissant au VIII<sup>ème</sup> siècle. C'est de cette époque que datent les premiers écrits en langue turque.

On assiste aussi durant cette période, à une expansion vers l'ouest des peuplements turcs. Ainsi, les Seljoukides, tribu turque d'origine oghouz, parviennent-ils jusqu'en Anatolie.

S'étendant vers l'occident, les peuples Turcs vont, vers le X<sup>ème</sup> siècle, rencontrer l'Islam. Le mouvement de conversion naît chez les Turcs du Kharezm (Asie-Centrale), de Transoxiane et des régions comprises entre la mer Caspienne et l'Oural.

Les Turcs islamisés continuent à se développer; l'effondrement de l'empire de Gengis Khan, puis des Mongols au XV<sup>ème</sup> siècle donnera naissance en Asie centrale à des Etats où prédominent les éléments Turcs. Dans la partie occidentale de l'Asie, en Anatolie, en Azerbaïdjan et dans le Caucase, les empires Turcomans sont de brillants foyers de civilisation. Au Proche-Orient, les Seldjoukides ont établi leur autorité sur l'Iran et l'Iraq dès le XI<sup>ème</sup> siècle puis ensuite sur la Syrie du nord et l'Anatolie orientale et centrale. Au XII<sup>ème</sup> siècle, l'implantation Turque en Asie-Mineure est si dense que les chroniqueurs occidentaux lui donnent le nom de « Turchia ». Puis au XIV<sup>ème</sup> siècle, aux Seldjoukides succèdent des tribus Turques ou Turcomanes dont l'une d'entre elles, les Osmanlis, domine et réussit à s'étendre jusqu'au Balkans.

Les Osmanlis, ou Ottomans, vont, sur les ruines de l'Etat Seljoukide, fonder un empire qui au XV<sup>ème</sup> siècle après la prise de Constantinople devient une des puissances majeures de l'Europe et du Proche-Orient. Doté d'une excellente

administration et d'une puissante armée qui lui permettent une grande expansion territoriale à laquelle s'ajoute un important rayonnement culturel il devient rapidement le dernier des grands empires du vieux monde. Son déclin n'intervient que vers le XVIII<sup>ème</sup> siècle. Faute d'avoir su s'adapter aux conditions nouvelles de l'économie européenne et subissant les pressions de ses voisins, l'empire Ottoman connaît alors des revers qui l'amènent à subir la loi de l'Occident.

A l'issue du premier conflit mondial, les Etats européens recherchent le démembrement de l'empire et tentent de s'en partager les dépouilles. Cependant, Mustapha Kemal en 1923, parvient en menant de profondes réformes à assurer la naissance de la Turquie nouvelle et la préservation du territoire Anatolien.

Ainsi, après s'être étendus de l'Europe centrale aux confins de la Chine, l'empire Ottoman une fois disparu a laissé dans cette zone immense des traces importantes. On trouve à l'heure actuelle des Turcs dans les Balkans, en Iran, en Irak, dans le Caucase et jusqu'en Chine.

#### IV- L'Islam ( Lcl Fontan Terre):

L'Islam s'est propagé dans le monde turco-iranien à partir du VII<sup>ème</sup> siècle. Toutefois son origine est arabe. Mahomet est en effet un Hashémite. Il commence à prêcher les fondements de la religion musulmane vers 620 après JC. En 622 il s'installe avec ses disciples à Médine, cet événement appelé Hijra ( ou Hégire) marque le début de l'ère islamique.

L'Islam va alors se répandre rapidement dans le monde arabe d'abord, puis jusqu'aux confins de l'Europe et de la Chine. Il saura ainsi s'implanter solidement dans le monde turc et perse.

L'Islam se caractérise par de nombreux schismes. Les aspects les plus connus sont représentés d'une part par les Sunnites et d'autre part par les Chiites.

Toutes les constitutions arabes (sauf au Liban), stipulent que l'Islam est religion d'Etat, ou du moins que le chef de l'Etat doit être musulman.

La loi islamique ou Shari'ah est la loi absolue pour tous les musulmans. L'obéissance à celle-ci varie beaucoup selon les Etats et son application dépend beaucoup du degré de sécularisation de l'Etat lui même.

#### V- Le dualisme Turco-Iranien. Esquisse des relations turco-iraniennes (Lcl Villerbu Air):

La Turquie et l'Iran, tout au long de leur histoire présentent des développements parallèles qui divergent à un certain point. Ceci est du dans la plupart des cas à des différences politiques ou culturelles.

##### Rivalité traditionnelle :

L'Iran a toujours gardé une forte identité face au monde arabe et turc. Envahi et dominé surtout par les turcs et les mongols, l'Iran n'a jamais été colonisé.

Durant toute leur histoire, les nomades et guerriers turcs s'opposèrent aux paysans et citadins persans. Les Shahs de Perse qui étaient presque tous turcophones, défendirent jalousement l'état iranien contre l'empire Ottoman.

L'interpénétration et l'opposition du monde turc et iranien trouvent leur principale illustration avec le sultanat turc Seljoukide, le règne de Tamerlan, l'époque de l'empire Séfévide et les Kurdes. Ces périodes marquent une domination

turque ou mongole sans toutefois affaiblir les spécificités perses ni le rayonnement de sa culture.

#### L'époque des modernisations parallèles :

Au début des années vingt, deux hommes arrivent simultanément au pouvoir en Turquie et en Iran. Mustapha Kemal propulse une Turquie née sur les ruines de l'empire Ottoman dans le monde moderne. Ses réformes orientent l'état turc vers une modernité occidentale et ouvrent la voie à une démocratie laïque viable , véritable trait d'union entre l'occident et l'orient.

En Iran, Ahmed Reza Khan devient, à l'issue d'un complot qu'il a soutenu, premier ministre en octobre 1923. Il s'attache, tout comme Kemal, à faire de son pays un Etat moderne. Mais ses méthodes autocratiques le coupent du peuple.

Les deux hommes eux mêmes sont bien différents. Mustapha Kemal est un homme brillant, habile politiquement et à la culture affirmée. Reza est un colonel des cosaques persans sorti du rang, sans éducation et aux méthodes brutales.

Au delà des différences qui séparent les hommes, la situation politique des deux pays explique elle aussi la divergence des expériences respectives.

La Turquie Kemaliste s'appuie sur la tradition affirmée d'un Etat fort au sein duquel l'armée a joué le rôle d'une force porteuse de projet ( jeunes turcs). Le régime tire sa légitimité de la guerre d'indépendance, expression de la souveraineté nationale. Ainsi, le parti unique PRP, du fait de la doctrine de souveraineté du peuple est porteur à terme de l'imposition par le haut du multipartisme et de la démocratie.

Le régime du shah quant à lui est issu d'un coup d'Etat. Trois facteurs majeurs s'opposent à une réussite comparable au kémalisme turc. D'abord, l'Iran est un pays chiite où les forces cléricales n'ont jamais discuté le terrain politique et l'idéologie islamique est majoritaire dans le peuple. Ensuite, le Shah est le successeur d'une dynastie, les Qajar, sans véritable tradition réformatrice. Enfin, Reza ne comprend pas que ses réformes doivent s'accompagner d'un volet politique. L'autoritarisme iranien contrairement au kémalisme, n'est pas un moyen, il est une fin.

Ainsi, bien que l'Iran ait été le premier pays du moyen-orient à voir se dérouler une révolution constitutionnelle, la démocratie n' y a pas encore vu le jour.

#### Révolution islamique en Iran. Islamismes turcs :

La chute de Mohamed Shah Reza Palhavi en 1979 ouvrit la voie à une révolution islamique. L'ayatollah Khomeiny prend alors le pouvoir et une nouvelle constitution institue ,à côté des rouages habituels de l'Etat, des organes spécifiques : un imam et guide suprême aux prérogatives étendues (commandement des forces armées, révocation du président de la République notamment) et un conseil de surveillance composé d'oulémas ayant droit de veto sur les lois votées par le parlement qu'il jugerait non conformes à l'Islam. Il convient aussi d'ajouter que l'exaltation du martyr, trait original du chiisme d'Iran, a été une puissante arme de mobilisation et de légitimation de l'action révolutionnaire.

La Turquie, quant à elle est le seul Etat du monde islamique à avoir inscrit la laïcité dans sa constitution. Depuis les années cinquante, le pluralisme politique et la compétition électorale a cependant permis à l'Islam de prendre une place de plus en plus importante dans la vie publique. Des mouvements politiques et culturels se réclamant de l'islamisme se sont développés. En 1971, Necmettin Erbakan fonde le

premier parti officiellement religieux. Cette entorse au kémalisme est tolérée pour contenir l'expansion de l'extrême gauche. Dans les années quatre vingt, l'intégrisme a progressé sous l'effet de la suppression de la démocratie entre 1980 et 1983 et de la poussée du Khomeynisme.

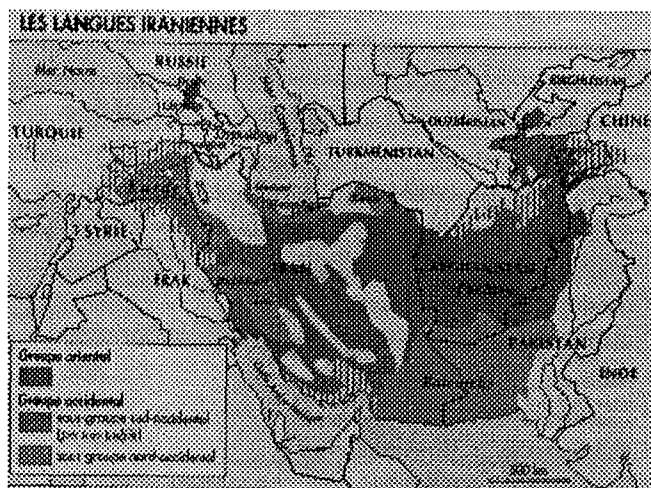
L'Islamisme turc se caractérise par une grande diversité. Islam de frontière, il est marqué par de nombreuses influences venues d'Asie centrale et par les traditions de tolérance de l'empire Ottoman. Il est profondément différent de celui du monde arabe et de l'Iran.

## LA CULTURE PERSANE ET LES PEUPLES IRANOPHONES

### 1. Que veut dire « iranien » ?

Le mot iranien peut désigner deux choses : un ressortissant du pays l'Iran, mais aussi un groupe de langues et de peuples.

#### 1.1 Les langues iraniennes



Les langues iraniennes se sont scindées vers -1500 en deux sous-groupes, l'indo-aryen (qui donnera des langues indiennes) et l'indo-iranien, lui-même divisé en un groupe oriental (le turc, le pachtou, le sogdien) et un groupe occidental dont sont issus le perse, le kurde, le tadjik, le baloutche et les langues du nord-Iran.

Le vieux perse (dont sont directement issus l'actuel iranien et le tadjik) est donc une langue indo-européenne (et non arabe) qui a

l'originalité de s'écrire avec des caractères arabes.

Il faut encore noter qu'en Iran la moitié de la population ne parle pas une langue « perse » mais d'origine turque ou locale.

#### 1.2 Les peuples iraniens

Les peuples iraniens sont donc les Perses qui occupent la moitié de l'Iran actuel, les Kurdes, les Pachtounes (ou Pathans hors d'Afghanistan), les Tadjiks, les Baloutches et encore les Ossètes dans le Caucase.

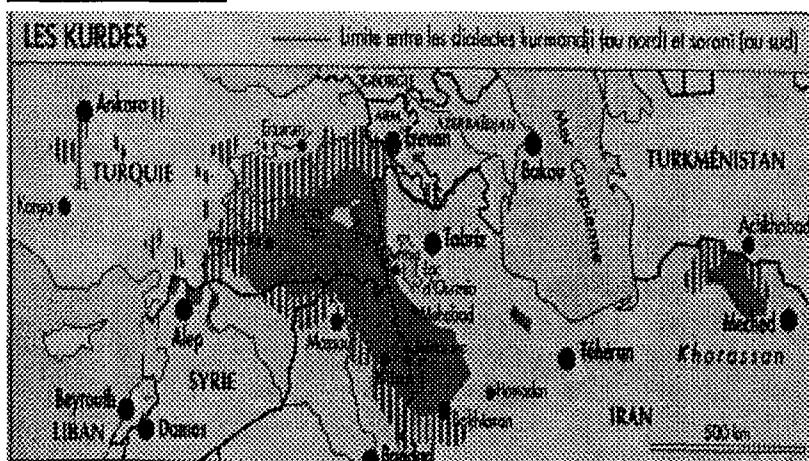
### 2. Les perses et l'Iran : historique

- 2000 : la Perse constitue le royaume d'Elam dont la capitale est Suse
- 1500 : invasion des Bactriens et des sogdiens qui viennent des alentours de la mer d'Aral. Ils forment alors les Parthes (nord de l'Iran), les Mèdes (sud de la Caspienne) et les Perses dans le Fars (centre de l'Iran, Chiraz)
- 1100 : Nabuchodonosor prend Suse : renaissance néo-élamite
- 800 : rivalités avec l'Assyrie (Ninive-Assour)
- 646 : Assurbanipal détruit Elam
- 600 : les Mèdes soumettent les Perses et s'allient avec Babylone pour détruire l'Assyrie (Cyaxare, capitale Ecbatane)
- 539 : les Perses détruisent Babylone (Cyrus II). La puissance est fondée sur les mobiles archers à cheval. L'empire perse achéménide se caractérise par une tolérance religieuse.
- 525 : les Perses conquièrent l'Egypte (Cambyse)
- 500 : règne de Darius Ier - conquêtes jusqu'en Indus et la mer Noire
- 490 : échec de la première guerre médique (défaite de Marathon)
- 480 : règne de Xerxès nouvelle défaite contre les Grecs après Salamine et Platées.  
Début du déclin.

- 336 : Alexandre le Grand entre en guerre contre la Perse (Darius III)
- 330 : destruction de Persépolis (environs de Chiraz).
- 323 : mort d'Alexandre ; la Perse est attribuée à Séleucos, mais les Séleucides sont repoussés par les Parthes
- 250 : période arcacide (Mithridate en -170)
- nombreux affrontements avec les Romains en Syrie (Crassus) qui s'arrêteront toujours en Mésopotamie
- 200 : période sassanide dominée par la Perse ; Zoroastrisme
- 637 : défaite de Qadisiya : les Arabes envahissent toute la Perse ; époque des Omeyades ; Islamisation
- 900 : les Saffarides essaient de s'affranchir de la domination arabe
- 1050 : une dynastie turque (les Seldjoukides) s'empare de la Perse
- 1200 : envahissement mongol (Gengis Khan, Tului)
- 1380 : la Perse envahie par Tamerlan (musulman turcophone ouzbèque)
- 1500 : époque Séfévide ; empire turcoman chiite se décalant vers la Perse car repoussé par d'autres Turcs
- 1722 : révolte afghane qui s'affranchit de la tutelle perse
- 1750 : dynastie Zand qui restaure le chiisme et se proclame « Shah »
- XIX<sup>ème</sup> : la Perse est coincée entre la Russie et la Grande-Bretagne ; les frontières actuelles sont fixées ; les Turkmènes basculent sans la sphère russe
- 1905 : division de la Perse en deux zones d'influences (russe et anglaise)
- 1926 : dynastie Pahlavi : tentatives de réformes ; montée du nationalisme chiite
- 1935 : la Perse change de nom et devient l'Iran
- 1941 : alliance avec l'Axe ; envahie par URSS et G-B
- 1951 : échec de Mossadegh
- 1953 : retour du Shah (Mohammed Reza) ; modernisation du pays, mais corruption et impopularité
- 1979 : départ du Shah ; arrivée de Khomeyni

En conclusion, l'histoire de la Perse est marquée par la spécificité d'un peuple bien distinct des Arabes et qui est fortement marqué par le chiisme.

### 3. Les Kurdes



Les Kurdes sont un peuple de langue iranienne, sunnites, dont le mode de vie tribal et le relatif isolement (montagnes) les ont protégés des invasions. Ils vivent essentiellement de l'élevage.

Leur implantation géographique les situe entre plusieurs pays qui sont la Turquie (12

millions), l'Iran (6), l'Irak (4), la Syrie(2) et l'Arménie (peu).

Leur indépendance, évoquée en 1919, n'a pas vu le jour avec la renaissance turque et est toujours une question en suspens. L'ensemble des pays de la région s'y oppose catégoriquement pour ne pas perdre de leur souveraineté et ne pas créer de précédent. Les divisions internes des Kurdes sont aussi assez nettes.

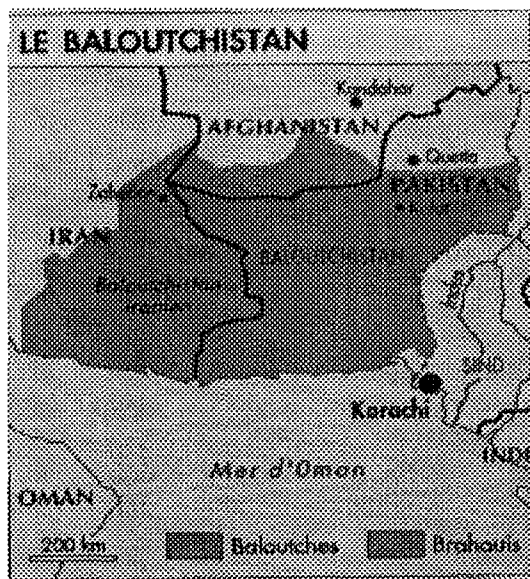
#### 4. Les Pachtounes

Localisés autour de l'actuel Afghanistan, leurs origines sont peu connues. Depuis l'an 1000 environ, ils ont toujours été attirés par l'Inde et ont effectués de nombreux raids sur Dehli. Les royaumes Ghaznévides et Ghourides en sont l'illustration. Dominés par Tamerlan, ils ont en Babour un monarque fort et cultivé. A partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle, leur volonté d'émancipation et leur refus du chiisme imposé en Perse les conduisirent à un empire afghan indépendant fort.

Au centre de l'affrontement entre russes et anglais au XIX<sup>ème</sup>, leur culture guerrière inflige de cuisants revers à l'armée des Indes (massacre de 1842).

A l'indépendance du Pakistan en 1947, l'union avec les Pachtounes pakistanais (les Pathans) a été un temps évoquée. Les Pathans (10 millions) sont d'ailleurs plus nombreux que les Pachtounes d'Afghanistan (7 millions). Leur caractère guerrier fait qu'ils dominent toujours l'omniprésente armée pakistanaise.

#### 5. Les Baloutches

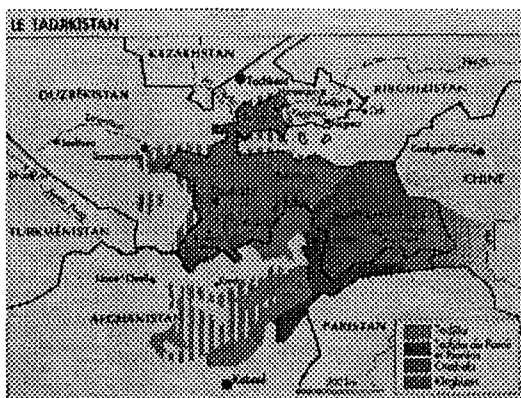


Originaires de la mer Caspienne, les Baloutches ont vite dominés les premiers habitants de la région, les Brahouis.

Iranophones sunnites, ils n'ont été indépendants que de 1750 à 1840. Dominés ensuite par les anglais, ils ont faits l'objet d'une partition entre la Perse et l'Empire des Indes en 1870.

Actuellement, ils résident à cheval sur l'Iran, l'Afghanistan et surtout le Pakistan (5 millions) où des émeutes indépendantistes ont eues lieu en 1973. celles-ci ont été attisées par les communistes et l'URSS qui cherchait un débouché sur l'Océan Indien à travers un Baloutchistan indépendant acquis à sa cause. La perspective d'autonomie est désormais nulle.

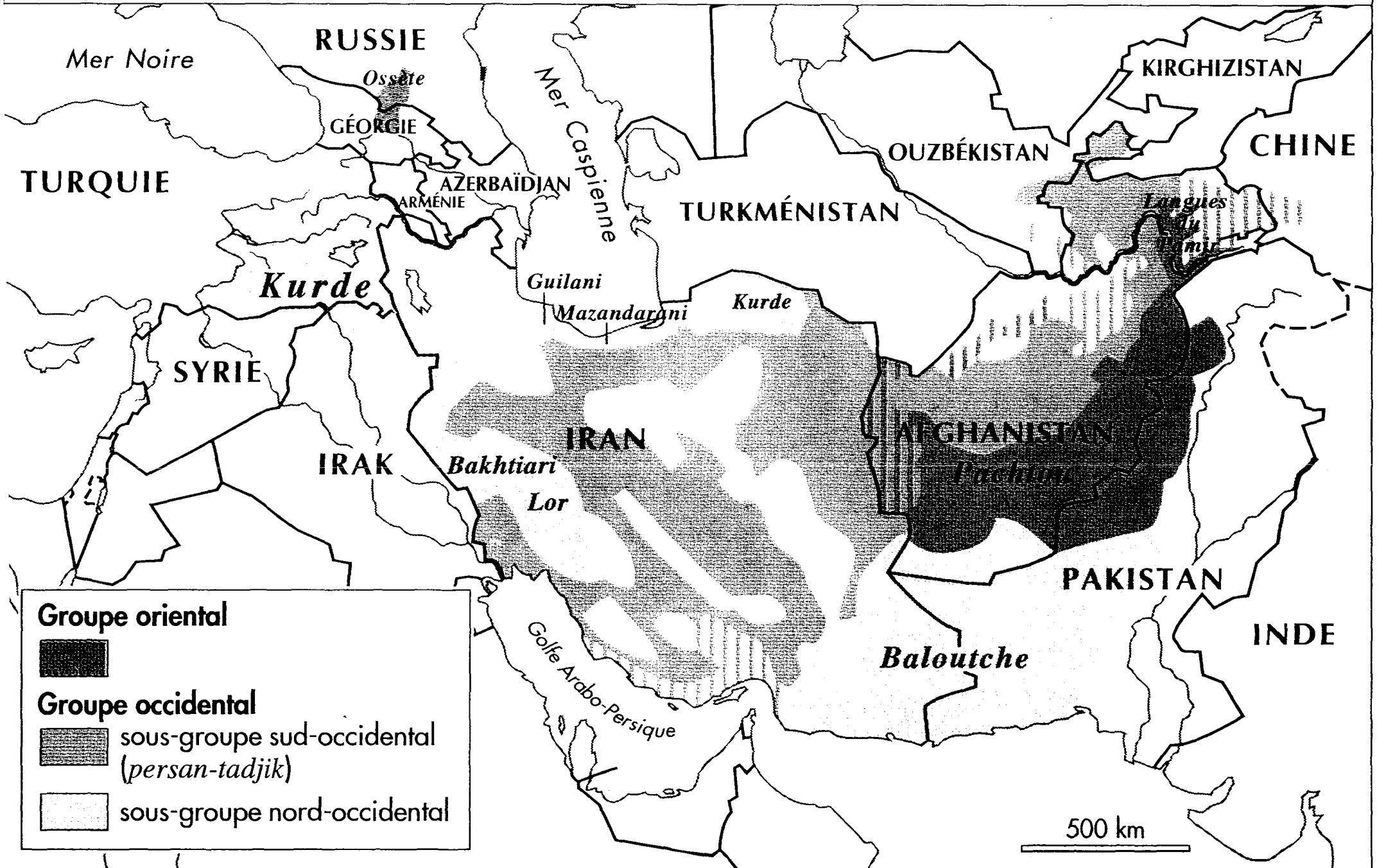
#### 6. Les Tadjiks



De tous les peuples iraniens, les Tadjiks sont les plus éloignés et pourtant les plus proches des Perses ; leur langue est d'ailleurs quasiment identique même si l'alphabet est différent. Ils sont néanmoins eux aussi sunnites puisque c'est aussi leur refus du chiisme qui les a fait émigrer vers le Pamir.

Ils dominent évidemment le Tadjikistan (Etat séparé de l'Ouzbékistan turcophone en 1929) avec 4 millions d'individus, mais sont très présents au nord de l'Afghanistan avec 5 millions de personnes.

# LES LANGUES IRANIENNES



## La genèse des peuples turcs et l'empire Ottoman

### Introduction

Etrange destin que celui de ces peuples turcs dont les origines demeurent encore mystérieuses et les débuts dans l'histoire si vagues que c'est en scrutant minutieusement les sources chinoises qu'on peut tirer quelques éléments d'information. Et pourtant le nom de certains peuples turcs a été bien connu dès les premiers siècles de l'ère chrétienne, tel les Huns, ou plus tard les Ottomans, et il est remarquable que l'on trouve des gouvernements turcs à différentes époques, dans des régions aussi différentes que la Chine, l'Inde, le Proche-Orient, l'Europe orientale et l'Afrique méditerranéenne. Le nom des Turcs a pu apparaître comme un symbole de force, de puissance, mais aussi comme un symbole d'oppression ou de terreur. C'est là le sort des peuples qui, à un moment, ont exercé une domination sur d'autres peuples. Aujourd'hui, les Turcs n'habitent pas seuls la Turquie; ils sont présents en de nombreuses régions d'Europe et en Asie.

### 1. Des origines obscures

Le nom de Turc (türk) s'est appliqué à l'origine à un certain nombre de peuples nomades de Haute-Asie dont l'histoire n'est véritablement attestée qu'à partir du VI<sup>ème</sup> siècle après J.-C., lorsque fut fondé un grand empire turc qui s'étendait sur la quasi-totalité de la Sibérie.

Les sources chinoises du I<sup>er</sup> millénaire mentionnent un groupe de nomades, dénommé Xiongnu, dont les éléments turcs devaient être prépondérants. Ceux-ci ont constitué, au III<sup>ème</sup> siècle avant J.-C., un Etat puissant, établi d'abord en Mongolie, puis en Chine septentrionale. Vaincus en 44 après J.-C., ils se sont alors scindés en deux groupes, dont les Xiongnu occidentaux qui ont été chassés vers l'ouest par des tribus mongoles. Ils ont traversé toute la Sibérie, sont passés en Russie, puis en Europe centrale, et sont parvenus jusqu'en Europe occidentale où on les a connus sous le nom de Huns. Défaits aux champs Catalauniques (plaines entre Châlons-sur-Marne et Troyes) en 451, ils ont alors reflué vers l'est et se sont établis en Russie.

### 2. Des Tukue aux Ouïgours

Parmi les voisins orientaux des Xiongnu, les Xianbei, longtemps considérés comme des Toungouses, seraient peut-être des Turcs. Ils ont fondé plusieurs dynasties, notamment celle des Wei en Chine du Nord (386-584). Après eux apparaissent ceux à qui les sources chinoises donnent le nom de *Tukue* (ou *Türküt*), dans lequel il faut reconnaître le mot "turc". Après une période où s'instaura la domination chinoise, l'Etat des Tukue redevint puissant au VIII<sup>ème</sup> siècle. C'est de cette période que datent les premiers documents authentiques en langue turque, qui fournissent des précieux renseignements sur l'histoire de la civilisation des Tukue. On a longtemps admis que le mot *türk* (ou *türük*) signifiait "force, vigueur". Les études les plus récentes permettent de montrer que ce mot s'applique essentiellement à un peuple, et c'est pour désigner celui-ci que les Arabes ont repris ce terme, lui donnant un sens péjoratif ("frustré, grossier").

D'autres peuples que les Turques se rattachaient au groupe türk, et parmi eux les Kirghiz et les Ouïgours (Uigur). Ces derniers ont créé un empire qui a duré un siècle, jusqu'à sa destruction par les Kirghiz en 840. Le groupe principal des Ouïgours s'est alors replié vers le nord du Turkestan chinois (actuel 'Sin-k'iang', région autonome de la Chine occidentale en Asie centrale) et y a créé un Etat qui s'est étendu jusqu'au Turkestan occidental (actuelle Asie centrale ou Asie moyenne russe : Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan), lequel a été alors turquifié.

Les Ouïgours ont facilité aux Turcs le contact avec les civilisations voisines de l'Inde et surtout de la Transoxiane (région d'Asie centrale située au nord-est de l'Amou-Daria) et de l'Iran où l'Islam avait déjà fait son apparition.

### **3. Premiers contacts avec l'Islam**

C'est dans le courant du X<sup>ème</sup> siècle que le mouvement de conversion à l'Islam est né et s'est développé chez les Turcs du Khârezm (ancien Etat d'Asie centrale), de Transoxiane et des régions comprises entre la mer Caspienne et l'Oural. De nouvelles tribus turques d'origine oghouz, les Seldjoukides, commençaient vers l'ouest une progression qui les a amenés jusqu'en Asie Mineure (Anatolie) dans le premier quart du XI<sup>ème</sup> siècle, après qu'ils eurent imposé leur autorité sur le Khürāsān (région nord-est de l'Iran), le Khârezm, l'Iran et l'Iraq. Les Turcs islamisés, adeptes du sunnisme (islam orthodoxe), se sont imprégnés peu à peu de culture iranienne et de culture arabe, et ont adopté l'alphabet arabe.

Cependant, d'autres peuples turcs s'étaient établis à l'ouest de l'Oural dès la fin du VIII<sup>ème</sup> siècle, tels les Bulgares, dits de la Volga, islamisés assez rapidement, les Khazars de la région de la mer Caspienne, dont la religion officielle fut le judaïsme, et les Karaites de Crimée, eux aussi de religion juive. Les uns et les autres ont dû faire face aux attaques des peuples russes aux X<sup>ème</sup> et XI<sup>ème</sup> siècles, et ils passèrent plus tard sous la domination des Mongols.

### **4. L'Asie centrale**

La fondation de l'Empire mongol aurait pu porter un coup fatal à l'expansion turque. En fait, après l'islamisation des Mongols, les Turcs ont joué un rôle de plus en plus grand dans les différents Etats nés du démembrement de l'empire de Gengis khân, en Asie centrale, en Russie méridionale et au Proche-Orient. Simultanément, cette islamisation alla de pair avec la turquisation. Le nom *Tatar*, qui désignait à l'origine les Mongols, fut employé, notamment par les Russes, pour désigner aussi bien les Mongols que les Turcs, d'où l'expression *turco-tatar* qui a été employée jusqu'à une période récente.

En Asie centrale, l'effondrement des Etats mongols à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle donna naissance à des Etats de dimensions plus modestes où prédominaient les éléments turcs, tandis qu'ailleurs d'autres peuples turcs créaient des entités propres. Plus au sud, la domination turco-mongole s'est établie sur l'Inde à partir de 1526, sous la forme de l'empire des Grands Moghols qui a duré jusqu'à la conquête anglaise au XVIII<sup>ème</sup> siècle.

### **5. Les Turcs en Asie occidentale**

En Anatolie orientale, en Azerbaïdjan et dans le Caucase dominèrent au XIV<sup>ème</sup> et XV<sup>ème</sup> siècle les empires turcomans (*türkmen*) du Mouton-Noir et du Mouton-Blanc qui furent en leur temps de brillants foyers de civilisation et ont contribué à la turquisation de

l'Azerbaydjan iranien et russe. Au Proche-Orient, les Seldjoukides ont établi leur autorité sur l'Iran et l'Iraq dès le milieu du XI ème siècle, puis sur la Syrie du Nord et l'Anatolie orientale et centrale. L'implantation turque en Asie Mineure fut assez rapide et assez dense pour que, dès la fin du XII ème siècle, des chroniqueurs occidentaux aient pu donner à ce pays le nom de *Turchia*.

Plus au sud, nombre de sultans mamelouks d'Egypte et de Syrie (à partir du milieu du XIII ème siècle) étaient d'origine turque.

Aux Seldjoukides succédèrent, au XIV ème siècle, des tribus turques ou turcomanes. L'une d'entre elles affirma peu à peu sa supériorité sur les autres à partir du milieu du XIV ème siècle et, passée en Europe, étendit progressivement sa domination sur les Balkans. Il s'agit des Osmanlis, ou Ottomans, qui, deux siècles plus tard, ont fait planer la menace turque sur l'Europe.

## **6. L'empire Ottoman**

Edifié lentement, au début du XIV ème siècle, sur les ruines de l'Etat seldjoukide d'Anatolie, puis, au XV ème siècle, sur celles de l'Empire byzantin, l'Etat Ottoman, après la prise de Constantinople en 1453, est devenu l'une des puissances majeures de l'Europe et du Proche-Orient. Bien administré, doté d'une armée solide, il a constitué au XVI ème siècle et pendant une partie du XVII ème siècle une menace sérieuse et constante pour les puissances européennes. Maître de la Méditerranée, de l'Afrique du Nord, de l'Europe balkanique, des pays du Proche-Orient et des rives de la mer Noire, il est le dernier des grands empires du Vieux Monde et peut être considéré comme le successeur des empires romain, byzantin et arabe. Sa domination politique, plus libérale et plus tolérante qu'on ne l'a dit, s'accompagne d'une floraison intellectuelle, et artistique, qui vaut au règne de Soliman le Magnifique une réputation justifiée.

Faute d'avoir voulu ou d'avoir su s'adapter aux conditions nouvelles de l'économie européenne, et plus spécialement de l'industrie, entouré de voisins, la Russie en particulier, jaloux de sa puissance, l'Empire Ottoman a connu à partir du XVIII ème siècle des revers qui l'ont amené à subir la loi de l'Occident sur le plan économique puis sur le plan politique. La "question d'Orient", qui correspond à une période de réformes dans un Empire en crise et à l'émancipation de l'Egypte et de la Grèce, a essentiellement consisté dans la recherche, par quelques Etats européens, du démembrement de l'Empire et dans le partage de ses dépouilles. Cette entreprise a réussi presque totalement. Cependant, grâce à Mustafa Kemal, le territoire anatolien a pu être préservé et la création de la Turquie nouvelle, en 1923, a marqué du même coup la fin de l'Empire ottoman.

## **Conclusion**

Du XVI ème au XIX ème siècle, les territoires s'étendant de l'Europe centrale aux frontières de la Chine se trouvaient pour la majeure partie sous la domination de peuples ou de régimes turcs ou turquisés. Il n'y eut cependant pas d'union politique entre ces peuples, situation qui a facilité - par exemple au Turkestan - leur conquête par d'autres puissances.

Aujourd'hui encore, on trouve des Turcs, des turquisés ou des turcophones en Europe et en Asie. Si les noms de Turquie et de Turkestan sont évocateurs, on ne saurait oublier qu'ailleurs, en Iraq, en Iran, au Caucase, en Chine, dans diverses régions de la Sibérie comme dans certains pays balkaniques, nombre d'individus peuvent prétendre se rattacher au groupe des Turcs.





## L'ISLAM

Avec 1, 014 milliard de musulmans, l'Islam est la deuxième religion au Monde après le christianisme (1,87 md).

Le mot *islam* provient de la 4ème forme verbale de la racine *slm* : *aslama*, « se soumettre » et signifie « soumission (à Dieu) » ; *muslim*, musulman, en est le participe actif : « (celui) qui se soumet (à Dieu) ».

Avant l'Islam, au temps de Mahomet, le culte des dieux tribaux a déjà rejeté l'ancienne religion astrale du Soleil, de la Lune et de Vénus. L'existence d'esprits omniprésents, appelés *jinn*s, est universellement reconnue et Allah, « Dieu », est vénéré à côté des grandes déesses arabes.

### • Mahomet

Mahomet est né vers 570 (famille des Hashémites, tribu des Qurayshs). A 25 ans, il épouse Khadija, son employeur, riche veuve de 40 ans. Vers 610, lors de ses méditations solitaires dans les grottes près de La Mecque, il commence à avoir des visions et des révélations auditives. Selon la tradition, l'archange Gabriel lui apparaît et lui montre un livre. Il peut le lire sans difficulté alors qu'il ne sait pas lire. Le cercle de ses fidèles devenant de plus en plus important, il se met à prêcher publiquement son message monothéiste au bout de trois ans.

Au fur et à mesure qu'il gagne des partisans, l'opposition à son message se fait plus intense et sa vie est en danger. Avec ses partisans, il s'installe en 622 à Médine. Cet événement, l'*Hijra*, « émigration » (Hégire), marque le début de l'ère islamique. Dans les dix ans qu'il passe en exil à Médine, Mahomet continue de recevoir des révélations. Il les consigne par écrit, à côté de ses mots et de ses actions pour constituer les *hadîth*. Ses actions aboutissent à une guerre entre La Mecque et Médine en vue de la conversion des Mecquois. Son armée occupe finalement La Mecque, qui devient le centre d'orientation pour la prière (*qiblah*) et lieu de pèlerinage (*hajj*) de tous les musulmans. Mahomet meurt en 632 à Médine, sans laisser d'héritier mâle.

### • L'expansion territoriale

Les quatre premiers califes (632-661) ont conquis le Proche-Orient, de l'Iran à l'Égypte. De 661 à 750, les Umayyades de Damas continuèrent l'expansion territoriale du califat à l'Est (Afghanistan) et à l'Ouest (Afrique du Nord et Espagne). En 711, l'armée musulmane traverse l'Ifriqiya (Nord de l'Afrique) et arrive jusqu'au *Maghrib al-aqsa*, l'extrême ouest, le détroit de Gibraltar, poursuivant avec l'aide probable du gouverneur byzantin de Ceuta et des juifs persécutés des centres urbains, la conquête d'al-Andalus, le royaume des Wisigoths de la presqu'île Ibérique. Après la chute de Tolède, les Arabes étaient maîtres absolus jusqu'aux Pyrénées. Leur élan s'arrêta à ces montagnes, surtout lorsque Charles Martel freina à Poitiers (732) leur avancée en France.

A partir du XI<sup>e</sup> siècle, les hommes forts de l'Islam sont les Turcs, islamisés au X<sup>e</sup> siècle. Ils sont renversés en 1258 par les Mongols (islamisés vers 1300), qui occupent l'Irak mais qui sont arrêtés net par les Turcs Mamelouks qui vont contrôler l'Égypte jusqu'à l'occupation ottomane en 1517. Du XIV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Islam est

en premier lieu représenté par le puissant empire ottoman, fondé en 1301 en Asie Mineure. En 1453, les Ottomans s'emparent de Constantinople, qui devient leur capitale (Istanbul). A l'Est, les Turcs Mamelouks installent leur sultanat à Delhi (1206-1526).

- **Le Coran**

Le mot ***Qur'an*** (Coran), de *qara'a* (lire, réciter), est pour les musulmans la parole de Dieu, transmise par Gabriel à Mahomet, le dernier de la lignée des prophètes bibliques. Le Coran consiste en 114 chapitres appelés ***surahs***. Ils ne sont pas disposés en ordre chronologique mais dans un ordre inverse à leur longueur, ce qui fait que les surahs les plus longues se situent au début. L'avènement du Coran a ouvert aux Arabes l'accès à la communauté des « peuples du livre », comme les juifs et les chrétiens.

Les pratiques fondamentales de la vie religieuse sont les prières quotidiennes (les *salats*, au nombre de 5), l'aumône, le jeûne du Ramadan et le pèlerinage à La Mecque.

Le pèlerinage est un indicateur de la pratique religieuse. Les habitants de la Péninsule et les Libyens participent bien sûr en plus grande proportion que les autres au pèlerinage pour des raisons de proximité ; dans les autres pays, depuis les années 80 le voyage à La Mecque ne s'accomplit plus avec la même assiduité, sauf au Soudan et en Egypte. La fréquence du pèlerinage est appelée à s'amplifier en Algérie.

Le mois du Ramadan est particulièrement important. Pendant la journée, on jeûne et on cultive les oeuvres religieuses. Vers la fin du Ramadan se situe la commémoration de la Nuit de la Puissance, Laylat al-Qadr, lorsque Mahomet reçut sa première révélation.

Dhu al-Hijjah est le mois du pèlerinage à La Mecque. Le grand sacrifice et la distribution de viande en mémoire du sacrifice d'Abraham termine le *hajdj*. La célébration a lieu dans tout le monde musulman.

Comme le calendrier islamique est lunaire et n'a que 354 jours, la transposition en années de l'ère chrétienne ne se fait pas par la simple soustraction de 622.

\* \* \*

## LES BRANCHES DE L'ISLAM

Les schismes de l'islam ont toujours trois dimensions inextricables : généalogique, théologique, politique. Malgré leurs divergences, les grands groupes religieux ne mettent pas en doute l'appartenance à l'islam de leurs adversaires, mais seulement leur orthodoxie. Les branches de l'islam sont nées pour la plupart des insurrections qui accompagnèrent certaines successions difficiles à l'époque de l'empire arabe.

- **Les Ibadites** ont été les premiers à se séparer de l'islam officiel en se regroupant autour de Khadija, la femme de Mahomet et la première convertie à son enseignement. Ils ont peu de contact avec les autres groupes musulmans.

28 ans après la mort du prophète, Mu'âwiya gouverneur de Syrie refuse de prêter allégeance à Ali, gendre de Mahomet, 4ème et dernier des califes *Râchidîne*, les compagnons du Prophète. Le calife réunissait en lui deux fonctions : la fonction militaire de commandeur des croyants et la fonction religieuse d'imam des musulmans. De cette fronde naquit l'empire des Omeyyades, dynastie incarnant les **sunnites**.

- **Les sunnites**, de *sunni* : « code de conduite ».

Ils se réfèrent aux actes et aux enseignements de Mahomet. Ils jugent que les trois premiers califes étaient les véritables successeurs de Mahomet. Par leur nombre (9/10), ils représentent la majorité des musulmans.

Ils obéissent aux lois des 4 principales écoles créées par des juristes aux VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles : hanafi, hanbali, maliki et shafi.

- **Les chiites**, de *shi'a* : « partisans d'Ali ».

Ils estiment que Ali est le premier vrai successeur de Mahomet. Ils se reconnaissent par une allégeance spirituelle à leurs imams, en particulier les premiers, Ali et ses deux fils, Hassan et Hussein, tous trois assassinés.

- Les chiites duodécimains (*ithna-shaariyya*) croient que le 12ème imam après Ali n'est pas mort assassiné à 4 ans, qu'il a disparu et qu'il réapparaîtra sous le nom d'al-Mahdi (l'Élu) pour annoncer la fin du Monde.

- Les *ismaélites* ou chiites septimans, dont une branche s'est perpétuée à travers les Aga Khans d'aujourd'hui, portent un nom qui dérive d'Isma'il, le deuxième fils de Jafar. Celui-ci est le sixième calife et le père de Muhammad (le septième et qui était à l'origine le Mahdi, le calife caché).

- Les *zayidites* (créés par le 5ème imam) vivent surtout au Yémen.

Toutes les Constitutions arabes, sauf la libanaise, stipulent que l'islam est religion d'Etat, ou du moins que le chef de l'Etat doit être musulman. Aucune ne précise cependant la branche à laquelle il doit appartenir. Mais lorsque la ligue arabe se réunit, on compte 18 sunnites pour 22 chefs d'Etat. L'Irak et la Syrie sont néanmoins gouvernés par des minorités :

- les sunnites en Irak (75% sont chiites ou kurdes),
- les alawites (apparentés aux chiites) en Syrie (76% de sunnites, 11% de chiites).

Qu'il soit irakien, koweïtien, saoudien ou libanais, le chiite arabe éprouve partout la frustration des opprimés de la terre.

- **Les ghulats**

Les frontières de l'Islam n'excluent nettement que certaines sectes de *ghulats* ou « extrémistes », qui proclament entre autres la divinité des imams. Seuls quelques groupes se sont maintenus jusqu'à ce jour : les Kurdes 'Ali-ilali, les Nusairis (qui vivent pour la plupart en Syrie) et les Druzes.

- **Le soufisme**

Sans être une branche de l'Islam, le soufisme en est le visage mystique. Il représente un mode de vie qui poursuit la réalisation de l'unité et de la présence de Dieu à travers l'amour, la connaissance fondée sur l'expérience, l'ascèse et l'union extatique avec le Créateur.

Le soufisme commence avec Mahomet, car en vertu de sa relation étroite avec Dieu et de sa condition supérieure parmi les créatures, il est tenu par les soufis pour l'un des leurs.

Dans les pratiques des soufis, la méditation (le *dhikr*) peut être accompagnée de l'usage d'un rosaire, de contrôle respiratoire, de musique et de danses extatiques comme celles des derviches tourneurs, dans la tradition de Jahal al-Din Rumi (1207-1273), le grand poète mystique de Konya (Turquie).

\* \* \*

## LA LOI ISLAMIQUE

Le terme traditionnel de *shari'ah* qui désigne la loi signifie « chemin sans obstacle ». C'est un guide de conduite qui s'applique à tous les domaines : religieux, politique, social, familial et personnel. Elle prend sa source dans le Coran et dans le *Hadith*, recueil qui témoigne des actions, des pensées et de l'approbation silencieuse de Mahomet. Avant de légiférer, il faut arriver à un consensus entre les différents législateurs, c'est l'*ijma*. La shari'ah est l'expression légale du Coran, du Hadith et de l'*ijma*.

Les quatre sources acceptées par les spécialistes de la loi sont le Coran, la *sunnah* (tradition du prophète), l'*ijma* et l'analogie (*qiyas*)

La shari'ah est la loi absolue pour tous les musulmans. Elle s'applique aux non-musulmans s'ils vivent dans un pays musulman mais sans pouvoir concerner leur vie privée (ex : boire de l'alcool chez eux).

L'obéissance à la shari'ah varie beaucoup suivant les Etats, et son application dépend du degré de sécularisation de l'Etat lui-même. Certains ont un système légal séculier comme la Turquie, d'autres un système mixte. Dans les monarchies, le monarque et la shari'ah sont les sources uniques de la loi.

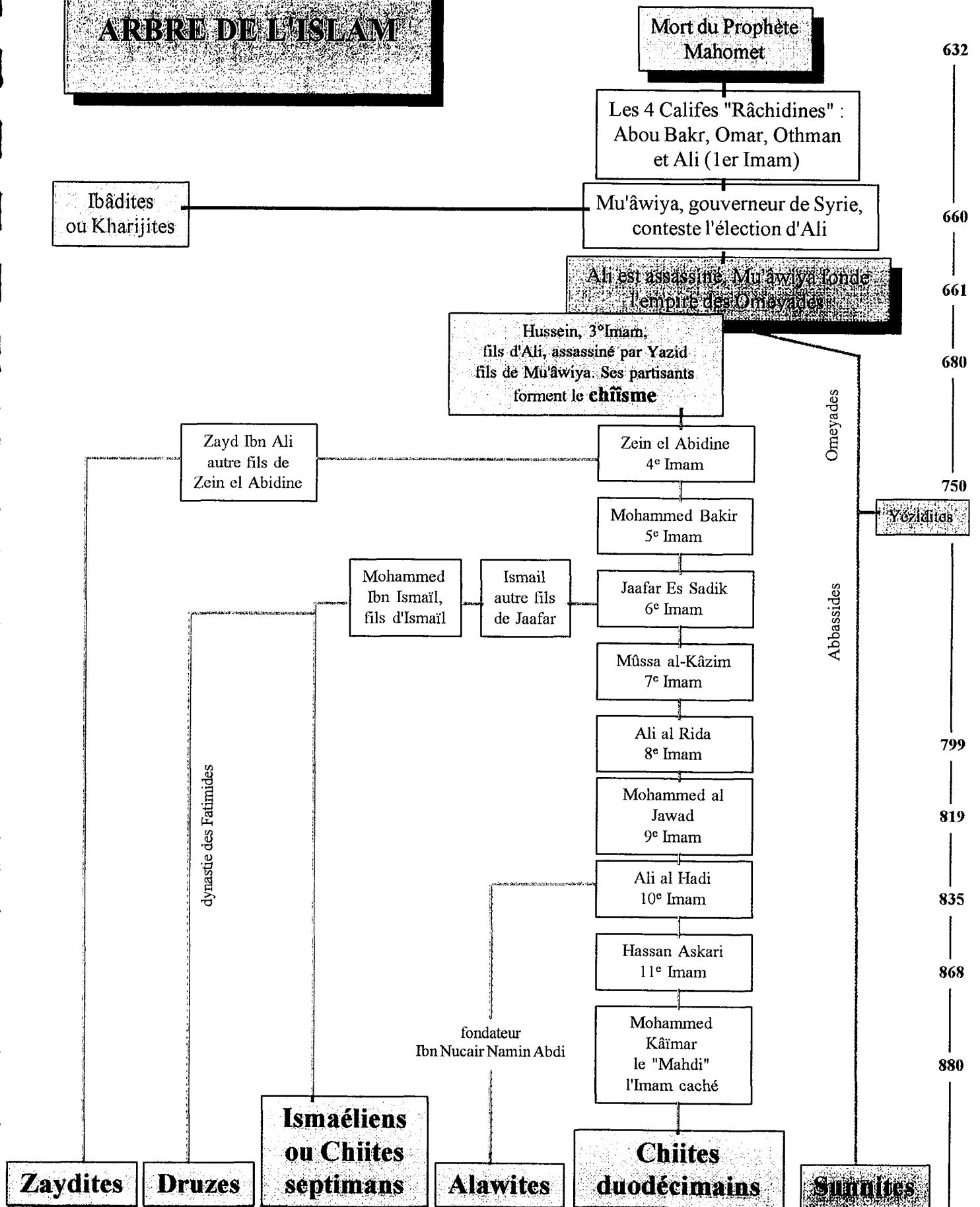
Les chiites ne suivent pas les quatre lois des sunnites (hanafi, hanbali, maliki et shafi). Pour eux, le conseil des douze anciens (l'*uléma*) est l'institution légale et politique de base. Les juges nommés par ce conseil portent le nom d'*ayatollahs* et forment leur propre cour de justice.

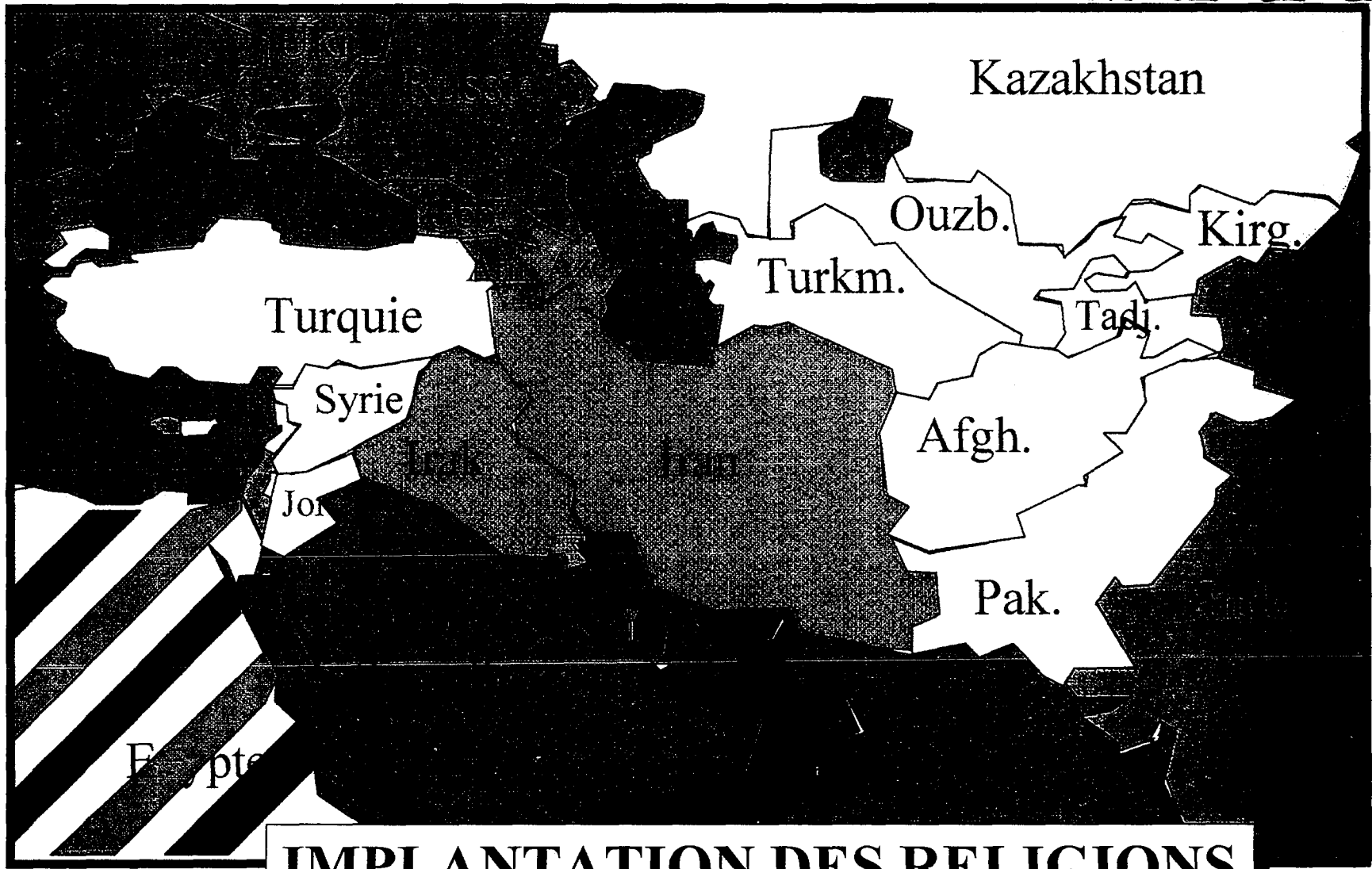
\* \* \*

### Bibliographie :

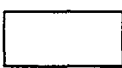

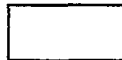

- Dictionnaire des religions. Mircea Eliade et Ioan P. Couliano. PLON 1990.
- Atlas géopolitique du Moyen Orient et du Monde Arabe (disponible au centre de documentation CID).
- Atlas des religions dans le Monde. Joanne O'Brien et Martin Palmer. Editions Autrement 1994 (disponible au centre de documentation CID).

# ARBRE DE L'ISLAM







**Sunnites**

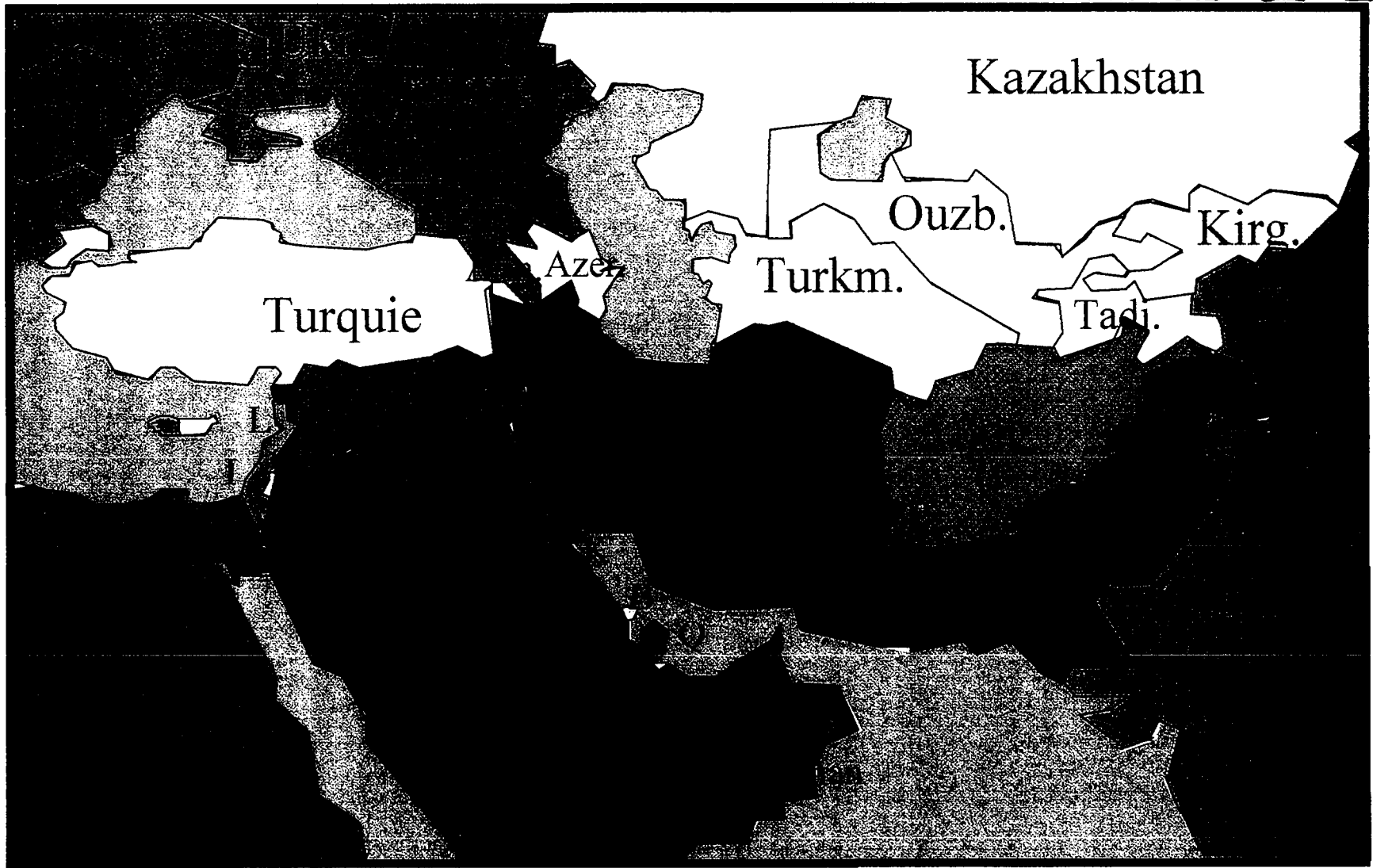
- |  |   |
|--|---|
|  hanafites  |  malékites |
|  hanbalites |  châféites |

**Ibadites**



**Chiites**

- |  |
|--|
|  ithna'ashaariyya |
|  zaydites         |



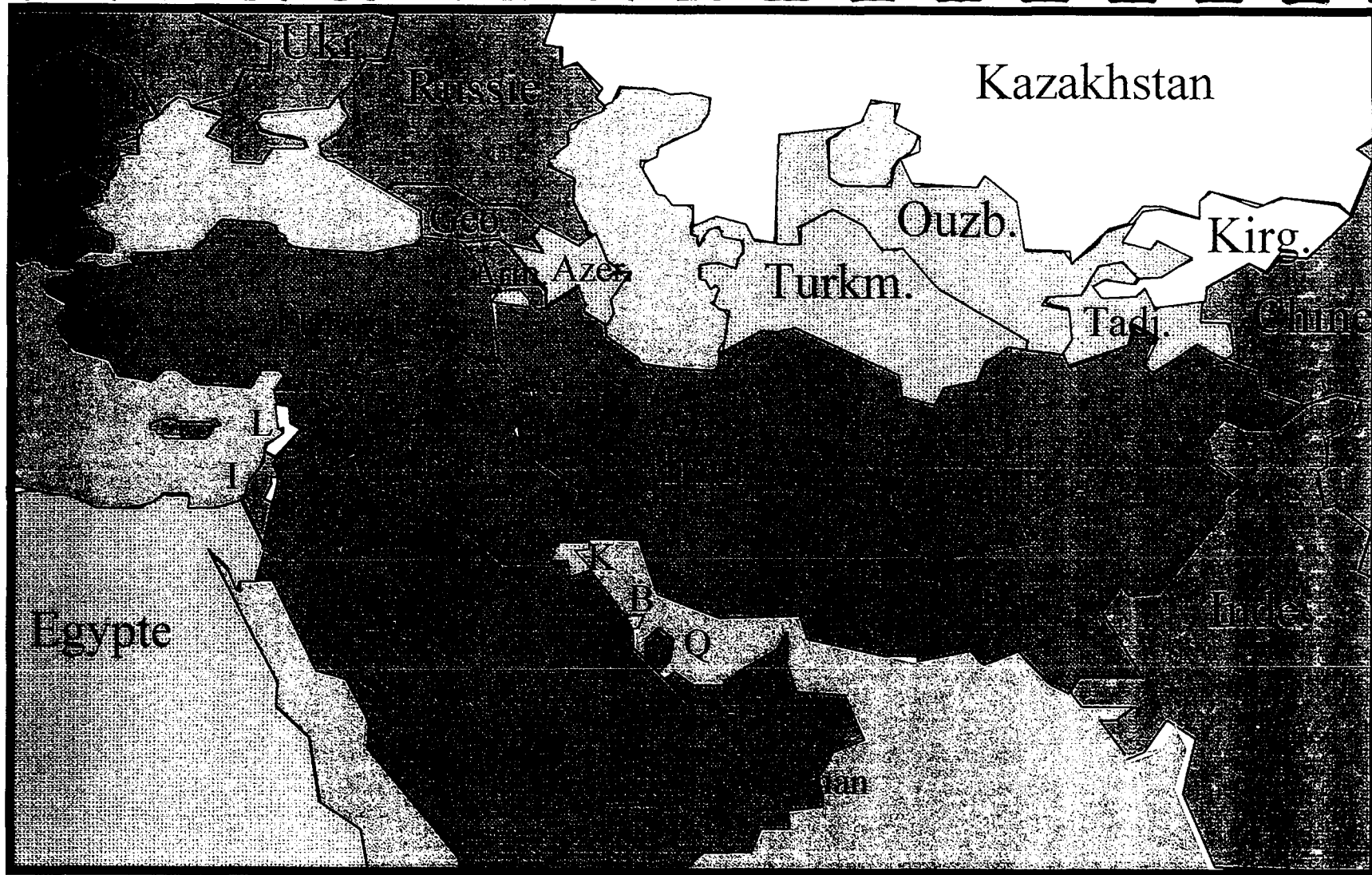
## LA LOI ISLAMIQUE

■ loi islamique fondée sur la chariah

■ combinaison loi islamique et loi séculaire

■ en transition vers la loi islamique

□ loi séculaire uniquement



PROPORTION DE LA POPULATION MUSULMANE



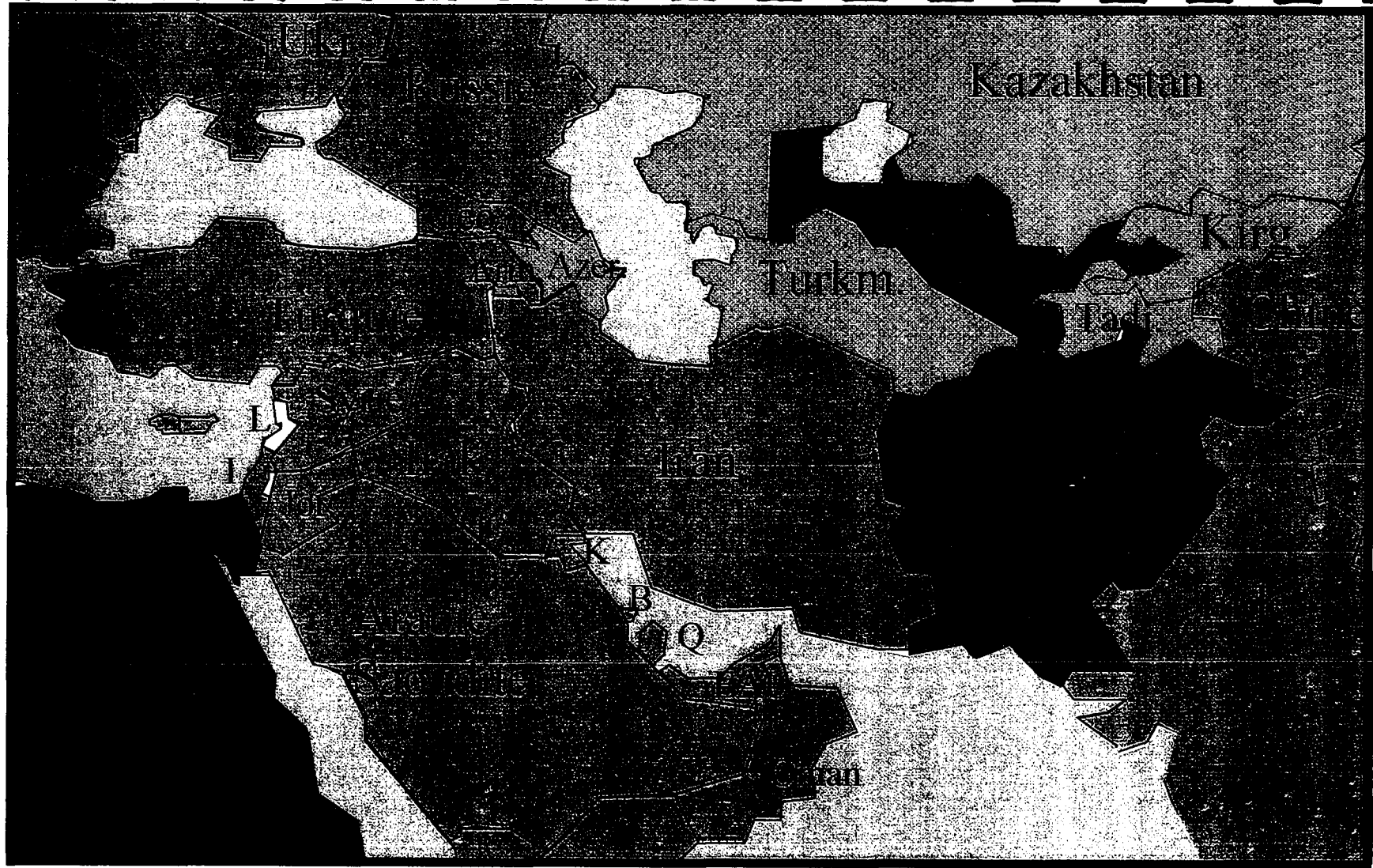
+50%




+70%



+90%



## MONTEE DE LA FOI

 croissance  
d'ensemble

 montée de  
l'engagement

 montée du  
militantisme islamique

Esquisse des relations turco-iraniennes:

**La rivalité traditionnelle.**

L'Iran c'est-à-dire le « pays des Aryens » que l'on appelait la Perse jusqu'en 1934 a toujours gardé une forte identité vis à vis du monde arabe et turc . Envahi et dominé surtout par les turcs et les mongols du 11ème au 14ème siècle , l'Iran n'a jamais été colonisé . En dépit de l'islamisation , de l'adoption de l'alphabet arabe pour transcrire le persan moderne , c'est avec le monde turcophone que l'Iran est le plus imbriqué . On parle volontiers de monde « turco-iranien » pour désigner ces territoires allant de Samarkand à l'Anatolie tour à tour envahis par les turco-mongols et dominés par la culture et les empires iraniens comme l' Empire achéménide fondé par Cyrus le Grand qui prend Babylone en 539 avant Jésus-Christ et dont Darius Roi des Rois (shah-in-shah) fondateur de Persépolis fera de 522 à 486 le plus grand empire que l'Orient ait connu .

Durant toute l'histoire de l'Iran , les nomades et guerriers turcs s'opposèrent aux paysans et citadins persans . Du 11ème siècle à la République islamique, presque tous les shahs de Perse étaient turcophones , mais ils défendirent jalousement l'Etat iranien contre l'Empire des Ottomans ou contre les tribus turcomanes . Par ailleurs , le persan , avec sa littérature prestigieuse a été une langue de culture incontestée d'Istanbul à l'Inde .

Quatre exemples des rapports turco-iraniens caractérisent l'interpénétration et l'opposition de ces deux mondes : le sultanat turc seldjoukide , Tamerlan , l'empire perse séfévide et les Kurdes .

- Le sultanat turc seldjoukide :

Au 11ème siècle , les turcs seldjoukides originaires des bords de la mer d'Aral reconstituent un moment un très vaste empire musulman qui englobe la Perse . Ils confient la collecte des impôts à une bureaucratie persane que dirige un vizir persan, choisissent Ispahan comme capitale et adoptent donc la culture persane .

- Tamerlan ( 1336-1405 ) :

Conquérant turco-mongol appartenant à la noblesse turque du Turkestan , il se pose en restaurateur de l'oeuvre de Gengis Khan , ravage l'Iran en décimant les élites et anéantissant les dynasties persanes . Ce conquérant n'était pas un nomade mongol mais un turc sédentaire qui se voulait défenseur de l'orthodoxie musulmane et grand amateur de littérature persane.

- L'Empire perse séfévide (16ème-18ème siècles) :

Fondé par Shah Ismail , turc par sa mère et originaire d'Azerbaïdjan oriental , qui va exercer une véritable fascination sur les Turcomans originaires d'Asie centrale affluant en Anatolie et imposer le chiisme aux Persans . Les Turcomans constituent la force militaire et la bureaucratie est tenue par les Persans . L'Empire séfévide ainsi fondé est périodiquement attaqué par les Ottomans sunnites sans jamais être

abattu . Les Ottomans sont des turcomans dont le chef Osman ( de là vient le nom d'Osmanli ou Ottoman ) hérite vers 1280 d'un petit territoire faisant face aux Byzantins et qui sera à l'origine de l'Empire Ottoman qui cessera ses attaques lorsque la menace principale à l'est ne sera plus persane mais russe .

- Les Kurdes:

Les Kurdes descendent de tribus de langue iranienne installées dans l'actuel Kurdistan . Au 16ème siècle , le sultan ottoman choisit de subventionner les chefs kurdes ( sunnites comme les Ottomans ) en échange de leur alliance contre le shah séfévide ( chiite ) de Perse . L'affrontement entre l'Empire Ottoman et la Perse déterminera l'histoire des Kurdes jusqu'à nos jours .

### **L'époque des modernisations parallèles . Leurs différences.**

Au début des années vingt deux hommes arrivent simultanément au pouvoir en Turquie et en Iran , ils sont tous deux nationalistes modernisateurs , militaires prestigieux et partisans d'un réformisme laïcisant . Malgré ces points communs les deux Etats suivront un destin différent .

La Turquie.

Née de l'effondrement de l'Empire Ottoman et de la lutte pour l'indépendance et l'intégrité du sol national , la République Turque proclamée le 29 octobre 1923 doit surtout son existence à la volonté d'un homme , Mustafa Kemal . Général de l'armée turque , organisateur de la guerre d'indépendance (1920-22 ) contre les Anglais , les Grecs et les Français , vainqueur des troupes du Sultan , il devient le président de la République et avec l'appui d'un parti unique ( le Parti Républicain Populaire- PRP) , il transforme son pays en véritable nation pour instituer un Etat moderne rompant avec la tradition musulmane . Ses principes sont « turquiser , moderniser , occidentaliser » .

Mustafa Kemal fit adopter des lois marquant une véritable rupture avec le passé: abolition du califat , laïcisation de l'enseignement , suppression des tribunaux musulmans , du mariage religieux en tant que mariage légal , de la polygamie , interdiction des ordres , des confréries , du port du fez et de tout costume religieux , adoption de codes juridiques inspirés des codes occidentaux , du calendrier grégorien .

Par ailleurs , il fait remplacer l'alphabet arabe par l'alphabet latin et épurer la langue turque de nombreux mots arabes et persans . Il oblige chacun à porter un nom patronymique , c'est à cette occasion qu'il prit le nom d'Atatürk (Père des Turcs) .

La capitale est transférée à Ankara et les femmes obtiennent le droit de vote en 1934 . En matière économique , les entreprises étrangères sont rachetées et le développement industriel est encouragé par un dirigisme protectionniste et par la création d'un vaste secteur nationalisé (ressources minières , chemins de fer , industries ) financé par les banques contrôlées par l'Etat . L'agriculture est également encouragée et les moyens de communications sont développés .

## L'IRAN.

En Iran , Ahmed Reza Khan , colonel de l'armée Persane , ministre de la guerre en 1921 à l'issue d'un complot qu'il a soutenu , vainqueur des insurrections et mouvements rebelles notamment en Azerbaïdjan , devient Premier Ministre le 28 octobre 1923 , dépose le shah , fonde la dynastie des Pahlavi en 1925 et prend l'appellation de Reza Shah.

S'inspirant de Mustafa Kemal , il s'attache également à faire d'un pays attardé un Etat moderne en menant une politique dirigiste de développement économique et de modernisation sociale .

L'enseignement est laïcisé , des tribunaux civils sont institués , le costume européen est adopté et le port du voile interdit . L'infrastructure des communications est améliorée par une politique de grands travaux publics .

Voulant renouer avec le glorieux passé anté-islamique pour fonder un nouveau nationalisme , Reza Khan décide en 1934 de rebaptiser la Perse « Iran » ( « pays des Aryens » , ancêtres des peuples iraniens ) , la dénomination de Perse étant jugée passéiste .

## LES DIFFERENCES.

Au niveau des hommes .

A Atatürk ( 1880 -1938 ) , brillant officier dont les capacités intellectuelles lui font attribuer le surnom de Kemal ( le Parfait ) et grand politique cultivé et ouvert aux idées occidentales , s'oppose Reza ( 1878 -1944 ) , colonel de Cosaques Persans sorti du rang , sans éducation et aux méthodes brutales , coupé de son peuple , imbu de lui-même , à l'opposé de la modestie d'Atatürk .

Par ailleurs , à l'image d'Atatürk , Reza était-il un vrai nationaliste ? En effet , c'est en Iran que les Anglais découvrirent les premiers gisements de pétrole du Moyen-Orient en 1908 et créèrent l'Anglo-Persian Oil Company en 1909 . Au lendemain de la Première guerre mondiale , les Anglais envisagèrent d'étendre leur influence à l'ensemble de l'Iran mais se heurtèrent à l'opposition américaine et française et des provinces se révoltèrent en particulier celle d'Azerbaïdjan .

Les Anglais obtinrent néanmoins que les officiers russes de la Brigade cosaque persane , fondée en 1870 et réorganisée par les Russes après 1907 , cèdent leur place à des officiers persans . C'est ainsi qu'ils placent Reza à la tête de la Brigade cosaque persane qui réprime le mouvement autonomiste d'Azerbaïdjan pour faire face à l'intervention de leurs concurrents russes désormais soviétiques .

La diplomatie anglaise cherchait à instaurer en Iran un nouveau gouvernement appuyé par l'armée et dont elle contrôlerait directement ou indirectement l'action . Le colonel Reza Khan apparaît ainsi comme le « protégé » des Anglais . Il annonça bien en 1932 le retrait de toutes les concessions de l'Anglo-Persian Oil Company (APOC) mais finalement un accord fut conclu en 1933 par lequel les royalties versées à l'Iran étaient augmentées à 20% alors que l'Aramco versait 50% à l'Arabie Saoudite , l'APOC devenait l'AIOC ( Anglo-Iranian Oil Company ) , son périmètre d'exploitation était réduit mais voyait sa concession renouvelée pour soixante ans . Peu reconnaissants , les Anglais exigèrent en 1941 l'abdication de Reza Shah favorable aux Allemands et qui mourut en exil à Johannesburg.

Au niveau politique.

La différence entre les expériences réformatrices turque et iranienne relève aussi de la situation politique des deux pays .

La Turquie kémaliste s'appuie sur la tradition d'un Etat fort , centralisateur et depuis le 19ème siècle réformateur au sein duquel l'armée a joué le rôle d'une force porteuse de projets de société (Jeunes-Turcs ) . De plus , le régime kémaliste tire sa légitimité de la Guerre d'indépendance , qui est l'expression de la souveraineté nationale . Atatürk s'appuie d'abord sur une organisation politique forte , le parti unique PRP , mais l'autoritarisme est , du fait de la doctrine de la souveraineté du peuple , porteur à terme de l'imposition par le haut du multipartisme et de la démocratie .

Cela se produit avec le passage au multipartisme à partir de 1946 qui s'est maintenu malgré les interventions décennales ( 1960-1971-1980 ) mais brèves de l'armée dans la vie politique . L'Etat moderne et le régime républicain créés par Atatürk se sont révélés suffisamment solides pour survivre au problème kurde et aux différentes crises que le pays a connues depuis près de soixante quinze ans .

Le régime du Shah est issu du coup d'Etat militaire de 1921 . Le nouveau pouvoir bénéficie certes du soutien des classes aisées , favorables à l'occidentalisation , néanmoins , trois facteurs au moins s'opposent à une réussite comparable à celle du kémalisme . D'abord , l'Iran est un pays chiite , dans lequel les forces cléricales n'ont jamais discuté le terrain politique et l'idéologie islamique est largement majoritaire dans le peuple . Ensuite , le Shah est le successeur d'une dynastie , les Qajar , sans véritable tradition réformatrice et , par conséquent , il n'hérite pas d'un projet politique cohérent . Enfin , Reza ne comprend pas que ses réformes doivent s'accompagner d'un volet politique : l'autoritarisme iranien n'est pas un moyen de modernisation , il est une fin , le seul système politique envisagé : un pouvoir dictatorial soutenu par l'armée au profit de laquelle s'organise la modernisation du pays . C'est le péché originel du régime.

La copie n'est pas aussi réussie que l'original et Reza Shah ne peut et ne veut aller aussi loin que Mustafa Kemal .

En effet , comme l'avait fait Mustafa Kemal , Reza Shah envisagea de proclamer la république en 1924 mais il se heurta à l'opposition des milieux traditionnels et conservateurs , en particulier les religieux . Pour ne pas s'aliéner ces derniers , il renonce à faire adopter l'alphabet latin . Le nationalisme aryaniste est aussi un échec . En adoptant le nom dynastique de Pahlavi ( par référence à la langue de l'époque sassanide , une dynastie perse antérieure à l'islam ) et en appelant le pays Iran , Reza Shah désirait fonder le nationalisme iranien mais la masse de la population n'y a jamais adhéré , le véritable nationalisme iranien s'exprimant en revanche spontanément dans le cadre de la spécificité chiite .

Le fils de Reza Shah , Muhammad Reza Shah , suit le même destin même si son règne débute sous le signe de la libéralisation politique . La nationalisation de l'industrie pétrolière en 1951 par le Premier Ministre Muhammad Mossadegh entraînant des désordres , Mossadegh est emprisonné en 1953 . La dictature est rétablie et un accord est conclu avec un consortium international pour l'exploitation du pétrole iranien . Le pouvoir est aux mains du Shah qui suit un parcours comparable à celui de son père .

Grâce aux revenus du pétrole , il lance la modernisation de l'agriculture (Révolution blanche) , de l'industrie et de l'enseignement mais c'est l'armée qui demeure privilégiée dans l'attribution des ressources budgétaires pour devenir le « gendarme de l'Orient » selon les vœux des Etats-Unis qui supplantent les Anglais. A l'image de son père , désirant renouer avec la grandeur perse , il célèbre fastueusement en 1971 le 2500ème anniversaire de la monarchie persane à Persépolis et se donne le titre de shah-in-shah (roi des rois) . Il mourra en exil au Caire en 1980 . Il n'a pas pu ou pas voulu laver le régime du péché originel .

Pourtant , c'est en Iran qu'eut lieu la première révolution constitutionnelle du Moyen-Orient : en 1906 , la conjonction des mécontents aboutit à la révolution qui instaura un régime parlementaire et promulgua une constitution qui ne durera malheureusement que deux ans avant le retour de l'absolutisme .

## **Révolution islamique en Iran . Islamismes turcs.**

### Révolution islamique en Iran .

A la fin des années soixante-dix , le mécontentement grandit en Iran dans les classes moyennes et populaires urbaines , les plus touchées par l'érosion monétaire . Sont dénoncés l'autoritarisme de l'Etat ( exactions de la police secrète , la Savak ) , la dégradation de la moralité , l'occidentalisation et la corruption bénéficiant à une minorité affichant son luxe , tout cela étant ressenti comme autant d'injustices et d'offenses à l'Islam . En effet , 98% des iraniens sont musulmans et les rêves d'aryanité du Shah et de son père , exaltation du passé pré-islamique , n'ont pas eu de prise sur la plupart des iraniens pour lesquels l'Islam demeure un pôle identitaire

L'Ayatollah ( signe de Dieu ) Khomeyni prônant la déchéance du Shah et l'instauration d'une république islamique , affirme que les oulémas ( docteurs de la loi ) doivent s'engager les premiers et non se réfugier dans l'apolitisme . Khomeyni est le tenant d'une conception innovante du rôle des religieux dont le devoir est de contester tout pouvoir illégitime et même d'exercer le pouvoir .

Des émeutes éclatent à partir de 1978 et le Shah quitte le pays en 1979 . Khomeyni prend le pouvoir et un référendum approuve le principe d'une république islamique en mars 1979 . La nouvelle constitution institue à côté des rouages habituels ( Président , Gouvernement , Parlement ) des organes spécifiques : un imam et guide suprême aux prérogatives étendues ( commandement des forces armées , révocation du président de la République notamment ) et un conseil de surveillance composé d'oulémas ayant droit de veto sur les lois votées par le Parlement qu'il jugerait non conformes à l'Islam .

Enfin , l'exaltation du martyr , autre trait original du chiisme d'Iran , a été une puissante arme de mobilisation et de légitimation de l'action révolutionnaire , le martyr accédant au paradis par son sacrifice . Cette « arme » a également été utilisée pendant la guerre contre l'Irak .

#### Islamismes turcs.

La Turquie , dont 99% de la population est musulmane, est le seul Etat du monde islamique à avoir inscrit la laïcité dans sa constitution . Ce principe intangible du kémalisme fut imposé par la contrainte pendant la période du parti unique . Puis , dans les années cinquante , le pluralisme politique et la compétition électorale ont assoupli cette contrainte et l'Islam a pris une place de plus en plus importante dans la vie publique . Les mosquées et les cours religieux nés en marge de l'enseignement public se sont multipliés . Les fondations pieuses fleurissent , l'édition , la presse et la télévision islamiques sont en plein essor .

Les confréries religieuses islamiques , groupes de quête mystique inspirés du soufisme ( courant ascétique et mystique de l'Islam , originaire d'Irak ) , interdites par la République kémaliste ont resurgi ouvertement et jouent un rôle grandissant dans la société turque , assumant une fonction de club ou de cercle de pensée constituant des réseaux d'entraide , un corps intermédiaire entre le peuple et l'Etat que le parti religieux Refah , comme les partis de la droite classique , ménage et utilise.

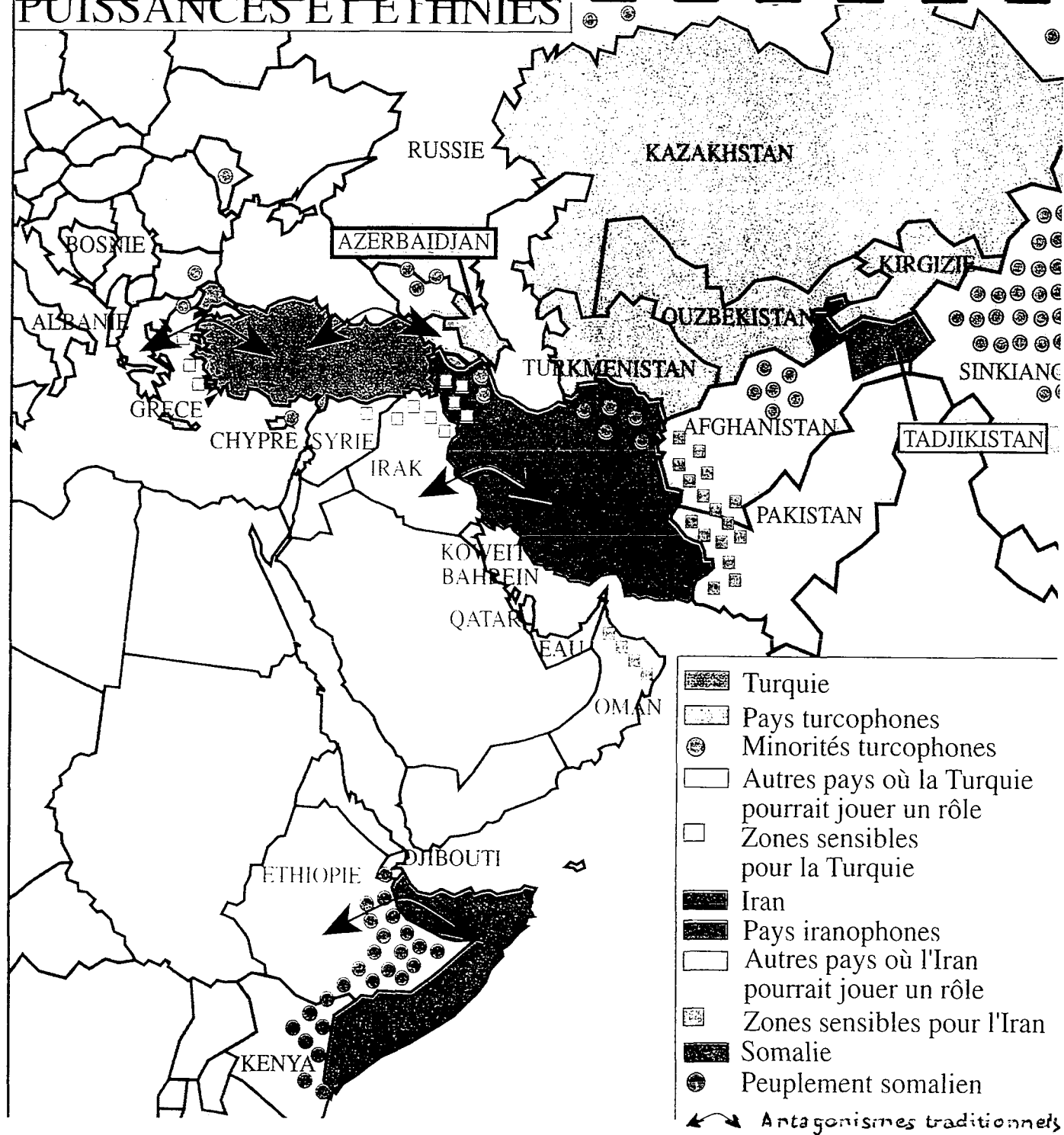
Des mouvements politiques et culturels se réclamant de l'islamisme se sont développés . En 1971 , Necmettin Erbakan fonde le premier parti officiellement religieux . Les autorités kémalistes acceptent cette entorse à la laïcité pour mieux contenir l'extension de l'extrême gauche et du syndicalisme . Dans les années quatre-vingt , sous le double effet de la suppression de la démocratie entre 1980 et 1983 qui a laissé un grand vide social et politique et du Khomeynisme propagé par l'Iran voisin , l'intégrisme a progressé .

En effet , après des années d'expansion , la Turquie est touchée par une grave crise économique qui exacerbe les tensions politiques et sociales . Le libéralisme de l'ancien président Turgut Özal a certes créé une classe de nouveaux

riches , mais il a surtout creusé un large fossé entre ceux-là et les plus défavorisés , nouvelle masse de manoeuvre pour les islamistes du Refah Partisi ( Parti de la prospérité ) dirigé par Necmettin Erbakan , vieux routier de la politique qui a déjà été trois fois vice-premier ministre dans les gouvernements de coalition avant le coup d'Etat militaire de 1980 et qui devient en 1996 le premier Premier Ministre islamique dans l'histoire de la Turquie contemporaine . Cependant, il ne peut se maintenir au pouvoir et sous la pression de l'armée démissionne l'année suivante .

Pour terminer l'examen de la diversité de l'islam en Turquie , il convient de souligner qu'il se définit comme un Islam de frontières , imprégné d'influences venues d'Asie Centrale et des traditions de tolérance de l'Empire Ottoman . Il apparaît par là comme profondément différent de celui du monde arabe ou d'Iran . Un quart des turcs se reconnaît comme « alévis » chiites atypiques aux antipodes de toute dérive intégriste mais qui n'échappent malheureusement pas aux actions violentes des franges intégristes sunnites . Enfin , le nourdjouisme, mouvement islamique modéré et moderniste rassemble de nombreux adhérents parmi les membres du parti démocrate représenté par l'actuel président Suleyman Demirel dont le prédécesseur , le libéral Turgut Özal , était proche d'une des plus importantes confrérie soufie, celle des Naqshibendis et allait prier à la mosquée .

# PUISSANCES ET ETHNIES



Séance N°2: Le facteur soviétique et post-  
communiste

## Séance No 2 : Le facteur soviétique et post-communiste

### II-1 Présentation du chargé de cours

Cette partie de l'étude dirigée constitue la partie délicate si on imagine que cet ensemble turco-iranien hérite d'une immense "RDA", car le phénomène est le même que celui de la réunification de l'Allemagne. On a en effet sur une espèce de bande de territoire, qui part de la mer adriatique et qui s'achève à la frontière chinoise, un immense monde turco-iranien-soviétique qui, initialement intégré au monde russe, est finalement tombé comme des copeaux de l'Empire ottoman à la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Tous ces ensembles ont été absorbés pour des raisons économiques dans le monde slave. Ils ont aujourd'hui une base culturelle identique à celle de la Turquie pour les pays situés le plus à l'ouest, et identique à celle de l'Iran pour ceux situés le plus à l'est. Ils s'y ajoutent non seulement des éléments du monde slave, mais aussi une expérience communiste. Les mentalités des hommes ont été profondément façonnées, mais il n'y a pas eu l'intimité des liens qui a perduré entre l'Allemagne de l'est et de l'ouest. Ce sont donc des régions extrêmement complexes où beaucoup de choses peuvent se passer. Tous les Etats de cette région ont des frontières qui ne sont pas très bien établies, et ils sont dirigés par des anciens communistes. Ils sont tous secoués et en état de formation. Ils ont tous du pétrole et sont devenus des objets de convoitise des Russes, des Iraniens, des Etats-Unis et de la Turquie. Il n'y a vraisemblablement pas de zone plus instable que ce monde turco-iranien post-soviétique.

### II-2 Le communisme au Caucase (CEN SCHMITT (T))

Entre la mer Noire et la mer Caspienne, le Caucase pourrait être un monde à part. Son versant septentrional appartient toujours à la Russie. Son versant sud, la Transcaucasie, est partagé entre les républiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Cet isthme montagneux de 1200 km est l'une des charnières entre l'Europe et l'Asie, où se mélangent des deux côtés les particularismes ethniques et religieux.

Avec la perestroïka et l'allègement de la tutelle communiste, le passé turbulent des peuples a connu un renouveau. Privés du corset communiste, les communautés se sont affrontées. La Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'Ossétie et la Tchétchénie ont été tour à tour victimes de tensions et de conflits. Il est en effet très difficile dans cette région d'éteindre un conflit sans en allumer un autre.

Le retour de la Russie dans le Caucase consiste à réoccuper un espace faisant traditionnellement partie de son orbite, avant que d'autres puissances profitent du vide pour s'y installer. Parmi celles-ci, la Turquie et l'Iran tiennent par leur situation de voisinage la première place.

Cependant, le fondamentalisme iranien ne semble pas avoir eu beaucoup d'effet sur les peuples musulmans du Caucase. En revanche, la Turquie, vue de Moscou, présente un danger plus grand, non seulement par ses affinités ethnolinguistiques avec les Azéris et d'autres peuples de la partie nord du Caucase, mais surtout parce qu'elle semble vouloir soustraire le Caucase, et au-delà l'Asie centrale, de l'influence russe pour les accrocher à l'Occident.

La première chose cependant à voir dans le Caucase, c'est la division "chrétien - musulman". Les alliances se croisent. La Géorgie chrétienne devrait être du côté russe. Elle l'est pour l'essentiel, mais en aparté les Géorgiens sont très contents que la résistance aux russes s'intensifie parce qu'ils veulent maintenir une certaine indépendance et ils jouent la carte américaine avec l'Azerbaïdjan. Les Arméniens en revanche sont entièrement entre les mains de la Russie. L'Iran par contre a une peur : c'est qu'il existe un Azerbaïdjan indépendant, qui cherche une alliance laïque avec Ankara. En effet, cela signifierait que tout le prestige iranien serait mis en cause dans le monde musulman par les Azéris. L'alliance russo-iranienne constitue néanmoins un facteur géopolitique stable dans la région.

### II-3 Le communisme au Turkestan (CEN SCHMITT (T))

Le Turkestan comprend cinq républiques d'Asie centrale (le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan) et auxquelles il convient d'adjoindre le Xinjiang chinois.

Après les indépendances des cinq républiques d'Asie centrale, la Russie a semblé se désengager politiquement et économiquement de cette région qu'elle considère comme sous-développée. Ainsi, elle laisse aux nouveaux pays le temps de créer une armée, mais malgré tout elle maintient son armée le long des frontières.

La Russie a signé un traité de sécurité collective le 15 mai 1992 à Tachkent avec les républiques du Turkestan (sauf le Turkménistan).

Pour les nouveaux Etats, qui sont majoritairement turcophones, l'heure de la reconstruction économique a sonné. Ils regardent vers les pays voisins et surtout vers la Turquie. La Turquie rêve en effet d'un XXI ème siècle qui sera turc de l'Adriatique au Xinjiang (il y a des lycées turcs dans toutes les villes d'Asie centrale).

Majoritairement sunnites, ces pays ont également fait l'objet d'une tentative de récupération par l'Iran. Mais le fondamentalisme iranien inquiète. En réalité, les pays d'Asie centrale se tournent vers l'Extrême-Orient, l'Europe et même vers les Etats-Unis et l'Afrique du Sud. Malgré quelques succès économiques, les problèmes restent nombreux : tensions sociales, pression démographique, ... .

L'Asie centrale n'est pas réellement un bloc soudé. On y trouve cinq pays différents qui sont tous membres de l'OSCE, de l'ONU et du FMI.

#### II-4 Le communisme et l'islam balkanique (CF LE BARS (M))

Zone de passage et zone d'influence, les Balkans ont connu des invasions et des dominations successives. Elles expliquent la mosaïque ethnique et religieuse, mais aussi l'importance du théâtre. La domination ottomane a duré cinq siècles. Elle a débuté au XIV<sup>ème</sup> siècle, alors que l'Europe se développait et que les Mongols repoussaient les Turcs vers l'ouest. Elle s'explique par la faiblesse des puissances en place et par des conflits religieux, opposant les catholiques aux orthodoxes. Abstraction faite de quelques îlots de populations bien assimilées, les autochtones tentent d'échapper progressivement au pouvoir du sultan.

Les révoltes se concrétisent vers 1875-1878, contre les tentatives de réforme organisées par les Turcs. Elles incitent les Russes (défenseurs des peuples orthodoxes) à entrer en guerre contre l'Empire ottoman.

Leur victoire contraint le sultan à signer le Traité de San Stéfano en mars 1878 et provoque le Congrès de Berlin, qui déclare l'indépendance de la Bulgarie.

Mais l'effondrement de l'Empire ottoman entraîne les guerres balkaniques pendant lesquelles les nouveaux Etats tentent de récupérer les dépouilles de l'Empire ottoman.

La mainmise de l'URSS sur l'Europe et dans les Balkans se fonde sur la prise de pouvoir des communistes.

En Bulgarie, la pression des forces d'occupation soviétiques joue un rôle décisif. La République Populaire de Bulgarie est proclamée en 1946.

En Yougoslavie et en Albanie, les communistes autochtones ont pris le contrôle de l'Etat dans la résistance. Ils ne tarderont cependant pas de rompre avec l'URSS (Yougoslavie en 1949, Albanie en 1961).

La Bulgarie restera un élément clé du Bloc soviétique, constitué en 1946-1949, pour prendre le contre-pied du "cordon sanitaire" promu par les Alliés après la Première Guerre mondiale afin de contenir la contagion bolchevique.

#### II-5 Stratégies soviétiques en Iran et en Turquie. Leur évolution (LCL CHARLES (A))

La décomposition de l'Union soviétique a souligné l'opposition des politiques suivies par la Turquie et l'Iran. La Turquie incarnant la laïcité, le modernisme, le progrès économique, l'ouverture sur l'Europe; l'Iran représentant le retour aux sources religieuses et culturelles de la région, la spécificité et l'authenticité d'une civilisation commune. La nature des choses impose pourtant à ces deux pays des responsabilités particulières en Moyenne Asie : la Turquie, en raison des liens culturels et linguistiques très étroits qui la rattachent à l'Azerbaïdjan et à la plupart des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale; l'Iran, en raison de sa proximité géographique, de son poids démographique et militaire, de sa richesse pétrolière.

La pénétration soviétique dans cette région demeure cependant énorme. Dans un pays aussi fragile que l'Iran, les Soviétiques ont mené une offensive sur tous les plans. La politique soviétique a été, avec des

moyens très important, engagée dans l'idée de neutraliser et de dissoudre cette barrière pro-occidentale que constituait l'alliance de l'Iran du shah et de la Turquie laïque.

Les Russes ont actuellement toujours des actifs dans cette région qui sont étonnants, par exemple dans l'affaire du PKK qui est une création soviétique.

En effet, tous ce qui a encore une certaine valeur dans l'armée russe est dirigé vers le sud, parce que c'est le seul endroit où il peut encore être fait quelque chose au profit des générations futures.

Bien que cela ne soit pas une menace effroyable, ce n'est pas non plus négligeable. En ce sens, la politique russe cherche à maintenir une alliance avec l'Iran, à gêner l'influence de la Turquie, à convaincre les pays de l'ancienne CEI qu'il n'y a pas d'avenir au sud et à refaire un barrage arabe pour réconcilier la Syrie et l'Irak face aux influences turques et israéliennes.

## II-6 Conclusion

Il faut quand même garder à l'esprit, qu'il y a dix ans encore, en 1987, la Russie était une puissance mondiale. Aujourd'hui, cette même Russie est obligée d'établir l'ordre dans son environnement proche. Il s'agit d'une humiliation sans précédent, que traverse cette grande puissance impériale, qui est amené à faire la police dans sa zone intérieure. La Russie n'accepte pas les frontières actuelles et a plus particulièrement des difficultés d'admettre l'indépendance de l'Ukraine. Toute la politique russe consiste à remettre en cause ces frontières.

En revanche il y a un phénomène opposé : les Russes sont devenus pacifistes. Ceci est le résultat d'une réflexion collective nationale sur ce qu'était le XX<sup>ème</sup> siècle. La plupart des Russes pensent que le XX<sup>ème</sup> siècle est le siècle raté de l'histoire russe. Ils avaient en effet des possibilités extraordinaires (actions pendant la Deuxième Guerre mondiale, conquête de l'espace, ...) qu'ils ont gâchés avec des bains de sang successifs (guerre civile, course aux armements mal perçue, ...).

Ces deux pulsions sont contradictoires et se sont également produites en deux temps sur la question tchéchène. D'une part, il est inadmissible que la Tchétchénie se proclame indépendante; d'autre part, la guerre en Tchétchénie a été fortement impopulaire suite à l'engagement de jeunes soldats russes mal entraînés.

On est donc dans ce paradoxe d'un pays qui d'une part n'admet pas la situation géopolitique qui est la sienne, et d'autre part n'admet pas non plus de se lancer dans des opérations militaires douteuses, telle que l'Afghanistan.

Il faut s'attendre naturellement dans les quinze ans qui viennent, à une tentative russe pour rétablir son autorité sur ses frontières. Cependant le problème fondamental pour la Russie, c'est l'Ukraine. Une Ukraine indépendante signifierait la fin de la Russie comme grande puissance.

La situation de l'Ukraine est également très complexe. Il y a une Ukraine qui a été polonaise (catholique) pendant très longtemps, qui a connu une évolution de type occidental et qui regarde donc vers l'Occident. A l'est par contre, c'est l'esprit russe qui domine. Dans la région intermédiaire, les

gens sont vraiment ukrainiens et constituent le pont entre la partie occidentale et orientale. La situation de l'Ukraine est actuellement gelée, mais elle n'est pas stable sur le fond.

La Russie tente de refaire du confédéral avec la CEI et ce avec des liens qui ne sont qu'informels. Il y a en fait deux coalitions : une alliance à trois (Ukraine, Géorgie, Ouzbékistan) connectée à la Turquie, et la Russie qui joue sur la Biélorussie et le Kazakhstan. On retrouve en quelque sorte une "mini" guerre froide à l'intérieur de la CEI, avec un camp occidental et un camp russe, qui est compliquée par le fait que la Russie mène cette lutte sans pour autant vouloir rompre avec l'Occident.

La Chine de son côté ménage les Russes, mais elle a sa propre politique dans la région.

Tout est cependant lié, il faut maintenir l'équilibre. Il ne faut pas faire perdre la face à la Russie, mais il ne faut pas non plus lui donner le sentiment qu'elle peut tout se permettre. Enfin, il est également fondamental que l'instabilité de la région n'affecte pas la sécurité de la Turquie.

# Le communisme au Caucase.

Entre la Mer Noire et la Mer Caspienne, le Caucase pourrait être un monde à part. Son versant septentrional appartient toujours à la Russie; son versant Sud : la Transcaucasie est partagé entre les républiques de Géorgie, d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Cet isthme montagneux de 1200 km est l'une des charnières entre l'Europe et l'Asie , où se mélangent les particularismes des deux côtés aussi bien ethniques que religieux.

Avec la perestroïka et l'allègement de la tutelle communiste, le passé turbulent des peuples a connu un renouveau. Privés du corset communiste , les communautés se sont affrontées. Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan , Ossétie et Tchétchénie ont été tour à tour victimes de tensions et de conflits.

"Le difficile étant, dans cette région, d'éteindre un conflit sans en allumer un autre". Il est significatif que cette formule ait été prononcée à un siècle d'intervalle par un général serviteur du tsar et par le général Kondratiev, vice-ministre d'Eltsine, chargé du rétablissement de la paix en Géorgie en 1993.

## I HISTOIRE.

Tour à tour morcelée sous l'effet des conflits qui opposèrent les grands empires régionaux tout au long de l'histoire, le Caucase est un lieu de rencontre du christianisme et de l'islam et un carrefour de grandes routes commerciales. Il a donc au cours du temps subi de nombreuses influences.

Au XIII ° siècle, le royaume Géorgien étend son influence partout. Puis ce furent les invasions mongoles. Byzance et la Perse ont également marqué cette région.

Au XIX ° siècle, il y a une irruption de la Russie qui domine sans partage pendant presque deux siècles tout en mettant en place un processus d'intégration.

L'exploitation du pétrole de Bakou et le développement des voies de communication ouvre cette région sur le monde. De nombreuses élites de l'empire russe sont recrutées sur place.

En 1917, la Transcaucasie est hostile aux bolchéviki. Il y a la création d'une éphémère Fédération de Transcaucasie. Géorgiens , arméniens et azéris essaient de gouverner ensemble. Cette unité est fragile. L'Allemagne interfère et assure la protection à la Géorgie, qui déclare son indépendance. Elle est suivie par l'Arménie et par l'Azerbaïdjan. Les problèmes de fond concernant les frontières ne sont pas réglés et des conflits sanglants ont lieu. En 1920 l'Azerbaïdjan est soviétisé par l'armée rouge. L'Arménie et la Géorgie le seront en 1921.

Moscou se heurte à des résistances régionales. En 1922 est créée une Fédération Socialiste Soviétique de Transcaucasie. Staline va donner des gages aux nationalistes locaux, et inventer la notion d'avant-postes de l'URSS en Orient, ce qui dynamise ces régions.

La seconde guerre mondiale ne modifie pas fondamentalement la situation sur place car il n'y a pas d'occupation allemande. Il faut cependant noter que durant la guerre, l'URSS tente de s'étendre vers l'Iran.

La mort de Staline marginalise la région. La perestroïka va apporter le changement.

## **II- Point sur les conflits et tensions en cours**

Le retour de la Russie dans le Caucase consiste à réoccuper un espace faisant traditionnellement partie de son orbite avant que d'autres puissances profitent du vide pour s'y installer. Parmi celles-ci, la Turquie et l'Iran tiennent par leur situation de voisinage la première place. Mais si le fondamentalisme iranien ne semble pas avoir eu beaucoup d'effet sur les peuples musulmans du Caucase, la Turquie, vue de Moscou, a paru comme un danger plus grand, non seulement par ses affinités ethno-linguistiques avec les Azéris et d'autres peuples du Nord Caucase, mais surtout parce qu'elle semble vouloir soustraire le Caucase, et au-delà l'Asie Centrale, de l'influence russe pour les accrocher à l'Occident.

Les trois Etats subcaucasiens, Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan, issus de l'éclatement de l'URSS en 1991, présentent tous les avatars du postsoviétisme. Laminés par les conflits interethniques, victimes d'une crise économique sans précédent et consécutive à la rupture des liens avec Moscou, ils ont tous opéré, à des degrés divers, un retour dans le giron russe.

La Géorgie orthodoxe est bordée au Nord par deux minorités musulmanes, les Ossètes et les Abkazes. L'Arménie, chrétienne, est flanquée au Sud par une région musulmane, le Nakhitchevan, qui dépend de l'Azerbaïdjan, mais en est coupé par une bande de terre arménienne. L'Azerbaïdjan est musulman, avec une enclave de 4400 km<sup>2</sup>, le Haut (ou Nagorny) Karabakh, peuplé de 150000 Arméniens chrétiens, enclave qui relève cependant de son autorité.

### **21 - la Géorgie en proie à la guerre civile**

En 1978, un projet de révision de la constitution visant à supprimer le géorgien comme langue d'Etat de la république au profit du russe suscite une vigoureuse opposition. Edouard Chevardnadzé, en place depuis 1972, calme les esprits et la langue géorgienne conserve son statut. Il en tire un grand crédit tant en Géorgie qu'à MOSCOU. Devenu ministre des Affaires étrangères de l'URSS en 1985, il abandonne ses fonctions en Géorgie.

Après le départ de Chevardnadzé, le mouvement nationaliste ne cesse de s'affirmer. Les revendications des Abkhazes suscitent des contre-manifestations. En avril 1989, TIFLIS est paralysée par une grève quasi générale. A la demande des communistes géorgiens, débordés, les « troupes spéciales » interviennent dans la nuit du 9 au 10. Chevardnadzé, aussitôt envoyé sur place, fait libérer les manifestants arrêtés et démet les principaux dirigeants.

En mars 1990, le Parlement déclare illégaux les traités de 1921 et 1922 qui fondaient le rattachement à l'URSS. Le multipartisme ayant été officialisé en août, les nationalistes remportent les élections d'octobre-novembre 1990. L'étape suivante consiste en un référendum en vertu duquel, le 9 avril 1991, la Géorgie proclame la « restauration » de son indépendance, signifiant ainsi qu'elle renoue avec son statut des années 1918-1921 (reconnu in extremis par les Alliés le 27 janvier 1921). En mai 1991, le nationaliste Zviad Gamsakhourdia est élu président de la République au suffrage universel. Dès le mois d'août, il instaure un régime dictatorial.

En opposition à cette dictature, des affrontements armés d'une extrême violence marquent les derniers mois de 1991 à TIFLIS. Gamsakhourdia s'enfuit en janvier. En mars, Edouard Chevardnadzé reprend la direction du pays. Il est élu président du

Parlement (c'est-à-dire chef de l'État) au suffrage universel en octobre 1992. Son accession à la présidence de la République le 5 novembre 1995 semble avoir mis un terme à la spirale de violence dans laquelle s'enfonçait la Géorgie depuis la fin des années quatre-vingt, même si deux questions demeurent à résoudre : celle des Ossètes et celle des Abkhazes.

### **211 - Les Ossètes, un peuple divisé**

Le refus de la Géorgie d'adhérer à la CEI en 1991 après la proclamation de son indépendance, contrairement aux vœux des Ossètes du Sud, conduisit ces derniers à demander leur rattachement à la Russie. Les violents combats du premier semestre 1992, malgré les efforts de médiation de Chevernadzé, donnent à la Russie l'occasion d'intervenir. La Russie accuse la Géorgie de génocide envers les Ossètes et de déstabilisation du nord du Caucase. Les attaques terrestres et aériennes des forces russes contraignent Cheverdnazé, qui doit par ailleurs affronter une forte opposition des chefs militaires de la Garde nationale géorgienne partisans du conflit à outrance, à négocier. Le 24 juin 1992, un accord signé à SOTCHI impose la présence d'une force d'interposition russe qui se met en place des deux côtés des défilés du Caucase central. L'Ossétie du sud est ainsi soustraite de fait au contrôle géorgien. Ce conflit a eu pour conséquence directe le déplacement de cent mille Ossètes du sud vers l'Ossétie du nord, modifiant ainsi les équilibres ethniques précaires. En octobre 1992, de graves incidents ont éclaté à l'est de VLADIKAVKAZ entre Ossètes et Ingouches. Ils ont conduit à l'expulsion massive de ces derniers hors d'Ossétie vers l'Ingouchie voisine avec l'assentiment au moins tacite des autorités russes.

### **212 - Les revendications des Abkazes**

Le règlement du conflit ossète en faveur de la Russie incite le Parlement abkaze, dès la fin juin 1992, à une campagne d'insubordination. Il ne faut pas perdre de vue que l'Abkazie était divisée entre partisans de Cheverdnazé et de Gamsakhourdia, ce dernier étant en pourparlers avec le président abkaze Ardzinba pour utiliser son territoire comme base de reconquête du pouvoir en Géorgie. Le 23 juillet 1992, une partie du Parlement abkaze vote l'abolition de la Constitution de 1978 et son remplacement par celle de 1925 qui confère à l'Abkazie le statut de République de l'Union. Le Président Ardzinba, tout en demandant son rattachement à la CEI, se rend à Ankara pour obtenir la reconnaissance de son pays et l'aide de l'importante communauté abkaze de la Turquie en faisant vibrer la corde islamiste. La guerre civile entre Abkazes et Géorgiens est déclarée. Les forces Abkazes et les partisans de Gamsakhourdia, soutenus par la Confédération des peuples montagnards du Caucase et bénéficiant de l'aide matérielle de la Russie, parviennent à reconquérir toute leur région au terme de violents combats qui dureront jusqu'au mois d'octobre 1993. Le 8 octobre 1993, Chevernadzé annonce que la Géorgie va rejoindre la CEI, décret d'entrée signé le 22 octobre. Ce geste d'allégeance à Boris Eltsine permet d'éviter à Chevernadzé que son pays ne soit dépecé. Une force d'interposition russe se met en place. Le 1<sup>er</sup> décembre 1993, un accord signé à Genève entre Abkazes et Géorgiens est censé mettre fin au conflit. Une fois de plus le nettoyage ethnique s'est accompli, les 300000 géorgiens d'Abkazie ayant gagné la Géorgie.

Le seul problème susceptible à l'heure actuelle d'ébranler la fragile stabilité intérieure géorgienne, confortée par une amélioration de ses indicateurs économiques, est donc celui de son intégrité territoriale. Le pays a perdu le contrôle de 20% de sa superficie.

## **22 - Le conflit arméno-azéri, ou la question du Haut Karabakh**

Bien que peuplé d'une majorité d'Arméniens (77 % de la population en 1989), le Haut-Karabakh a été au début des années 1920 rattaché à l'Azerbaïdjan et doté du statut de région autonome. Le problème, auparavant étouffé sous la tutelle soviétique, rebondit en 1988 : à EREVAN et à STEPANAKERT, des manifestants proclament « Un peuple, une république ! ». En Arménie se crée un « comité Karabakh », qui ne va cesser de réclamer le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. La tension monte entre Arméniens et Azéris. Les 28 et 29 février 1988, des pogroms anti-arméniens font à SOUMGAIT, au nord de BAKOU, des dizaines de victimes. En juillet, le soviet du Haut-Karabakh vote le rattachement à l'Arménie ; le Soviet suprême de l'URSS s'y oppose, car il ne veut en aucun cas créer un précédent (transfert d'un territoire d'une république à une autre).

Un tremblement de terre ayant ravagé le nord de l'Arménie en décembre 1988, le nombre de victimes s'élève à plusieurs dizaines de milliers de personnes, peut-être même cent mille. C'est alors que les autorités soviétiques font procéder à l'arrestation des dirigeants du « comité Karabakh », puis placent le Haut-Karabakh sous l'autorité d'une « commission spéciale » présidée par un Russe. Mais la tension demeure extrême entre les deux républiques. A la mi janvier 1990, un pogrom anti-arménien fait au moins soixante morts à BAKOU. MOSCOU envoie aussitôt en Azerbaïdjan des troupes qui, dans la nuit du 19 au 20, prennent BAKOU d'assaut. Les combats font de très nombreuses victimes chez les Azéris (600 selon les nationalistes). Ayaz Moutalibov, nommé à la tête du Parti communiste azerbaïdjanais, reprend la situation en main et remporte les élections de septembre-octobre 1990. L'état d'urgence étant maintenu à BAKOU, le calme revient peu à peu.

En août 1990, Levon Ter Petrossian, naguère membre du « comité Karabakh », est élu président de l'Assemblée nationale (en pratique, chef de l'Etat). L'Arménie s'érige en république souveraine, incluant le Haut-Karabakh ; sa citoyenneté est ouverte à tous les Arméniens vivant à l'étranger. La proclamation d'indépendance date du 23 septembre 1991. Le mois suivant, Ter Petrossian est élu président de la République au suffrage universel.

En janvier 1992, les autorités de BAKOU suppriment la région autonome, placent le Haut-Karabakh « sous administration directe » et entreprennent de contrôler le terrain. En mai 1992, les milices du Haut Karabakh, soutenues par l'Arménie, parviennent à reprendre CHOUCHA d'où l'artillerie azérie bombardait la capitale du Karabakh, STEPANAKERT. En août 1993, elles ont infligé une lourde défaite à l'armée azérie et contrôlent à ce jour toute l'enclave, ayant réussi par ailleurs à ouvrir un couloir entre l'Arménie et le Haut-Karabakh.

Les négociations tripartites (Arménie, Azerbaïdjan et république du Haut Karabakh), ouvertes en novembre 1995 sous l'égide de la Russie et de l'OSCE, ont buté sur la question du corridor de LATCHINE qui sépare le Haut Karabakh de l'Arménie. Lors de la reprise des négociations, en janvier 1996, le déploiement de 4000 soldats de la force d'interposition de la CEI agissant également sous mandat de l'OSCE a été également envisagé. Mais les discussions bilatérales engagées à l'occasion du sommet de la CEI le 19 janvier entre les présidents arménien et

azerbaïdjanais n'ont débouché sur aucun progrès, pas plus que les pourparlers du printemps.

La forte personnalité du président arménien Levon Ter Petrossian domine la vie politique du pays. Malgré la poursuite du blocus énergétique par l'Azerbaïdjan, les indicateurs économiques sont à la hausse. Malgré les craintes exprimées en Occident et les protestations de l'Azerbaïdjan, la centrale nucléaire de MEDZAMOR a été remise en service avec l'aide de la Russie. Considérée comme l'allié le plus fiable de la Russie dans la région, l'Arménie a signé une série d'accords engageant une importante coopération militaire entre les deux pays. Par ailleurs, EREVAN a développé ses relations avec TEHERAN, faisant de l'Iran un partenaire économique essentiel. Ces choix pourraient remettre en cause la relative amélioration des relations entre l'Arménie et la Turquie.

En Azerbaïdjan, la forte personnalité du président Heïdar Aliev, vainqueur des élections de novembre 1995, a renforcé le caractère autoritaire du pouvoir exercé depuis 1993. L'Azerbaïdjan n'a pas réussi à surmonter les conséquences économiques de la fermeture de sa frontière avec la Russie, à la suite de la guerre en Tchetchénie, tandis que le poids de centaines de milliers de réfugiés continuait à peser lourdement sur le pays. Mais les importantes réserves de pétrole et de gaz offshore suscitent de nombreux espoirs dans le pays. L'Azerbaïdjan gère difficilement une situation géopolitique complexe. Alors que BAKOU refuse obstinément la présence de troupes russes sur ses frontières, la politique étrangère du président Aliev tente de maintenir un subtil équilibre entre la Russie d'un côté et les puissances occidentales et la Turquie de l'autre. Les relations avec l'Iran sont tendues, la République d'Azerbaïdjan étant défavorable à l'islamisme.

### 23 - La Tchetchénie, de la guerre civile à la guerre de décolonisation

Le 26 septembre 1990, les autorités de la République autonome socialiste soviétique de Tchetchénie-Ingouchie proclament sa souveraineté. Les relations entre Tchetchènes et Ingouches se dégradent vite. En septembre 1991 le général Djohar Doudaev - un Tchetchène qui a commandé de 1987 à 1990 une base de bombardiers stratégiques en Estonie - prend le pouvoir à GROSNI, avec l'aval de Boris Elstine. Le 27 novembre 1991, l'indépendance de la Tchetchénie est proclamée par le Soviet suprême tchetchène. Le 30, un référendum est organisé dans les cantons ingouches qui refusent de se séparer de la Fédération de Russie. Les Ingouches forment leur propre république, avec NAZRAN pour capitale et adhèrent à la fédération en juin 1992. Mais la frontière entre l'Ingouchie et la Tchetchénie n'est pas fixée.

Aucun Etat n'a reconnu à ce jour l'indépendance de la Tchetchénie.

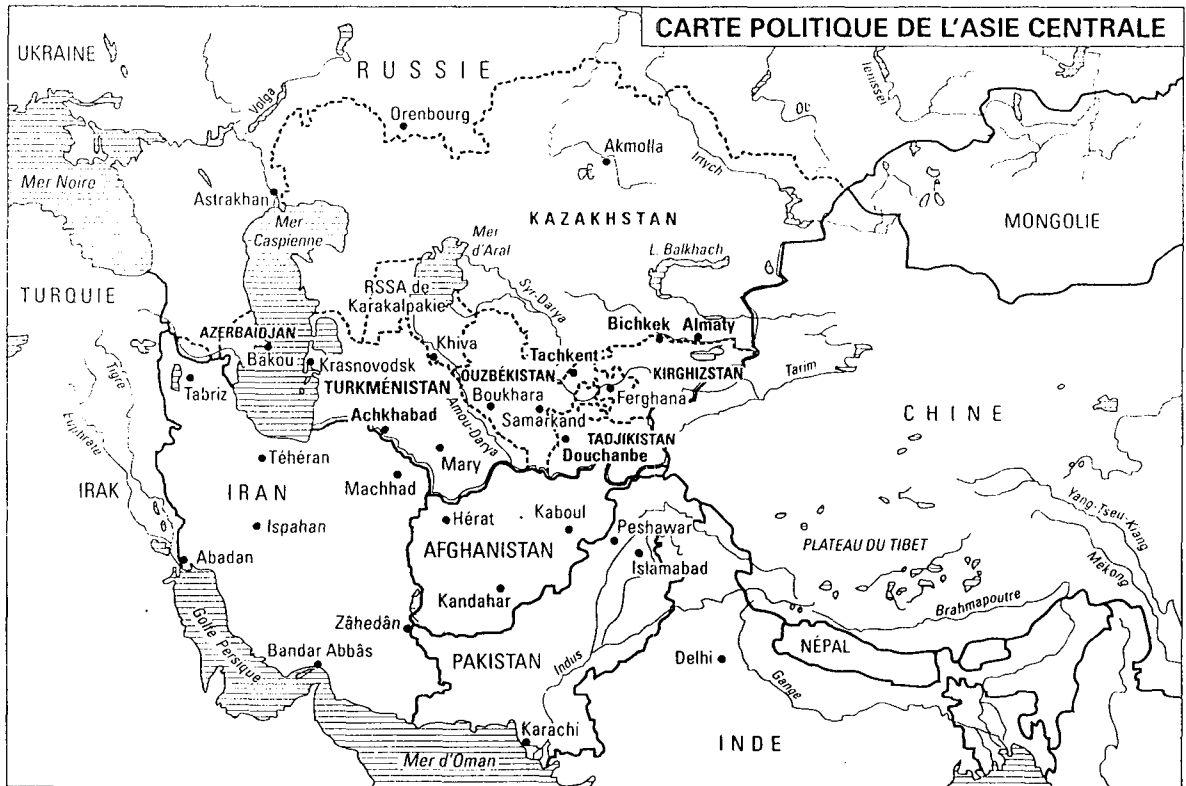
Il est à noter que les luttes interclaniques et les ambitions personnelles des leaders tchetchènes ont provoqué une véritable guerre civile qui a débuté dès novembre 1991 entre Doudaev et Zavgaev, l'ancien président du sôviet suprême de Tchetchénie-Ingouchie. Elle a continué avec l'entrée en lice de personnages comme Gantemirov, Rouslan Labazanov, le général Souleïmenov, Mamodaev, Avtourkhanov ou Rouslan Khasboulatov, chacun s'appuyant sur son clan (teïp) regroupés en unions claniques (toukhoum). Il existe actuellement 135 teïp, dont 28

importants, regroupés en 7 toukhoun. Cette guerre a atteint son paroxysme en 1993-1994, bien avant l'intervention massive des troupes russes.

En novembre 1994, le président Elstine envoie un ultimatum à toutes les factions qui se disputent par la force GROSNYI, et leur donne 48 heures pour arrêter les combats. Devant la poursuite des combats, le président Elstine décide de rétablir l'ordre et le 10 décembre 1994, les troupes russes entrent sur le territoire tchetchène. Le 15, c'est l'échec sanglant devant GROSNYI et le début de l'enlèvement. C'est cette sanglante bataille de GROSNYI qui a transformé une opération militaire, dont l'opinion internationale ne se serait guère souciée, en un conflit géopolitique majeur. L'image qui s'est peu à peu imposée est celle du combat de David contre Goliath, moins de un million d'habitants sur 20000 km<sup>2</sup> contre une armée redoutée par tout l'Occident pendant quarante ans. 1995 et 1996 ont vu se dérouler des combats d'une extrême violence, tant dans GROSNYI, perdue puis reprise en août 1996, que dans le reste du pays. Les principales villes ont été rasées, la plupart des villages bombardés, plus de 50000 personnes tuées, essentiellement des civils. Victoire à la Pyrrhus, sanglante campagne émaillée d'atrocités, notamment à SAMACHKI les 7 et 8 avril 1995. Comme pendant la grande guerre de 1816 à 1859, tout le peuple Tchetchène est impliqué dans une lutte sans merci. Ni la prise de VEDENO, quartier général de la résistance, le 10 avril 1996, ni la mort du général Doudaev le 21 avril, ne permettent aux russes d'emporter la décision. Le président Eltsine a proposé le 31 mars 1996 un plan de résolution politique de la guerre qui est resté lettre morte. La médiation du général Lebed au cours du deuxième semestre 1996, après des succès initiaux, telle que l'annonce de la planification d'un référendum au sujet de l'indépendance, a également abouti à une impasse. L'élection d'un « modéré » non islamiste, Aslan MASKHADOV, le 27 janvier 1997, ne semble pourtant pas non plus devoir aboutir à un compromis avec la Russie. En effet, le nouveau président exclut de siéger au Conseil de la fédération russe, arguant du fait que son pays est indépendant depuis 1991.

La permanence des tensions, la présence de centaines de milliers de réfugiés qui pèse sur des économies sinistrées, l'absence de règlement des conflits territoriaux et de souveraineté se conjuguent pour rendre toute accalmie fragile dans une région où les pressions nationalistes ne sont jamais totalement éteintes. Ainsi, au Daghestan, la question du Lezghistan reste entière, tandis que l'inquiétude provoquée par les revendications territoriales formulées par certains indépendantistes tchetchènes n'ont pas disparu. Les tensions qui opposent Ossètes et Ingouches n'ont toujours pas été aplanies.

Cette région, en proie à de nombreux conflits récents, représente un enjeu géostratégique majeur. Frontière entre la Russie et le monde musulman, entre l'Europe et l'Asie, théâtre d'enjeux économiques importants au travers des richesses du pétrole et du gaz de Bakou, cette région retrouvera sa stabilité quand elle aura mis fin aux conflits interéthniques et assuré son développement économique. Il paraît pratiquement certain que cela ne pourra se réaliser qu'avec l'aide du voisin russe.



## Le communisme au Turkestan.

Ouzbékistan et régions voisines.  
Kazakhstan et Kirghizes.  
Le Xinjiang.

Le Turkestan est constitué par les 5 républiques d'Asie Centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghistan, Tadjikistan) et par le Xinjiang chinois. On parle d'un Turkestan occidental et d'un Turkestan oriental.

Les géographes ou les géopoliticiens parlent généralement du Cercle de Samarcande lorsqu'ils veulent qualifier cette région du monde.

### Généralités:

L'indépendance des cinq républiques de l'ex-URSS a été proclamée en 1991. Cet espace géographique a été rattaché de manière colonialiste à la Russie au XIX<sup>e</sup> siècle. Cette région sortait du traditionnel cadre russe (notion d'empire russe) et s'inscrivait parfaitement dans le principe de l'extention coloniale du peuple russe.

Après les indépendances, la Russie a semblé se désengager politiquement et économiquement de cette région qu'elle considère comme sous-développée. Elle a toutefois laissé son armée le long des frontières. Ainsi, elle a laissé aux nouveaux pays le temps de créer une armée propre. La Russie a signé un traité de sécurité collective le 15 mai 1992 à Tachkent avec quatre républiques du Turkestan (le Turkménistan n'a pas signé cet accord).

Pour les nouveaux Etats, avec les indépendances, l'heure de la reconstruction économique a sonné. Ils se tournent vers les pays voisins et surtout vers la Turquie, qui semble vouloir les aider réellement dans leur développement. Ces pays sont majoritairement turcophones et se sentent donc liés culturellement avec leur voisin turc. Par ailleurs la Turquie, qui rêve d'un XXI<sup>e</sup> siècle qui sera turc de l'Adriatique au Xinjiang, est prête à s'engager dans l'aide au développement. Pour l'heure, il y a des lycées turcs dans toutes les villes d'Asie Centrale.

Bien que majoritairement sunnites, ces pays ont cependant fait également l'objet d'une tentative de récupération par l'Iran. Mais le fondamentalisme iranien inquiète. En réalité les pays d'Asie Centrale se tournent vers tous ceux qui sont prêts à les aider dans leur marche vers le développement: Pays d'Extrême-Orient, pays d'Europe, USA, Afrique du Sud...Malgré quelques succès économiques, les problèmes restent nombreux: tensions sociales, pression démographique.....

Par ailleurs, l'Asie Centrale n'est pas réellement un bloc soudé. Elle est composée de cinq pays différents qui sont tous membres de l'OSCE, de l'ONU et du FMI.

### Histoire:

Les musulmans russes ne prennent pas part à la révolution d'octobre 1917. Les musulmans ne sont pas, sauf exception, bolchéviks. Les bolchéviks sont surtout identifiés comme étant russes et colonialistes.

Lénine, qui redoute que l'indifférence des musulmans dans cette région se mue en hostilité, lance un appel aux travailleurs musulmans de Russie et d'Orient en novembre 1917. Il veut obtenir des relais musulmans pour exporter sa révolution. Il ne veut pas "bolchéviser" le Turkestan à outrance, mais il mise sur l'instauration de

réseaux communistes capables de l'aider. Toutefois, il manque de cadres musulmans. Pourtant il n'est pas question de laisser s'ériger une entité musulmane même communiste. C'est pourquoi les communistes vont mettre en place une trilogie pour mettre ces régions au pas: Islam-Ethnie-Découpage administratif.

Gestion de l'islam: les communistes jouent la tradition contre la modernité. Ils fonctionnarisent la religion.

Gestion de l'ethnie: L'idée du "Volk" allemand est reprise par les communistes. Le peuple est une entité ethnique définie avant tout par sa langue. Les communistes reconnaissent le fait ethnique. Ils divisent les musulmans en groupes nationaux et renforcent ainsi l'identité de chacun.

Découpage administratif: Ce découpage existait déjà du temps des tsars. En 1924 on dissout tout ce qui a pu exister et on refait une carte selon le modèle "Une ethnie - un territoire".

Les RSS (République Socialiste Soviétique) de Turkménie et d'Ouzbékistan apparaissent. La Région Autonome (RA) du Tadjikistan est intégrée à la RSS d'Ouzbékistan.

En 1929, le Tadjikistan est créé à partir de la RA qui est détachée de la RSS d'Ouzbékistan. Le Tadjikistan devient RSS. En 1936 le Kazakhstan et la Kirghizie deviennent RSS.

Ainsi en 1929, le cadre territorial est clairement défini; il va durer jusqu'aux indépendances. A partir de 1983 on assiste à une montée du nationalisme.

## OUZBEKISTAN.

La pluralité politique apparaît avec la perestroïka. Plusieurs partis sont créés en 1986, les plus significatifs sont:

- le parti Birlik pour la préservation des richesses naturelles nationales et spirituelles de l'Ouzbékistan
- Les Islamistes.

Dans la même période l'opinion publique ouzbègue est secouée par deux événements majeurs: le pogrom contre les turcs meskhètes en 1989 d'une part et la révélation de la catastrophe écologique de la Mer d'ARAL d'autre part. L'Ouzbékistan descend de son piedestal et prend conscience de l'état dans lequel se trouve l'économie du pays. On se rend compte que le coton est le seul revenu et que cette culture est en crise.

Les conflits entre factions marquent le passage à l'indépendance en août 1991, et s'achèvent par le triomphe de Islam Karimov en décembre 1992. Karimov est un ancien communiste (il était premier secrétaire du parti depuis 1989); il obtient 86% des voix. Il prônait, déjà juin 1990, la création d'une Confédération d'Asie Centrale, où sa république aurait tenu une position de force. Il n'a pas été suivi par les autres républiques du Turkestan et s'est donc associé à la CEI (Communauté des Etats Indépendants) en décembre 1991. Karimov renforce le pouvoir du président et, en devenant de plus en plus autoritaire, il cherche à endiguer l'instabilité politique et les conflits sociaux, facteurs de radicalisation de l'islam dans la république.

Karimov veut assurer le passage vers l'économie de marché mais sans violences sociales. Il mise sur les investissements étrangers, mais ses succès sont mitigés.

En 1992, création de la monnaie nationale.

Création, également en 1992, d'une force armée nationale, mais maintien de l'ex-armée rouge aux frontières afghanes et chinoises. Karimov signe avec la CEI le Traité de Sécurité collective en mai 1992.

Karimov veut contenir à la fois les nationalistes et les fondamentalistes. Il agit par répression et compromis. Ainsi en 1992, il prête serment sur le Coran, ce qui est surprenant pour un ex-communiste dont le parti démocratique populaire est l'ex parti communiste.

L'Ouzbékistan s'ouvre à l'extérieur pour acquérir une crédibilité internationale. Le pays souhaiterait obtenir un parrainage militaire, économique et culturel avec la Turquie, mais il déchanté rapidement. Il établit des liens avec l'Iran dans le cadre de l'OCE (Organisation de Coopération Economique). Il renforce par ailleurs ses liens avec les voisins, l'Europe et les USA. L'Arabie Saoudite est également présente dans la région par la construction de mosquées.

L'Ouzbékistan se trouve au coeur d'une situation géopolitique instable: le Tadjikistan et l'Afghanistan, qui sont ses voisins, se trouvent en situation de guerre.

### KAZAKHSTAN:

Le Kazakhstan obtient sa souveraineté le 25 octobre 1990 et son indépendance le 16 décembre 1991. C'est la dernière république d'Asie Centrale à demander et à obtenir son indépendance, car à la différence des autres républiques, au Kazakhstan, l'éthnie dominante n'a pas la majorité absolue et une forte population russophone peuple le nord du pays.

Le Kazakhstan adhère à la CEI le 21 décembre 1991 et à l'ONU en 1992.

Le Kazakhstan a un potentiel énergétique énorme et possède des équipements nucléaires qui lui donnent une dimension stratégique. A ce titre le Kazakhstan signe les accords START 1 en 1992.

Le pouvoir présidentiel est un pouvoir fort. Il est entre les mains de Nazarbaïev, qui a été élu en 1990 et en 1995 (jusqu'en 2000).

Le multipartisme existe depuis 1990. Au début, deux grandes tendances dominent la vie politique: les Russes et les Kazakhs. La tendance nationaliste réussit à dominer. Ainsi le Parti communisme est dissous en 1991.

Au Kazakhstan, l'aspect multiethnique domine. Russes et Kazakhs sont sensiblement le même nombre (6,5 millions de Kazakhs et 6,2 millions de Russes); les Kazakhs se trouvent surtout au sud et les Russes au nord.

Le Kazakhstan a toujours été considéré comme une zone sensible pour les Soviétiques, car il jouxte la Chine. Les Soviétiques y ont déployé un arsenal militaire et nucléaire important. Depuis l'indépendance, le Kazakhstan est resté une puissance nucléaire (il possède plus de 1 000 têtes nucléaires dont près de 400 SS18...). Cette possession d'armes nucléaires lui donne un rôle stratégique important.

Le Kazakhstan dispose d'un héritage lourd, mais malgré cela il souhaite effectuer une transition douce vers l'économie de marché et jouer un rôle régional en Asie Centrale. Pour cela il va développer des relations diversifiées selon plusieurs modèles:

Le modèle turc laïc: Ce modèle repose sur la traditionnelle solidarité turcophone. Il suppose le développement de nombreux échanges avec la Turquie.

L'axe Iran-Afghanistan-Pakistan: Le développement de relations se fait au travers de l'OCE (Organisation de Coopération Economique).

L'axe Europe-USA. Dans cet axe, les échanges se font surtout grâce à l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe).

Le Kazakhstan revendique une nature asiatique, mais reste ouvert sur l'Europe.

### Le TURKMENISTAN:

L'isolement géographique et le faible niveau de développement du pays expliquent la faiblesse des changements intervenus au Turkménistan. Par ailleurs, la très forte colonisation russe a provoqué un conservatisme profond dans le pays.

On ne trouve pas de conscience historique nationale dans ce pays; ceci explique qu'aucun mouvement nationaliste d'opposition ne se soit formé lors de la perestroïka.

Le PC turkmène est très fort et gagne les élections de 1989. A cette époque un seul mouvement d'opposition existe. Moscou est très présent mais fait quelques concessions et donne quelques gages pour montrer sa bonne volonté: Le turkmène devient langue nationale (cela avait déjà été accordé depuis longtemps dans d'autres républiques).

Le Turkménistan proclame sa souveraineté le 22 août 1990 et son indépendance le 27 octobre 1990. Niyarzov, un ex-communiste, est élu président. Il sera reconduit sans opposition avec 98% des voix en 1992.

Le pays adhère à la CEI en décembre 1991. A cette date, le PC turkmène devient le Parti Démocratique du Turkménistan. Toutefois, dans ce pays, les changements demeurent uniquement symboliques; les structures anciennes restent en place et sont ancrées en profondeur.

Comme les autres républiques de la région, le Turkménistan essaie de développer des relations avec ses voisins. L'Iran est un des premiers pays à installer une ambassade à Achkabad, la capitale. Mais le modèle fondamentaliste iranien ne séduit pas au Turkménistan qui est de tradition sunnite. La Turquie pénètre au Turkménistan en douceur, en jouant sur des relations culturelles anciennes: l'héritage turcophone.

Le Turkménistan demeure un pays pauvre mais qui possède d'énormes richesses avec le gaz et le coton (l'or blanc). Les exportations sont la clef de son développement économique. Le Turkménistan cherche un modèle car il est conscient qu'il peut jouer un rôle. Son but serait de devenir le Koweït de l'Asie Centrale.

Le développement du Turkménistan s'effectue dans un environnement difficile, instable et conflictuel. La modernisation est compliquée par un pouvoir présidentiel qui détourne des fonds et fait du népotisme. Le pays doit s'ouvrir à l'extérieur s'il veut se moderniser.

### KIRGHISTAN:

Ce pays s'appelait la Kirghizie sous les Soviétiques.

La perestroïka et ses effets apparaissent tardivement dans ce pays. Démission du premier secrétaire du PC, accusé de corruption et de népotisme, en novembre 1989. Son successeur va "nettoyer", mais il n'apparaît pas comme un libéral. Il s'oppose en effet à la constitution de groupes politiques.

La période de la perestroïka est aussi marquée par les événements d'OCH en 1989 et en 1990. OCH est une ville située en Kirghizie mais où la majorité de la population est ouzbèque. En raison de litiges à la suite de partages fonciers et d'attribution de logements, les communautés s'affrontent. Des émeutes ont lieu en juin 1990 dans la vallée du Ferghana, qui font 200 blessés et 10 tués. En réalité OCH et la vallée du Ferghana sont un des centres religieux les plus actifs de l'Asie Centrale; c'est aussi une ligne de séparation entre les Tadjiks et les Ouzbeks, entre les nomades et les sédentaires. Lors de ces affrontements, l'état d'urgence est décrété entre l'Ouzbékistan et la Kirghizie. L'ordre sera rétabli par les soviétiques en

août 1990. Ces évènements dénotent le malaise issu du découpage des frontières et provoquent le départ des russophones de la région.

Les élections de février 1990 maintiennent les communistes au pouvoir. Masaliev est élu, mais il doit laisser sa place à Akaïev à la suite des évènements d'OCH en juin 1990. Akaïev est un gorbatchévien qui met en place une politique de réformes et de concertation. Après l'échec du putsch de Moscou en août 1991, le PC kirghize a éclaté et a été banni. La Kirghizie proclame également son indépendance le 31 août 1991 à la suite de ce putsch à Moscou. La Kirghizie devient le Kirghistan. Aux élections d'octobre 1991, Akaïev est élu président avec 95% des voix. Plusieurs partis avaient présenté des candidats. Akaïev maintient une présence et une influence russe forte dans l'appareil d'Etat. Le pouvoir présidentiel d'Akaïev est relativement faible.

Le Kirghistan se tient éloigné du modèle islamique ou panturc et ne souhaite pas d'un grand Turkestan. Il demeure également modéré dans le conflit tadjik. Ce pays demeure fidèle à la Russie et cherche à se développer en coopération avec son allié russe.

### Le TADJIKISTAN:

Au sein de l'URSS, le Tadjikistan était la république la plus éloignée et la plus conservatrice. C'est pourquoi, plus tôt qu'ailleurs, un mouvement de contestation y est né.

En février 1990, des émeutes à DOUCHANBE prennent un tour politique, les manifestants s'en prennent au PC. Ce mouvement n'est pas interethnique mais politique. Les manifestants veulent la démission du chef du PC tadjik. Le pouvoir central décrète l'état d'urgence après l'attaque du bâtiment du Comité Central le 13 février 1990. La conséquence en est une accélération de l'éveil politique de la population tadjique. Trois courants naissent:

- Le Parti de la Renaissance Tadjique. Ce sont des nationalistes laïcs.
- Le Parti Démocratique Tadjik (Laïcs démocratiques).
- Le Parti de la Renaissance Islamique.

Le Tadjikistan, proche de l'Iran et de l'Afghanistan, est réellement tiré de sa torpeur en 1979 avec la révolution en Iran, puis l'intervention soviétique en Afghanistan. Les retombées de ces deux évènements sont négatives et débouchent sur une crise des valeurs.

Le Tadjikistan déclare son indépendance le 17 septembre 1991. Il adhère à la CEI le 22 décembre 1991 et entre pratiquement en guerre à la même période. Cette guerre civile a pour cause principale l'absence de facteurs d'unité nationale. La population tadjique (5,4 millions d'habitants) est répartie selon un partage ethnique de part et d'autre du pays. Les frontières et le relief favorisent par ailleurs l'émergence de pouvoirs locaux. Aussi l'Etat central, dépourvu d'armée, n'a jamais pu vraiment s'imposer après l'indépendance.

Les forces en présence sont principalement l'opposition armée "islamo-démocrate" battue militairement en 1993, mais toujours présente le long de la frontière afghane et les gardes-frontières russes(201° Div.) qui tiennent lieu d'armée gouvernementale et soutiennent le pouvoir communiste avec l'appui de l'Ouzbékistan, qui sert de relai à Moscou.

Le gouvernement et l'opposition sont engagés dans des négociations depuis le mois de mars 1994 sous l'égide de l'ONU. Mais ces négociations sont une façade pour le gouvernement qui cherche à intensifier son monopole de pouvoir dans la capitale. L'élection présidentielle du 6 novembre 1994 a renforcé le pouvoir présidentiel au

détriment de l'opposition parlementaire par le moyen de la fraude électorale. Malgré le cessez-le-feu d'octobre 1994, les combats n'ont pas cessés. Ils auraient d'ailleurs plutôt augmenté en intensité surtout le long de la frontière afghane. C'est dans la région autonome du Haut-Badakhchan que la plupart se sont déroulés; c'est également dans cette région que sont stationnés les 12 000 soldats russes de la 201<sup>e</sup> Div. Malgré leurs effectifs considérables, les russes ont préféré, à l'engagement terrestre intensif, une forme de pression moins directe. La Russie cherche probablement à éviter de s'engager dans une lutte anti-guérilla hasardeuse, dans un terrain montagneux et face à une opposition motivée. Elle ne souhaite pas non plus abandonner le gouvernement tadjik même si celui-ci aurait tendance à accentuer son isolement. Une issue à ce conflit ne semble pas réellement en vue.

#### Le XINJIANG ou le Turkestan oriental:

"Le Pays des Turcs" en Chinois. C'est un espace homogène du point de vue géographique (relief et végétation).

Le Xinjiang intéresse les chinois depuis plus de 2000 ans. Aujourd'hui son importance stratégique a encore augmenté: il possède une frontière avec la Russie, jouxte trois Etats et communique avec le Pakistan et l'Inde. Le Xinjiang, partie intégrante de la Chine, est une Région Autonome depuis 1955. Les Chinois ne souhaitent pas diviser cette région en plusieurs régions ethniques. En effet, les ethnies sont très présentes dans cette région: Kazakhs, Ouïghours, Mongols, Kirghizes, Chinois musulmans, Tadjiks. Les plus actifs sont les Ouïghours et les Kazakhs. Dans les ethnies, il ne faut pas oublier les Hans, qui sont des Chinois ayant une tradition d'émigrés commerçants. Ces Hans témoignent de la volonté chinoise de peuplement de l'ouest du pays.

Après la rupture avec les Russes en 1958, les Chinois vont exercer le contrôle administratif et politique total sur la région du Xinjiang. Ils mettent en place une politique de peuplement Han qui sera la base de leur stratégie dans la région. Ils stabilisent également leurs frontières et développent le système collectiviste dans cette région. Les Chinois développent également les ressources naturelles de la région et les voies de communication. Par ailleurs, ils installent la base de LONG NOR au Xinjiang (Long Nor est le "Mururoa" chinois), ce qui donne un intérêt stratégique de premier ordre à la région.

Avec la politique de peuplement, les Hans deviennent majoritaires par rapport aux musulmans turcophones qui sont par ailleurs divisés ethniquement. De 450 000 en 1949, ils sont passés à 6 millions en 1996. Il est paradoxal de noter que partout ailleurs, le glas de la colonisation a sonné, alors qu'au Xinjiang, elle est très active. Ce peuplement Han augmente le sentiment de rejet de la part des musulmans. En 1966 la révolution culturelle s'en prend aux mosquées et aggrave encore une rivalité en train de se développer entre les ethnies musulmanes et les ethnies chinoises.

La guerre d'Afghanistan est un révélateur pour les musulmans. Les idées de guerre sainte passent les frontières du Pamir et trouvent un écho au Xinjiang. Les Chinois en sont conscients et font une réforme agraire en 1984. Ils déplacent les Hans vers les villes et donnent la terre aux musulmans. Les grands facteurs de conflit disparaissent, mais le ressentiment ethnique demeure.

Alors, quel destin pour le Xinjiang?

Le Xinjiang est une poudrière dont le destin dépend avant tout du colonisateur chinois; or celui-ci semble vouloir la stabilité.

Le Turkestan s'avère donc être une région instable, où de nombreux conflits se déroulent actuellement et qui représente un enjeu géostratégique majeur pour les années futures.

## COMMUNISME ET ISLAM BALKANIQUE

### INTRODUCTION

#### Définition des Balkans

géographie : c'est la plus orientale des 3 péninsules méridionales de l'Europe.

Limite nord : Danube + Save

Limite ouest : Adriatique

Limite est : les détroits

Limite sud : Méditerranée.

Elle comprend presque toute la Yougoslavie, l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce et la Turquie d'Europe. Nous nous limiterons à l'étude de la Bosnie, de l'Albanie et de la Bulgarie pour rester dans le sujet.

Histoire : zone de passage et zone d'influence, les Balkans ont connu des invasions et des dominations successives : Grèce, Rome, Empire Ottoman, Autriche-Hongrie, Communisme, qui expliquent la mosaïque ethnique et religieuse, mais aussi l'importance du théâtre.

#### Pourquoi cette question ?

En simplifiant et en conservant une approche historique, on peut dire qu'au début du XXème siècle, l'Union soviétique a marqué cette zone de son empreinte, supplantant l'influence turque qui y avait régné pendant près de cinq siècles.

Sous la pression des Mongols, les Turcs d'Asie mineure franchissent les Dardanelles en 1353 et prennent pied en Europe. En 40 ans, ils s'installent dans les Balkans, soumettent la Bulgarie et écrasent les Serbes à Kosovo en 1389.

Après une baisse d'influence éphémère, liée aux incursions de Tamerlan en Anatolie, les Turcs retrouvent leur allant. Ils conquièrent la Bosnie en 1460.

Au XIXème siècle, le recul de l'Empire ottoman ne résulte pas de cessions territoriales à d'autres puissances, mais plutôt de l'affranchissement des populations allogènes de l'Empire lui-même.

La Russie (déjà elle) joue à cet égard un rôle majeur. Directement concurrente des Ottomans dans les Balkans, elle vise en outre le libre passage dans les détroits et la tutelle de l'ensemble des orthodoxes.

Dans les années 1870, les Serbes de Bosnie-Herzégovine et de Bulgarie se révoltent. La Russie entre en guerre contre l'Empire ottoman et contraint le sultan à signer, en mars 1878, le traité de San Stéfano, qui prévoit, entre autre la création d'une « grande Bulgarie ».

Les autres puissances européennes, qui se tournent de plus en plus vers cette zone d'intérêt ;

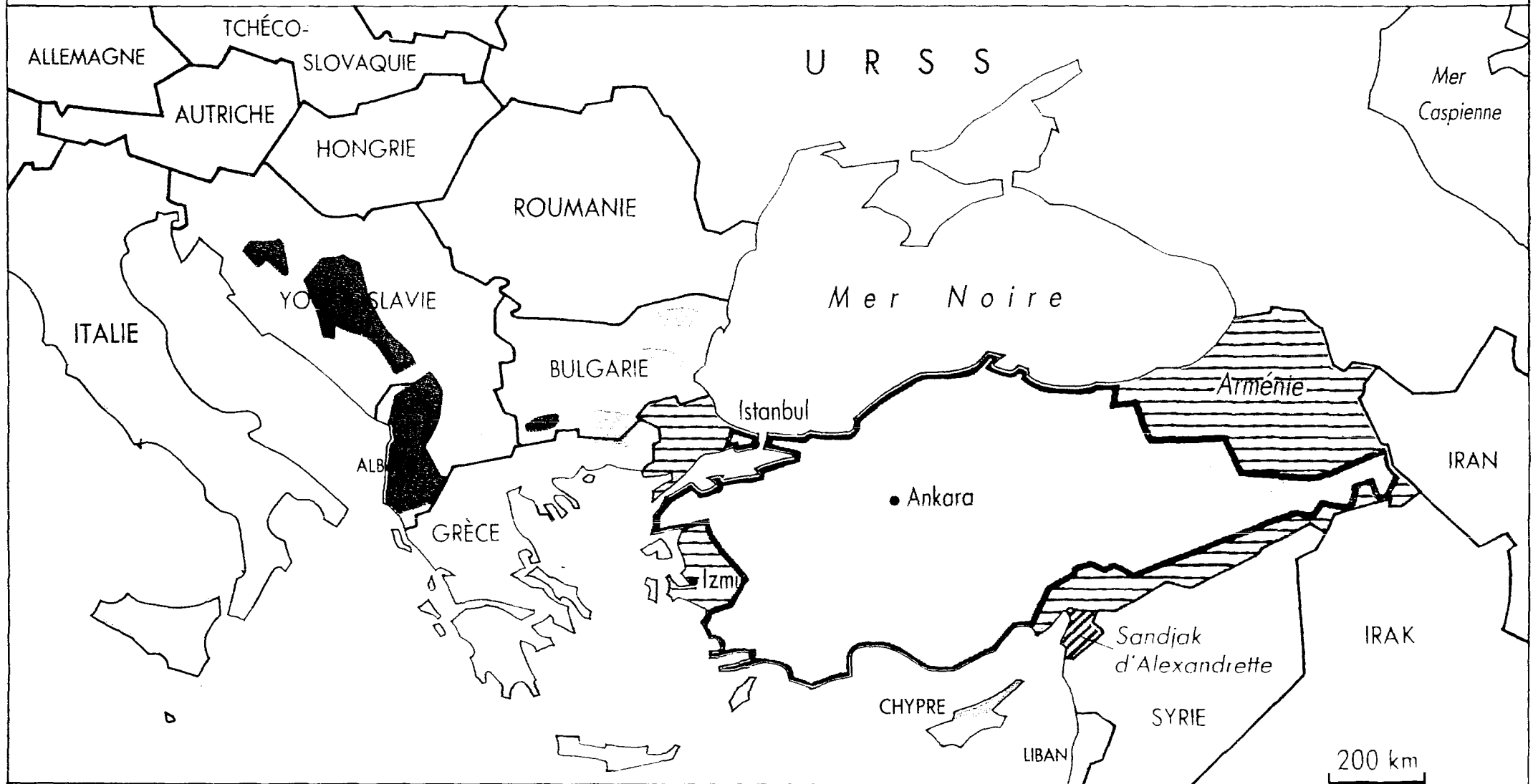
-les Anglais à cause de la route des Indes,


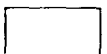
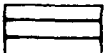
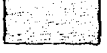



-les Français à cause du Levant,

-l'Autriche à cause de la montée du nationalisme sur son flanc sud,

protestent aussitôt. Bismark organise alors le congrès de Berlin ( juin 1878 ) qui consacre la création de la Bulgarie en principauté autonome et l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie.

# LA TURQUIE MODERNE ET L'EMPREINTE DE L'EMPIRE OTTOMAN



- |  |  |   |  |
|--|--|---|--|
|  | Turquie au traité de Sèvres (1920)                   |  | Territoires ayant appartenu à l'Empire ottoman (XVI <sup>e</sup> -XX <sup>e</sup> siècles) |
|  | Territoires reconquis par Mustapha Kemal (1920-23)   |  | Minorités turques  |
|  | Retour à la Turquie du Sandjak d'Alexandrette (1939) |  | Population non turque demeurée musulmane   |
|  | Frontières actuelles                                 |   |  |

Ainsi la « question d'Orient » rebondit-elle jusqu'à l'effondrement de l'Empire ottoman.

### **Les guerres balkaniques**

En 1912-13, elles opposent successivement :

- Serbes, Monténégrins, Grecs et Bulgares aux Turcs pour le partage des territoires européens encore ottomans,
- Bulgares aux Serbes, Monténégrins et Grecs pour le partage des dépouilles.

Dés 1913, l'Empire ottoman se trouve réduit, en Europe, à ce que la Turquie conserve aujourd'hui. Le Traité de Lausanne confirmera ces frontières en 1923.

En 5 ans, (1912-13, 1914-18, 1917), les événements qui se sont succédés en Europe ont abouti à l'effondrement des empires. Les Turcs sont pratiquement éliminés d'Europe.

La Bulgarie ayant déposé les armes en 1918, les Alliés menacent Istanbul. L'armistice est signé par le gouvernement turc le 30 octobre 1918.

Quelques 5 siècles de domination ottomane ont laissé dans la péninsule balkanique une empreinte, en dépit du reflux vers l'Anatolie des Turcs et d'autres populations musulmanes durant le premier quart du XXème siècle.

Des minorités de langue turque (et de religion musulmane) subsistent en Bulgarie, en Macédoine, en Albanie et en Bosnie,... Des populations non turques islamisées par les Ottomans ont conservé leur religion. Les principaux groupes sont de langue albanaise (Albanie, Kosovo), serbo-croate (Bosnie-Herzégovine) et bulgares (Pomaks).

### **L'URSS et la question des nationalités.**

La politique tsariste, à la fin du XIXème et au début du XXème siècle, combine la réaction politique, sociale et religieuse au souci de russifier toutes les populations de l'empire.

Le système soviétique quant à lui, consiste en une hiérarchie de circonscriptions emboîtées les unes dans les autres: républiques fédérées, républiques autonomes, régions autonomes et districts autonomes. A chaque circonscription correspond un groupe ethnique ou plusieurs groupes associés.

L'élément important de la question des Balkans réside dans le partage de l'Europe à l'issue de la 2ème Guerre mondiale. En vérité, la carte redessinée en 1945 résulte davantage d'un rapport de force sur le terrain que des travaux de la Conférence de Yalta. Globalement, l'URSS conserve pour l'essentiel ses acquisitions de 1939-40 telles que le Pacte germano-soviétique les avait permises.

La mainmise de l'URSS sur l'Europe centrale se fonde sur la prise de pouvoir des communistes. Mais, pas partout dans les mêmes conditions.

En Bulgarie, la pression des forces d'occupation soviétiques joue un rôle décisif: la République Populaire de Bulgarie est proclamée en 1946.

En Yougoslavie et en Albanie, les communistes autochtones ont pris le contrôle de l'Etat dans la résistance, sans l'appui des troupes soviétiques. Ils ne tarderont pas, d'ailleurs, à rompre avec l'URSS (la Yougoslavie en 1949, l'Albanie en 1961).

Le bloc soviétique, constitué en 1946-49, prend le contrepied du « cordon sanitaire » promu par les Alliés en 1918-21 pour éviter la contagion bolchévique.

# L'EXPANSION SOVIÉTIQUE, 1939-1945




 URSS en 1938


Territoires annexés en 1939-40


 conservés en 1945

 Territoires annexés en 1945

 Régimes communistes ayant rompu leurs relations avec l'URSS (Yougoslavie en 1949, Albanie en 1961)

 Démocratie populaire jusqu'en 1989

 restitués (à la Pologne) en 1945

 Zone soviétique d'occupation en Autriche, 1945-1955

## LA BOSNIE-HERZEGOVINE.

Peut-on parler d'un peuple bosniaque ? Le critère linguistique ne suffit pas: toute la population parle le serbo-croate. Le critère religieux n'est pas décisif non plus, encore que l'islam occupe une place exceptionnelle: 40% sont musulmans, mais d'autres se déclarent serbes, donc orthodoxes (32%) ou croates donc catholiques (18%).

Néanmoins, la création en 1946 d'une République de Bosnie-Herzégovine a consacré l'existence d'une identité bosniaque.

Les Slaves, installés dans les montagnes de Bosnie, peu organisés, subissent jusqu'au XII<sup>ème</sup> siècle des influences concurrentes:

- catholiques croates puis hongrois,
- orthodoxes de Byzance, de Bulgarie et de Serbie.

L'absence d'unité religieuse et le morcellement politique favorisent les hérésies (Bogomiles) qui faciliteront l'implantation des Ottomans.

L'offensive commence d'ailleurs en 1391. En 1465, sa conquête est achevée.

Elle a, pour première conséquence, le ralliement rapide d'une partie de la population à l'islam. Cela s'explique par:

- l'accueil réservé par les Bogomiles à une religion qui les différencie,
- le désir des féodaux bosniaques de conserver leurs privilèges.

La reconquête autrichienne sur la Croatie slavonne et la Hongrie n'affecte pratiquement pas la Bosnie, qui reste ottomane. Les frontières ne bougeront pratiquement pas jusqu'en 1918.

Mais, au XIX<sup>ème</sup> siècle, la Bosnie-Herzégovine se replie sur elle-même. Les tentatives de réforme, organisées par les Ottomans se heurtent à la résistance de l'oligarchie féodale qui fomentera des révoltes. Une manifestation paysanne mettra le feu aux poudres. C'est le point de départ d'une crise internationale à laquelle le Congrès de Berlin mettra fin en 1878. Dorénavant, l'Autriche-Hongrie occupe et administre (« ...au nom du sultan... ») la Bosnie-Herzégovine. Certains, à Vienne, ont envie de constituer, à terme, au sein de l'Empire, un Etat, susceptible de contrebalancer la Serbie. Mais la 1<sup>ère</sup> Guerre mondiale contrariera le projet.

En 1918, la Bosnie est intégrée au royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Elle disparaît en tant que telle et est découpée en 4 provinces.

Début 1941, Hitler somme la Yougoslavie d'adhérer au « Pacte Tripartite » en vue d'attaquer la Grèce. Le gouvernement accepte tardivement, mais la résistance s'organise en 2 mouvements distincts, dont celui dirigé par le communiste Tito, qui sera reconnu, en 1944, chef de la résistance par le roi Pierre 1<sup>er</sup>, alors en exil à Londres.

Lorsque les armées soviétiques libèrent Belgrade en novembre 1944, les titistes tiennent déjà une grande partie du pays.

La Conférence de Yalta autorise un compromis entre le roi (qui retrouverait son trône) et Tito, qui dirigerait le gouvernement. Mais aux élections du 11 novembre 1945, le « Front du Peuple » emporte 90% des voix. A la monarchie, abolie, succède la république populaire fédérative.

La Yougoslavie devient alors, avec l'Albanie, le seul Etat d'Europe centrale doté d'un régime communiste réellement autochtone.

Plus tard, en 1946, pour éviter toute querelle entre Serbes et Croates, l'Etat fédéral, nouvellement créé, érige la Bosnie-Herzégovine en république distincte. Les Musulmans, répertoriés comme « yougoslaves » au départ, sans autre indication, forment depuis 1970 une nation en tant que telle.

Mis en place indépendamment des Soviétiques, ce régime fait l'objet, à partir de juin 1948, d'attaques en règle de Staline. Mais il ne cède pas.

En 1949, l'URSS et les démocraties populaires rompent leurs relations avec la Yougoslavie.

Elle connaîtra, alors, une évolution originale: autogestion ouvrière des entreprises, décentralisation et non-alignement. Mais en fait, c'est la personnalité de Tito qui est le seul lien qui unit ces peuples de Yougoslavie, à la fois si proches et si différents. A sa mort (1980) la rupture est annoncée.

## LA BULGARIE

Les Bulgares, rivaux des Serbes dans le partage de la dépouille de l'empire ottoman n'ont pas rejoint les autres Slaves du Sud. Ils n'ont pas réussi non plus, en dépit de plusieurs tentatives, à réunir en un seul Etat tous les peuples bulgares, et en particulier les Macédoniens.

### Des Protobulgares aux Turcs.

A l'origine de la nation bulgare se trouve un peuple non slave. Les Protobulgares, partis des rives nord de la mer Caspienne, parlent une langue turque. Ils seront peu à peu slavisés.

Le passage de la Protobulgarie à la Bulgarie correspond à sa conversion au christiannisme (vers 865).

Un empire vaste s'établit en 913 (de la Mer Noire à l'Adriatique). Mais, à la mort du tsar Siméon (927) l'Etat s'affaiblit et éclate. Parallèlement, naît l'hérésie bogomile, doctrine manichéenne empreinte d'ascétisme et d'égalitarisme favorisant la domination byzantine.

Celle-ci, entrecoupée d'incursions des croisés, s'achève au XIIème siècle par une insurrection des Bulgares. Un 2ème empire se constitue, mais l'invasion des Mongols (1242) lui porte un coup très dur. L'Etat, à nouveau se démembre, et, lorsque les Ottomans passent à l'attaque (prise de Sofia en 1382), il s'effondre.

### La domination ottomane (fin du XIVème, fin du XVIIIème siècle).

La Bulgarie n'existe plus. L'aristocratie, qui a survécu aux guerres, a été déportée en Anatolie, ou bien s'est convertie. La majorité des paysans demeure toutefois orthodoxe, sauf dans le sud-ouest où se forme une minorité de Bulgares musulmans (les Pomaks), qui existent encore aujourd'hui. Des Turcs s'implantent par ailleurs dans diverses régions du pays.

Les conflits russo-turcs, à partir de la 2ème moitié du XVIIIème siècle, vont progressivement rompre l'isolement des Bulgares. En 1829, les troupes russes occupent une grande partie de la Bulgarie et établissent de fait un « protectorat sur la Moldavie et la Valachie ». La Bulgarie reste ottomane, mais le passage des Russes n'a pas laissé les Bulgares indifférents. Certains, d'ailleurs, émigrent vers le nord.

Le réveil national date de cette époque.

### L'émancipation.

La révolte qui éclate en Bosnie en 1875 gagne la Bulgarie. La répression des Turcs est brutale. L'Europe s'indigne, et les Russes déclarent la guerre au sultan en 1877, qui refuse d'accorder l'autonomie aux Bulgares. Ils envahissent la Bulgarie et en janvier 1878, ils sont aux portes de Constantinople. Le sultan se voit imposer par le Traité de San Stéfano la constitution d'une province bulgare autonome. Cependant, la « Grande Bulgarie » ne verra jamais le jour, car les puissances européennes s'opposent à une telle extension vers la Méditerranée d'un allié de la Russie.

Après une période troublée, la Bulgarie acquiert son indépendance en septembre 1908, mais la Turquie est toujours ressentie comme une menace.

De son côté, la Russie, slave et orthodoxe, joue le rôle de puissance protectrice, mais la soviétisation brutale a terni son image de marque positive. Il est vrai qu'elle a souvent utilisé la Bulgarie à ses fins propres, pour accéder aux mers chaudes. Les relations qu'entretiennent les Bulgares avec leurs voisins grecs, roumains et serbes, sont médiocres.

De 1913 à l'invasion soviétique de 1945, l'opposition des Bulgares à leurs voisins européens est presque permanente. Lors de la 1ère Guerre mondiale, ils s'allient à l'Allemagne. Mais le conflit s'achève par une défaite sanctionnée par le Traité de Neuilly.

Au cours du 2ème conflit mondial, c'est naturellement que la Bulgarie, désirant, comme le Reich, réviser les traités de 1919, se retrouve du côté des Allemands.

### **L'après-guerre**

Avec le soutien des Soviétiques, Dimitrov, ex-secrétaire général du Komintern, devient en 1945 président du Conseil de la République populaire et le reste jusqu'à sa mort en 1949. Les Soviétiques comptent toujours sur la possibilité de disposer, avec cet allié, d'un accès à la Méditerranée.

La collaboration de Dimitrov avec Tito laisse envisager la mise en place d'une Confédération balkanique, entre les deux Etats, mais la rupture entre Tito et Staline, en 1948, fait définitivement capoter le projet.

La Bulgarie, membre fondateur du Pacte de Varsovie depuis 1955, en devient la base avancée vers les détroits.

Depuis l'effondrement des régimes communistes, les conflits traditionnels de la Bulgarie avec les Etats voisins redeviennent prépondérants, à commencer par la question macédonienne.

### **Une transition pacifique.**

Après la dislocation de la Yougoslavie, cependant, le gouvernement bulgare est le premier à reconnaître l'indépendance de la Macédoine (proclamée en 1991) et conserve depuis une attitude raisonnable.

La révolution bulgare de 1989 est issue d'un processus de transition pacifique au sein du parti communiste. Jivkov (au pouvoir depuis 1954) et ses principaux collaborateurs sont destitués par les réformateurs. Le pluripartisme fait son apparition sur la scène politique, même s'il reste toujours plus marqué dans les villes. Et l'échec de la stratégie des tensions ethniques (campagnes de manifestations anti-turques de 1990) annonce un net mouvement vers la démocratie.

### **L'ALBANIE.**

Sur de nombreux points, les Albanais constituent une exception en Europe. Leur langue se distingue de toutes les autres. Dans leur majorité, les Albanais sont

musulmans, ou du moins de tradition musulmane. Leur pays n'a accédé à l'indépendance - non sans peine - qu'au XXème siècle et ne rassemble guère plus de 60% de la population de langue albanaise. Enfin, le maintien d'un régime stalinien jusqu'au tout début des années 1990 relève, lui aussi, de l'exception.

### **La domination ottomane.**

Très tôt, le pays fait l'objet de rivalités entre Byzantins et Bulgares, mais aussi entre l'Eglise de Rome et l'Eglise orthodoxe. Après une période troublée, pendant laquelle la domination serbe a succédé à la domination angevine, l'Albanie sombre dans l'anarchie qui favorise l'implantation des Ottomans.

Intégrée dans l'Empire ottoman, une grande partie de la population albanaise se convertit à l'islam. Tout au long des 5 siècles de domination turque, le pays tend à échapper à l'autorité du sultan. Le gouvernement ottoman parvient néanmoins à briser les résistances féodales, jusque dans la première moitié du XIXème siècle, et à imposer une administration.

A l'indépendance des Serbes et des Monténégrins, les voisins des Albanais émettent des revendications territoriales dans le nord du pays. Les Albanais, inquiets constituent une ligue et réclament l'autonomie. Les Turcs s'y opposent, mais le réveil national s'esquisse.

### **L'indépendance.**

Lorsqu'éclate la première guerre balkanique, les ambitions de leurs voisins incitent les Albanais à proclamer leur indépendance en novembre 1912. Elle est reconnue par les puissances lors de la Conférence de Londres (juillet 1913). Mais les frontières, fixées à cette occasion laissent au Monténégro et surtout à la Serbie d'importantes populations albanaises (région du Kosovo).

Officiellement neutre, l'Albanie ne se trouve pas moins impliquée dans la Première Guerre mondiale: c'est un lieu de passage incessant pour les forces en présence (Serbes, Austro- Hongrois, Grecs, Italiens et Français).

A l'issue de la guerre, l'Italie espère bien se voir confier un « mandat » sur l'Albanie. Mais en 1920, un gouvernement cohérent finit par s'établir à Tirana.

### **L'Albanie depuis 1939.**

En 1939, les troupes de Mussolini occupent l'Albanie et le roi Zog 1er, couronné en 1928, doit s'enfuir. Le pays fait l'objet d'une véritable colonisation.

En 1941, une résistance communiste s'organise sous la direction d'Enver Hoxha, qui, en 1942, crée un front de libération nationale. Mais des tensions s'y font jour entre communistes et nationalistes. Enver Hoxha se révèle dans la lutte qu'il mène avec les maquisards contre les Allemands qui ont remplacé les Italiens. Il en profite pour éliminer tous ses rivaux, dans ce qu'il convient d'appeler une véritable guerre civile. A la fin de 1944, il est à la tête du gouvernement provisoire.

Une tentative d'union avec les Yougoslaves voit le jour parmi les proches de Hoxha. Mais il s'y oppose, et la rupture entre Tito et Staline, en 1948, lui permet de l'emporter.

Après la mort de Staline et la visite de Khrouchtchev à Belgrade en 1955, les relations se tendent avec l'URSS, jusqu'à la rupture en 1961.

L'Albanie se tourne alors vers la Chine qui rompra à son tour en 1961.

Stratégies soviétiques en Iran et en Turquie. Leur évolution.
---

Préambule :

Il est difficile de présenter la stratégie soviétique vis à vis de la Turquie et de l'Iran sans faire référence aux différentes stratégies des autres Puissances et notamment celle de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis.

J'ai choisi de ne pas traiter séparément la Turquie et l'Iran mais plutôt de montrer l'évolution de la stratégie soviétique (puis de l'ex-URSS) au travers de la période qui s'écoule de 1917 à nos jours.

Enfin, j'espère démontrer que les intérêts économiques des différentes puissances occidentales dans la région, notamment ceux liés au pétrole, justifient le rôle central qu'entend jouer l'Iran.

Avant la première guerre mondiale :

La situation géographique de l'Iran entre le Proche-Orient et l'Inde d'une part, entre l'océan Indien et la Russie d'autre part a valu à ce pays d'être l'un des théâtres de la rivalité anglo-russe. Les Russes souhaitaient, à travers l'Iran, atteindre le golfe Persique et l'océan Indien et tourner l'Empire ottoman ( **L'accès aux « mers chaudes** » expliquait largement, au cours des siècles précédents, les innombrables conflits entre Russes et Turcs). Les Anglais entendaient protéger la route des Indes et interdire la réalisation des visées de l'Empire tsariste. En outre, depuis 1795, des problèmes frontaliers opposaient la Russie et l'Iran : la Géorgie en était l'enjeu.

La rivalité et l'influence des deux grandes puissances ne firent que s'amplifier. A tour de rôle, Anglais et Russes obtinrent des concessions extraordinaires qui mirent pratiquement entre leurs mains toutes les ressources de l'Iran.

Durant la première guerre mondiale, Allemands et Turcs essayèrent de s'imposer. Leur défaite en Occident entraîna leur échec en Iran, et le changement de régime en Russie laissa les mains libres aux Anglais.

Si l'un des premiers actes de la révolution bolchévique fut de renoncer aux visées des tsars sur le Moyen-Orient, l'U.R.S.S. n'avait pas pour autant abandonné l'espoir d'y jouer un rôle déterminant, avec, à travers l'histoire, des fortunes diverses.

L'Union soviétique a poursuivi des objectifs sensiblement différents de ceux qui animèrent la politique américaine ou, auparavant, britannique. Le pétrole n'était pas, pour elle, prioritaire. La perspective de profits substantiels dans les relations économiques avec des pays de la région n'a jamais pris corps. C'est plutôt dans **la stratégie et l'idéologie** que s'enracinaient les raisons de l'intérêt soviétique pour le Moyen-Orient : dans sa ceinture méridionale, le Kremlin souhaitait naturellement, à la fois favoriser le mouvement nationaliste - que Lénine, déjà en son temps, valorisait comme facteur révolutionnaire - et isoler, voire même écarter les puissances occidentales, qui le lui rendent bien.

L'internationalisme inspire la dénonciation, par les jeunes dirigeants de la jeune Russie soviétique, des accords Sykes-Picot. Par le biais du ministre Sergeï Sazonov, associé aux tractations préparant le démantèlement de l'Empire ottoman, le tsar avait pourtant arraché une belle part du gâteau : devaient lui revenir le nord-est de l'Empire, Constantinople, la côte ouest du Bosphore, la mer de Marmara, les Dardanelles, ainsi qu'une partie de la côte d'Asie Mineure de la mer Noire. Au nom du droit des peuples à s'autodéterminer, les communistes soviétiques abandonnent toutes ces prétentions. Mieux : hostiles à la « diplomatie secrète », ils rendent publics ces arrangements - et ceux intéressant les autres puissances - jusque-là soigneusement cachés aux peuples en guerre. Ce témoignage de son engagement dans la lutte contre le « pillage impérialiste » vaudra à l'U.R.S.S. **un grand prestige parmi les nationalistes arabes** qui, à l'époque, foisonnent.

#### L'entre-deux guerres :

En Perse comme en Afghanistan, les évolutions de l'entre-deux-guerres offrent quelques différences fondamentales avec celle de la Turquie. La Perse doit son émancipation à l'effacement de la Russie au lendemain de la révolution bolchevique, alors même que la Grande-Bretagne, affaiblie par la guerre, ne parvient plus à contrôler l'ensemble du Moyen-Orient.

Par le traité de Sévres du 10 août 1920, plus dur que celui signé à Versailles pour l'Allemagne, les puissances victorieuses imposent le démantèlement de l'empire Ottoman. Contre ce *diktat*, un chef militaire, Moustapha Kémal, lève l'étendard de la révolte. Il remporte une série de victoires militaires, et finit par obtenir une indépendance réelle par le Traité de Lausanne signé le 24 juillet 1923. La révolution Kémaliste a entretenu des relations de bon voisinage et une certaine coopération avec l'Union soviétique qui l'a aidé dans sa lutte « contre les impérialistes ».

Fort de cette auréole, le Parti communiste de l'Union soviétique entreprend un double effort : il tisse des liens plus étroits avec le mouvement nationaliste arabe, au sein duquel il favorise - avec l'aide de l'internationale communiste - la constitution de « cercles » communistes, voire de partis notamment en Egypte, en Syrie-Liban et surtout en Palestine. C'est le congrès de Bakou en septembre 1920 qui donne le coup d'envoi de cette entreprise dirigée vers tous les peuples d'Orient. Mais il s'efforce aussi de nouer des contacts avec les régimes en place, malgré le double handicap que représentent leur contrôle relatif par la Grande-Bretagne et leur « islamisme » peu porté à l'échange avec une puissance « athée ». Dans tous les cas, l'objectif est de porter les coups les plus puissants possibles vers l'ennemi : Londres.

#### Pendant la seconde guerre mondiale :

L'Iran se déclare neutre et le demeurera jusqu'à la fin du mois d'août 1941. L'attaque allemande contre l'Union soviétique, le 22 juin 1941, fit de l'Iran le lieu de jonction des Britanniques et des Soviétiques. En effet, l'Iran était la voie la plus pratique pour faire parvenir des armes aux Soviétiques, et les Britanniques tenaient à protéger les pétroles de l'A.I.O.C. ainsi que la route de l'Inde, menacés par l'avance allemande vers le Caucase. Dès juillet 1941, devant le refus du shah

d'expulser les ressortissants allemands, les deux puissances alliées avec l'appui des Etats-Unis, se déclarèrent contraintes d'intervenir militairement en Iran. Le 25 août les armées soviétiques occupaient le Nord de l'Iran, notamment les provinces d'Azerbaïdjan et du Khurasan. Après l'abdication du shah et l'accession au trône de son fils, un traité d'alliance fut signé entre l'Iran, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique ; les deux grandes puissances s'engageaient à défendre l'Iran, à sauvegarder et à respecter son intégralité territoriale et son indépendance politique. De plus les troupes devaient évacuer le pays au plus tard six mois après la suspension des hostilités. C'est à Téhéran que se réunirent pour la première fois Roosevelt, Churchill et Staline à la fin de novembre 1943.

Pour la Turquie, neutre durant la période 39-44, elle ne déclarera la guerre à l'Allemagne que le 23 février 1945. Mais le conflit mondial apporte deux bouleversements : le régime du parti unique est aboli et le nouveau parti démocratique qui remporte les élections de juillet 1946 abandonne sa politique de neutralité et se range résolument dans le camp occidental.

#### Après la seconde Guerre mondiale :

La guerre a pesé sur l'Iran : par le renchérissement du coût de la vie, par l'importance énorme acquise par l'A.I.O.C., par les difficultés nées de l'occupation britannique et soviétique, chacune des deux puissances s'efforçant d'accroître son influence, sans grand succès pour les Britanniques qui, appliquant le traité de 1942, retirèrent leurs troupes d'Iran avant le 02 mars 1946. En revanche, dans leur zone d'occupation, les Soviétiques avaient facilité la création de partis politiques favorables à leur cause, le parti Toudeh, le Mouvement démocratique d'Azerbaïdjan et le mouvement pour l'autonomie Kurde, par l'intermédiaire desquels ils dirigeaient les provinces azéries et kurdes, interdisant toute intervention des autorités politiques et militaires iraniennes.

A la fin de 1943 la compagnie Royal Dutch Shell et, en 1944, les compagnies américaines Socony Vacuum Oil et Sinclair Oil demandèrent au gouvernement iranien des concessions pétrolières : les négociations avançaient favorablement lorsque, à leur tour, les soviétiques réclamèrent des concessions. Le gouvernement iranien décida de reporter à la fin des hostilités toute attribution de concessions, ce qui déclencha la fureur du gouvernement et de la presse soviétique. A la fin de la guerre, les soviétiques favorisèrent la formation de gouvernements autonomes en Azerbaïdjan et en Kurdistan iranien, obligeant l'Iran à négocier un accord en janvier 1946 pour octroyer aux Soviétiques une concession pétrolière dans le nord du pays. Cet accord sera très vite dénoncé par le gouvernement iranien en octobre 1947 et les américains vont petit à petit prendre le relais des Allemands en participant au développement des forces militaires et techniques.

#### La guerre froide :

Dès 1947, Ankara adhère à la doctrine Truman et les Etats-Unis étendent au pays leur aide économique et militaire. Son entrée à l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.), le 18 février 1952, en fait une pièce maîtresse du dispositif occidental avec l'installation de nombreuses bases militaires. Elle sera complétée,

en 1955, par la signature du pacte de Bagdad, traité de défense commune qui regroupe, autour de la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Irak, l'Iran et le Pakistan. Un cordon étanche cerne désormais les frontières de l'U.R.S.S. entre l'O.T.A.N. et l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (O.T.A.S.E.).

La grande peur des Occidentaux réside dans l'expansionnisme soviétique. L'assimilation abusive entre radicalisation nationaliste et menace communiste contribuera à jeter les régimes arabes dans les bras de Moscou à l'heure où les Soviétiques, réévaluant leur stratégie, choisissent de soutenir les petites bourgeoisies nationalistes dans le monde arabe au détriment des Partis communistes locaux. C'est tout le sens de l'épisode de Suez. L'Egypte puis la Syrie, enfin l'Irak et le Yémen du Sud se tournent peu à peu vers elle. Non content d'inquiéter l'Occident, l'irrésistible radicalisation arabiste provoque une fracture idéologique qui oppose progressistes et conservateurs dans une véritable « guerre froide interarabe ».

En Iran, la guerre froide commence lorsque les Soviétiques refusent de se retirer du pays et apportent leur soutien aux expériences autonomistes des Azéris et des Kurdes. Elle s'y prolonge autour de l'enjeu pétrolier lorsque le gouvernement de Front national du docteur Mossadegh, au terme d'infructueuses négociations avec l'Anglo-Iranian Petroleum Company (A.I.O.C.) sur le partage des profits, décide la nationalisation du pétrole iranien. Dans l'épreuve de force qui l'oppose à la communauté internationale, le régime bénéficie dans un premier temps d'un large soutien dans les forces politiques du pays depuis le Tudeh jusqu'à la fraction du clergé regroupée derrière l'ayatollah Kashani. Le pouvoir autant que l'opinion espèrent encore être en mesure de compter sur l'appui américain. Mais, lorsque le général Zahedi renverse le gouvernement, en août 1953, avec l'aide de la C.I.A., aucun doute n'est plus permis sur la position des Etats-Unis après l'arrivée à la Maison-Blanche du tandem Eisenhower-Foster Dulles.

En avril 1951, le Parlement vota à l'unanimité la nationalisation de l'industrie pétrolière. Mais le refus de la Grande-Bretagne de céder l'A.I.O.C. conduira à la constitution d'un consortium international pour 25 ans chargé d'exploiter le pétrole iranien (septembre 1954).

Après avoir accepté le Plan de partage de la Palestine et soutenu l'Etat d'Israël, les dirigeants soviétiques redoutent l'influence du sionisme sur les juifs soviétiques et déclenchent une vague d'anti-sémitisme. En septembre 1955 débutent deux décennies « réussies » pour l'URSS qui renverse donc naturellement ses alliances, apportant son appui au mouvement national arabe, contre l'impérialisme occidental, essentiellement celui des Etats-Unis qui assume la relève de la Grande-Bretagne et de la France dans la région et contre Israël décrit comme son « relais » au Moyen-Orient.

#### Au milieu des années 70 :

Mais la chute est aussi rapide que l'ascension. Au milieu des années 70, l'isolement de l'Union soviétique au Moyen-Orient apparaît si extrême que bien des observateurs la disent exclue de la région.

Paradoxalement, l'échec de l'URSS a tenu à son succès : son aide a conforté le mouvement national arabe dans l'accomplissement de sa mission essentielle - la fin

de la présence coloniale et la conquête de l'indépendance - perdant du même coup une de ses principales raisons d'être.

En Iran, si la croissance globale permet de faire passer le revenu moyen par habitant de 200 dollars en 1963 à 1000 dollars en 1970, elle n'en exacerbe pas moins les inégalités sociales, symbolisées par l'enrichissement d'une bourgeoisie affairiste souvent proche du Palais. En dépit de son attachement aux projets industriels de prestige, l'Etat ne néglige pas le développement rural. Le pouvoir entend ainsi désamorcer tout risque de révolution, qu'il s'agisse de révolution rouge ou de révolution noire, celle du clergé, toute deux redoutées du souverain. C'est bien cette double opposition qui se renforce au cours des années 1970. Elle rejette la dépendance accrue de l'Iran à l'égard des Etats-Unis, car le shah, personnellement très attaché à la modernisation de l'armée, a fait de l'Iran l'un des piliers de la stratégie américaine au Moyen-Orient. Elle se mobilise également contre la dictature politique, incarnée par la Savak, la police secrète du régime, contre le développement inégal et la corruption, contre l'aliénation culturelle enfin, qui déstabilise en profondeur la société iranienne. La crise économique favorise la conjonction des oppositions, mais c'est l'alliance entre les bazaris et le clergé qui assurera le triomphe final de la révolution, en utilisant le potentiel émotionnel du chiisme pour mobiliser les masses urbaines. Ainsi la singularité de la révolution islamique iranienne réside également dans l'alliance entre une intelligentsia islamo-marxiste très imprégnée de tiers-mondisme et un clergé lui-même très divisé entre le libéralisme d'un Shariat Madari, le fondamentalisme d'un Motahhari et l'activisme d'un Khomeyni.

C'est encore l'installation de la république islamique en Iran qui précipite l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Lorsque les troupes de Moscou franchissent les frontières, les deux tiers du pays sont déjà passés à la dissidence contre les communistes afghans, au pouvoir depuis avril 1978.

Dans les années 80 :

En Turquie dès 1984, une nouvelle organisation, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), de tendance marxiste-léniniste et dirigé par Abdullah Ocelan, engage la lutte armée dans les provinces du Sud-est. Bénéficiant de l'appui de la Syrie mais aussi de sympathies en Iran et en Arménie, le PKK étend son influence.

Après quelques années de froid, les rapports entre l'Iran et l'Union soviétique ont été normalisés en 1989. Téhéran voyait dans l'URSS un partenaire économique naturel et prometteur, mais aussi un pays qui pourrait contrebalancer les Etats-Unis et le monde occidental en général. La désintégration de l'URSS a été accueillie avec beaucoup de prudence par Téhéran qui ne tenait pas à rompre la coopération avec Moscou. D'où une réaction modérée de l'Iran à l'intervention sanglante des troupes soviétiques à Bakou en janvier 1990. Ce n'est qu'à la création de la CEI que Téhéran a établi des relations diplomatiques avec les nouveaux Etats de Transcaucasie et d'Asie Centrale et déploie des efforts politiques beaucoup plus intenses dans cette direction. Téhéran compte sur un développement des biens commerciaux mais surtout de sa présence politique et diplomatique ainsi que sur la coopération culturelle.

Evolutions :

Après l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev et avec le début de la décomposition de l'URSS, le souci de maintenir la sécurité des Républiques musulmanes poussait à la prudence, car l'aide occidentale était trop vitale pour la Russie. Voilà qui explique en tout cas la dégradation rapide subie par l'image de marque de l'Union soviétique dans le monde arabe. Ne pas déplaire aux Etats-Unis sera la tendance essentielle de la politique extérieure de la Russie post-soviétique, du moins durant les premières années de présidence de Boris Eltsine.

La redéfinition des objectifs extérieurs de la Russie, plus conforme à ses intérêts de grande puissance, se radicalise alors et entraîne une prise de distance plus nette avec Washington. Cette affirmation d'une géopolitique russe ne pouvait pas ne pas se manifester au Moyen-Orient. C'est sur la question de l'Iran que Moscou a choisi d'affronter Washington. Déjà au début des années 90, les Américains avaient vu d'un très mauvais oeil la fourniture de dizaines de Mig, Iliouchine et autres SAM à Téhéran. Avec l'annonce de livraison de réacteurs nucléaires civils russes, c'en est trop. Malgré le chantage exercé à l'occasion de deux sommets américano-russes, Moscou honorera le contrat.

De plus, pour la sauvegarde de ses intérêts à ses frontières, Moscou se livrera à un autre bras de fer avec Ankara. En effet, malgré les bonnes relations que Moscou entretient avec l'occident, une dérive des rapports russo-turcs a pu être constatée. La Russie n'a pas accepté que les populations turcophones, sur la frontière sud, se tournent vers Ankara pour des raisons culturelles, mais aussi parfois pour des raisons économiques. Un temps menacé par les visées turques sur le Caucase et les Républiques soviétiques d'Asie centrale, le Kremlin a réussi à regagner du terrain au nom de la Réalpolitik. A ses anciens sujets comme aux héritiers des ottomans, il a su faire valoir que de solides relations avec lui, économiques et politiques, valaient mieux qu'un rêve de recomposition régionale. Réunis à deux reprises avec la Turquie en sommet turcophone, Azerbaïdjan, Turkménistan, Kazakhstan, Ouzbékistan et Khirgizstan affirment en public leur appartenance à une culture commune, mais soulignent en privé que la Russie reste pour chacun d'eux le partenaire privilégié. C'est aussi le cas de la Turquie qui échange pour un montant cinq fois plus élevé avec la Russie qu'avec les Républiques turcophones, sans compter les sommes considérables que rapportent les touristes russes.

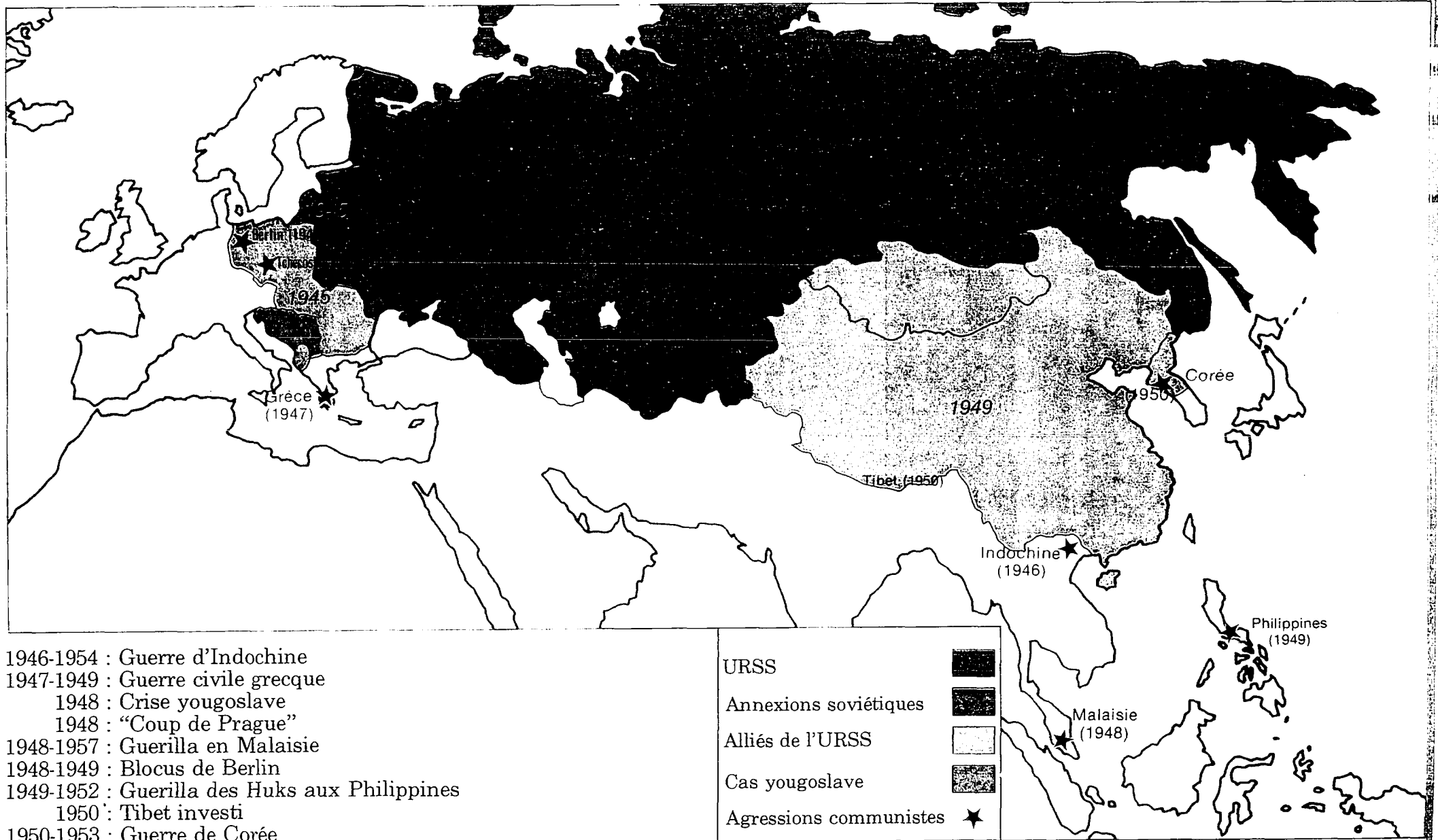
Après une période d'émotion irrationnelle, peut se faire jour une nécessité économique fondée sur l'interdépendance et la complémentarité des économies des pays membres de la CEI. Les forces d'attraction rentreront alors en jeu et la Russie et les nouveaux Etats Indépendants pourront de nouveau avancer à la rencontre l'un de l'autre.

Reste à trancher la question essentielle du tracé de l'oléoduc destiné à amener jusqu'à la Méditerranée les formidables richesses pétrolières découvertes en Azerbaïdjan dans la mer Caspienne.

Conclusion :

Ainsi, la décomposition de l'Union soviétique a souligné l'opposition des politiques suivies par la Turquie et l'Iran. La Turquie incarnant la laïcité, le modernisme, le progrès économique, l'ouverture sur l'Europe ; l'Iran représentant le retour aux sources religieuses et culturelles de la région, la spécificité et l'authenticité d'une civilisation commune. La nature des choses impose pourtant à ces deux pays des responsabilités particulières en Moyenne Asie : à la Turquie en raison des liens culturels et linguistiques très étroits qui la rattachent à l'Azerbaïdjan et à la plupart des anciennes républiques soviétiques d'Asie Centrale ; à l'Iran en raison de sa proximité géographique, de son poids démographique et militaire, de sa richesse pétrolière.

**Perception par l'Occident, au début de la Guerre Froide (1948-52), de l'expansionnisme soviétique et communiste dans le monde.**



# La république de Russie et la CEI après l'éclatement de l'URSS (1991)



Séance N°3: La fin de l'URSS, la crise afghane et la nouvelle donne pakistanaise

## LE MONDE TURCO-IRANIEN ET L'ASIE CENTRALE

Séance n°3 : La fin de l'URSS, la crise afghane et la nouvelle donne pakistanaise :

Présentation du chargé d'étude :

A l'est, de par sa culture et son influence islamique, le monde turco-iranien s'intéresse de très près à l'évolution des conflits indo-pakistanaïses et plus particulièrement à la crise afghane. C'est toute la raison de notre étude qui va souligner les luttes d'influence dans cette région en mettant en exergue les problèmes d'identité ethnique et politique au Pakistan, ainsi que l'état de ses relations avec son ennemi séculaire l'Inde, mais aussi le conflit afghan au travers de l'intervention de l'URSS et son enjeu après 1988.

### A - Naissance du Pakistan - problèmes d'identité ethnique et politique.

(LCL MAURIN Air )

Avant 1947, l'histoire du Pakistan se confond avec celle de l'Inde marquée par la colonisation britannique.

Le 20 février 1947, le gouvernement britannique annonce qu'il abandonne sa souveraineté sur l'Inde, au plus tard en juin 1948. Devant les difficultés entre hindous et musulmans, l'Amiral Lord Mountbatten décide du partage entre Inde et Pakistan. Dans l'urgence furent créées des frontières pour le Pakistan occidental et Pakistan oriental (actuel Bangladesh). La division du sous-continent entraîna d'immenses bouleversements au sein des populations, accompagnés de violences et de massacres. Cette diversité ethnique entraîna des migrations de l'ordre de six millions d'hindous vers l'Inde et huit millions de musulmans vers le Pakistan. Cette disparité ethnique, sociale et religieuse en fait un pays en perpétuel conflit, d'une part entre religieux et laïcs et d'autre part, entre les provinces et le pouvoir central. En effet, les plus ardents Pakistanais proviennent en très grande majorité des musulmans de l'Inde centrale.

Ainsi, la vie politique pakistanaïse est elle marquée par des régionalismes très puissants. L'ethnie dominante est constituée des Pendjabis, bons paysans et bons soldats, et qui contribuent au développement économique. La seconde ethnie, rurale mais fortement urbanisée, provient de la province du Sind et constitue l'élite intellectuelle. Les Pashtouns constituent l'ethnie guerrière qui domine l'armée et se répartit de part et d'autre de la frontière pakistano-afghane. Enfin, les Baloutches semi-nomades occupent la province la plus vaste mais aussi la plus désertique. Alors que l'Inde a gardé une organisation tirée de la domination anglaise (Parlement, Civil service), le Pakistan a été cimenté par son armée qui provient, pour la majorité, de la branche musulmane de l'armée des Indes.

Afin de financer l'effort de guerre en Afghanistan, le conflit de 1979 va conduire au développement de la drogue et favoriser la délinquance. Les élites intellectuelles vont néanmoins réussir à développer la bombe atomique.

En conclusion, la naissance du Pakistan a été marquée par une partition brutale et une très grande diversité ethnique.

B - Etat des relations indo-pakistanaises.

( CDT CARRE Air )

- Les séparatismes :

La sécession du Bangladesh en 1971 a révélé également des zones de tension ethnique au Pakistan. Les problèmes se situent en particulier dans le Sind avec les réfugiés Muhajirs de la partition de 1947. En Inde, c'est surtout au Pendjab avec les Sikhs et au Cachemire musulman que les mouvements séparatistes sont les plus marqués.

- La question du nucléaire permet d'entretenir une certaine dissuasion entre l'Inde et le Pakistan. Le Pakistan, aidé par la Chine et l'Arabie, aurait acquis une capacité en 1987. Sa capacité est renforcée par la possession de missiles balistiques et son adhésion au Traité de non prolifération est conditionnée à celle de l'Inde qui elle même regarde vers la Chine.

- La coopération économique :

Les relations économiques se sont remarquablement développées dans les années 1990. Sous la pression des États-Unis, une partie de l'élite pakistanaise se tourne vers l'Inde. La volonté de coopérer devrait entraîner ces deux pays vers une réconciliation rassurante.

Il existe une cinquième province cachée : c'est la région du Golfe Arabo-persique ! En effet, la faiblesse des pays du Golfe fait que l'on utilise énormément la main d'oeuvre pakistanaise constituée de marchands, de soldats et d'administrateurs. Cette diaspora pourrait bien prendre la tête d'une coalition au Moyen-Orient.

C - Le conflit afghan et l'URSS.

(CEN BOLOT Gendarmerie)

Il constitue l'un des grands conflits de la Guerre froide et l'une des répétitions prospectives pour les années à venir. Cette étude, à la fois rétrospective et prospective, va nous éclairer sur le jeu des puissances régionales et mondiales.

Ainsi, la Turquie, les Russes, les Américains, l'Arabie Saoudite et même la France seront impliqués à des degrés divers. La crainte de voir s'établir un pouvoir intégriste conjugué au phénomène d'irréversibilité du socialisme constituent les intentions et les mobiles de l'intervention de l'Union soviétique. Celle ci se résume en deux phases : de 1980 à 1985 une guerre d'usure entre les troupes soviétiques et afghanes contre la résistance moudjahidin de type guérilla de montagne ; de 1986 à 1989 le désengagement de l'Union soviétique, lié à l'implication américaine soutenue à partir du Pakistan, amènera aux accords de Genève le 15 mai 1988. Cette épreuve afghane a un double aspect. Elle constitue une dernière tentative assez sérieuse d'utiliser la force armée pour obtenir un succès politique et révèle un Etat qui demeure en phase de construction. En effet, l'inexistence d'une Nation afghane constitue le point spécifique qui est caractérisé par la présence à ses frontières du Tadjikistan, du Pakistan et de l'Iran et a entraîné un morcellement ethnique et linguistique entre Pachtouns, Tadjiks, Turcophones, Hazaras et Nouristanis.

Cette période de fragmentation dont on peut se demander si la paix peut en resurgir est le composant d'une confédération de l'Asie centrale.

D - L'enjeu afghan après 1988.  
(CEN BOLOT)

Après le retrait soviétique le 15 février 1989, le conflit tourne à la guerre civile entre lutte ethnique et fondamentalisme religieux. En 1994, l'apparition d'un nouveau mouvement, « les Talebans », d'origine Pachtoune et fondamentalement religieux, modifie radicalement la donne politique.

Deux logiques s'affrontent aujourd'hui : la Russie, l'Iran et l'Inde voient leurs intérêts coïncider avec les régions du Nord emmenées par le commandant Massoud. En face, le Pakistan soutenu par l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis supporte les Talebans.

Le Pakistan est la clé de l'avenir du conflit afghan, car il cherche à inféoder l'Afghanistan pour dégager une voie commerciale pacifiée vers l'Asie centrale. Il ne renoncera pas à son influence mais pourrait revoir son soutien aux Talebans.

Les craintes iraniennes portent davantage sur le fondamentalisme rigoriste des « moines soldats » afghans. De plus, les Saoudiens renoncent à soutenir les Talebans qui sont trop extrémistes.

De même pour les Chinois qui les soupçonnent de fomenter la révolte au Xinjiang. Enfin, les Américains renoncent également suite aux différents attentats qui ont été attribués aux Talebans et à la commercialisation des productions de pavot.

La lutte des intégrismes chiites et sunnites pourrait expliquer le retournement des Talebans qui ne veulent plus dépendre de l'aide américaine, à l'image de ce qui se passe au Soudan. Les formes identitaires les plus dures sont ainsi remises en cause.

Ainsi, l'unité du Pakistan est un peu engagée en Afghanistan et il pourrait bien y avoir une révolte dans son armée. Il pourrait y avoir une explosion dans la région d'Hérat à majorité sunnite. De même, la réouverture d'un axe Iran Tadjikistan justifie l'enjeu du gaz turkmène. Enfin, les Afghans ne sont pas intégristes mais plutôt traditionalistes. L'Islam est une donnée et il est fort possible qu'il existe un véritable rejet de ce fondamentalisme musulman, du en grande partie à l'épuisement de la population. Cette tentative de remise en ordre d'un code puritain semble bien être rejetée par la population.

## **Naissance du Pakistan - Diversités ethniques et politiques.**

### **I- Naissance du Pakistan:**

Avant 1947, l'histoire du Pakistan se confond avec celle de l'Inde. Cependant, certains faits sont déterminants pour comprendre tant la naissance d'un Etat musulman séparé à l'indépendance de l'Inde, que l'évolution actuelle de ce pays. Il semble donc intéressant de prendre en considération ces aspects de l'histoire du sous continent indien.

#### **I-1- La pénétration islamique en Inde:**

Les premières traces d'expansion arabe sur le sous continent remontent aux environs de 711. A cette époque, une expédition dirigée par Bin Qasim pénétra au Sind et au Baloutchistan sans cependant que cela n'ait de suite durable. Par contre, par le biais du commerce maritime, des échanges culturels se développèrent, permettant à des religieux musulmans itinérants, les soufis, de répandre l'islam de manière progressive et pacifique. Vers le 10ème siècle, commencent des raids de pillards turcs et afghans, qui iront croissant pour aboutir au 13ème siècle à la fondation du sultanat de Delhi. Un siècle plus tard, la péninsule indienne comprend dans son ensemble (excepté le sud de l'Inde) une multitude de principautés musulmanes. En 1526, Babour de Ferghana défait le sultan de Delhi et installe la dynastie Moghole en Inde. Jusqu'en 1757 elle va rassembler tout le sous continent en un empire islamique unique, avec une seule législation et une seule administration. Les derniers empereurs, moins tolérants que leurs prédécesseurs envers les hindous majoritaires, susciteront des révoltes des communautés guerrières du nord-ouest de l'Inde. Ceci marquera le début du déclin de l'empire Moghol dont la chute sera hâtée par l'arrivée des européens.

#### **I-2 La colonisation britannique:**

C'est la victoire qu'infligèrent en 1757 les troupes anglaises de Robert Clive, de l' *East India Company*, au Bengale, qui marque le début de l'époque coloniale britannique. La fameuse compagnie des Indes prend rapidement le contrôle de toute la vallée du Gange, puis passe des accords de protectorats avec les princes locaux. Elle va même jusqu'à s'imposer par la force aux Sikhs, en 1845, après la mort de Ranjit Singh. Pourtant, en 1857, la révolte des Cipayes et les prodigieux bénéfices engrangés par l'*East India Company*, poussèrent le Parlement britannique à prendre en compte directement, par le *Government of India Act* de 1858, les territoires contrôlés par la compagnie ( environ trois cinquièmes du sous continent).

De cette époque datent trois phénomènes importants pour la compréhension du Pakistan actuel:

- Les Anglais remplacèrent l'administration islamique des Moghols par un modèle britannique, privant ainsi à tout jamais les musulmans, conquérants et

convertis, de leur statut naguère supérieur à celui des classes hindoues. En particulier, la langue anglaise remplaçait le persan comme langue officielle.

- Encourageant l'apprentissage de leur langue, les Anglais permirent à une certaine partie des élites locales de commencer à s'occidentaliser et même de faire partie de leur prestigieuse administration coloniale, l'*Indian Civil Service*. Ceci a eu deux conséquences, d'une part ouvrir les Indiens ( musulmans ou hindous) aux idées occidentales de liberté et de démocratie laïque et d'autre part, forger chez les administrateurs coloniaux autochtones une très forte tradition de service de l'Etat.

- Les troupes indigènes recrutées sur place par les Anglais leur permirent de détecter que les ethnies du nord-ouest étaient nettement plus martiales que les autres. Aussi, la puissance coloniale recruta t-elle pour son armée plutôt des Pathans, des Sikhs, des Pendjabis et des Gurkhas, que des Bengalais qui, de plus, avaient constitué la majorité des Cipayes de 1857. Tout naturellement, l'armée pakistanaise actuelle comprend une majorité de Pathans et de Pendjabis, ce qui n'est pas sans conséquences pour le pays.

### I-3 Le chemin de l'indépendance:

En 1885, la création de l'*Indian National Congress*, dont le but n'était à l'époque que d'obtenir des Anglais une meilleure participation des Indiens - de toute origine - dans les prises de décisions locales, va conduire à l'indépendance de l'Inde. Certains musulmans indiens, considérant que leur avenir résidait plus dans l'intégration dans l'administration que dans le jeu politique, refusèrent au début d'y adhérer.

En 1906, l'Aga Khan créa l' *All -India Muslim League* pour: « promouvoir les droits politiques des musulmans de l'Inde et présenter respectueusement leurs besoins et leurs aspirations au gouvernement ». Pour éviter de perdre leur influence du fait du suffrage universel et de l'existence d'une majorité hindoue, ils demandèrent à être constitués en électorat séparé, ce qui fut admis par les Anglais ( *India Council Act 1909* -réservation de sièges aux musulmans et aux minorités-réforme Morley Minto). Ceci contraria bien évidemment la majorité hindoue. Ligue et Congrès n'acceptèrent de se rapprocher qu'après l'affaire du Bengale ( partition du Bengale en 1905 et réunification en 1911) qui fit perdre aux musulmans la confiance qu'ils avaient dans les institutions britanniques.

A partir du pacte de Lucknow ( décembre 1916 ), l' *Indian National League* et la *Muslim League* vont revendiquer auprès des Anglais, sans cesse plus d'autonomie. Les concessions des Britanniques encouragèrent le mouvement nationaliste, qui se traduisit par les mouvements de désobéissance civile organisés par le Mahatma Gandhi. Le 26 janvier 1930, une déclaration du congrès demanda, à terme, une indépendance totale. C'est pendant cette période que les relations entre nationalistes hindous et musulmans commencèrent à diverger ( massacres intercommunautaires en 1921). En 1930, le philosophe et poète musulman Sir Muhammad Iqbal lança la théorie des « deux nations » qui allait servir de fondement à la naissance du Pakistan. Cette théorie fut adoptée par Mohamed Ali Jinnah, un avocat formé à l'anglaise, chiite ismaélien non pratiquant, qui prit la tête de la ligue en 1934.

### I-4 L'indépendance et la partition:

Le *Government of India Act* de 1935 donna à l'Inde les bases constitutionnelles lui permettant d'accéder à un gouvernement autonome. Instituant les principes du

fédéralisme, de l'autonomie provinciale, des électors séparés, il devait servir plus tard de modèle aux Constitutions indienne et pakistanaise. Aux élections de février 1937, le Congrès obtient la majorité dans 8 provinces sur 11 mais refuse de former des gouvernements de coalition avec la Ligue dans les provinces à forte minorité musulmane, arguant du fait que cette dernière n'était pas représentative de tous les musulmans puisque de nombreux membres du congrès étaient musulmans. Jawaharlal Nehru, autre avocat formé à l'anglaise, dirige à cette époque le parti du congrès et considère, à l'instar de Gandhi, comme anachronique une division en nations établie sur des bases religieuses.

La déclaration de guerre de l'Inde britannique contre l'Allemagne fut prononcée par le vice-roi sans consulter les élus indiens. Ceux du congrès démissionnèrent, et Gandhi exigea des Anglais une promesse ferme d'indépendance. Ces derniers ne proposant que la création d'une assemblée constituante, le congrès adopta le 7 août 1942 la résolution *Quit India*. Après la guerre, le gouvernement travailliste britannique décida d'accorder rapidement l'indépendance. Cependant, Congrès et Ligue ne purent s'entendre sur la composition d'un gouvernement intérimaire. Jinnah proclama le 16 août une « journée d'action directe » pour les musulmans. A Calcutta, les musulmans attaquèrent les quartiers hindous: il y eut environ 16000 tués pendant les quatre jours du *Great Killing* et les massacres s'étendirent jusqu'au Bengale.

Le 2 septembre 1946, le vice-roi confia le gouvernement intérimaire-boycotté par Jinnah parce qu'on lui refusait la parité - au seul Congrès, avec Nehru comme premier ministre. Le 26 octobre, la Ligue accepta de faire partie du gouvernement, mais devait boycotter l'assemblée constituante inaugurée le 9 décembre.

Le 20 février 1947, le gouvernement britannique annonçait qu'il abandonnerait sa souveraineté sur l'Inde au plus tard en juin 1948, et nommait l'amiral Lord Mountbatten vice-roi pour organiser la transition. Devant les difficultés entre Congrès et Ligue, entre hindous et musulmans, il décida du Partage entre Inde et Pakistan. Dans l'urgence, des frontières furent établies par la commission Radcliffe, définissant l'Inde, le Pakistan occidental et le Pakistan oriental (actuel Bangladesh). Le 19 juin 1947 Jinnah décidait que la capitale du nouvel Etat serait Karachi puis, le 2 juillet, il informa le vice-roi qu'il assumerait lui-même la fonction de gouverneur général. Une assemblée constituante était formée le 26 juillet, et Jinnah en fut élu président le 11 août. Le 15 il prêtait serment comme gouverneur général du Pakistan: le Pakistan devenait alors un Etat indépendant.

La division du sous-continent entraîna d'immenses bouleversements au sein des populations, accompagnés de violences et de massacres. Quelques 6 millions d'hindous et de sikhs se déplacèrent du Pakistan en Inde, et près de 8 millions de musulmans émigrèrent depuis l'Inde vers le Pakistan. De plus, la décision du dirigeant du Jammu-et-Cachemire, dont les sujets étaient à 85% musulmans, de se rattacher à l'Inde fut mise en question par le Pakistan et une guerre éclata entre les deux pays.

Au delà des drames de la partition, il restait au Pakistan indépendant à faire face à d'immenses difficultés: délimitation des frontières, rattachement de certains territoires, problème des réfugiés, choix d'une langue nationale, définition des structures politiques...Jinnah mourut le 11 septembre 1948 après avoir posé les fondations de l'Etat, mais le charisme du Quaid-i Azam allait manquer à ses successeurs pour poursuivre l'oeuvre entamée. Le Pakistan d'aujourd'hui porte encore les traces de cette naissance chaotique, auxquelles s'ajoutent les stigmates de grandes diversités ethniques et politiques.

## II- Diversité ethnique et politique:

La cause fondamentale d'instabilité intérieure du Pakistan trouve ses origines dans la diversité de sa population. Cette diversité qui est ethnique et linguistique, sociale et religieuse, conditionne à son tour la complexité politique du pays.

### II-1- Diversité ethnique:

La création du Pakistan, en 1947, a réuni en une même nation les représentants de cinq ethnies qui n'avaient en commun qu'une adhésion, d'ailleurs diversement vécue, à l'Islam.

L'ethnie la plus importante en nombre est celle des Pendjabis avec environ 47 millions d'habitants. Bons paysans (72% de la population du Pendjab est rurale) et bons soldats (60% des effectifs de l'armée pakistanaise) ils constituent l'ethnie dominante du Pakistan. Cette dominance est renforcée par la richesse agricole de leur province. Ils se distinguent socialement par leur appartenance à trois groupes principaux que l'on a surnommé les « castes musulmanes » : au sommet, les Rajpoutes, nobles, guerriers (la majorité dans les forces armées pakistanaises) et grands propriétaires ; les Jats et les Arains, cultivateurs et petits propriétaires. Ils parlent trois dialectes principaux, le pendjabi, le saraiki et le potwari ; les gens instruits parlent aussi l'ourdou et l'anglais ( le général Zia Ul Aq était un pendjabi de la caste Arain).

La seconde ethnie de l'actuel Pakistan est constituée par les Sindis, avec 19 millions d'habitants dans la province du Sind. Bien que largement rurale, c'est la population la plus urbanisée (43,4%) des quatre provinces, ceci en raison de l'importance du port et de l'agglomération de Karachi, la plus grande ville du pays avec 7 millions d'habitants. Les Sindis sont réputés pour être plus fins et plus ouverts que leurs voisins des autres ethnies. La langue sindie, à la riche littérature, est très différente de ses voisines et continue de s'écrire avec une graphie arabo-persane différente de celle utilisée pour l'ourdou et le pendjabi ( la famille Buttho est une famille de grands propriétaires sindis).

Viennent ensuite les Pathans dont la langue, qui appartient au sous-groupe indo-iranien du groupe des langues indo-européennes, est le pashtou, et qui se désignent eux mêmes comme Pashtouns. Cette ethnie guerrière est divisée en un grand nombre de clans et de tribus très indépendantes, continuellement engagées dans des vendettas dictées par des codes d'honneur, le pakhtunwali et le nangwali. Contrairement à ce qui se passe dans le reste du sous-continent, les Pashtouns ont un sens aigu de l'égalité de droit entre individus. On distingue les Pashtouns des montagnes et des plaines, les premiers vivent dans les FATA ( zones tribales sous administration fédérale), le brigandage et la contrebande constituent leurs principales activités, mais , curieusement, ils se reconvertissent dans le commerce et la main d'oeuvre du bâtiment ainsi que dans le petit artisanat dans les pays du golfe. Les Pashtouns de la plaine, sont des cultivateurs et des propriétaires terriens dans la Province Frontière du Nord-Ouest. Les Pashtouns constituent 35% de l'effectif des forces armées pakistanaises ( le général Ayub Khan était un Pathan). L'ethnie pashtoun se répartit de part et d'autre de la frontière pakistano-afghane.

Les Baloutches, sont des semi-nomades avec, au Pakistan, un certain nombre de sédentaires. Ils occupent la province la plus vaste mais aussi la plus désertique du pays ( 40% du territoire avec seulement 4,3 millions d'habitants dont seulement 2

millions sont baloutches les autres étant pathans). Ils vivent, pour 90% d'entre eux, d'élevage, le restant étant cultivateurs ou pêcheurs. Ils se divisent en 17 tribus principales et 400 tribus secondaires. Ils parlent le baloutchi, qui comme le pashtou, appartient au sous-groupe indo-iranien des langues indo-européennes. L'Iran compte lui aussi de nombreux baloutches de son côté de la frontière.

Enfin, aux quatre ethnies citées plus haut, il faut ajouter les populations de l'Azad Kashmir. Les Kashmiris sont des indo-européens fortement métissés d'éléments sémites, turcs et mongols, et qui parlent une langue résultant d'un mélange d'éléments empruntés aux sous-groupes indo-aryens et dardique du groupe indo-européen.

Il convient d'ajouter à ces ethnies, le groupe humain qui a eu le plus grand impact sur la courte histoire du Pakistan. Il s'agit des Mouhadjirs, émigrants musulmans en provenance du centre-nord de l'Inde. En 1947, six millions et demi de ces musulmans arrivèrent au Pakistan. En majorité de souche urbaine, ils prirent en compte l'activité commerciale, qui jusque là était la quasi exclusivité de deux millions de Sikhs et d'Hindous. Installés majoritairement à Karachi et dans ses environs, ils participèrent également à l'industrialisation du pays. De plus, leurs régions d'origine faisaient qu'ils parlaient l'ourdou qui fut décrétée langue officielle à l'indépendance.

Sur le plan linguistique, on l'a vu plus haut, on trouve au Pakistan une grande diversité de langues et dialecte. Comme facteur d'unification, les gouvernements successifs tentent depuis 1947 d'imposer l'ourdou comme langue officielle. Mais l'analphabétisme a toujours constitué un frein à sa diffusion.

La diversité ethnique et linguistique est un des problèmes majeurs qui gênent le Pakistan dans sa marche vers une identité reconnue par tous. Aggravée par un gros déficit en matière d'éducation et un analphabétisme très important, un gros écart entre classes aisées et la majorité assez pauvre de la population, elle s'accompagne d'un paysage politique en recomposition permanente sous l'effet de conflits d'intérêts entre classes dirigeantes laïques et les religieux.

## II-2- Diversité politique :

Le Pakistan est un pays fédéral, régi par la constitution de 1973. Celle-ci fut suspendue par le coup d'Etat militaire de 1977, puis rétablie en 1985. Le président est élu pour un mandat de cinq ans par un collège de députés des assemblées fédérales et provinciales. Il nomme le premier ministre qui est le chef de l'exécutif et responsable devant le corps législatif. L'assemblée nationale est composée de 217 sièges, dont 2 sont réservés aux femmes et 10 aux représentants des minorités religieuses. Les membres sont élus au suffrage universel. Le sénat, quant à lui, est composé de 87 sièges ( 1 pour les femmes); ses membres sont élus indirectement par les corps législatifs provinciaux pour un mandat de 6 ans. Au sommet de la pyramide judiciaire du Pakistan se trouve la Cour suprême. Une cour fédérale de la charia ( loi suprême du pays en 1991 ) a été établie afin de déterminer la conformité d'un texte législatif à l'islam. Les structures politiques montrent donc que le jeu dans ce domaine va se jouer sur l'influence respective des laïcs et des religieux avec toute une palette d'alliances nuancée par les disparités ethniques et sociales.

Comme c'est le cas dans tout le sous-continent indien, les partis politiques pakistanais se distinguent par une tendance marquée au factionnalisme, un mépris total des idéologies invoquées, une aptitude désarmante à s'allier, quand cela est nécessaire, à d'autres partis au discours diamétralement opposé.

Dans ces conditions, les références à la droite ou à la gauche ne sont généralement que très théoriques. Les partis ont souvent recours à un intense débat idéologique qui a pour but de masquer leur manque d'enracinement dans la population. Les thèmes obligatoires sont ceux de la démocratie et du nationalisme. Les partis pakistanais ont de plus la spécificité de faire pratiquement tous référence à l'islam, soit pour affirmer qu'ils n'y sont pas opposés, soit pour revendiquer l'établissement de l'ordre du prophète.

La vie politique se résume donc à une lutte d'intérêts entre les groupes laïcs de la classe dirigeante et les religieux. Parmi la classe dirigeante, on trouve les provinciaux ( propriétaires terriens, chefs de clan ou de tribu, autonomistes) et les nationaux ( armée, administration et industriels). Au sein de ces groupements, on verra se créer, pour promouvoir tel ou tel personnage, des factions « libérales » ou « conservatrices ». Les religieux s'allieront alors au mieux de leurs intérêts avec le pouvoir ou l'opposition.

Il semble bien que se soit à ces caractéristiques que l'on doit attribuer la faillite continue du système parlementaire au Pakistan, faillite qui provoque régulièrement la prise de pouvoir par les militaires.

Comme on l'a vu plus haut, il est difficile d'établir un classement des partis politiques au Pakistan. Cependant, on peut retenir que le *Pakistan People's Party*, fondé en 1967 par Ali Buttho prône un « socialisme islamique »; ce parti obtint en 1988 une majorité relative aux législatives sous la conduite de Benazir Bhutto en délivrant un message « social démocrate »...De tendance plutôt « centriste », on trouve le *Pakistan Muslim League* issu de la ligue musulmane historique. Les partis religieux, quant à eux, comptent deux partis sunnites qui représentent les intérêts des oulémas, un parti fondamentaliste sunnite et un parti chiite revendiquant l'égalité entre sunnites et chiites.

### III- Conclusion :

La diversité ethnique, sociale et religieuse du Pakistan, ainsi que les circonstances de sa création, en font un pays continuellement à la recherche, d'une part de son identité et d'autre part d'un mode de gouvernement satisfaisant.

Cette recherche se traduit par deux conflits majeurs et perpétuels :

- le conflit entre religieux et laïcs sur la nature de l'Etat pakistanais,
- le conflit entre les provinces et le pouvoir central.

## ETAT DES RELATIONS INDE - PAKISTAN

### LES SEPARATISMES

#### Pakistan

L'unité du pays paraît au premier abord bien établie car la population est pratiquement exclusivement musulmane à large dominante sunnite (80 %).

Néanmoins, la sécession du Bangladesh en 1971 montre que le lien religieux est insuffisant. Il reste dans le Pakistan actuel des zones de tension ethniques. Le pays peut être coupé en deux de deux façons : d'une manière nord-sud (centre et sud industriels et peuplés), et d'une manière est-ouest, délimité par l'Indus entre l'ouest et ses tribus attirées par l'Afghanistan, par opposition à l'est (le Sind et le Pendjab) qui se rapproche du monde indien.

Les problèmes centrifuges se situent donc :

-surtout dans le Sind avec le problème des Muhajirs, ces réfugiés de la partition de 1947. Plus radicaux, majoritaires dans les grandes villes du sud comme Karachi, ils s'opposent violemment aux autochtones.

-avec les Baloutches, coupés entre le Pakistan, l'Iran et l'Afghanistan, et qui rêvent parfois de reconstituer l'ancien royaume du début du XIX<sup>ème</sup> siècle. L'autonomisme fomenté par les communistes et l'URSS qui rêvaient d'un accès à l'océan Indien a cependant fortement diminué depuis quelques années.

-avec les Pathans qui bien que dominant l'armée pakistanaise, sont parfois attirés par leurs frères pachtounes d'Afghanistan. On a d'ailleurs assisté à une inversion de tendance puisque dorénavant ce sont plutôt les Pathans qui cherchent à attirer les Pachtounes.

#### Inde

L'Inde est un véritable sous-continent composé d'une mosaïque d'Etats, de peuples et même de langues. L'indépendance de 1947 a vu la réunion d'une multitude de provinces et royaumes dont certains sous administration britannique directe, d'autres (Etats princiers) semi-autonomes. L'Inde est composée de 25 gros et 7 petits Etats.

Plusieurs types de séparatismes existent en Inde : les militants et les « nativistes » qui prônent une autonomie interne (Ghorkaland, Jarkhand, Bodoland...), mais aussi les plus violents qui sont les mouvements armés périphériques : en Assam (l'excroissance nord-est de l'Union, riche et surpeuplée d'immigrés bengalis), mais surtout au Pendjab et au Cachemire (qui sera traité à part en raison de son intérêt particulier), deux régions à cheval entre l'Inde et le Pakistan.

Le Pendjab est le pays des Sikhs qui y ont leur capitale, Amritsar. Ceux-ci aimeraient bien avoir leur propre Etat (le Khalistan) et reprochent à l'Union de ne pas investir chez eux à cause de leur proximité avec l'ennemi pakistanais. Celui-ci aide évidemment les séparatistes, trop content de gêner son voisin. Le mouvement, particulièrement virulent dans les années 80 (assaut du temple d'or, assassinat d'Indira Gandhi) a désormais plutôt sombré dans le terrorisme car l'Inde, profitant de la division sikh, semble avoir repris le dessus.

## LA QUESTION DU CACHEMIRE

L'origine du problème remonte à la partition de 1947. Etat musulman, son Maharajah a pourtant choisi le rattachement à l'Inde. Le Pakistan ne l'a jamais accepté et une première guerre éclata dès 1948 pour s'achever en 1949 sur un cessez-le-feu qui coupait la région en deux. La situation, malgré deux autres guerres en 1965 et 1971 est toujours la même. Seul le conflit sino-indien de 1962 a encore un peu diminué la partie indienne qui demeure la plus riche. Elle est cependant toujours peuplée majoritairement de musulmans car la terreur fait fuir les hindous.

En effet, la partie indienne est sujette à de violents troubles internes car des sécessionnistes veulent, depuis 1989, leur rattachement au Pakistan. D'autres en revanche ne souhaitent qu'une autonomie, voire une indépendance du Jammu et Cachemire. Après bien des efforts (la moitié de l'armée indienne y est présente, soit face au Pakistan, soit en maintien de l'ordre), l'Inde semble à nouveau maîtriser la situation de son côté.

La situation indo-pakistanaise au Cachemire est en revanche loin d'être résolue. Elle constitue toujours le point de fixation de l'abcès entre les deux pays. Personne ne veut céder et le statu quo contente en fait tout le monde ; en effet, de par son caractère symbolique et passionnel, il permet de cristalliser les énergies nationalistes et constitue un dérivatif aux autres problèmes nationaux.

Même insoluble, la situation est cependant moins explosive qu'avant (on a frôlé un conflit nucléaire en 1990) et le risque de conflit est désormais faible.

## LA QUESTION NUCLEAIRE

L'Inde n'a jamais caché sa possession d'armes nucléaires. Le Pakistan en revanche nie encore officiellement son programme même s'il le juge nécessaire.

Il existe une dissuasion tacite entre les deux pays depuis 1988.

### Pakistan

Le Pakistan s'est toujours inquiété de la supériorité numérique et de la capacité nucléaire indienne. Le nucléaire représente pour lui un facteur de stabilité pour la région même s'il inquiète les autres pays qui y voient la première « bombe islamique ».

Le point de départ du programme se situe en 1972. Aidé par la Chine (en particulier pour le réacteur de Kushab et le centre d'enrichissement de Kahuta) et financé par l'Arabie, le Pakistan aurait acquis une capacité minimale en 1987. Les coûts du programme limitent la possession à une dizaine d'armes.

La position pakistanaise gêne les USA. Si l'assistance économique et militaire a été suspendue en octobre 90 (amendement Pressler), la Maison Blanche essaie de contourner le Congrès pour continuer à soutenir le Pakistan (vente de matériel classique avec l'amendement Brown).

L'aide chinoise se poursuit (en violation avec le T.N.P.) pour la fourniture de procédés d'enrichissement, ce qui tend à montrer que le Pakistan travaille désormais sur la voie du Plutonium.

La capacité nucléaire pakistanaise est aussi renforcée par la possession de nombreux missiles balistiques dont des M11 chinois ou le HATF 2.

Le Pakistan n'a pas adhéré au TNP. Il conditionne son adhésion à celle de l'Inde.

## Inde

L'Inde a lancé son programme en 1964 dès la première explosion chinoise afin d'équilibrer les rapports avec son grand ennemi et pour s'affirmer en tant que puissance régionale.

L'explosion de 1974 a implicitement fait entrer l'Inde dans les puissances nucléaires. S'appuyant sur un solide programme civil, elle disposerait d'une centaine de charges et de stocks de plutonium importants.

L'Inde a aussi conçu toute une panoplie de missiles dont le Prithvi (150 km de portée) et l'Agni (1500 km avec 1000 kg de charge).

Bien qu'en étant un des initiateurs, l'Inde a toujours refusé de signer le T.N.P. car elle l'estime trop favorable aux grandes puissances. Elle a également refusé de signer le traité sur l'interdiction des essais (CTBT) adopté à l'ONU en septembre 1996.

L'Inde se trouve aujourd'hui dans une situation contradictoire vis à vis de ses deux ennemis : dissuasion du fort au faible avec le Pakistan, du faible au fort avec la Chine. Le Pakistan prend plus d'initiatives mais l'Inde ne veut pas négocier de manière bilatérale sans impliquer aussi la Chine.

La situation semble donc bloquée même si le risque de conflit armé entre ces trois protagonistes apparaît improbable.

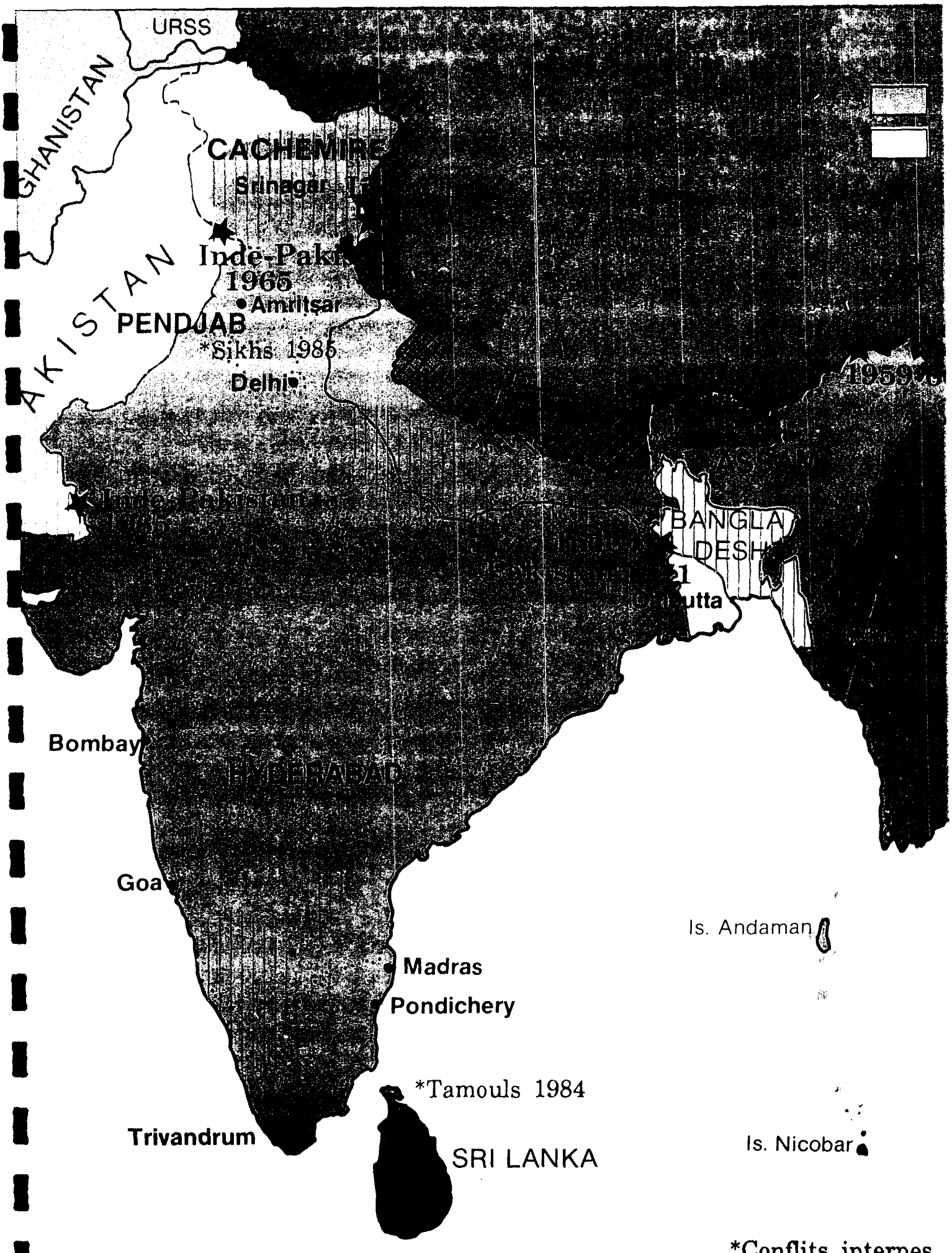
## **LES RELATIONS ECONOMIQUES ET L'AVENIR**

Les relations économiques entre les deux pays ont connu dans les années 90 un essor remarquable. Celles-ci ont été concrétisées par un accord de commerce préférentiel en décembre 1995 et l'attribution au Pakistan de la clause de la Nation la plus favorisée.

Les bonnes relations ont été favorisées par l'entente cordiale qui prévaut entre les deux premiers ministres, Nawar Sharif et Gujral.

L'avenir des deux pays est très certainement lié. Sous la pression des Etats-Unis, la volonté d'apaisement est évidente. La dissuasion semble assez solide et le meilleur moyen de se sortir de la crise économique que connaissent l'Inde et le Pakistan réside peut-être dans la diminution de l'énorme facture militaire qui handicape les deux pays.

Sans être de grands alliés, la nécessité de vivre en bonne entente va probablement entraîner ces deux pays dans une réconciliation rassurante.



URSS

GHANISTAN

CACHEMIRE

Srinagar

Inde-Pakistan

1965

Amritsar

PENJAB

\*Sikhs 1985

Delhi

1959

BANGLA  
DESH

Dhaka

Bombay

HYDERABAD

Goa

Madras

Pondichery

Is. Andaman

\*Tamouls 1984

Trivandrum

SRI LANKA

Is. Nicobar

\*Conflicts internes

# **LA FIN DE L'URSS, LA CRISE AFGHANE ET LA NOUVELLE DONNE PAKISTANAISE**

## **LE CONFLIT AFGHAN ET L'URSS**

La guerre d'Afghanistan est remarquable à trois titres, s'agissant de l'URSS :

- elle est le premier conflit où l'armée de ce pays s'est véritablement impliquée depuis la Seconde Guerre mondiale,
- l'URSS entre de force dans un pays qui n'appartient pas au Pacte de Varsovie,
- l'Empire soviétique mène pour la première fois une guerre coloniale, luttant contre un mouvement d'indépendance nationale, alors, qu'habituellement elle apporte son soutien à ce type d'insurrection dans d'autres régions du monde.

« Je n'aime pas cette frontière » disait Staline en parlant des confins de l'Asie centrale. Brejnev aurait dû s'en souvenir. En effet, la guerre d'Afghanistan a été un moment de vérité, révélant la déliquescence du régime communiste et accélérant sa chute. L'Afghanistan offre l'exemple rare d'une guérilla post-coloniale triomphant d'un gouvernement appuyé par une armée étrangère opérant à ses frontières.

## **A/ L'environnement géographique, humain et historique**

### **1. Le cadre géographique**

L'Afghanistan s'ordonne autour de l'Hindou Kouch, barrière franchissable en son centre par diverses passes dont l'importance stratégique ne s'est jamais démentie. Le tunnel de Salang permet aux deux versants de communiquer onze mois sur douze. La vie se concentre dans des oasis. Sur les pentes montagneuses, s'étendent des steppes, jusqu'aux confins désertiques du sud et de l'ouest.

Quatre régions forment l'ossature de l'Afghanistan :

Le pays pachtou originel prend en écharpe la zone intermédiaire entre le Koh-i Baba et le Baloutchistan, débordant sur le Pakistan dans les monts Sulayman. Kandahar est la ville principale.

A l'ouest, l'oasis de Hérat et ses environs faisaient partie jusqu'au XVIII<sup>ème</sup> siècle de la province iranienne du Khorassan.

Au nord de l'Hindou Kouch, l'ensemble appelé jadis la Bactrienne appartient du point de vue de la géographie, à l'Asie centrale comme le Tadjikistan qui lui fait face sur l'autre rive de l'Amou Daria. Mazar-i Charif a supplanté Balkh, l'ancienne capitale.

Au sud des passes à travers l'Hindou Kouch, la région de Kaboul occupe une position stratégique en commandant l'accès à la plaine de l'Indus, via les célèbres passes de Khyber.

En dehors de ces quatre zones, certaines régions reculées ont longtemps mené une vie à part. Il en est ainsi des massifs montagneux du centre du pays, domaine des Hazaras ou du nord-est de Kaboul, qui abritent les Nouristanis.

Ainsi l'Afghanistan associe des régions qui, auparavant, vivaient le plus souvent isolées les unes des autres. Cette configuration n'a pas seulement facilité la résistance aux tentatives de mainmise étrangère. Elle a entraîné un morcellement ethnique et linguistique bien pire que celui de l'ex-Yougoslavie, les particularismes l'emportant largement, chez la plupart des habitants, sur la notion d'identité nationale.

## 2. L'Afghanistan compliqué ou la représentation des communautés (cf doc1)

Le pays, qui comptait 17 millions d'habitants, en 1979, présente une mosaïque de peuples dont le point commun est la religion musulmane.

- **Les Pachtouns** : 40 % de la population. Fondateurs de l'Afghanistan indépendant au XVIII<sup>ème</sup> siècle, convertis à l'islam sunnite, peuple belliqueux, ils ont imposé leur domination aux autres populations et colonisé des terres qui ne leur avaient jamais appartenu. Ils ont perpétué un système de castes, certes simplifié, mais tout aussi rigide que dans l'Inde profonde. Les Pachtouns sont des sortes de *kshatriya* (« membres de la caste des guerriers ») qui ne se reconnaissent que trois professions honorables : l'agriculture, le commerce et, naturellement, la guerre. Les populations soumises forment la caste des *hamsaya*, (« ceux qui partagent l'ombre »). Le nom même d'« Afghan » a longtemps été synonyme de « Pachtou », même s'il s'applique officiellement à tous les ressortissants du pays depuis 1919. Les Pachtouns supportent difficilement d'être séparés de leurs frères, très nombreux et influents au Pakistan, appelés Pathans..

Les Pachtouns restèrent les maîtres du pays, non seulement tant que dura la dynastie princière jusqu'en 1978, mais au-delà, à travers le Parti communiste, jusqu'en 1992.

- **Les Tadjiks** : de 25 à presque 40 % de la population selon les sources. L'Asie centale antique et médiévale devait essentiellement aux Tadjiks, sa haute civilisation littéraire, artistique et intellectuelle. D'origine persane, dans leur immense majorité sunnites, ils sont les plus nombreux dans le nord-est et à Kaboul. Ayant le *darí* comme langue maternelle, les citoyens tadjiks atteignent aisément un bon niveau culturel, ce que traduit leur rôle éminent dans le clergé et l'administration. Dans le haut appareil d'Etat, ils se sont en revanche toujours heurtés à la prédominance des Pachtouns. Ainsi, quand un chef tadjik s'empara momentanément du trône de Kaboul, lors de la brève guerre civile de 1929, sous le nom de Habibollah II, les notables pachtouns l'affublèrent du sobriquet de Batcha-Saquao, « le fils du porteur d'eau », le renversèrent et le pendirent.

De même, quand le commandant Massoud, tadjik lui-même, entra en vainqueur dans Kaboul, s'exprimèrent semblables ressentiments racistes. Pareille attitude contribue à expliquer la genèse de la guerre civile afghane de 1992.

- **Les Turcophones** : les Ouzbeks, sunnites de langue turque, demeurent une petite minorité de 5 % à 10 %, groupée autour des oasis du nord où ils côtoient les Tadjiks. Les Turkmènes sont pour beaucoup venus d'URSS dans les années 1920 en tant que réfugiés.

- **Les Hazaras** : 15 % de la population. De lointaine origine mongole, longtemps autonomes dans leurs montagnes du centre, ils ont adopté la langue persane de leurs voisins tadjiks, mais l'Islam sous sa forme chiite. Vaincus par les émirs pachtouns de Kaboul à la fin du XIX ème siècle, ils se virent ravalés au plus bas rang de la société. Juridiquement réhabilités en 1919, les Hazaras n'en sont pas moins demeurés des parias. La solidarité chiite leur a cependant permis de demeurer une communauté assez bien soudée.

- **Les Nouristanis** : présents dans les montagnes au nord-est de Kaboul, ils étaient encore indépendants et idolâtres au XIX ème siècle. Aussi les musulmans les appelaient-ils *kâfer*, « païens », francisé en Kafirs. En 1895, l'émir afghan Abdur Rahman conquiert la région et y impose l'Islam. Le Kafiristan devient alors le Nouristan (« pays de la lumière ») et les Kafirs les Nouristanis.

On peut citer enfin les Aïmaks, persanophes sunnites, peuplant les montagnes aux alentours de Hérat et les Baloutches au sud du pays.

La structure de la société afghane repose sur un ensemble de réseaux de solidarité (*qaws*), fondés notamment sur un même lieu de naissance, une même appartenance tribale ou religieuse, voire de profession. Ils ne correspondent pas nécessairement à un territoire défini. Ainsi, au moment de l'invasion du pays, les commandants et les partis, à l'exception des militants islamistes, ont avant tout des relations clientélistes.

### 3. Le cadre historique

L'Afghanistan est un produit de l'histoire moderne et des rivalités entre les grandes puissances.

- **zone d'affrontements entre les Empires Moghol et Safavide** jusqu'à la création par le pachtoun Ahmad Chah Dourrani dès 1747 d'un vaste empire ayant Kandahar pour capitale (cf doc2).

#### - 1798-1918 : la rivalité anglo-russe

L'Afghanistan appartient au « rimland » selon la théorie de Mac Kinder ; les Empires russe et britannique des Indes convoitent l'espace qui les sépare (« le grand jeu » pour le contrôle stratégique du coeur de l'Asie, selon l'expression inventée en 1859 par Sir John Kaye). Les Anglais sont défaits à deux reprises, mais ils obtiennent de contrôler la politique extérieure afghane en 1879. L'émir Abdur Rahman, bloqué par les Russes au nord et par les Anglais au sud et à l'est, entreprend d'unifier le pays.

L'Afghanistan hérite de ses frontières modernes il y a un siècle : corridor de Wakhan en 1891, ligne orientale DURAND qui coupe en deux le territoire traditionnel des tribus pachtounes en 1893, délimitation avec l'Iran en 1904.

#### - 1919-1945 : modernisation et européanisation du pays

La révolution russe opère un balancier vers le sud : l'Afghanistan reconnaît de suite l'URSS et signe un traité d'amitié avec elle en 1921. Divers traités sont signés avec plusieurs pays européens, dont la France, qui ouvre le lycée Esteqlal à Kaboul. Le roi Zaher Chah, au pouvoir en 1933, maintient le pays dans la neutralité.

## **- 1945-1973 : l'Afghanistan dans la Guerre froide**

Le Moyen-Orient devient le champ privilégié des luttes pour le partage du monde (« arc des crises »). Les Etats-Unis ont pris le relais de l'Empire britannique dans le sous-continent indien, mais ils ne sont pas présents directement, ce qui accentue les possibilités d'expansion de l'URSS vers les mers chaudes.

L'Afghanistan bénéficie au début de la Guerre froide de l'aide tant des Etats-Unis que de l'URSS. La balance penche cependant en faveur du puissant voisin du nord, surtout après la création du Pakistan en 1947 (question du Pachtounistan - système d'alliances). L'URSS forme les cadres militaires, dispense de nombreux crédits, notamment pour l'infrastructure stratégique (aéroports, routes, ponts, tunnel du Salang en 1964...). Le Sardar Daoud, premier ministre de 1953 à 1963, incarne cette politique.

Une gauche marxisante apparaît, peu organisée. Le PC afghan est formé en 1965. Il est le produit exemplaire du phénomène d'occidentalisation des villes dans un pays pauvre. Il est divisé en deux tendances connues sous le nom de leurs journaux :

- le *Khalq* : (« le peuple »). Dirigé par l'écrivain Taraki, il recrute surtout chez les enseignants et dans l'armée.

- le *Parcham* : (« le drapeau »). Dirigé par Babrak Karmal, un Pachtoun Durrani, il a des assises plus bourgeoises.

## **- 1973-1978 : la république autoritaire de Daoud**

Après le coup d'Etat de Daoud en juillet 1973, qui contraint le roi Zaher Chah à l'exil, la république est proclamée. S'appuyant dans un premier temps sur le Parti démocratique et populaire d'Afghanistan (PDPA), Daoud tente dès 1975 d'équilibrer le poids croissant de l'URSS en négociant des accords avec l'Arabie Saoudite, le Japon et surtout l'Iran. Le Chah tente en effet d'organiser une union panislamique, de la Turquie au Pakistan, qui inquiète Moscou. Il se rapproche également du Pakistan.

Les deux factions communistes se réunissent en 1977 avec Taraki, les ministres du *Parcham* ayant été limogés. L'agitation commence et les leaders sont mis en prison. Ce faisant, Daoud signe sa perte.

## **B/ Les causes de l'intervention soviétique**

### **1. L'enchaînement des événements en 1978-1979**

Le 27 avril 1978, le PDPA prend le pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire au cours duquel Daoud est tué. Taraki se déclare chef de la République démocratique d'Afghanistan. Le *Khalq* reste seul au pouvoir et instaure un régime de terreur : délation, arrestations arbitraires, torture... Pour gagner les paysans à sa cause, il engage début 1979, une réforme agraire qui, parce qu'elle déchire le tissu social traditionnel, se heurte à une opposition massive. Le régime est perçu comme antireligieux et les rebelles proclament la *djihad*. Les premières insurrections ont lieu au Nouristan et dans le Hazaradjat. La rébellion se généralise et touche les principales villes (Hérat en mars où 20 soviétiques sont tués ; attaque d'un poste militaire à Kaboul par les Hazaras en juin ; soulèvement militaire à Kaboul en août).

Taraki s'entend conseiller par Moscou de se séparer d'Amin, le « Pol Pot afghan », artisan d'une répression brutale. Ce dernier, averti de la menace, fait assassiner Taraki et prend le pouvoir le 16 septembre 1979. En décembre, près de 400 000 réfugiés afghans sont recensés au Pakistan.

Défié, le Kremlin décide d'intervenir militairement et, le 24 décembre, l'URSS fait entrer des troupes en Afghanistan (4 divisions acheminées par voie terrestre et une division et demie aéroportée en trois jours).

Le 27 décembre, des parachutistes prennent les bâtiments clés de Kaboul, y compris le palais présidentiel. Amin est éliminé. Karmal appelle l'URSS à l'aide...depuis Moscou. Il est « élu » président du pays.

## **2. Les intentions et les mobiles soviétiques**

L'intervention de l'URSS a pour objet de conjurer l'instauration dans ce « royaume de l'insolence », selon la formule reprise par Michael Barry, d'un pouvoir intégriste, dont Moscou redoute l'effet de contagion sur les Républiques soviéto-musulmanes d'Asie centrale.

Dans une optique purement défensive, l'URSS veut préserver le dogme de la sécurité aux frontières (révolution iranienne) et l'irréversibilité du socialisme.

L'objectif final est analysé par les observateurs du début des années 80 dans la dynamique d'un mouvement offensif à long terme, la descente séculaire vers le sud.

Les conditions de lieu et de temps sont extrêmement favorables. La date de Noël explique que l'intervention se passe dans l'indifférence, s'agissant du monde occidental. Les Etats-Unis sont alors en pleine crise morale : syndrome du Viêt-nam, personnalité falote de Jimmy Carter, année pré-électorale. Les américains sont en antagonisme avec deux pays, soutien de la contre-révolution : l'Iran (affaire des otages) et le Pakistan (arrivée de Zia au pouvoir en 1977 qui persiste à construire la bombe atomique). Enfin la détente s'épuise : décision de l'OTAN de l'installation des Pershing 2 et non-ratification de Salt 2.

Aujourd'hui, grâce à l'ouverture des archives du KGB, plus aucun doute ne subsiste quant aux raisons de l'invasion. Contrairement à ce que croyait le président Carter, il s'est moins agi d'un nouvel avatar du vieil expansionnisme russe en direction des mers chaudes que d'une tentative pour sauver le régime communiste établi un an plus tôt à Kaboul. Brejnev ne doute pas alors que la rébellion s'éteindra rapidement. En réalité, comme les chinois le diront aussitôt, il s'est fourré dans un guêpier.

## **C/ L'analyse du conflit**

### **1. Les grandes phases de la guerre (cf carte couleur)**

#### **-1980-1985 : la guerre d'usure**

C'est une phase de combats acharnés entre les troupes soviétiques et afghanes et les moudjahidin.

Le corps expéditionnaire passe de 85 000 hommes au début de 1980 à 115 000 un an plus tard. Les effectifs évolueront peu, mais la part des soldats du contingent augmentera lentement. L'armée soviétique est conçue sur le modèle mécanisé, l'infanterie ne représentant au départ qu'un cinquième de l'ensemble. Elle

possède la maîtrise totale de l'air (imposante flotte d'hélicoptères lourds protégés contre les tirs de projectiles ordinaires). Aussi le premier soin des russes est-il de créer des bases fortifiées aux alentours des grandes agglomérations et de garnir de chars les principaux itinéraires. Tenant ce qu'ils considèrent comme le « pays utile », ils entreprennent une série de grandes opérations pour désorganiser les maquis, à l'instar de celles lancées par les américains au Viêt-Nam en 1966. La tactique évoluera en fonction de l'adversaire : le harcèlement et le quadrillage du terrain se feront plus pressants en 1984, les axes de ravitaillement seront visés (incidents de frontière avec le Pakistan).

La Résistance est un mouvement spontané. S'agissant d'une insurrection rurale contre le gouvernement central, puis un occupant étranger, l'affrontement a pris la physionomie d'une guérilla de montagne. Les forces insurgées constituent une infanterie légère parfaitement adaptée au milieu. Mais leur armement est insuffisant, essentiellement portatif ; les moyens radios sont quasi-inexistants au départ ; la pénurie de munitions est chronique et le niveau des combattants est techniquement assez faible. L'artillerie et l'armement anti-aérien font défaut, même si la désagrégation de l'armée gouvernementale a aidé les insurgés (lance-fusées SAM 7). La logistique a été organisée empiriquement. Enfin, le compartimentage du terrain et les habitudes sociales confèrent à l'insurrection un caractère disséminé et local : c'est la chouannerie. Chacun se bat pour soi et dans son coin (environ 300 maquis locaux). L'amélioration de la professionnalisation et une meilleure coordination seront le fait de jeunes commandants, dont la plupart appartiennent au mouvement *Djamiat-é Islami*, comme Ahmad Chah Massoud ou Ismaël Khan, et exigés par le passage à la guerre révolutionnaire.

La guerre a généré un flot de réfugiés en Iran et surtout au Pakistan : 1 150 000 dans ce pays dès septembre 1980, 1 700 000 au total en mars 1981, plus de deux millions en juin, estimés à 2 900 000 en août 1984 au Pakistan et à 1 800 000 en Iran.

Les faits principaux sont les suivants :

-septembre 1980 : première grande offensive soviétique dans la vallée du Pandjchir. Huit autres opérations d'envergure lui succéderont sans résultat significatif.

-avril 1982 : première grande offensive de la Résistance près de Khost (province de Paktia).

-mai 1982 : sept partis fondamentalistes de la Résistance se regroupent au sein de l'Alliance islamique des moudjahidin d'Afghanistan.

-juillet 1982 : première réunion soviéto-américaine sur l'Afghanistan à Moscou se terminant sur un constat de désaccord.

-octobre 1982 : catastrophe du tunnel du Salang, événement revendiqué par la Résistance. Mort de 700 militaires soviétiques et de centaines de civils.

-janvier 1983 : cessez-le-feu conclu entre Massoud et le commandement soviétique. Il durera un an.

-septembre 1984 : capture du journaliste français Jacques Abouchar. Condamné à 18 ans de réclusion, il est libéré en octobre après intervention auprès de Moscou.

-juin 1985 : offensive majeure soviéto-afghane dans la vallée de la Kounar avec la participation de 11 000 parachutistes. Aucun avantage décisif n'est obtenu.

## **-1986-1989 : le désengagement soviétique**

Le tournant de la guerre se produit lorsque les Etats-Unis commencent à fournir des missiles *Stinger* aux moudjahidin au début de 1986. L'armée soviétique n'a plus désormais la maîtrise absolue des airs. L'armement des insurgés est de manière générale de meilleure qualité grâce à l'aide extérieure.

De même, l'esprit de *djihad* anime la Résistance. D'abord, la présence de l'occupant a obligé à un minimum de coopération, malgré l'autonomie des commandants qui demeurent un fait. Ensuite, un phénomène se fait jour avec l'installation de la guerre dans la durée, à savoir l'apparition de territoires politiques homogènes de plus en plus étendus. On observe l'installation de grandes organisations régionales, notamment au nord, avec des jeunes « éduqués », qui ont fait un retour dans leur lieu d'origine pour trouver un enracinement local et, par là, une base politique. Massoud est le meilleur exemple d'une stratégie progressive d'extension. Après avoir éliminé les groupes concurrents en arrivant dans le Panjshir, il installe son autorité sur la vallée dès 1980. Populaire, il présente un visage de modernité. La création de la *Shura-é nazar* (Conseil de surveillance) lui permet de s'imposer comme principal commandant du nord et d'établir des réseaux dans toutes les provinces du nord-est.

Le désengagement soviétique est perceptible dès 1985. N'obtenant aucun résultat déterminant sur le terrain (offensive de la Kounar ; échec dans la province de Paktya), essuyant de sévères pertes d'hélicoptères dès 1986, le corps expéditionnaire s'enlise dans un conflit réprouvé au plan international. M.Gorbatchev qualifie la guerre d'Afghanistan de « blessure ouverte » lors du XXVII<sup>ème</sup> Congrès du PCUS. En juillet 1987, il annonce le retrait de six régiments qui sera effectif en octobre. Le 15 mai 1988, les accords de Genève, signés le mois précédent, prévoyant le retrait complet des troupes soviétiques, entrent en vigueur. La moitié du corps est retiré dans les trois mois. Le dernier des 115 000 soldats soviétiques quitte l'Afghanistan le 15 février 1989.

Le bilan des pertes est élevé : 13 800 morts et plus de 35 000 blessés soviétiques ; 1 240 000 morts afghans (dont 80% de civils), sans oublier quelques 50 000 déportés (dont 10 000 enfants selon le journal « Die Welt »).

Les faits principaux sont les suivants :

- novembre 1988 : Nadjibullah devient Président de la République. Une nouvelle Constitution est adoptée.
- mai 1988 : l'agence *Tass* publie pour la première fois des chiffres sur les troupes soviétiques en Afghanistan.
- novembre 1988 : première rencontre entre Soviétiques et moudjahidin à Islamabad.

## **2. Les acteurs du conflit et leurs alliés**

### **-L'URSS et ses collaborateurs**

L'objectif des soviétiques en 1980-1982 est de conforter le régime communiste par la présence du corps expéditionnaire, les opérations de pacification étant confiées à l'armée nationale. Les troupes ne conduisent pas une stratégie de contre-guérilla. L'arrivée d'Andropov à Moscou correspond à une baisse relative de la présence militaire en 1983 et à la recherche d'une pacification plus habile. Le

symbole en est la trêve conclue avec Massoud. La politique de Tchernenko est plus musclée. Le divorce guérilla-population est recherché

Outre les aspects militaires, la soviétisation de la société est recherchée. Karmal applique une politique modérée, abandonnant les grandes réformes de la fin des années 1970. L'intégration des économies est poussée (70% des échanges s'effectuent avec l'URSS). Les soviétiques semblent miser sur les générations futures : environ 20 000 Afghans étudient en URSS.

L'armée gouvernementale afghane est réduite, malgré une mobilisation... plus verbale que réelle. L'âge minimum d'incorporation est abaissé à 18 ans en mars 1983, âge à partir duquel le service militaire devient obligatoire en janvier 1984. La durée de celui-ci est portée de trois à quatre ans en mars 1984. Les forces gouvernementales sont surtout rongées par la désertion à tel point que les soviétiques, les trouvant peu sûrs, leur avaient retiré leur armement lourd en 1980.

### **-La Résistance et les pays qui la soutiennent**

Le Pakistan est le premier soutien des insurgés. Il abrite les partis de la Résistance, fait transiter les armes, accepte l'afflux de réfugiés. Mais il exige le contrôle des approvisionnements. La guerre sert les intérêts des militaires au pouvoir ; l'invasion a même rendu sa légitimité au Pakistan, subissant par contrecoup les pressions directes de l'URSS (bombardements) et indirects, via l'Inde. La fermeté du Président Zia conforte cette politique.

L'Iran s'intéresse assez peu à l'Afghanistan, compte tenu de ses problèmes intérieurs et de son voisinage avec l'Irak. Il prête toutefois son appui à la minorité chiite qui vit dans la zone montagneuse centrale et connaît en définitive peu la guerre.

Les pays arabes soutiennent officiellement et financièrement les insurgés, hormis la Syrie et la Libye qui n'ont pas condamné l'intervention soviétique. On nomme *wahabites* les résistants non afghans venus combattre en Afghanistan et payés par l'Arabie Saoudite.

La Chine estime qu'un Afghanistan voisin faible créerait un précédent dans son extrême-ouest. Son anti-soviétisme se concrétise dans une « organisation pour la libération du peuple afghan », appelant à la révolte et à la désertion les militaires originaires d'Asie centrale et de Sibérie.

Les Etats-Unis ont témoigné d'une grande passivité lors du coup d'Etat. Leur aide s'est intensifiée avec Reagan, tant financièrement que militairement. Un certain seuil n'est pas franchi pendant les premières années, tant certains responsables américains voient d'un bon côté l'enlisement soviétique. Le pas décisif est franchi avec la livraison de missiles *Stinger* en 1986.

La France a pris le parti du commandant Massoud. Elle s'est même appuyée sur la Chine pour installer une base d'entraînement de la DGSE au profit des guérilleros dans le Xinjiang.

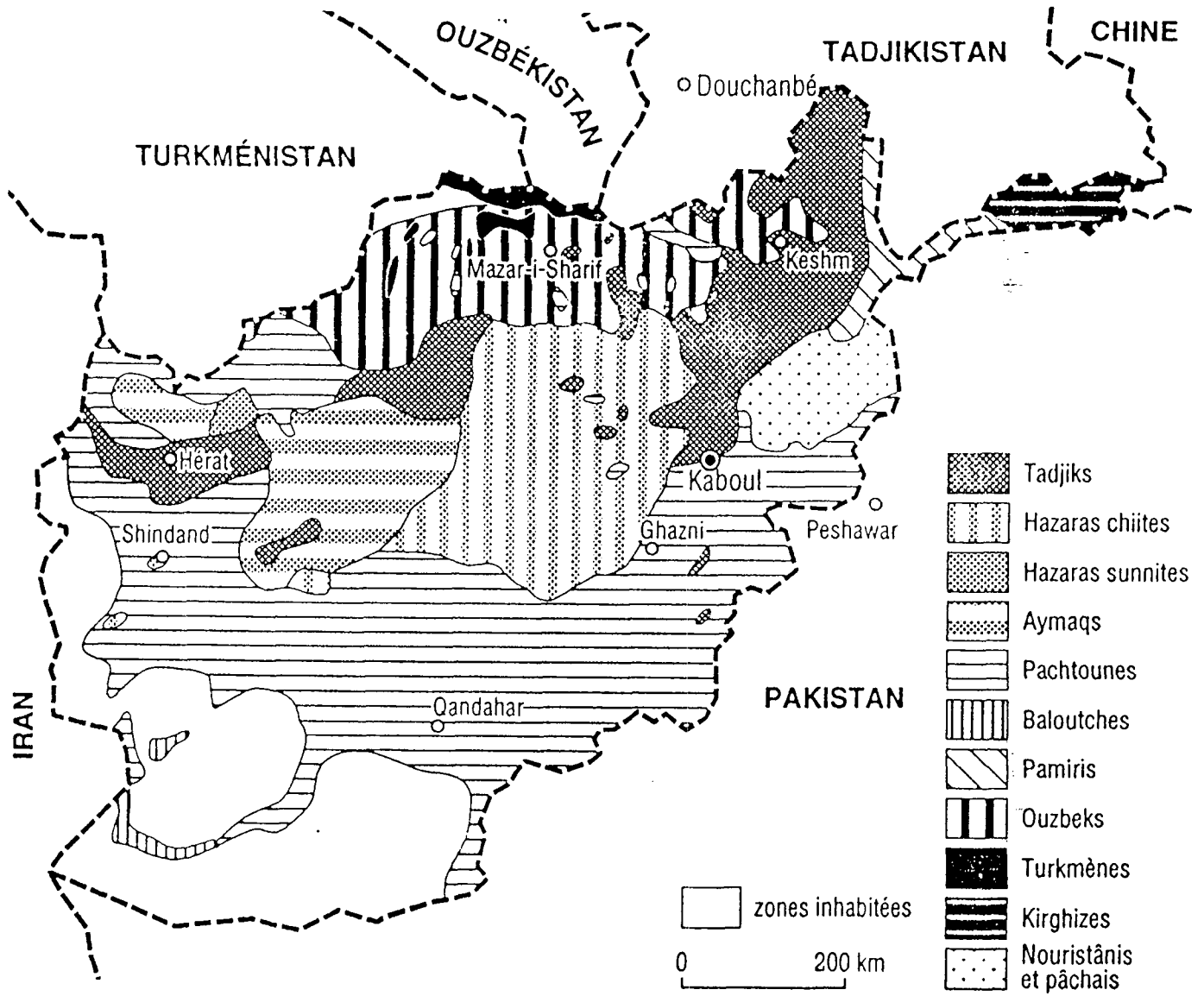
## **CONCLUSION : Les enseignements du conflit afghan**

Erreur de calcul des soviétiques quant à la résistance afghane : le sauvetage d'un régime communiste frère, censé renforcé la notion de glacis au sud de l'Union, a en fait accéléré la chute de l'URSS. Le traumatisme de la guerre est profond et n'est pas encore oublié.

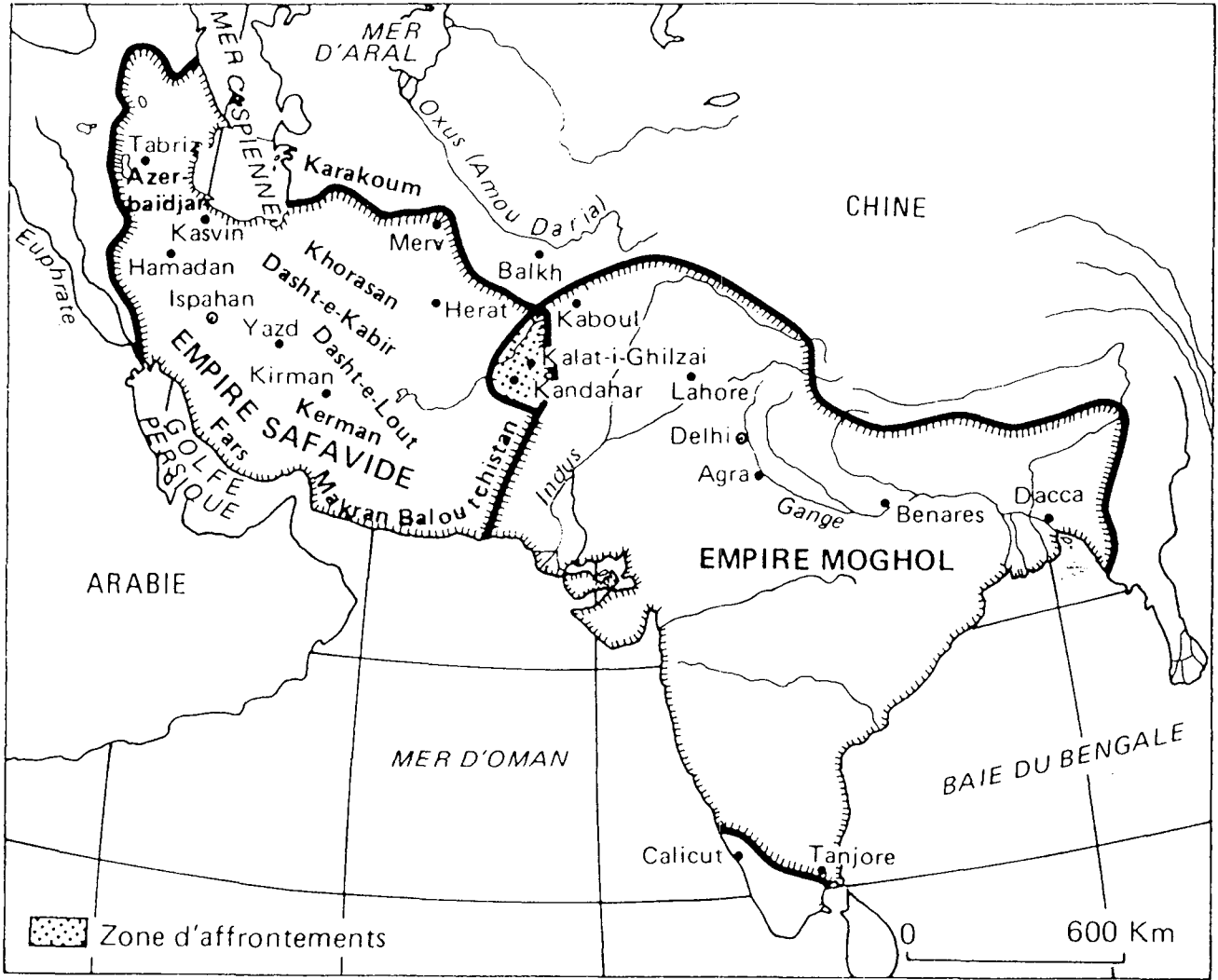
Guérilla de longue durée, difficile à classifier : elle revêt des aspects coloniaux du côté de l'occupant, mais elle emprunte des caractéristiques des guerres modernes.

Détermination de la Résistance : une fois de plus, les Afghans auront montré, malgré les incessantes rivalités de leurs ethnies et de leurs chefs de guerre, leur refus de se soumettre. Les moudjahidin pensent que leur longue lutte contre Moscou a joué un rôle clé dans l'effondrement du communisme, car elle a abouti également à la victoire des musulmans de l'Asie centrale soviétique.

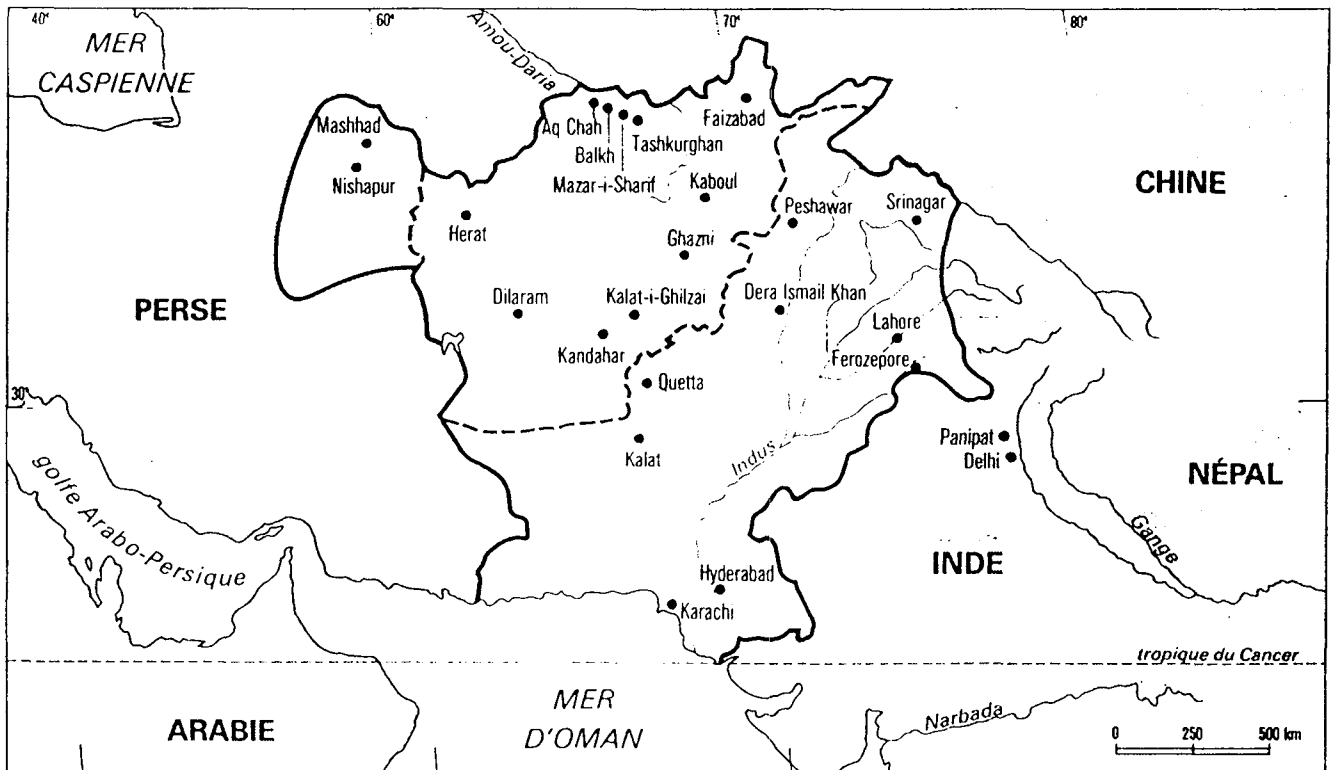
# 1- Les communautés en Afghanistan (d'après Bazin 1994, et Orywal) : le problème de leur représentation cartographique



### EMPIRES MOGHOL ET SAFAVIDE à l'époque de leur plus grande extension



### EMPIRE D'AHMAD CHAH ET AFGHANISTAN MODERNE





## LA FIN DE L'URSS, LA CRISE AFGHANE ET LA NOUVELLE DONNE PAKISTANAISE

### L'ENJEU AFGHAN APRES 1988

Le 15 février 1989, le dernier des soldats soviétiques quitte l'Afghanistan. Pourtant la victoire des moudjahidin sur la puissante URSS, n'a aucunement ramené la paix et l'Afghanistan, depuis cette date, renvoie l'image de la désolation et du chaos. L'esprit de *djihad* (guerre sainte) se perd après 1989. On parle de plus en plus de *djang-é dakheli* (guerre civile). Ce conflit, devenu régional, est aujourd'hui perçu à travers deux thèmes repoussoirs pour les opinions publiques occidentales, « guerre ethnique » et « fondamentalisme musulman »

Certes, la fin de la Guerre froide a déprécié l'intérêt stratégique de l'Afghanistan. Mais le contexte géopolitique demeure : d'évidence, le pays reste le jouet des pouvoirs régionaux. Le « grand jeu » continue, répètent les experts, en référence à l'époque où la Russie des tsars et l'Empire britannique des Indes se disputaient le contrôle de l'Afghanistan, cette « Pologne de l'Orient », selon le mot d'Engels.

Le « grand jeu » pour le contrôle de l'Asie centrale s'apparente en effet à une « monstrueuse partie d'échecs », comme l'écrit Michael Barry dans la revue *Politique Internationale* en juillet 1995. Pour bien saisir l'enjeu afghan depuis 1988, il est nécessaire de connaître d'abord les principales phases du jeu (§1) et de définir ensuite le rôle des joueurs (§2).

#### A/ La guerre civile afghane

##### 1. Une pièce en trois actes

##### - La chute du régime communiste

Le régime de Nadjiboullah a survécu trois ans au départ de l'armée soviétique en raison du soutien accru de Moscou et des erreurs de la Résistance. L'échec de la prise de Jalalabad par les moudjahidin en mars 1989, prévisible pour des combattants peu rompus aux grandes attaques frontales, aggrava les conflits internes de la guérilla. Dans l'autre camp, la politique de Réconciliation nationale, engagée par la présidence dans la perspective du retrait soviétique dès 1986, commence à porter ses fruits : reconnaissance de l'Islam comme religion d'Etat, transformation du PDPA, d'obédience marxiste, en *Hezb-é Watan* (Parti de la patrie), acceptation du multipartisme. En fait, la portée de ces mesures reste très limitée.

Mais les Etats-Unis et l'URSS concluent un accord de cessation conjointe de livraisons militaires à l'Afghanistan en septembre 1991. L'arrêt de l'aide de Moscou sera fatale. En avril 1992, le régime s'effondre à la suite d'une alliance inattendue entre Massoud et le général Rachid Dostum, un ouzbek, qui prend la tête des milices et des garnisons révoltées du nord et fonde un nouveau parti, le *Djoubesh*. Le président Nadjibullah en fuite trouve refuge à la mission des Nations Unies à Kaboul.

Les partis de l'opposition se partagent alors la capitale et occupent les ministères.

### **-La guerre civile de Kaboul**

Les factions de la Résistance se révèlent incapables de parvenir à un accord durable ou même à un simple cessez-le-feu. Les antagonismes anciens sont trop grands entre Massoud et Hekmatyar d'une part, entre l'*Ettehad*, un parti fondamentaliste financé par l'Arabie Saoudite et le *Hezb-é Wahdat* chiite d'autre part. Les affrontements sont très violents et aboutissent à l'exode de près de la moitié des habitants de Kaboul en moins d'un an. Le chef du parti *Djamiat-é Islami*, Burhanuddin Rabbani, est nommé Président par intérim en juin 1992, puis élu en décembre par une *choura* boycottée par la plupart des partis pachtouns.

La situation, malgré de nombreux retournements d'alliances, ne change pas fondamentalement pendant deux ans. Les factions signent un accord de paix en mars 1993, à Islamabad, et Hekmatyar devient premier ministre. Il s'alliera toutefois à Dostum, qui lâche pour la circonstance Massoud, en janvier 1994 contre le gouvernement. Massoud demeure cependant le véritable maître de Kaboul.

### **-La croisade des Talebans (cf doc 3)**

A l'automne 1994, l'apparition d'un nouveau mouvement, les Talebans, modifie radicalement la carte politique. Ils unifient le sud du pays, majoritairement pachtoun, entre décembre 1994 et février 1995, presque sans combat. La rapidité des ralliements rappelle un unique précédent historique : l'avancée foudroyante des armées arabes lors du premier siècle de l'Islam le long des anciennes voies romaines de la Méditerranée. Hekmatyar est délogé. Humilié, marginalisé, il finira par se rallier à Massoud au printemps 1996 et entrera à nouveau dans Kaboul comme premier ministre en mai.

Après avoir échoué dans leur offensive sur la capitale en mars 1995, les Talebans poursuivent leur avancée en prenant Herat en septembre. Djalalabad tombe en septembre 1996. Massoud doit abandonner la capitale et se replier sur la vallée du Pandjir le 27 septembre 1996. Un des premiers actes des Talebans est l'exécution de l'ex-président Nadjibullah. Leur progression vers le nord est beaucoup plus difficile. Toutefois le général Dostum est défait en mai 1997 et se réfugie en Ouzbékistan.

L'Afghanistan est aujourd'hui dans une situation humanitaire désastreuse. Le pays détient le triste record du taux de mortalité maternelle et infantile en Asie. Depuis 1979, plus de quatre millions d'enfants sont morts de malnutrition et de diverses maladies. Près d'un Afghan sur dix est gravement handicapé après avoir sauté sur une mine, toutefois la cause majeure d'invalidité n'est pas la guerre, mais un fléau supplémentaire : la poliomyélite. Enfin 5% seulement de la population rurale et moins de 40% de la population urbaine ont accès à l'eau potable.

## 2. Un constat en trois points

### - Le conflit se cristallise autour de Kaboul, symbole de l'Etat

L'occupation de la capitale correspond à la volonté de peser sur l'élaboration du futur système politique : occuper Kaboul, c'est occuper ou partager l'Etat. Pour cela, depuis 1992, la plupart des combats se sont produits dans ou autour de la ville, ce qui a entraîné la destruction majeure des habitations encore intactes jusque-là. Les combats entre le *Hezb-é Wahdat* et l'*Ettehad*, maison par maison, pour s'assurer le contrôle de l'ouest de la capitale ont été les plus acharnés. Les bombardements réguliers du *Hezb-é Islami* entre 1992 et 1994 n'avaient pas de signification militaire : le but était d'empêcher le fonctionnement normal de la ville et d'éviter une stabilisation de la situation politique.

### -La guerre a changé de nature depuis la chute du régime communiste

Les opérations d'envergure ont remplacé le harcèlement caractéristique de la guérilla des années 1980. Cette forme de guerre plus classique nécessite des moyens économiques importants. Jusqu'en septembre 1996, le *Djamiat* comptait sur le contrôle de Kaboul lui permettant de faire de la contrebande avec le Pakistan. Les Talebans contrôlent maintenant les principales zones de production d'opium.

### -L'échiquier politique s'est clarifié

La guerre a généré des organisations politiques complexes qui contrôlent des territoires de plus en plus étendus. Le corollaire est une diminution du nombre des acteurs politiques, partis ou commandants. Une logique de concentration du pouvoir est à l'oeuvre. Elle s'est naturellement faite au détriment d'autres partis, qui n'ont pas su trouver une base territoriale après la chute de Kaboul. Le cas du *Hezb-é Islami* d'Hekmatyar est, de ce point de vue, symptomatique.

En conséquence, l'implantation de chaque parti finit par correspondre plus ou moins à une communauté : le *Djoubesh* chez les Ouzbeks, le *Hezb-é Wahdat* chez les Hazaras, le *Djamiat* chez les Tadjiks, les Talebans chez les Pachtouns. Seuls les deux premiers jouent ouvertement la carte communautaire.

**Le *Djoubesh*** : il a misé sur la création d'un nationalisme « turc » qui n'avait pas d'existence dans la conscience populaire. Il est né de l'union entre les cadres du *Parcham* proches de Karmal et les milices du nord à dominante ouzbeke. Se posant en défenseur des peuples du nord victimes de la domination pachtoune, sa construction apparaît arbitraire. L'idéologie n'est, au départ, qu'une tentative pour légitimer la survie politique d'un groupe d'anciens communistes.

**Le *Hezb-é Wahdat*** : il jouit d'une grande popularité car il est perçu comme l'expression de la communauté hazara, dans une région où les révoltes anti-étatiques et anti-pachtouns sont très présentes dans la mémoire populaire.

**Le *Djamiat*** : les persanophones ont souvent une identité principale locale, liée à une ville ou à une vallée. De plus, les Tadjiks ne sont pas territorialisés, étant présents dans les villes et au nord-est de l'Afghanistan. Ainsi la clientèle de Rabbani est badakhshi, celle de Massoud est pandshiri, même s'il est systématiquement

présenté comme « Tadjik », d'où l'agacement que ressentent beaucoup de Pachtouns à son égard. Le parti s'est structuré au départ sur la base de quelques grandes organisations régionales dans le nord. Son influence s'est étendue par la suite en zone pachtoune (Kandahar, Herat...).

**Les Talebans** : ils se sont imposés principalement au détriment d'autres partis à dominante pachtoune. Les succès initiaux s'expliquent essentiellement par le caractère religieux charismatique du mouvement, qui est dirigé par des oulémas. A l'origine, les Talebans désignaient des enfants de réfugiés afghans, presque tous de souche pachtoune, étudiants en théologie dans les madrasas pakistanaïses. L'éducation est des plus sommaires : mémorisation du Livre Saint, observance maniaque des rituels externes, obsession misogyne, insistance absolue sur les châtements, garants de la pureté terrestre. Les Talebans n'ont pas de véritable discours politique, ce qui tient à leur interprétation très rigoriste de la *charia*.

L'émir suprême du mouvement est un théologien de souche pachtoune, âgé de 36 ans, formé dans une école coranique pakistanaïse, Maulawî Omar. Il affirme agir par révolte contre la « corruption » des partis traditionnels.

En territoire pachtoun, ce type de mouvement était à même de dépasser les oppositions tribales et d'obtenir le soutien de la population, lassée des exactions des petits commandants. Les Talebans ont donc un projet religieux pour l'ensemble du pays.

Dès leur arrivée à Kaboul, ils ont imposé des mesures très strictes : interdiction aux femmes de travailler et de sortir non voilées de la *burqua*, obligation faite aux hommes de porter la barbe... En octobre 1996, une fillette de dix ans a été condamnée à l'amputation de ses doigts pour avoir porté du vernis à ongles ! Au fondamentalisme s'ajoute ici l'attitude revancharde des ruraux contre la « décadence » des mœurs citadines.

Les Talebans s'inscrivent donc dans le courant fondamentaliste qui s'amplifie en Afghanistan. On oppose les fondamentalistes, souvent des oulémas, partisans d'un retour aux textes, aux islamistes, généralement issus de l'Université, qui utilisent l'Islam comme fondement d'une idéologie moderniste.

## **B/ La logique des acteurs**

Deux blocs antagonistes se dessinent aujourd'hui autour de l'Afghanistan : la Russie, l'Iran et l'Inde voient leurs intérêts coïncider avec ceux de la coalition du nord, emmenée par Massoud. En face, le Pakistan, soutenu par l'Arabie Saoudite, et surtout les Etats-Unis, soutiennent les Talebans.

La logique des principaux acteurs répond à une motivation qui ne varie pas sur le fond, même si des tactiques momentanées viennent parfois brouiller la stratégie suivie. Cette logique permet de comprendre le sens d'alliances parfois difficiles à saisir au premier abord.

### **1. La coalition du nord : Massoud ou l'ironie de l'histoire**

#### **-« La Russie malade de l'Afghanistan »**

La Russie, après l'URSS, entend rester maître sur les marches méridionales de son territoire. Aujourd'hui le Kremlin multiplie les signes d'inquiétude face à la

nouvelle donne afghane, car il redoute une contagion politique, économique et militaire en Asie centrale, nuisible à ses intérêts.

La pendaison publique de Nadjibullah, le dernier président à avoir servi les soviétiques, s'ajoutant à la dissidence tchéchène, n'ont pas seulement ravivé de vieilles humiliations, mais ont marqué un recul géostratégique pour Moscou dans sa lutte contre les candidats à la relève dans son arrière-cour centre-asiatique. La poursuite d'une guerre civile latente au Tadjikistan, et l'afflux de nombreux réfugiés de l'opposition tadjike en territoire limitrophe afghan, irrite l'URSS. Cette menace explique les accusations d'hier contre Rabbani et Massoud de soutenir la rébellion, comme celles, actuelles, contre les Talebans. Alexandre Lebed a même dressé un tableau apocalyptique de hordes de Talebans bousculant les postes-frontières russes et s'élançant vers les plaines sibériennes !

L'enjeu est également de ralentir les efforts déployés par les Républiques ex-soviétiques de la région pour acquérir de nouveaux débouchés à leurs richesses énergétiques, sans transit par la Russie. Avec la prise de Kaboul par les Talebans, soutenus par Islamabad, une telle voie échappant au contrôle russe s'ouvre enfin, pour ces Républiques, en direction de l'Océan Indien.

Suprême paradoxe politique : le commandant Massoud, l'ancien tombeur de l'armée rouge, est soutenu aujourd'hui à bout de bras par l'ennemi d'hier : munitions bulgares, pièces détachées de la CEI, livraisons de billets de banque imprimés à Moscou...

La situation des Républiques ex-soviétiques d'Asie centrale est plus embarrassante. Ainsi l'Ouzbékistan, allié de Moscou, accueille le général afghan Dostum, lui-même ouzbek. Mais en même temps, ce vaste Etat enclavé recherche un accès vers le sud. Ainsi en 1993, le président Karimov avait rencontré son homologue Rabbani pour évoquer l'aménagement d'une route, traversant les plaines occidentales de l'Afghanistan en direction du port de Karachi.

Le Turkménistan a les mêmes ambitions. Le gaz naturel et le pétrole turkmènes constituent le nouvel enjeu économique international dans la zone. Ashkhabad veut réduire sa dépendance envers Moscou afin d'exporter ses hydrocarbures vers l'Occident. Mais son gazoduc et son oléoduc doivent passer par l'Iran ou l'Afghanistan. Aujourd'hui, face à une guerre civile afghane qui l'isole de ses confins méridionaux, le Turkménistan a repris ses négociations avec Téhéran : le président Rafsandjani s'est rendu en visite officielle à Ashkhabad en mai 1997. L'essor de relations commerciales et de bon voisinage, voire de liens privilégiés, entre les deux pays semble inéluctable.

#### **-« L'Iran, une influence entravée »**

Après la prise de Kaboul par les Talebans, le président iranien, Rafsandjani, a qualifié de « désastre » l'évolution de la situation en Afghanistan. Ce n'est pas tant l'antagonisme historique entre chiites et sunnites que reflète la diatribe iranienne contre les Talebans. Certes, Téhéran a toujours soutenu la minorité chiite hazara, mais elle a aussi tenté de réconcilier toutes les factions afghanes, y compris les Talebans. En 1993, l'Iran avait même scellé une entente avec le sunnite Hekmatyar et ses alliés pakistanais, contre les Tadjiks afghans d'expression persane, mais de confession sunnite, et surtout toujours plus rétifs au rayonnement politique et idéologique de Téhéran.

Les craintes iraniennes portent davantage sur le fondamentalisme obtus et rigoriste des « moines soldats » afghans. A un moment où le régime iranien cherche

à se dépouiller progressivement de son fonds de commerce islamiste, la victoire des fondamentalistes afghans risque de redonner du souffle aux forces iraniennes les plus intégristes.

Une victoire des Talebans renforcerait aussi le sentiment d'isolement du régime iranien, face à un islam sunnite en phase ascendante, qui, en Turquie et en Afghanistan, s'installe à ses frontières.

Téhéran redoute enfin, et peut-être surtout, que l'Afghanistan serve de tête de pont au Pakistan et aux Etats-Unis pour contrer les relations de coopération économique et politique que l'Iran a commencé à tisser avec les Républiques musulmanes d'Asie centrale.

### **-La gêne croissante de l'Inde**

Depuis la chute du régime communiste, New Delhi observe la situation avec une gêne croissante. La crainte d'une contagion du fondamentalisme musulman au Pakistan rejaillirait sans aucun doute sur le Cachemire, le seul Etat à majorité musulmane de l'Union indienne. Les déclarations du chef du parti islamique pakistanais *Djamaat-é Islami*, le qazi Hussein Ahmed, après le triomphe des insurgés sur le gouvernement de Nadjibullah, que l'Inde avait soutenu, étaient sans ambiguïté. Il exigeait qu'une « victoire au Cachemire » suive la « victoire en Afghanistan ». Les Talebans aujourd'hui font peur à l'Inde.

C'est leur échec devant Kaboul en mars 1995 qui avait donné l'occasion à l'Inde de jouer pour la première fois un rôle en Afghanistan. Une ambassade indienne avait même été ouverte dans la capitale afghane !

## **2. Les Talebans : des « étudiants en religion » et...en guerre**

### **-Pakistan : le frère ennemi**

La politique afghane du Pakistan manifeste une continuité remarquable. La motivation politique a toujours été d'entraver, à Kaboul, l'existence d'un gouvernement autonome en mesure de poursuivre une politique favorable à l'Inde et à la Russie. Le corollaire est par conséquent d'y imposer un régime de totale obéissance pakistanaise, pour fournir, avec un Afghanistan vassalisé, la profondeur stratégique qui manque à Islamabad face à l'Inde.

La chute de l'URSS a fourni un second motif d'assujettissement de l'Afghanistan. L'industrie pakistanaise veut atteindre les marchés nouvellement libérés de l'Asie centrale ex-soviétique, et surtout leur fournir un débouché d'exportation maritime par Karachi. Le principal enjeu est naturellement le gaz turkmène.

Le Pakistan, depuis sa création en 1947, demeure un couloir géographique vulnérable. Il partage la plus longue frontière commune avec l'Afghanistan, héritage de la « ligne DURAND », épice de désastre de cinquante années. Toutes les orientations stratégiques de la région vont être déterminées en fonction de ce contentieux frontalier afghano-pakistanaise.

Dès son accession à l'indépendance, le Pakistan vit son existence contestée par un seul pays au monde : l'Afghanistan, qui vota contre l'admission du nouvel Etat aux Nations Unies. Le problème du Pachtounistan est au centre de la question. New Delhi et Moscou appuyèrent les revendications irrédentistes afghanes. Ainsi pris en tenailles, le Pakistan opta pour l'alliance américaine (adhésion aux pactes du CENTO et de l'OTASE).

Cette même alliance acheva de pousser Kaboul dans le camp opposé. Le gouvernement neutraliste de Daoud fit des efforts désespérés pour nouer un contact direct avec Washington. Le rejet de ces tentatives par les Américains, parfois insultantes (mission du prince Na'im, ministre des affaires étrangères, « repoussée » par Foster Dulles, secrétaire d'Etat US), explique que l'Afghanistan accepte, dès 1955, l'assistance militaire soviétique.

Sur le plan intérieur, le prince Daoud mena une politique laïque et nationaliste exacerbée, fondée sur l'alliance du sol, du sang et, surtout, de la langue, d'où ses campagnes forcenées de soutien à l'irrédentisme pachtoun.

Pour contrer cette politique, le Pakistan appuya chez les Pathans, à l'inverse, le conservatisme social et religieux le plus achevé. Le Pakistan de 1947 respecta rigoureusement leur autonomie, tout en menant une politique de séduction au moyen de services facultatifs (banques de prêt agricoles, cliniques, écoles pour garçons). Quant aux officiers issus de cette ethnie, ils gravissaient les plus hauts degrés de la hiérarchie nationale. D'ailleurs la hiérarchie militaire pakistanaise réserve, à côté des officiers pandjabi, une place sensiblement égale à ceux qu'elle considère comme les équivalents sociaux exacts des anciens Radjpoutes. Ainsi le Pakistan eut comme Président de la République de 1958 à 1969, un officier supérieur pathan, le maréchal Ayyoub Khan.

En 1974, le premier ministre Ali Bhutto, leader libéral et laïque, donne asile aux réfugiés du premier soulèvement islamiste afghan et les affine au principal parti fondamentaliste de son pays, le *Djaamat-é Islami*. Ces rebelles avaient pour nom Hekmatyar, Rabbani ou Massoud.

L'invasion soviétique a permis au Pakistan de canaliser l'ensemble de l'aide financière et militaire américaine. Les réfugiés désirant recevoir une carte de rationnement ou les résistants de l'intérieur voulant obtenir des munitions, devaient obligatoirement être affiliés à un parti choisi par Islamabad. Le stratège de cette politique des années de guerre était le président Zia-ul-Haqq. L'arrivée au pouvoir de Benazir Bhutto n'infléchit en rien cette stratégie incarnée par l'ISI (Inter Services Intelligence, les services secrets pakistanaïses), du général Hamid Gol, plus déterminé que jamais à vassaliser l'Afghanistan après la défaite soviétique.

Le choix de l'ISI se porte sur Hekmatyar, qui devait garantir la pérennité de la suprématie pachtounne en Afghanistan et inciter ses congénères à renoncer définitivement à tout esprit irrédentiste. Il était censé se substituer au nationalisme cultivé par les anciens dirigeants afghans, royaux ou communistes. De même, Hekmatyar souhaitait donner une orientation ouvertement hostile à l'Inde et revendiquait son soutien à l'insurrection au Cachemire. Enfin il n'a jamais caché qu'il nourrissait une haine égale à l'égard de Moscou et de Washington.

Aussi, l'état-major pakistanaïse canala plus de la moitié de l'assistance militaire américaine vers le seul Hekmatyar. Le désengagement soviétique étant annoncé, les forces d'Hekmatyar s'attaquèrent aux autres groupes de résistants sur le terrain et, dans les camps de réfugiés afghans au Pakistan, leurs escadrons de la mort liquidèrent les cadres intellectuels nationalistes les plus en vue.

Mais la stratégie pakistanaïse achoppa sur un obstacle inamovible : Massoud, qui, en outre, avait percé l'intention pakistanaïse de manipuler l'Islam dans le but d'inféoder l'Afghanistan, s'éloignant de l'idéologie de sa jeunesse et se rapprochant de l'Occident. L'histoire des quatre années de guerre civile entre 1992 et 1996 ne représente rien d'autre que la tentative d'Islamabad visant à empêcher la renaissance d'un Etat afghan souverain. A cette fin, le Pakistan rechercha toutes les ententes internes et régionales possibles - y compris momentanément, en 1994,

avec l'Ouzbékistan et la Russie - pour encercler et briser Massoud et imposer enfin un gouvernement à la fois pachtoun et islamiste à Kaboul.

Les défaites du chef du *Hezb-é Islami* signent l'échec des manipulations de l'ISI. B. Bhutto décide de soustraire le dossier afghan à la toute puissance de cet Etat dans l'Etat ; elle le confie à un de ses proches, le ministre de l'intérieur, Nasirullah Babar, qui est lui-même pathan, et chargé d'ajuster la politique pakistanaise au nouveau contexte régional de l'après-guerre froide. C'est le *Djamiat-é Ouléma* (le « Rassemblement des clercs de l'Islam »), rival de la Société islamique de Ahmad Hussein, et proche de Babar, qui assure la formation théologique des Talebans. Le propos reste cependant identique : inféoder l'Afghanistan et dégager une voie commerciale pacifiée vers l'Asie centrale. Le raisonnement stratégique est également le même : mettre l'accent sur un Islam commun aux Afghans et aux Pakistanais, utiliser l'ethnie pachtounne comme principal vecteur politique et évacuer Massoud et les Tadjiks de Kaboul. L'infléchissement de taille réside dans l'orientation résolument sunnite, proche des vœux saoudiens, alors qu'Hekmatyar traduisait, de fait, une entente régionale d'Islamabad avec Téhéran.

L'échec des Talebans devant Kaboul en mars 1995 entraîna de graves conséquences pour le Pakistan après les échecs répétés d'Hekmatyar. Leur ambassade fut même mise à sac, alors, qu'en 1995, s'ouvrait une représentation indienne dans la capitale afghane. Du coup, le gouvernement de B. Bhutto prend quelques distances avec des Talebans jugés inefficaces.

Toutefois la nouvelle offensive de ceux-ci, à la fin de 1995 et en 1996, grâce à une logistique lourde fournie par Islamabad, confirme l'option du général Babar.

La destitution de B. Bhutto et le limogeage de Babar, en novembre 1996, ne change rien à la politique fondamentale du Pakistan, certes, embarrassé par la déplorable image internationale entretenue par les outrances de ses nouveaux alliés de Kaboul, mais, tenant là, sa revanche sur des années de déconvenues afghanes.

### **-Les Etats-Unis : la carte islamique**

Les orientations diplomatiques des Etats-Unis dans la zone moyen-orientale obéissent à une stratégie essentielle, formulée par Henri Kissinger dans les années 70, celle de la *pesée indirecte* sur les événements, par soutien fourni à des relais locaux, laissés à dessein largement autonomes dans leur zone propre. Le Pakistan est une pièce maîtresse de ce dispositif.

Le souci constant d'isoler l'Iran depuis le renversement de la monarchie en 1979 par une sorte de cordon sanitaire régional a joué un rôle déterminant dans le naufrage afghan. L'appui américain aux moudjahidin a pour but de contrer l'influence idéologique marxiste-léniniste et celle, tout aussi redoutée, de la République islamique chiite. Les Etats-Unis armèrent des groupes islamistes fondamentalistes sunnites, farouchement opposés aux iraniens et, par ailleurs, étroitement inféodés aux militaires pakistanaïes, eux-mêmes appuyés par Riyad. Aux humanitaires occidentaux, étonnés des critères de choix présidant à la distribution de l'armement (plus de 60% confié à Hekmatyar), le responsable de la CIA à Islamabad rétorquait : « mon affaire est de faire saigner les Russes, pas de bâtir une nation ».

Les Talebans sont donc aujourd'hui le fruit empoisonné de la stratégie régionale américaine, après le lâchage d'Hekmatyar pour ses liens avec les auteurs de l'attentat du World Trade Center, à New York. Circonstance aggravante : les Talebans sont déterminés à commercialiser leur énorme production de pavot.

On retrouve cette ligne de conduite dans le champ économique. Ainsi, en 1995, Washington désavoua un projet d'Ashkhabad d'acheminer son gaz naturel par

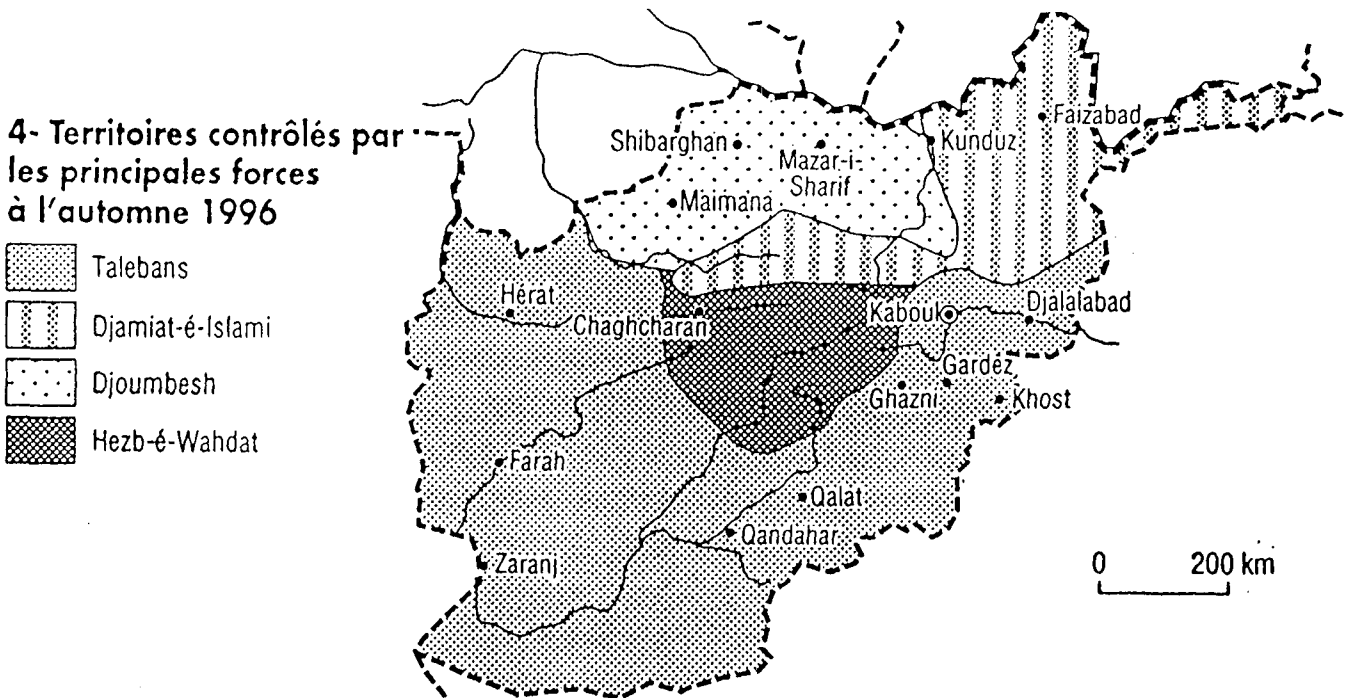
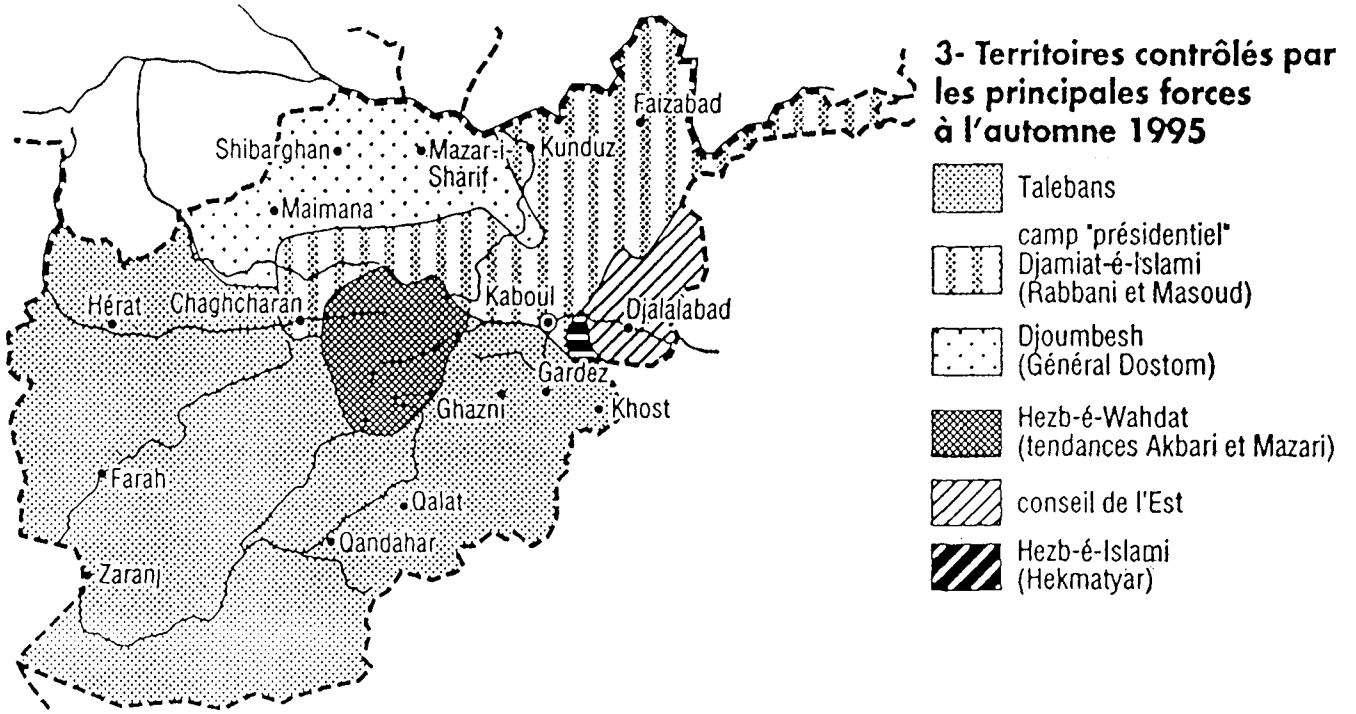
un canal iranien pour encourager l'année suivante, un projet Ashkhabad-Islamabad. Certes les travaux et le financement étaient assurés par la firme américaine Unocal, flanquée de la compagnie séoudienne Delta Oil !

## Conclusion

Un suprême paradoxe : Massoud, le fossoyeur historique de l'URSS, apparaît désormais comme un allié objectif de la Russie et de l'Iran, alors que les Talebans, dont l'autoritarisme et le fanatisme font apparaître l'Iran comme une sorte de « havre de paix moyen-oriental », doivent leur arrivée au pouvoir à Kaboul au soutien pakistanais, et donc... américain.

Le conflit civil afghan se teinte aujourd'hui d'une nouvelle coloration idéologique : « Islam modéré » (Massoud) contre « Islam extrémiste » (les Talebans). Ce seul point interdit de réduire la crise de Kaboul à un soubresaut d'intérêt purement régional.

Une certitude : la résolution du conflit ne se négociera pas seulement à Washington, à Moscou ou à Téhéran, mais avec, ou contre, Islamabad. L'Asie centrale ne retrouvera la paix que si le Pakistan abandonne ses prétentions sur l'Afghanistan.



Séance n°4 : Le grand jeu et les acteurs nouveaux

## Séance N° 4 : LE GRAND JEU ET LES ACTEURS NOUVEAUX

La région étudiée (monde turco-iranien et Asie Centrale) est caractérisée par l'existence d'une zone que nous pourrions appeler les « balkans eurasiens ». Ils sont à l'échelle de la plaque eurasienne ce que sont les Balkans à l'échelle européenne. Deux grandes puissances traditionnelles y prédominent : l'Iran et la Turquie. En effet, ces deux pays ont sensiblement le même nombre d'habitants, rencontrent les mêmes problèmes de cohésion, aspirent à une même grande ambition et sont tous deux affectés par la modification de la donne géopolitique au Nord.

L'instabilité de cette région est exacerbée par la proximité de quatre zones sensibles :

- les Balkans, où un axe orthodoxe gréco-serbe est perturbé par la réapparition du facteur musulman ;
- l'ensemble Pakistan - Afghanistan - Tadjikistan, où l'Afghanistan est le théâtre de combats qui le tiraillent de toutes parts ;
- la zone Sud, instable du fait de l'antagonisme israélo-arabe, où l'Irak est encore sous le coup de la guerre du Golfe et où chiites et Kurdes sont dressés contre Saddam Hussein ;
- la Russie qui pousse ses pions vers ses anciennes frontières, surtout vers le Kazakhstan (exposé du Lcl Yesilyurt : quel retour de la Russie ?).

Cette région est l'objet d'enjeux stratégiques, exposés par le Lcl Lucas pour les principaux acteurs (Turquie, Iran et Inde). Elle est également le terrain d'affrontements de première ampleur, traités par le Lcl Villerbu (l'enjeu pétrolier) et le Lcl Griffen (l'enjeu islamique).

Il en résulte une situation inextricable. En effet, si dans d'autres régions du monde il existe un « guide sommaire » des actions à mener (Afrique, Asie du Sud-Est, etc.), il n'existe ici aucun guide pour l'action, tant la complexité défie les choses.

A toutes les questions que l'on peut se poser, Monsieur Alexandre Adler a précisé qu'il est impossible d'être catégorique dans ses réponses ; il en est ainsi des questions suivantes :

### 1- Faut-il permettre à la Russie de redevenir une puissance dans cette région ?

Oui, s'il s'agit simplement pour elle de retrouver une influence commerciale, non s'il s'agit d'y implanter des bases militaires, auquel cas c'est permettre un retour à un affrontement contre l'OTAN.

## 2- Faut-il intégrer la Turquie à l'Europe ?

Oui et non. Il s'agit effectivement d'un grand allié de l'OTAN depuis toujours qui, en ce moment, aurait plutôt tendance à se rapprocher des Etats-Unis ; le délaissier serait le déstabiliser à un moment où se fait entendre la tentation nationaliste.

La plupart des Turcs sont attachés au système actuel où la vie politique s'apparente désormais à celle d'un pays européen ; cependant, elle cache une fragilité certaine. Il est impensable de mettre hors-la-loi 1/5<sup>ème</sup> de la population (pourcentage votant pour l'extrême droite islamiste), le problème consiste donc à vivre avec, sans pour autant lui donner les clés du pouvoir.

Si la Turquie est le pays musulman le plus riche avec une croissance de 6 à 7 % par an, elle doit faire face à un grand mouvement durable des campagnes vers les villes. Avec 60 millions d'habitants (qui seront bientôt 80), elle demeure un pays pauvre. Aussi, malgré le désir de ne pas rompre avec elle pour ne pas donner des arguments aux extrémistes, les problèmes liés à l'Islam, ajoutés à ceux que pose la liberté de circulation au sein de l'Union Européenne, ne penchent pas en faveur de son intégration.

## 3- Faut-il favoriser un retour de l'Iran ?

Oui et non : le pays représente une grande force culturelle qui n'a pas la place qu'il mérite actuellement ; mais il reste un Etat terroriste de première ampleur. Il ne faut donc pas brusquer ce retour. Le risque de guerre civile n'y est pas écarté et il faut gérer la fin du régime islamiste.

De la même manière, on répondrait oui et non à la question du maintien du blocus contre l'Irak.

## 5- Quelle relations faut-il développer avec l'Arabie Saoudite ?

Elle représente, pour l'heure, un facteur d'équilibre dans cette région, mais plus vite on l'aidera à se doter d'une défense efficace, plus vite on évacuera les restes de « Tempête du Désert ». En effet, le successeur au trône (le prince Abdallah) est plutôt pro-arabe et voit d'un mauvais oeil la présence américaine et occidentale. Les actions des mouvements islamistes se multiplient et le degré de corruption défie les volontés occidentales.

Le pays compte de nombreux étrangers immigrés ; sa population a fortement augmenté ses dernières années alors que la production de pétrole baissait : il en résulte une chute vertigineuse du niveau de vie.

Un rapprochement irano-américain créerait une grande inquiétude dans le pays. Il renforcerait une instabilité latente et pourrait amener un changement de position, modifiant la donne dans cette région.

En guise de première conclusion, Monsieur Alexandre Adler déclare qu'il s'agit d'une région encore très mal connue de nos hommes politiques qui requiert beaucoup d'art dans la façon de l'appréhender. Pour chaque problème, il faut appliquer en premier lieu le principe de Foch : « de quoi s'agit-il ? ». Il faut ensuite bien en hiérarchiser les facteurs de façon à avoir les idées claires avant de l'aborder.

Cette zone est en train de vivre le passage accéléré d'une société traditionnelle à une société moderne. Cela ne peut se faire sans heurts et certains Etats peuvent dérapier et faire des « embardées ». Nous pouvons dire qu'« il n'y a plus d'Hitler dans cette région où toutes les frontières sont contestées, mais des François-Ferdinand inquiets peuvent encore y croire à un succès facile ». Plus que jamais, afin d'éviter de tels scénarios, la mise en place d'une diplomatie préventive doit fournir une bonne évaluation des menaces.

En guise de deuxième conclusion à cette étude dirigée, Alexandre Adler nous a présenté ce qui pourrait être le « scénario catastrophe » de cet arc de crises, en imaginant le pire pour une région qui est la grande ligne de communication du pétrole ; elle est et sera la grande réserve d'énergie de l'Europe occidentale et de l'Asie. Elle est très convoitée par une Russie qui ne cache pas ses velléités de rétablir sa puissance passée.

Plaçons-nous dans un avenir proche (10 à 15 ans) où cette même Russie aurait besoin d'un Etat partenaire-financier pour moderniser son armée et mener à bien ses projets. D'autre part, examinons le cas du Japon qui souffre actuellement d'une croissance ralentie et qui risque de voir émerger en son sein une vague anti-américaine, alors que les Etats-Unis se ferment à l'économie japonaise. Coincé entre deux géants tels que les Etats-Unis et la Chine, qui stabilisent par ailleurs leurs relations, le Japon pourrait être tenté de se tourner vers la Russie.

Un Japon nationaliste qui investirait dans l'exploitation du pétrole sibérien serait en mesure de participer activement au redressement de la Russie et à l'équipement de son armée. A ce sujet, il faut rappeler comment à son niveau, la secte Aoum a pu pénétrer les services secrets japonais et acheter des hommes politiques russes. Un tel axe Tokyo - Moscou tendrait alors à diminuer l'influence chinoise en Inde et en Indonésie, et à renforcer par ailleurs l'influence iranienne au Moyen-Orient.

La peur des Russes vis-à-vis des Chinois qui renforcent leur implantation en Mandchourie pourrait être le catalyseur d'un tel rapprochement. Il en résulterait une situation très tendue où deux blocs de forces sensiblement équivalentes se feraient face. En effet, compte tenu des enjeux et de l'éloignement de ce théâtre, l'Occident et la Chine ne consacraient vraisemblablement que 20% de leur puissance à une telle crise.

Cette hypothèse qui est incontestablement la pire envisageable, doit être prévenue. L'évolution de la situation en Russie et en Iran nécessite une veille permanente. Ces deux pays qui oscillent entre démocratie et dictature pourraient être à l'origine d'une guerre du XXI<sup>ème</sup> siècle : ils représentent sûrement les deux clés de cette région.

\* \* \*

## Le Grand Jeu et les acteurs nouveaux

(Cre LCL VILLERBU -AIR)

**L'enjeu pétrolier : Coup de projecteur sur l'Azerbaïdjan , le Kurdistan et la Tchétchénie .**

Signé le 9 septembre 1997 , un accord entre la Russie et la Tchétchénie permettra au pétrole azerbaïdjanais de se déverser sur le marché mondial via le port russe de Novorossiisk . D'autres oléoducs sont envisagés , aboutissant l'un à un port géorgien , l'autre à un port turc . D'immenses convoitises étant liées aux hydrocarbures de la mer Caspienne , l'or noir fournira-t-il la base d'une stabilité régionale durable ? Pour les pays riverains de la Caspienne et de la mer Noire , mais aussi pour la Russie , les Etats-Unis et l'Europe , l'enjeu apparaît primordial .

Cependant , il convient de bien situer l'enjeu pétrolier . La Caspienne , dont le potentiel est estimé à 70 millions de tonnes par an , n'est pas un nouveau Moyen-Orient , qui produit 1000 millions de tonnes par an ; l'équilibre mondial du marché pétrolier ne serait donc pas bouleversé . En revanche , une telle production modifie l'équilibre des forces économiques et politiques de la région , en donnant à l'Azerbaïdjan et au Kazakhstan des moyens nouveaux . Le potentiel pétrolier de la zone constitue ainsi un enjeu régional majeur qui dépasse les seuls pays producteurs et trouve place au coeur des luttes d'influence entre ces grands voisins que sont la Russie , l'Iran et la Turquie et en dehors de la zone , les Etats-Unis et l'Europe .

Comme au siècle dernier où ces territoires étaient déjà le théâtre d'une âpre lutte entre la Russie tsariste et l'Angleterre victorienne , baptisée le « grand jeu » par Arthur Conolly , agent du renseignement de Sa Majesté britannique et capitaine de l'armée des Indes , elle reprend aujourd'hui sous d'autres formes .

La Russie, l'Iran et la Turquie détiennent la clé de la mise en valeur de cette richesse potentielle : l'évacuation du pétrole , car les pays producteurs sont enclavés.

Deux questions précises attendent ainsi leur réponse : comment transporter le pétrole ? Mais d'abord , à qui appartient-il ?

## Quel statut pour la mer Caspienne ? Mer ou lac ?

La question n'est pas nouvelle et en 1254 lorsqu'il atteint les rives de la Caspienne , l'envoyé spécial de Saint Louis auprès de l'Empire mongol se pose déjà cette question .

En 1921 , puis en 1935 et 1940 , l'Union soviétique et l'Iran , alors seuls Etats riverains de la Caspienne , ont signé des traités pour régler les questions bilatérales, essentiellement l'exploitation des ressources halieutiques , mais sans délimiter de frontières maritimes . Par ailleurs , le droit maritime international définit des principes de partage des ressources qui ne sont applicables que pour les mers ouvertes et donc non directement transposables pour la Caspienne . Mer ou lac ? La définition du statut juridique de la Caspienne et celle des droits miniers qui la concernent n'ont donc rien d'évident .

Avec le soutien de l'Iran , la Russie plaide pour une exploitation commune des richesses de ce « lac intérieur » . Sa proposition officielle consiste à organiser la mise en exploitation des ressources pétrolières au sein d'un condominium où les décisions seraient prises à l'unanimité . Elle entend en fait exercer un droit de regard sur l'exploitation des hydrocarbures de la Caspienne , alors que se met en place une pratique de découpage de la Caspienne en zones exclusives .

Un tel partage conduit à accorder des droits aux trois nouveaux Etats riverains , Kazakhstan , Turkménistan et surtout Azerbaïdjan pour lesquels la Caspienne est une mer intérieure , donc disposant de frontières , chaque pays devant être propriétaire des eaux territoriales et des richesses qu'elles renferment . Cela n'empêche pas ces pays de s'opposer pour la délimitation de leurs eaux territoriales, notamment l'Azerbaïdjan et le Turkménistan , amenant même le président Eltsine à annuler un contrat litigieux avec l'Azerbaïdjan .

C'est toute l'influence de Moscou dans la région qui est en jeu et la Russie n'est pas prête à lâcher la Caspienne qu'elle considère , depuis le milieu du 19ème siècle , comme sa chasse gardée .

L'évacuation du pétrole pose des problèmes encore plus difficiles que le statut juridique de la mer Caspienne .

## Quelles routes pour le pétrole ?

Le pétrole d'Azerbaïdjan peut emprunter plusieurs itinéraires .

### L'itinéraire russe .

Un oléoduc long de 1200 km relie déjà Bakou (Azerbaïdjan) via Grozny (Tchéchénie) à Tikhoretsk (Russie) où il trouve une sortie sur la mer Noire à Novorossiisk (Russie) . L'ouvrage approvisionnait traditionnellement en pétrole sibérien les raffineries de Grozny et de Bakou . Son aménagement ne soulève pas de problèmes techniques difficiles , impose un investissement limité , sans commune mesure avec la construction d'un oléoduc neuf mais il traverse la Tchétchénie .

Conquise par l'Empire tsariste , la Tchétchénie devient république autonome en 1922 . En 1944 , ses habitants sont déportés au Kazakhstan par Staline pour collaboration avec les Allemands . En 1957 , Khrouchtchev autorise les Tchétchènes à regagner leur terre traditionnelle et fonde une nouvelle république autonome en les unissant à leurs voisins , les Ingouches , qui font sécession en 1992 pour rejoindre la Fédération de Russie .

Dans le conflit Tchétchène , le pétrole a joué un rôle décisif : il a provoqué à la fois le début et la fin des hostilités . En décembre 1994 , l'armée russe a entamé sa marche sur Grozny afin de démontrer qu'elle contrôlait bien les seuls oléoducs opérationnels permettant d'exporter la production de la mer Caspienne et de renforcer ainsi la position de Moscou dans les négociations en cours sur les contrats pétroliers . Mais , le 14 juin 1995 , les Tchétchènes vont envoyer un signal sérieux à la Fédération . Un groupe de terroristes s'empare de plusieurs centaines de civils dans l'hôpital de Boudenovsk (les forces de sécurité , après quatre jours de combat sans pouvoir libérer les otages , laisseront les terroristes rentrer chez eux) . Or, Boudenovsk est , à 150 km au nord de la frontière de la Tchétchénie , un noeud de communications qui conduisent à la Volga : le raid montre que les Tchétchènes peuvent pratiquement interdire tout le couloir transcaspéen en plus des voies qui traversent leur territoire .

En avril 1996 , le général Djokar Doudaïev , le président tchéchène est tué et son successeur signe le 22 août un cessez-le-feu avec le général Lebed , secrétaire du Conseil de sécurité russe . L'accord , confirmé par le Premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine évoque l'indépendance de la Tchétchénie dont le statut est gelé pour cinq ans . Une élection présidentielle est organisée , elle est remportée par Aslan Maskhadov qui s'attache à la remise en ordre politique et économique de son pays .

Comprenant leur intérêt commun , Moscou et Grozny mettent fin au conflit pour que le tracé Bakou-Novorossiisk ne soit pas exclu du « grand jeu » et signent le 9 septembre 1997 un accord réactivant l'oléoduc permettant au pétrole azerbaïdjanais d'aboutir au port russe de la mer Noire pour l'acheminer vers les marchés internationaux .

### **L'itinéraire caucasien .**

A plus long terme , pour un développement plus massif de la région et éviter que Moscou demeure seul maître du jeu pétrolier , la construction d'un nouvel oléoduc s'impose .

C'est précisément ce qui a poussé les compagnies pétrolières notamment américaines à mettre en oeuvre d'autres routes . Ces compagnies ont signé en septembre 94 le « contrat du siècle » à Bakou et un de leurs consultant est M. Zbigniew Brzezinski , ancien conseiller du président Carter pour les questions de sécurité nationale .

La route pétrolière qui relie Bakou au terminal géorgien de Soupsa sera opérationnelle fin 1998 ; cependant , elle passe par des zones de conflit , tout d'abord en Azerbaïdjan , non loin de la ligne de feu avec l'enclave arménienne du Haut-Karabakh et ensuite dans l'ouest de la Géorgie près de l'Abkhazie et de l'Adjarie , deux régions qui échappent au contrôle de Tbilissi.

L'Azerbaïdjan , pays turcophone de religion chiite , appartenant à l'Empire perse séfévide fut longtemps disputé par les Ottomans puis par les Russes qui conquièrent le nord de cette province persane . Depuis , l'Azerbaïdjan est coupé en deux , avec aujourd'hui au nord la république d'Azerbaïdjan peuplée d'environ six millions d'Azéris dont la capitale est Bakou et au sud , la province iranienne d'Azerbaïdjan où vivent près de dix millions d'Azéris et dont la ville principale est Tabriz .

Le pétrole de la Caspienne est la chance de la république d'Azerbaïdjan car les gisements à terre sont en voie d'épuisement et ni la Russie ni l'Iran , ne disposent dans cette zone de ressources pétrolières significatives . Le pétrole sert la politique étrangère de Bakou et sera déterminant pour la stabilité intérieure .

En effet , la « diplomatie pétrolière » du président Gueïdar Aliev lui vaut de remarquables succès : elle lui a permis d'accroître l'influence de son pays en échange des contrats passés avec les principales puissances intéressées notamment les Etats-Unis , qui voient dans l'Azerbaïdjan d'une part , une source

supplémentaire d'énergie au cas où le pétrole du golfe Persique serait menacé et d'autre part , un moyen de limiter l'influence russe . Jusqu'en 1994 , date du premier accord signé à Bakou , l'Azerbaïdjan était ignoré tant de l'Europe que des Etats-Unis. Désormais , il peut se fixer des objectifs ambitieux : faire des pétrodollars la base de son indépendance économique , prendre ses distances avec Moscou , enfin capter suffisamment l'intérêt du monde pour être en mesure de récupérer le Haut-Karabakh . En effet , des pressions internationales s'exercent sur l'Arménie pour qu'elle reconnaisse l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan , c'est-à-dire qu'elle renonce au Haut-Karabakh .

Gueïdar Aliev atteindra-t-il ses buts ? Jusqu'à son arrivée à la présidence , l'instabilité régnait dans le pays . En combinant « main de fer » et promesses de prospérité , M. Aliev pourrait réussir à stabiliser l'Azerbaïdjan . Mais il faudra attendre que la production atteigne son maximum dans dix à quinze ans , pour que les revenus pétroliers fassent sentir leurs effets . Parviendra-t-il à contenir jusque-là l'attente populaire d'un avenir meilleur alors qu'un tiers de la main-d'oeuvre n'a pas de travail et que le salaire mensuel moyen plafonne à 30 dollars ? Sans oublier son âge : 74 ans .

Néanmoins , cet ancien membre du Politburo du Parti communiste soviétique qui , dans un premier temps , passait aux Etats-Unis pour « l'homme de Moscou » s'est révélé à l'usage un virtuose de la « diplomatie pétrolière » rendant son pays incontournable , ce qui déplaît au Kremlin supportant mal l'offensive occidentale menée par les Américains auprès de son vassal qu'il essaie néanmoins de maintenir dans son orbite .

### **Les itinéraires turcs et iraniens .**

Une fois l'oléoduc Bakou-Soupsa terminé , il s'agira alors de choisir un troisième tracé , vers le sud cette fois , qui deviendra nécessaire lorsque la production offshore de la Caspienne atteindra ses pleines capacités . Deux options sont possibles : la Turquie et l'Iran .

#### **LA TURQUIE .**

Le gouvernement turc s'inquiète de l'accroissement prévisible du trafic pétrolier dans le Bosphore , qu'une exploitation intensive de la Caspienne pourrait multiplier par deux ou par trois alors que le détroit , déjà saturé , est menacé de catastrophe écologique . D'où le projet d'un contournement des détroits via la Bulgarie et la Grèce , où des ouvrages viendraient compléter d'éventuels nouveaux oléoducs débouchant de l'autre côté de la mer Noire .

D'où surtout le grand intérêt des turcs pour une évacuation directe par un oléoduc aboutissant en Méditerranée qui réglerait le problème du trafic dans le Bosphore , tout en associant durablement le développement de l'Azerbaïdjan et celui de la Turquie .

Les projets les plus intéressants pour la Turquie la traversent jusqu'au terminal pétrolier de Ceyhan-Yumurtalik sur la Méditerranée , point d'arrivée de l'oléoduc irako-turc passant soit par la Géorgie , soit par l'Arménie , soit encore par l'Iran mais traversant le Kurdistan .

Les Kurdes descendent de tribus de langue iranienne installées dans l'actuel Kurdistan . Au 16ème siècle , le sultan ottoman choisit de subventionner les chefs kurdes (sunnites comme les Ottomans) en échange de leur alliance contre le Shah séfévide (chiite) de Perse . L'affrontement entre l'Empire Ottoman et la Perse déterminera l'histoire des Kurdes jusqu'à nos jours . Les chefs kurdes conservent une complète autonomie , tout en reconnaissant la suzeraineté du sultan . Le traité d'Amasya (1555) délimite les influences séfévide et ottomane . En pratique , le coeur du Kurdistan forme une zone tampon , les chefs kurdes du versant oriental reconnaissant nominalement la suzeraineté du Shah . Le traité d'Erzurum (1847) vise à transformer en une réelle frontière la délimitation esquissée trois siècles plus tôt . Jusqu'à la fin de la première guerre mondiale , la région sera surtout marquée par l'affrontement entre les Kurdes et les chrétiens (arméniens et assyriens) .

En novembre 1918 , après l'armistice signé avec les Ottomans , les Anglais entrent à Mossoul ; ils souhaitent créer en Mésopotamie un Etat arabe sous leur contrôle et y inclure Mossoul et les gisements de pétrole des environs . Mais , les nationalistes turcs sous la conduite de Mustapha Kemal revendiquent Mossoul et la plus grande partie du pays kurde . Le traité de Sèvres du 10 août 1920 laisse aux autorités ottomanes les territoires compris entre l'Arménie et Mossoul , en stipulant que , dans un délai d'un an après la ratification du traité , les Kurdes pourront obtenir de la Société des Nations (SDN) la création d'un Etat indépendant dans la région ; mais le traité ne sera jamais ratifié . Le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 signé avec la nouvelle Turquie , ne fait plus mention d'un Etat kurde indépendant et laisse en suspend la question de Mossoul . En 1926 , la SDN inclut définitivement la région de Mossoul dans le mandat accordé aux Anglais sur l'Irak sous réserve que les Kurdes y bénéficient d'un statut d'autonomie . Le rêve d'un Kurdistan indépendant n'a fait que passer et les Kurdes sont durement réprimés par les Irakiens et les Turcs . En 1937 , la Turquie , l'Irak , l'Iran et l'Afghanistan signent le pacte de Saadabad qui prévoit une coordination de la lutte contre les « bandes armées » dans les régions frontalières ; les Kurdes sont les premiers visés .

Après la seconde guerre mondiale , malgré quelques améliorations , notamment en Irak et en Iran qui ne nient pas la spécificité culturelle kurde contrairement à la Turquie , la tonalité générale demeure la répression . Aujourd'hui en Iran , la résistance kurde s'est désagrégée face à la répression exercée par la République islamique . Dans le contexte pluriethnique de l'Iran , la question kurde est une question parmi d'autres . Téhéran ne peut accorder une autonomie politique

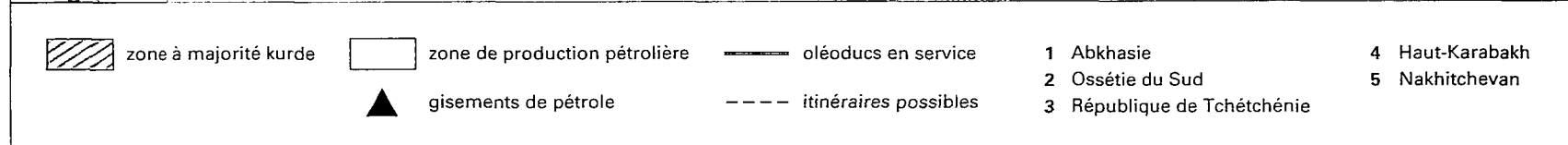
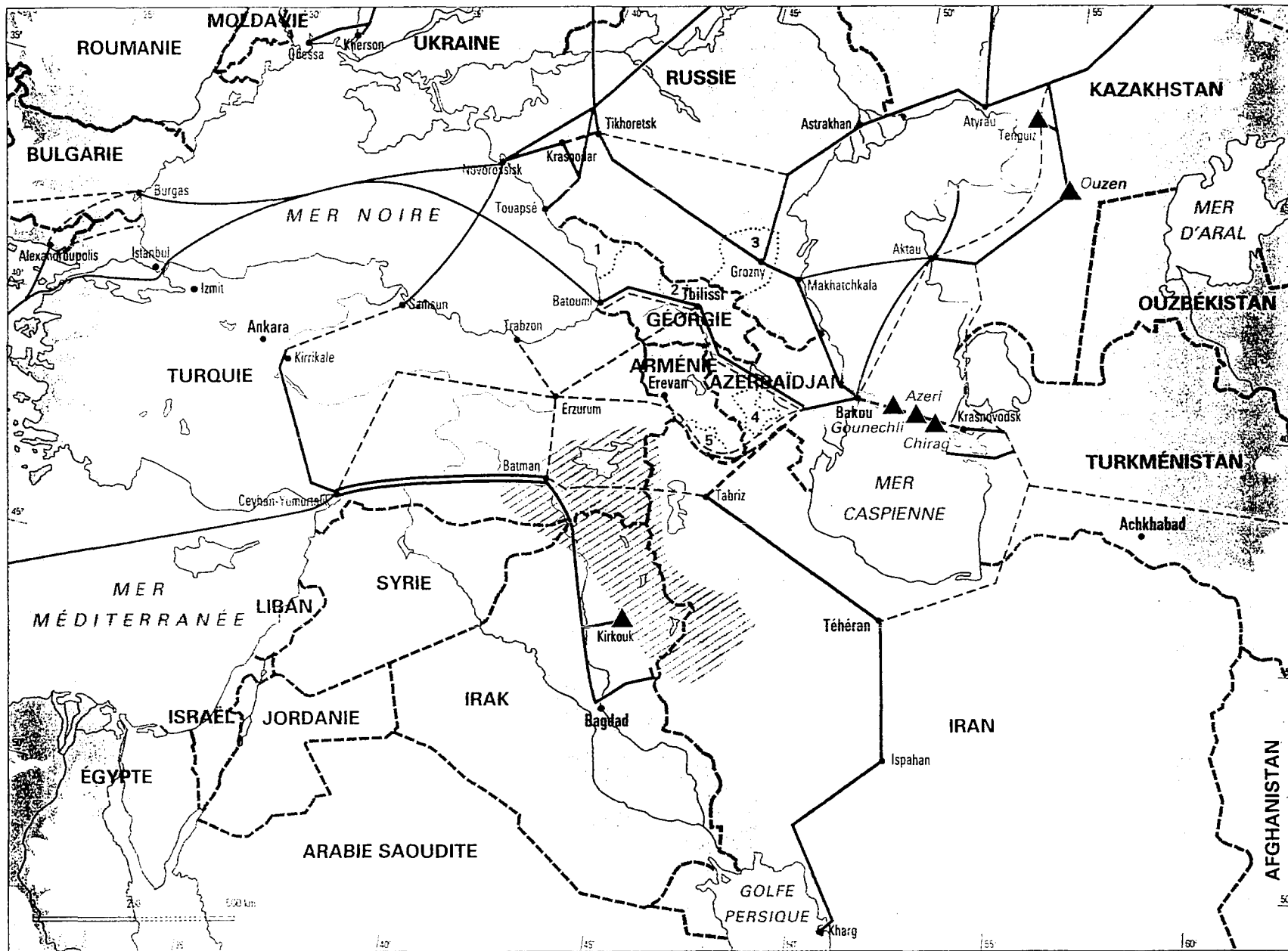
aux Kurdes sans déclencher des revendications similaires chez les Baloutches , les Turkmènes , les Azéris , etc. En revanche , la République islamique (à la différence de la tradition kémaliste) ne nie pas la spécificité culturelle kurde . Ce n'est pas non plus le cas en Irak où , en dépit de la férocité du régime , la langue et la culture kurdes sont toujours demeurées très vivantes . La situation n'est pas moins paradoxale en Turquie . Les Kurdes étaient prêts , depuis les années 1950 , à jouer le jeu de la République turque , pourvu qu'on les laissât s'exprimer . Mais faute d'avoir reconnu à temps leur existence même (l'usage public de la langue kurde n'est autorisé que depuis avril 1991) , un régime relativement démocratique s'y trouve confronté au terrorisme virulent , devenu en 1992 une véritable guérilla , du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) .

Le PKK , parti marxiste-léniniste , est fondé en 1977 en raison du fossé s'étant creusé entre les notables kurdes collaborant avec l'Etat turc et une minorité intransigeante prônant l'indépendance du Kurdistan et non un statut d'autonomie à la différence du PDKI (Parti démocratique kurde d'Irak) des Barzani (Mustafa puis son fils Massoud) qui connaît également une minorité progressiste dirigée par Jalal Talabani et qui deviendra en 1976 l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) .

Ecartelés entre cinq pays ( Turquie : 12 millions , Iran : 6 millions , Irak : 4 millions , Syrie : 800 000 , Arménie : 56 000 ) , divisés en différentes factions , n'ayant ni langue ni alphabet unifiés (composé de plusieurs dialectes , le kurde s'écrit en caractères arabes en Irak et en Iran , en caractères latins en Turquie et en Syrie) , les Kurdes ont d'autant plus de difficultés à faire émerger une véritable nation qui puisse se doter d'un Etat reconnu .

## L'IRAN.

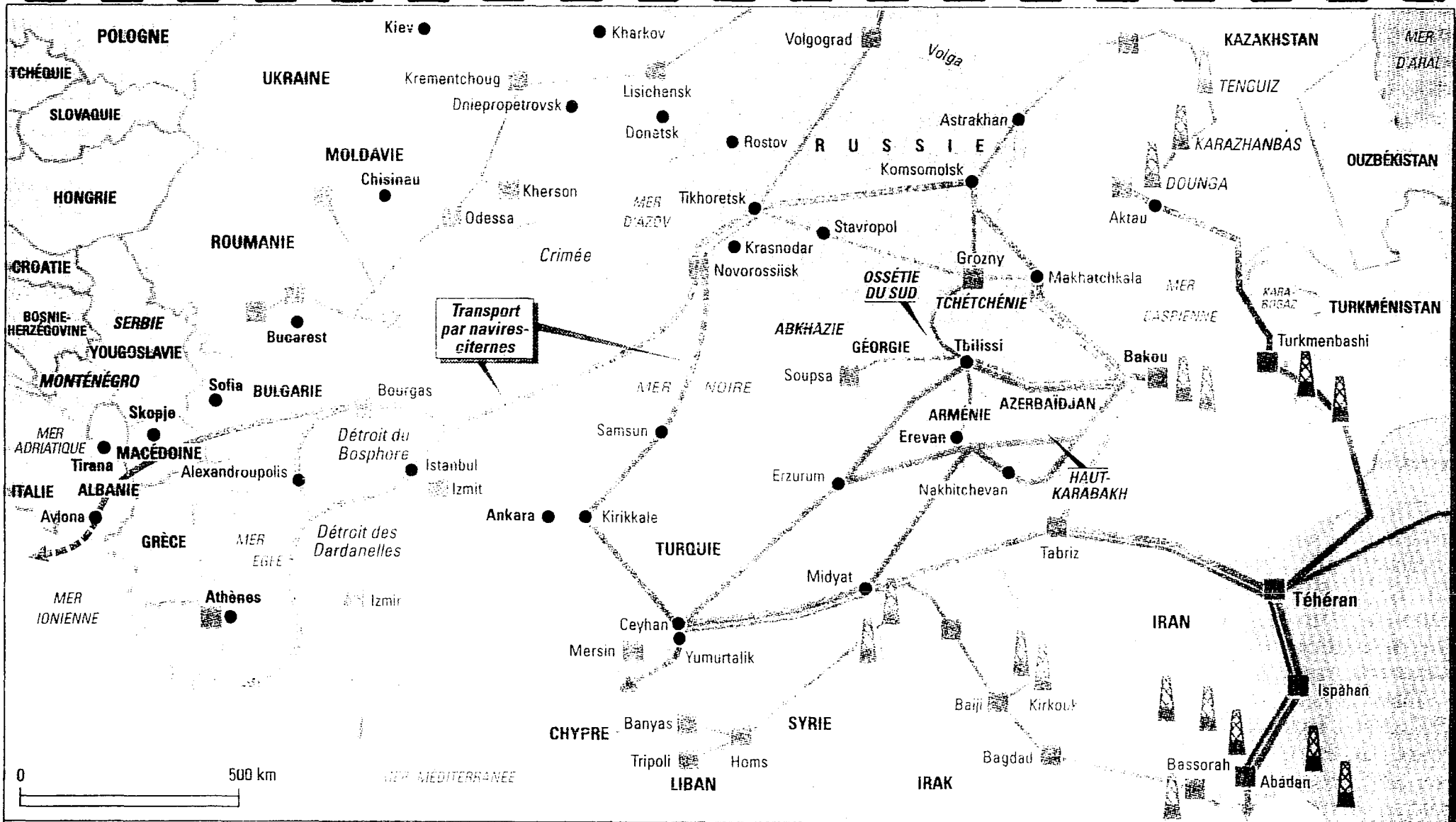
L'Iran demeure une sortie toujours possible vers le golfe Persique car l'éclatement de l'Union soviétique lui donne l'occasion de sortir de son isolement et de jouer un rôle clé dans la région . Mais tout projet d'oléoduc qui prétendrait emprunter le territoire iranien , solution de loin la plus rationnelle , serait pour l'instant rejeté par les Etats-Unis . Washington n'a toutefois pas mis son veto à la construction d'un gazoduc entre le Turkménistan et le nord de l'Iran . La République islamique constitue , géographiquement , la meilleure solution de rechange à la Russie pour désenclaver les Etats riverains de la Caspienne . Toute la géopolitique régionale pourrait être bouleversée si un dialogue s'engageait entre Washington et Téhéran où le nouveau président Mohamad Khatami apparaît plus fréquentable . Plusieurs hommes politiques américains influents le suggèrent, notamment Zbigniew Brzezinski .



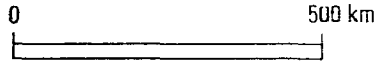
Les itinéraires d'exportation du pétrole de la Caspienne (d'après : ministère de l'Industrie, direction des hydrocarbures).

# Transcaucasie








Transport par navires-citernes




 Raffineries

 Principaux champs pétrolifères

 Principaux oléoducs existants

 Oléoducs existants, actuellement en travaux

Les projets d'oléoducs proposés par...

 la Russie

 la Turquie

 l'Iran

# LE TRACÉ DES OLÉODUCS UN ENJEU GÉOPOLITIQUE

CÉCILE MARIN

LCL GRIFFEN (M/USA)

## LE MONDE TURCO IRANIEN ET L'ASIE CENTRALE

### **L'ENJEU ISLAMISTE: STRATEGIES ET REPONSES**

Cet exposé a pour objet de faire une courte synthèse des présentations précédentes et de montrer les thèmes universels. Je parlerai des rôles des acteurs en essayant de différencier leurs intérêts divergents et compétitifs. Qu'ils soient des nations ou des groupements politiques, ils ont les mêmes besoins sécuritaires mais des rôles différents selon leur proximité géographique et leur poids. Nous examinerons ainsi successivement la position de l'islam et des entités suivantes: les Etats-Unis, l'Europe, Israël, la Chine et le monde arabe.

### **L'ISLAM**

Il est évident après toutes les présentations précédentes que les thèmes universels suivants sont des centres d'intérêt: les sectes concurrentielles de l'Islam, le nationalisme, l'influence des grandes puissances, l'intégrisme, la culture islamique et la modernité, l'occidentalisme et la modernité, l'émigration et l'immigration, et finalement les acteurs militaires.

### **LES ENJEUX**

Les enjeux sont ceux qu'on attend de n'importe quelle communauté: matières premières, eau, et accès à ces ressources pour des raisons commerciales et sécuritaires. On a vu combien cette région représente un carrefour des cultures et du commerce avec une géographie difficile. C'est une région où on lutte férocement pour obtenir les ressources. L'éloignement de la mer rend son accès particulièrement recherché pour des raisons commerciales et les montagnes qui traversent la région servent en même temps à isoler certains éléments et à canaliser le trafic. Donc certaines régions ont une importance géostratégique à plusieurs niveaux. La présence des hydrocarbures rend cette région plus intéressante aux grandes puissances qui sont géographiquement éloignées. La culture comprend une tradition ancienne de trafiquants et de guerriers. Plusieurs nations considèrent qu'avoir des armes à longue portée chargées avec les matériaux les plus nocifs font partie de leurs besoins sécuritaires. Le pétrole est leur devise. L'islam représente une culture répandue qui se montre de plus en plus comme étant la source des éléments intolérants et déstabilisants pour les autres cultures. Tant que la religion et le commerce seront suivis par les éléments militaires, ce carrefour représentera un fort risque de collisions entre d'importants intérêts. Finalement, l'évolution de l'homme a atteint une étape où ses idées dominent la société et cela vaut une lutte aussi féroce que celle de deux fourmilières.

### **STRATEGIES ET REPONSES DES ETATS-UNIS**

Les intérêts des Etats-Unis sont clairs et assez simples même si leur politique apparaît moins claire. Leur intérêt est un monde stable et ouvert où leurs entreprises peuvent fonctionner de façon habituelle et où les citoyens américains n'ont pas peur du

terrorisme, soit chez eux, soit en commerçant outre-mer. Leur idéalisme reflète leur soutien pour l'Etat d'Israël et pour les questions humanitaires. La puissance des lobbies d'immigrés de ces régions à travers les hommes du congrès, influence l'administration et l'évolution de sa politique. Les soucis sécuritaires américains ont pour objet d'empêcher la prolifération des armes nucléaires, chimiques et de la technologie permettant de les obtenir. L'intervention des autres puissances qui ne montrent pas dans leurs actes une politique conforme aux droits de l'homme devient l'objet de soupçon et d'efforts concurrentiels.

### **STRATEGIES ET REPONSES DE L'EUROPE**

La stratégie européenne est identique de celle des Etats-Unis sauf pour deux tendances. Il est évident que ce qu'on appelle « l'Europe » a des moyens moins solidaires pour réaliser sa politique. Ses intérêts commerciaux sont identiques mais en compétition avec ceux des Etats-Unis. La proximité de l'Europe et du monde arabe et l'importance de ses travailleurs immigrés rendent la politique européenne moins soucieuse d'Israël et plus soucieuse de l'immigration en provenance de cette région. La pieuvre des mafias et des trafiquants fait face à l'Europe qui sent son étirement.

### **STRATEGIES ET REPONSES D'ISRAEL**

Israël, pure création politique dans une région peu accueillante, représente une source d'instabilité dans la région. La diaspora des Palestiniens, déplacée par l'établissement d'Israël et sa culture juive, représente une source d'instabilité interne et aussi externe pour les pays arabes voisins où l'intégrisme islamiste devient une tendance réactionnaire des exclus du pouvoir. Israël cherche à signer des accords avec des pays de la région et avec les grandes puissances qui peuvent l'aider dans sa lutte pour la stabilité et contre les forces arabes hostiles à sa présence.

### **STRATEGIES ET REPONSES DE LA CHINE**

La Chine a une culture commerçante avec une histoire ancienne. La route de la soie l'a connectée avec cette région depuis longtemps. A l'intérieur de ses frontières politiques existent plusieurs cultures avec des racines et des liens originaires de cette région. Elle lutte pour préserver et avancer sa culture pour garantir la sécurité de ses frontières. En sa qualité de puissance nucléaire du pays le plus peuplé du monde, la Chine représente une puissance importante. Ses besoins en matières premières font l'objet d'échanges commerciaux impliquant les matériels militaires chinois. Ses intérêts consistent à contenir l'influence déstabilisante de l'islam intégriste en même temps qu'elle essaie de rivaliser avec la Russie, l'Inde et les Etats-Unis, ce qui lui permet de négocier. Elle cherche aussi une voie géostratégique vers l'océan indien.

### **STRATEGIES ET REPONSES DU MONDE ARABE**

Le monde arabe considère cette région comme la sienne, depuis que sa culture s'est répandue par ses commerçants il y a plus d'un millénaire. Les chefs des Etats arabes veulent la stabilité interne de leurs propres pays cherchant un moyen de contenir

l'influence persane, qui leur semble déstabilisante. De plus, ils cherchent des moyens de protéger leurs biens: l'eau, le pétrole, et les voies du commerce. Ils regardent la présence d'Israël comme déstabilisante à cause de ses effets sur leurs propres réfugiés palestiniens mais aussi comme un affront à l'intégrité de leur culture, parce que pour eux, Israël représente la présence américaine.

## **CONCLUSION**

En bref, cette région est un monde où l'équilibre des intérêts est provisoire, où les alliés sont circonstanciels, où les frontières politiques actuelles ont peu de légitimité pour ceux qui désirent les biens de l'autre. C'est une région où le commerce, les travailleurs immigrés, les tribus dispersées et l'irréductibilité créent peu de solidarité. Donc du point de vue de ceux qui ne voient qu'un jeu à somme nulle, c'est une poudrière d'instabilité. En fait, du point de vue rationnel, les uns comme les autres ont des intérêts convergents; mais l'histoire de l'homme est une histoire égoïste et peu rationnelle. Du point de vue de l'opinion publique occidentale, cela semble un nid d'intrigues digne des films d'Indiana Jones. Donc, en cas de crise, une intervention militaire occidentale massive exigerait une prise en compte importante de l'opinion publique.

LCL LUCAS

ETUDE GEOPOLITIQUE / TURQUIE, PAKISTAN, INDE, IRAN

### I-LA TURQUIE.

#### **Une position Stratégique exceptionnelle.**

Territoire d'une superficie de 780 000 km<sup>2</sup>, la Turquie s'étend sur l'Europe et sur l'Asie. Elle possède le contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles qui relient la mer Noire à la Méditerranée.

Limitrophe de la Grèce, de la Bulgarie, de l'U.R.S.S., de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie, elle forme un trait d'union entre le monde européen et le Moyen-Orient. Sa situation, au sud-ouest de la Russie, lui a donné depuis la fin de la seconde guerre mondiale un rôle de ligne de partage entre le monde communiste et l'Occident.

Lien entre l'Est et l'Ouest, pont entre l'Orient et l'Occident, la Turquie occupe donc une position stratégique que les événements plus récents ( problèmes du Proche-Orient, de l'Afghanistan, révolution iranienne) sont encore venus renforcer.

Au cours de la seule année 1991, elle assista au bouleversement de son environnement géopolitique avec la crise du Golfe, l'éclatement de la Yougoslavie et l'effondrement de l'Union soviétique.

"Paix dans le pays, paix dans le monde". Ces paroles de Mustapha Kemal, Kemal Ataturk (1881-1938), figure emblématique de la république de Turquie sont aujourd'hui contrariées par la situation actuelle.

Tout en voyant pour la première fois l'intégrité de son territoire menacée par l'insurrection kurde, la Turquie est sommée par les événements de devenir une puissance régionale, c'est à dire dont l'influence s'étend bien au delà des frontières.

Cette influence régionale se concrétise par l'ouverture de la Turquie vers le monde arabe d'une part et vers les frères turcs du Caucase et de l'Asie centrale. Elle se retrouve également dans les positions de ce pays dans la crise du golfe et vis à vis de la question kurde. Enfin elle apparaît clairement dans son ambition occidentale affirmée et son retour dans les Balkans.

#### **L'ambition occidentale.**

Depuis que la bureaucratie ottomane, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, décida de contrôler le pays par la mise en place d'une administration centralisée efficace de type napoléonien, le processus d'occidentalisation de ce pays ne s'est pas interrompu et la guerre d'indépendance (1920-1922) dont l'origine se trouve dans le traité de Sèvres (rédigé par les alliés et qui imposait des clauses trop injustes aux yeux des nationalistes turcs) n'a pas ralenti cette tendance.

Vers la fin des années 30, la Turquie se rangea du côté de l'alliance occidentale qui avait besoin d'elle contre l'Axe, et ce malgré les fortes tendances pro-allemandes au sein de l'armée et de la classe politique.

Par la suite, quand la guerre froide fit resurgir dans cette région le vieux conflit russo-occidental du contrôle du Moyen-Orient et des mers chaudes, la Turquie

exigea son rattachement à l'O.T.A.N., cela afin de participer à la politique moyen-orientale en tant que partie intégrante de l'alliance occidentale.

C'est d'ailleurs ce qu'elle fit en nouant des relations diplomatiques avec Israël dès 1948, en condamnant la nationalisation du Canal de Suez par Nasser ainsi que le F.L.N. pendant la guerre d'Algérie...L'ensemble de cette politique entraîna l'hostilité farouche du monde arabe, ce qui semblait convenir à la Turquie puisque cela apportait la preuve de son appartenance indéfectible à l'Occident.

Cette appartenance entraînait toutefois des obligations internes, principalement la libéralisation économique et politique du régime, desquelles résultèrent deux tendances contradictoires : d'une part la mise en place de l'économie de marché s'accéléra en ayant pour conséquences la pénétration de l'économie monétaire dans les campagnes, l'exode rural, l'industrialisation et l'explosion démographique et, d'autre part, le retour vers les valeurs islamiques s'affirma. La recrudescence de l'Islam est en fait un problème géopolitique à assumer aujourd'hui par l'Etat laïc turc qui sans encourager son expansion, avait trouvé dans cette religion un moyen de lutte contre le communisme et un maintien de l'ouverture vers le monde arabe.

### **Le retour dans les Balkans.**

L'ambition occidentale de la Turquie contournait les Balkans, repoussée par le glacis communiste et par l'hostilité permanente de la Grèce. Son intérêt pour les Turcs de la Bulgarie ou de la Grèce lui révéla progressivement le moyen de pression que ceux-ci pourraient constituer sur les Etats qui les abritaient. De surcroît, l'éclatement de la Yougoslavie et l'ouverture de l'Albanie libérèrent un potentiel d'influence sans doute insoupçonné ou à tout le moins mal évalué auparavant par Ankara. Ainsi, les Balkans, auparavant dédaignés par la Turquie, peuvent dorénavant constituer le théâtre principal de ses relations avec l'Europe.

Ils l'étaient déjà en quelque sorte puisque les rapports conflictuels de la Turquie avec la Grèce constituaient l'un des obstacles majeurs à son admission à l'union Européenne. Dans cette optique, le but immédiat d'une extension de l'influence turque dans les Balkans-amélioration des rapports avec la Bulgarie, intérêt accru pour l'Albanie-serait précisément de faire pression sur la Grèce pour obtenir notamment une solution de la question chypriote plus conforme aux intérêts turcs.

Le contentieux gréco-turc découle d'une longue intransigeance des deux camps, ponctuée d'incidents et de propos flamboyant. En juillet 1996 la visite à Chypre du premier ministre turc a été suivie au mois d'août, et ce malgré la présence des forces de l'O.N.U. dans la zone tampon, d'incidents qui ont fait trois victimes.

### **1998...L'aventure.**

La Turquie s'enfonce de coalition contre nature en coalition contre nature dans une aventure aux conséquences imprévisibles, au moment où l'environnement régional est plutôt chaotique.

Le 28 juin 1996, la Turquie kémaliste a nommé son premier chef de gouvernement islamiste, Necmetin Erbakan, depuis 70 ans, tête de liste du Refah, parti islamiste. Madame Tensu Ciller en sera le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères.

On se souviendra que la "dame de fer" d'Ankara a tout d'abord gouverné le pays à la tête d'un parti de droite (*DYP*) en coalition avec un parti social-démocrate. Elle s'est

également appuyée sur la droite nationaliste du Colonel Turkes, s'étant faite à l'époque, du parti islamiste *REFAH* dirigé par Necmetin Erbakan, son principal adversaire politique. L'opposition parlementaire est alors composée d'un parti de droite rival, l'*ANAP* de feu Turgut Özal et d'un parti de gauche à tendance nationaliste, le *DSP* de Bulent Ecevit.

Le 24 décembre 1995, les élections législatives anticipées placeront en tête les islamistes (21% des voix).

Le 28 février 1996 une coalition gouvernementale est mise en place (alliance *ANAP-DYP* et soutien *DSP*). A peine investi, le gouvernement bat de l'aile et Tansu Ciller voit son avenir politique compromis par des enquêtes parlementaires ouvertes contre elle pour corruption. Le gouvernement des 100 jours démissionne finalement le 6 juin 1996.

Reviement : Tansu Ciller entre alors en coalition avec le *REFAH* et le 28 juin Erbakan est élu à la tête d'un gouvernement *REFAH-DYP*. Erbakan est devenu premier ministre avec 20% des voix et des sièges, sans violence ni coup de force, par la seule incapacité des partis de gouvernement disposant de près de 80% des voix, à surmonter leurs querelles.

Ce nouveau cabinet a une marge politique très étroite, surveillé par l'armée, l'establishment politique, les milieux d'affaires, l'Union européenne, et les Etats-Unis. Erbakan n'a pas remis en cause l'union douanière ou la coopération avec Israël mais il a pris quelques initiatives qui irritent fortement les Etats-Unis: envoi en août 1996 de deux ministres en Irak, tournée diplomatique vers l'Orient musulman (Iran, Pakistan, Malaisie, Indonésie) et Singapour, signature en octobre 1997 d'un important contrat gazier avec l'Iran, tournée diplomatique en Afrique avec escale en Lybie.

## 2-L'INDE.

L'évolution de l'Union Indienne, notamment le développement d'une importante marine de guerre, est un souci pour beaucoup de pays arabes du Golfe. En plus d'une sourde inquiétude concernant la pression démographique, l'idée que l'Inde pourrait devenir la puissance hégémonique de l'Océan Indien, d'ici une vingtaine d'années, inquiète considérablement les capitales du Golfe. Le rapprochement informel opéré depuis quelques années entre la Russie traditionnelle amie de l'Inde, et l'Iran ou New Delhi, ne peut que développer les préoccupations des Emirats. L'alliance de fait de la plupart des émirats avec le Pakistan prend ainsi un relief discrètement anti-indien. Si les relations diplomatiques avec les pays du Golfe demeurent bonnes, les ambitions régionales de l'Inde pourraient constituer, à l'horizon d'une génération, une source majeure de friction notamment pour ce qui concerne la circulation des flottes de pétroliers ou de méthanières dans le bassin occidental de l'océan indien. L'axe Moscou-New-Delhi, s'il devait se consolider, marquerait le triomphe de la descente russe vers les mers chaudes et un début d'encercllement des pétro-monarchies et l'Arabie saoudite, et de l'autre l'alliance entre l'Inde et l'Iran, autrement dit l'opposition de deux blocs, l'un arabo-sunnite, l'autre indo-chiite.

### 3-LE PAKISTAN.

Le Pakistan, situé à la périphérie extérieure du Golfe, joue un rôle majeur dans la zone. Contrepoids stratégique à l'Iran, auquel il se heurte en Afghanistan dans la grande bataille pour le désenclavement de l'Asie centrale, le Pakistan est aussi un important fournisseur de main-d'oeuvre pour les pays du Golfe.

Le Pakistan assure aussi une protection de deuxième échelon de l'ensemble du Golfe, par sa capacité de surveillance du nord du bassin occidental de l'océan indien. Son orientation anti-soviétique, ses liens avec Washington, Pékin et Riyad l'ont conduit dans le passé à être un pôle des alliances d'encerclement de l'U.R.S.S., à l'époque de la guerre froide (C.E.N.T.O. et O.T.A.S.E.). Aujourd'hui, sa fonction géopolitique a évolué et consiste à contrer toute velléité d'expansion iranienne vers l'océan indien.

La situation du Pakistan a aussi évolué du fait de l'alliance de Moscou et de Téhéran, alliance qui est prolongée vers New-Delhi. Le Pakistan a ainsi le sentiment d'être encerclé, ce qui ne peut que renforcer ses alliances et ses interventions dans la péninsule arabique et dans le Golfe. Le Pakistan a aussi joué un rôle majeur dans la formation des armées des pays du Golfe, lors de leur indépendance, en leur fournissant de nombreux cadres militaires. Aujourd'hui encore, l'armée pakistanaise, issue de l'armée anglaise de l'Empire des Indes, continue de former et d'encadrer des armées des Emirats ainsi que l'armée saoudienne.

L'implication du Pakistan dans la géostratégie du Golfe passe par le contrôle de la province du Balouchistan.

Le Balouchistan est une région montagneuse, baignée par l'océan indien, à cheval sur le Pakistan, l'Iran et le sud de l'Afghanistan qui s'étend de Karachi au Golfe d'Oman. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, cet Etat fut partagé entre l'Empire des Indes et l'Empire perse. En 1947, la région fut dévolue au Pakistan dans le cadre du partage de l'Inde anglaise, sauf le port et la région de Gwadar, qui demeura propriété du Sultan d'Oman, lequel finit par vendre au Pakistan cette enclave en 1958.

Cette région est stratégiquement très importante car s'y sont installés des ports et bases navales de la marine pakistanaise, dont l'une des missions est la surveillance et la défense de la sortie du Golfe d'Oman. Pour ce qui est de l'intérêt porté par les Russes à cette région, on peut penser qu'après un hypothétique succès des armées soviétiques en Afghanistan, le Balouchistan aurait constitué la cible suivante de l'expansion soviétique vers le Golfe en direction des routes du pétrole.

Aujourd'hui, le Balouchistan pakistanaise est devenu une zone importante pour les narco-trafiquants de drogue mais le sud côtier, la région du Makran qui a en permanence était un lieu d'échanges culturel et commercial entre le monde arabe, le monde perse et le monde indien, reste une région militaire de la plus haute importance stratégique, ne serait-ce que parce que Gwadar est devenu un centre américain de surveillance électronique de l'Iran et du Golfe.

Si le Pakistan réussit à gagner la bataille du désenclavement de l'Asie centrale ex-soviétique (évacuation du pétrole et du gaz notamment), ce au travers du territoire afghan, cette "victoire" entraînera la mise en valeur des côtes du Balouchistan, notamment de la région de Gwadar (ex-omanaise). Ainsi, entre la sortie iranienne sur le Golfe et la sortie pakistanaise non loin du Golfe, c'est toute la région du Golfe

d'Oman et de ses périphéries qui risque d'être dans vingt ans un pôle majeur de la géo-économie mondiale.

## L'IRAN

Depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire de la façade iranienne du Golfe arabo-persique et du Golfe d'Oman est celle d'un réinvestissement géopolitique croissant. L'Empire perse et l'Empire ottoman s'y sont longtemps opposés mais l'empire perse avait fini par progressivement se désintéresser de cette façade maritime, situant plutôt ses centres de gravité géopolitiques vers le Caucase, l'Asie centrale et l'Afghanistan.

Le retour vers le Golfe s'est opéré par étapes, au fil des dynasties et des régimes : poussé par la double pression que subissait l'Empire perse sous la dynastie des Qadjar, à savoir celle de l'Empire russe au nord et celle de l'Empire anglo-indien au sud, Téhéran fut conduit à réinvestir progressivement le Golfe. D'ores et déjà le Golfe est devenu la priorité géopolitique de l'Iran de ces dernières décennies.

Pour mieux apprécier la situation, il faut s'intéresser à la dynastie Qadjar.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle avait vu une migration de populations arabes investir la rive perse du Golfe et y fonder des micro-émirats. A partir de 1798, la politique de la nouvelle dynastie des Qadjar a consisté à récupérer ses enclaves, à les réintégrer à la Perse et à refouler les arabes sur la rive arabe du Golfe. Dès cette époque, l'Empire Perse envisage de reprendre pied sur la côte arabe du Golfe, notamment à Bahreïn qui fit longtemps partie de son empire, de même songe-t-il à annexer les îles de Tomb et Moussa qui contrôlent la sortie du Golfe en amont du Détroit d'Ormuz.

Cependant, Téhéran n'est pas libre de ses mouvements. L'Empire russe qui avance vers le Golfe à travers le Caucase, rêve de transformer la Perse en une colonie russe. La Grande-Bretagne qui, elle, se profile par le Sud, nourrit le même rêve. Tant et si bien que la Perse va devenir le champ clos de l'affrontement russo-anglais. Cette insertion dans le "Grand Jeu" qui oppose les deux empires, du Golfe au Tibet, handicape l'expansion persane vers le Golfe. D'autant plus qu'en 1907 l'accord anglo-russe partage les zones d'influence en Perse même: la Russie au Nord, la Grande-Bretagne au sud avec une zone neutre entre les deux.

Cet accord est perçu par les nationalistes persans comme le prélude du dépeçage et du partage de la Perse. En 1914, conformément à cet accord, la Perse est occupée par les deux armées. A partir de la zone anglaise, Londres déploie un dispositif militaire qui lui permet de conquérir la Mésopotamie et de refouler les Turcs qui souhaitaient reprendre pied dans le Golfe grâce à la guerre. Au cours de cette campagne de Turquie, les britanniques connurent des revers tels que la capitulation de Kut-al-Amara en avril 1916 avant de l'emporter progressivement au cours des années 1916-1917.

Après la première guerre mondiale, les rivaux russes, turcs et allemands ayant disparus, Londres signe en 1919 un traité avec Téhéran qui transforme le pays en colonie anglaise.

Ce traité provoque un sursaut nationaliste qui entraîne la chute de la dynastie Qadjar, remplacée bientôt par les Pahlavi.

Le colonel Reza, après avoir fomenté un coup d'Etat en 1921 se fait nommer *Shah* en 1926. Il s'emploie à mettre en oeuvre une politique nationaliste pour restaurer la grandeur de la Perse et la moderniser. Soucieux de dégager son pays de l'emprise,

jugée excessive à ses yeux, du clergé chiite, il souhaite également prendre ses distances avec la Grande-Bretagne, et joue à cet effet sur le plan diplomatique, la carte de l'U.R.S.S..

Un des premiers actes du nouveau *Shah* est d'annexer le Khouzistan, pour conforter la présence iranienne sur le Golfe.

Le Khouzistan c'est l'appellation Perse de la région appelée, par les Arabes Arabistan. Riche en pétrole, cette région est devenue le type même de lieu de conflit d'antériorité entre Bagdad et Téhéran et sera à l'origine de la guerre Iran-Irak.

En 1941 le Shah fut déposé et l'Iran fut occupé par l'U.R.S.S. et la Grande Bretagne, comme en 1914.

Son successeur, Mohamed Reza Shah ne manifesta guère d'intérêt pour le Golfe au moins jusqu'à la fin des années 60, occupé qu'il était à résoudre d'autres crises intérieures bien plus graves, comme la mise en place par l'U.R.S.S. de républiques soviétiques en Azerbaïdjan et au Kurdistan iranien comme l'épisode Mossadegh ou encore l'agitation kurde. Pourtant on raconte que sur son lit de mort Reza Shah aurait dit à son fils : " j'ai libéré la rive nord du Golfe, à toi de libérer la rive Sud."

L'annonce, à la fin des années 60, du retrait britannique du Golfe devait modifier cette situation. Trois pays entendaient relayer le retrait anglais et s'imposer comme les gardiens du Golfe: L'Irak, l'Arabie saoudite, l'Iran. La volonté iranienne de contrôler la région ne pouvait que stimuler l'irrédentisme de Téhéran vis-à-vis des régions de la rive méridionale du Golfe, ce d'autant que les Etats-Unis semblaient avoir choisi l'Iran comme gendarme de la région.

Entre temps, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le Golfe était devenu une des principales zones pétrolières du monde et l'Iran lui-même exportait son pétrole.

L'intérêt iranien pour le Golfe, entamé au début du XIX<sup>e</sup> siècle n'était donc plus seulement un question d'expansion territoriale et de prestige stratégique national, il était devenu la question centrale de l'avenir économique d'une puissance moyenne en pleine expansion.

Ce nouveau rôle conduisit le Shah à intervenir :

- à Oman contre la guérilla marxiste dans la région du Dhofar,
- à revendiquer l'archipel de Barheïn,
- à multiplier les incidents avec l'Irak pro-soviétique à propos de la frontière du Chott-el-Arab.

Décidé à assurer la libre circulation dans le Golfe face à une poussée soviétique menaçante, le Shah multiplia les démonstrations de force et surtout occupa les îles Tomb et Moussa appartenant aux Emirats Arabes Unis. De surcroît, pour entraver et affaiblir son rival l'Irak, l'Iran soutint ouvertement la révolte des Kurdes iraniens avec l'accord de Washington et de Tel Aviv. En 1974, la tension fut telle que beaucoup de chancelleries considèrent la guerre entre L'Iran et l'Irak comme imminente. Des négociations aboutirent aux accords d'Alger de 1975, selon lesquels l'Irak reconnaissait la souveraineté de l'Iran sur la rive gauche du Chott-el-Arab en échange de la cessation du soutien iranien aux Kurdes de l'Irak.

Cet accord se traduisit par un apaisement général pour quelques années dans le Golfe, où l'Iran semblait être devenu désormais une puissance incontournable. Tout allait être remis en question par le changement de régime à Téhéran et l'arrivée au pouvoir de la République Islamique.

Quelques mois après l'installation du nouveau régime, des incidents violents éclatèrent de nouveau à l'initiative de Téhéran dans la région du Chott-el-Arab. Ce retour de flamme s'accompagna d'un irrédentisme particulièrement virulent de la part du régime iranien qui, au nom du chiisme et du passé historique de la Perse,

revendiqua le Bahreïn, le sud de l'Irak, le Koweït et le Hasa saoudien peuplés de Chiïtes. Ce nouveau climat géopolitique allait déboucher sur la guerre Iran-Irak.

L'armistice de 1988 entérina un jeu à somme nulle pour les belligérants, ceux-ci évidemment ne tenant pas compte des pertes énormes en matériels et en hommes. Dès la cessation des hostilités, l'Iran entreprit la remise en état de ses terminaux des installations portuaires .

La deuxième Guerre du Golfe vit l'Iran se maintenir dans une neutralité vis-à-vis des deux camps qui regroupaient ses ennemis pro-occidentaux et ses ennemis d'hier. Cependant, l'Iran est de plus en plus inquiet de la montée en puissance des Etats-Unis dans le Golfe, consacrée par l'opération *Tempête du Désert*. Le renforcement du voisinage américain dans le Golfe intervient à une époque où l'Iran a plus que jamais besoin du Golfe. Non seulement le Golfe est devenu la voie d'écoulement naturelle des produits pétroliers iraniens pour le jour où l'embargo sera levé, mais il est aussi la zone où sont installées les centrales nucléaires dont l'Iran a besoin pour assurer sa croissance économique et accéder à l'arme nucléaire.

Pour les dirigeants iraniens, le Golfe est non seulement une priorité stratégique absolue, mais aussi une priorité économique incontournable. L'avenir de l'économie iranienne se jouera dans le Golfe dans les dix prochaines années. Pour un pays qui a vu sa population doubler en vingt ans, le développement économique est devenu plus important que toute autre considération géopolitique. En ce sens, les conséquences d'un développement économique de l'Iran à partir du Golfe auront certainement des incidences sur son comportement géopolitique. A l'heure actuelle, l'Iran s'est rapproché de Moscou, ce qui ne cesse d'inquiéter les occidentaux. Face à ces mouvements, deux écoles prévalent en matière de perspectives. L'une que l'on pourrait appeler "l'école catastrophique" et qui considère que l'Iran, fort de l'alliance russe et de ses ambitions, sera amené à reprendre un comportement agressif dans le Golfe. L'autre école que l'on pourrait dénommer "minimaliste", considère que l'Iran a besoin de paix pour sauver le régime et entreprendre les objectifs de développement économique, et, que derrière sa rhétorique, Téhéran maintiendra profil bas en évitant de provoquer les pays riverains et surtout les Américains.

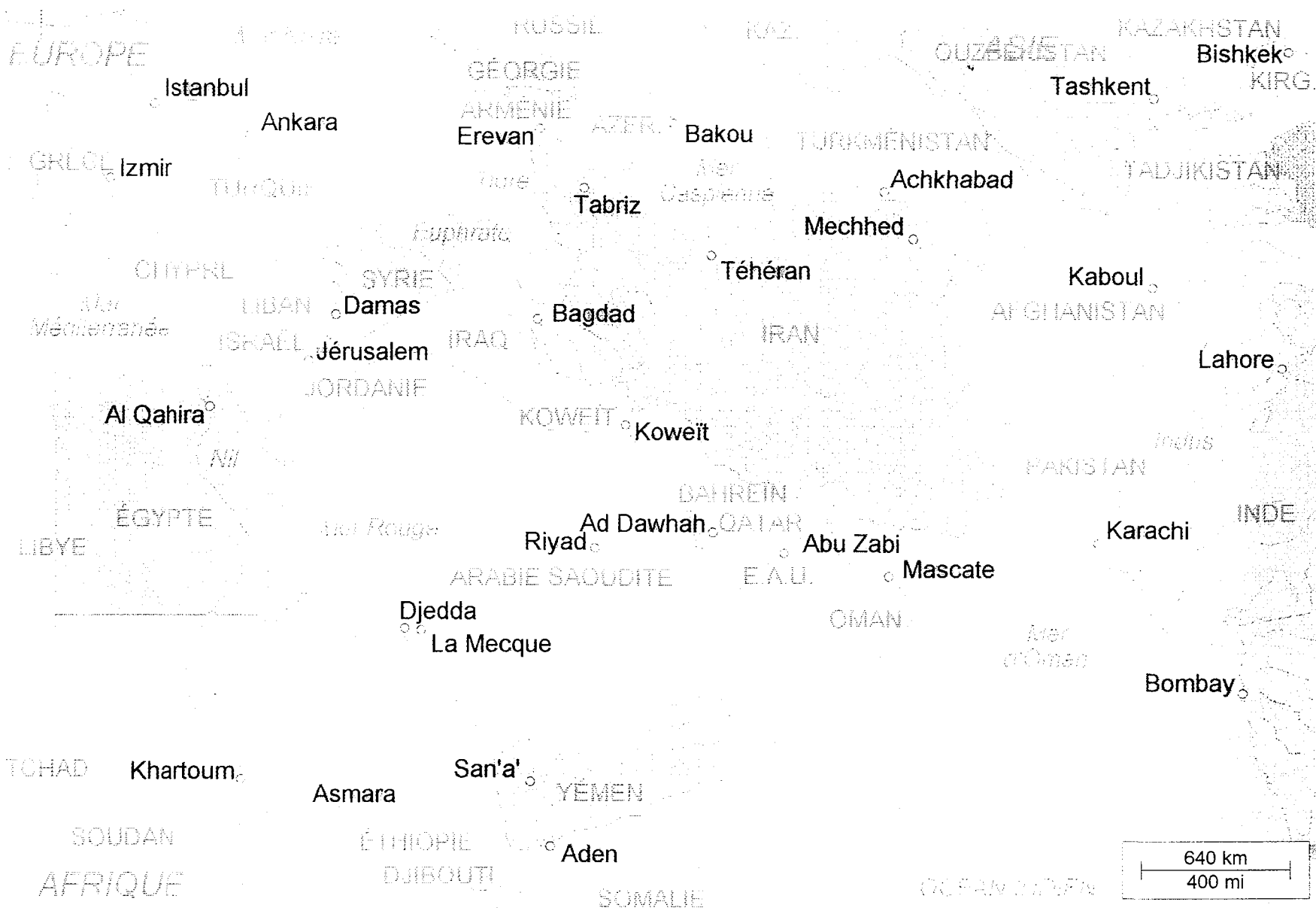
La réponse à cette alternative ne sera pas seulement le fait du choix iranien, elle procédera de l'évolution de l'ensemble des composantes de la zone du Golfe et de ses périphéries:

- l'évolution du processus de paix ,
- l'éventuel rapprochement syro-irakien,
- l'évolution des relations irano-irakiennes,
- la politique de la Turquie,
- la question kurde...

Faut-il ajouter que le Golfe étant devenu la condition sine qua non d'un avenir de croissance économique pour l'Iran, il est probable que Téhéran saura certainement préserver l'essentiel. Partenaire du développement de l'économie du Golfe, l'Iran a certainement plus besoin de paix que de guerre dans la zone. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne fera pas valoir ses intérêts et entendre ses thèmes nationalistes et religieux de temps à autre.

ESTIMATION DES FORCES MILITAIRES  
PAKISTAN - INDE - IRAN ( L'ANNEE STRATEGIQUE 1997 ).

	PAKISTAN	INDE	IRAN
Dépenses ( PIB %)	6,12%	2,67%	3,84%
Dépenses million\$	3300	7430	4860
Budget 1995	3700	8120	2460
Effectifs active +réserves totales	587 000 +513 000	1 145 000 + 650 000	513 000 +350 000
<b>ARMEE DE TERRE</b>			
effectifs active	520 000	980 000	345 000(+100 000)
chars de combat	2050	2400	1520
autres véhicules	1019	1100	985
artillerie	2576	+ de 5535	6450
hélicoptères	134	199	556
<b>MARINE</b>			
effectifs active	22 000	55 000	18 000
Tonnage	39 500	201 300	24 048
Tonnage principaux bâtiments	36 371	130 950	15 050
P.avions-aéronefs	0	2	0
principaux bâtiments de surface	11	16	5
bâtiments de tonnage réduit	19	92	101
Sous-marins	9	18	3
<b>ARMEE DE L'AIR</b>			
effectifs active	45000	110 000	30 000
avions de combat	430	844	295 peu opérationnels
hélicoptères	34	190 (32 armés)	46



LCL. YESILYURT  
G./TURQUIE

## LE GRAND JEU ET LES ACTEURS NOUVEAUX

### L'ENJEU GEOPOLITIQUE : QUEL RETOUR DE LA PUISSANCE RUSSE

Dans le Caucase et l'Asie centrale, une forte lutte d'influence semble se jouer à trois entre la Russie, la Turquie et l'Iran; on retrouve ainsi aux confins orientaux de la Turquie les disputes ou différends issus des histoires impériales russe, perse et ottomane. L'allègement de la tutelle soviétique a conduit les républiques caucasiennes à retrouver leur passé turbulent et à s'affronter pour des raisons de délimitation de frontières, de rivalité inter-ethniques, voire de religions. Il est probable que des incidents ou conflits ont été favorisés ou soutenus par certaines puissances extérieures soucieuses de la préservation de leurs intérêts dans la zone.

De tout temps la Russie a essayé d'atteindre la Méditerranée ou l'océan indien. Le prince Gortchakov ministre des affaires étrangères du tsar écrivait en 1856 « La Russie n'a pas de problème majeur en Europe. En Asie, au contraire d'immenses territoires sont ouverts à ses activités ».

La Russie retrouve ses objectifs du temps des tsars, c'est-à-dire l'accès aux mers chaudes; la présence de troupes russes à la frontière turco-géorgienne et en Arménie ressort de cet objectif qui veut limiter le développement économique turc à l'Est (il faut se souvenir que c'est l'empire ottoman qui a été le principal obstacle aux ambitions de la Russie dans sa poussée) Son influence en Arménie est toute prépondérante et la Russie a fourni protection et garantie à son ancienne province.

Moscou revendique en effet avec de plus en plus d'insistance des droits particuliers sur les territoires de l'ex-URSS, qu'elle demande à la communauté internationale de lui reconnaître. L'idée d'une telle responsabilité a été évoquée dès 1992 à plusieurs reprises dans le premier rapport fait sur la Russie et « l'étranger proche » par Fedor Chelov Khovediaev dans le cadre du concept de politique étrangère. Elle est explicitement avancée par Boris Eltsine à partir de 1993.

Les politiciens russes sont enclins à expliquer l'apparition d'un « bloc occidental » dans la CEI par l'activité que déploie Washington, désireux de couper la Russie de ses proches voisins afin de prévenir le retour d'une hégémonie de Moscou. La politique américaine vise sans aucun doute cet objectif, d'autant qu'il s'agit là de contrôler d'énormes réserves d'énergie, mais on ne

peut pas ne pas voir les convergences d'intérêts entre les Etats-Unis et plusieurs nouveaux Etats indépendants . Les grands projets économiques dans lesquels ceux-ci sont engagés nécessitent d'importants investissements qui ne peuvent émaner que de l'occident.

En réponse à la création de ce bloc ,un groupe de pays pro-russes de la CEI est en train de se constituer .Le troisième à vouloir rejoindre l'union Russie -Biélorussie pourrait être l'Arménie , suivi du Tadjikistan. L'Arménie pense que l'Occident bafoue ses intérêts au profit de l'Azerbaïdjan et des compagnies pétrolières qui exploitent le pétrole de la Caspienne.

Le Tadjikistan a besoin des crédits russes et d'assistance militaire.Si l'option pro-occidentale s'explique en premier lieu par des facteurs économiques,l'orientation prorusse de Minsk ,Erevan et Douchanbe est motivée à la fois par la politique, l'économie et des raisons militaires.Un conflit entre ces deux blocs serait-il possible?Probablement non , car les dissensions ne devraient pas s'exacerber. La sphère d'influence de la Russie dans l'espace postsoviétique rétrécit en proportion directe de ses capacités économiques. Cependant,Moscou conserve des leviers d'influence politique et militaire .C'est pourquoi dans chaque cas particulier , la Russie et ses partenaires occidentaux rechercheront le compromis . D'autant plus que les compagnies pétrolières russes vont persister à vouloir obtenir une participation aux grands projets. Mais Moscou devra compter de plus en plus souvent avec le facteur Washington dans ses relations avec les nouveaux partenaires des Américains

Kremlin: faut-il préserver les coûteuses bases militaires en Géorgie et Arménie, alors que partout l'armée russe manque cruellement de fonds , la réponse est sans doute dans la modification, obtenue par Moscou en mai 1997 , du traité sur les forces conventionnelles en Europe. La Russie a réussi, par ce biais à « légaliser » la présence de forces armées additionnelles dans le Caucase(tout comme dans la région de Saint-Pétersbourg) signe qu'elle est décidée à ne pas évacuer la Trancaucasie. Mais comment fera-t-elle pour y conserver une influence déclinante? Si elle est en mesure de créer des obstacles pour les projets occidentaux et pour les Etats transcaucasiens, elle est incapable de proposer un système économique et politique sous sa direction.

Néanmoins ; la Russie dont la perte de puissance est la cause de ce bouleversement,n'est pas absente de la partie pour reprendre le contrôle de cette région économiquement vitale pour elle . Elle propose de rénover l'oléoduc existant qui fait le tour de la mer Caspienne et qui rejoint le port de Novorossiisk en mer Noire .Cependant ,ce dernier n'est pas le débouché maritime idéal. L'hiver ,le port n'est pas toujours praticable en raison d'un vent extrêmement violent et les autorités turques ont, sous prétexte de protection de l' environnement,interdit la traversée du Bosphore aux très gros pétroliers.

Les Russes n'ont pas les moyens de mettre en échec la capacité d'investissement des compagnies pétrolières occidentales. Ils sont impuissants face au rouleau compresseur américain qui propose aux pays d'Asie centrale des infrastructures d'exploitation qui leur permettront de rivaliser avec le Moyen-Orient; or le contrôle de l'Asie centrale est pour les Russes, un facteur de puissance

essentiel. S'ils arrivent à faire pencher la balance vers leur tracé, ils garderaient ainsi le contrôle de l'acheminement de « l'or noir » et c'est justement pour cette raison que les gouvernements d'Asie centrale ne sont pas très enthousiastes. Les Russes sont donc condamnés à appliquer une diplomatie « musclée » dans ces pays, afin de les obliger à revenir définitivement dans leur giron. C'est d'ailleurs ce type de diplomatie qui a contraint la Géorgie à réintégrer la CEI. Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh répond au même schéma et il permet à Moscou d'exercer une pression sur Bakou. Plus au nord, l'intervention en Tchétchénie, même si elle n'est pas une réussite tactique s'inscrit nettement dans ce cadre. C'est donc un avertissement aux républiques de la région et il ne faut pas oublier que l'oléoduc qui aboutit à Novorossiisk passe par la Tchétchénie. Ainsi la méthode russe consiste à fragiliser les nouvelles républiques indépendantes afin de restaurer son influence en jouant le rôle de gendarme de la CEI.

Est-ce un hasard si en Azerbaïdjan, le pouvoir est en juin 1993, passé des mains d'Abulfaz Eltchibey, un homme favorable à un rapprochement avec la Turquie et hostile à un renforcement de la CEI à celles d'un ancien dirigeant de l'ère brejnévienne, Guedar Aliev, qui tout en préconisant une certaine indépendance à l'égard de Moscou, mène une politique qui lui est nettement plus favorable ? La Russie a-t-elle jeté de l'huile sur le feu en Abkhazie afin d'obliger Tbilissi à mener une politique plus conforme à ses intérêts.

Cette démonstration de force répond à l'agressivité économique des Occidentaux. La position des compagnies pétrolières est simple : afin de garantir les gigantesques investissements qu'elles envisagent, les voies d'acheminement du pétrole doivent pouvoir être contrôlées par les gouvernements des pays investisseurs. C'est-à-dire que ces infrastructures ne doivent être ni entre les mains des Russes, ni celles des Iraniens. Les Russes réclament une adaptation du traité de limitation des forces conventionnelles en Europe, qui les empêche de concentrer des troupes dans le Caucase. Cette diplomatie brutale menée en Asie centrale et au Caucase peut avoir un effet pervers, car les populations musulmanes de ces pays pourraient basculer dans le camp islamiste comme cela a été le cas en Afghanistan.

En cette période d'après-conflits, le Caucase a les allures d'une étonnante mosaïque d'alliances où chacun recherche le patronage d'une ou plusieurs puissances étrangères. Nouveaux arrivants, les Etats-Unis tentent de s'y assurer une place de taille, réduisant d'autant la présence russe et les ambitions iraniennes. La Russie, jalouse de ces développements dans ces zones nouvellement étrangères, reste sous le choc de sa défaite en Tchétchénie. Bref, c'est entre la montée en puissance américaine et la résistance russe que se jouera la prochaine étape de l'histoire du Caucase et de l'Asie Centrale.

Les Etats-Unis commencent à jouer un rôle plus actif sur le territoire de l'ex-URSS. Les importantes quantités de pétrole de la Mer Caspienne, conjuguées aux richesses de la région du lac Tenghiz constituent l'aimant qui a attiré les plus grosses sociétés occidentales du secteur dans cette région. Ainsi les Etats-Unis n'ont pas hésité à classer le Caucase parmi leurs zones d'intérêts.

Les autres occidentaux commencent également à jouer sur la situation en Asie centrale. La bataille pour l'Afghanistan recouvre en particulier une lutte pour le contrôle du territoire par lequel est envisagé le transfert du gaz turkmène vers l'Europe au siècle prochain. La participation de la société américaine dans le projet de construction du gazoduc traversant l'Afghanistan peut expliquer le rôle que Washington a joué dans le mouvement des talibans. Mais miser sur ce dernier comme sur une force capable d'assurer la stabilité dans le pays et la sécurité des installations gazières ne semble pas pour l'instant être un pari justifié.

Pour conclure, on peut dire qu'il existe des facteurs favorables et défavorables au retour de la puissance russe,

1. Les facteurs favorables :

a. Les conflits entre les pays de la région et entre les groupes ethniques. Notamment le problème du Haut-Karabakh.

b. La situation économique et politique des pays de la région n'est pas bonne. Les pays de cette région sont très sensibles à la politique musclée de la Russie. A l'heure actuelle, les activités du KGB sont efficaces dans cette région.

c. Il n'y a pas assez d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires capables de diriger l'Etat à cause de la politique russe qui était appliquée depuis plusieurs années.

d. L'échec des politiques des Etats-Unis, de la Turquie et de l'Europe vis à vis des pays de cette région.

2. Les facteurs défavorables:

a. Le rôle plus important des Etats-Unis dans cette région.

b. La Turquie qui pourrait obtenir le soutien des Etats-unis, et de l'Europe et pourrait jouer un rôle important dans les pays turcophones

c. L'amélioration de la situation économique des pays de la région qui permet d'augmenter le niveau de vie grâce au pétrole et au gaz naturel qui représentent 65% des réserves mondiales.